

Le Monde

idées

ISRAËL

Vers une dissidence juive en France ?

par WLADIMIR RABI (*)

L'ÉVOLUTION de la politique française concernant Israël était parfaitement prévisible, depuis le jour fatal de juin 1967 où de Gaulle ordonna l'embargo sur les armes à destination de cet Israël qu'il appelait encore récemment « notre ami, notre allié ». Plus même, elle était inévitable. Et seuls les juifs de France ne pouvaient ni ne voulaient l'admettre. Dès 1962, alors que l'accord était encore total, l'écrivain : « Mais que se passera-t-il demain si un gouvernement français, de gauche ou de droite, au nom du réalisme politique, entendait jouer la « carte arabe » au détriment d'Israël ? En bien ou en mal, et les juifs de France sont atteints ».

A quel donc vous ont servi ces « juifs de cœur » de la tradition européenne, et tous ces hommes politiques, de gauche comme de droite, qui vous prodiguaient le bon sens durant les périodes électorales ? A quel donc a servi ce rassemblement de notables au CRIF, médiocre lobby du judaïsme français, qui n'a su ni prévoir l'inevitable évolution du processus, ni par voie de conséquence élaborer une doctrine dénuée de toute ambiguïté concernant, hic et nunc, une réévaluation de l'insoutenable comportement de la politique israélienne et une dénonciation du « réalisme politique » giscardien, il est vrai soutenu, de bon ou de mauvais gré, par un consensus quasi général ?

A quel tout cela aboutit finalement ? A une citoyenneté de seconde zone ? Des exemples ? Eh bien le cas de tous ceux qui, au moins depuis 1967, se trouvent désormais exclus de tous les chantiers que la tournure présidentielle nous assure. Ce n'est pas de l'antisémitisme. C'est dans la logique des choses, et des situations que la toujours anormale condition juive implique.

Le judaïsme français, si digne, si courageux, si imaginaire pendant les années qui ont suivi la libération, qui a reconstruit un peuple vivant, et qui, grâce aux riches potentialités des Maghrébins rapatriés, deux faits marquants à jamais sa sensibilité profonde : le premier, c'est la mémoire d'Auschwitz, le risque de mettre en cause, par une commémoration annuelle, « l'unité du genre humain », comme l'a écrit ici même un chroniqueur ; et l'autre fait, c'est Israël, auquel les juifs de toute la Diaspora se sentent liés par une relation quasi charnelle, sinon spirituelle, malgré les dédaillances des hommes qui dirigent ce pays. Et je dis tout cela en clair, bien que je n'aie pas ménagé, par mes vives critiques, tant la politique d'Israël que notre établissement juif de France et ses « maîtres à penser », persistant à propager l'inconditionnalité et l'apologie aux dépens de la quête de la « vérité ».

Une autre stratégie

Où, il fallait être aveugle pour ne pas percevoir le terme inévitable de tout ce processus, qui était inscrit dans les termes mêmes des accords de Camp David, de septembre 1978. Bientôt, il tombait dans son propre piège.

Que lit-on dans ce texte ? « Toute solution issue des négociations devra aussi reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes besoins ». Et, selon le rigoureux calendrier qui fut élaboré au départ du traité de paix de mars 1979, la source de l'autorité, en Cisjordanie et à Gaza, à dater du 26 mars 1980, allait résider dans « l'autorité autonome », librement élue par les habitants de ces régions, en remplacement de l'actuel gouvernement militaire. L'échange des lettres annexes au traité de paix de mars 1979 confirmait tous ces points lorsqu'il énonçait que « le but de ces négociations est l'établissement d'une autorité d'autogouvernement... en vue de fournir une autonomie complète (full autonomy) aux habitants ».

Dans cette perspective, on peut

certainement regretter que les Palestiniens n'aient pas saisi la possibilité juridique qui leur était tendue (après tout, la Rhodésie est devenue un pays à part entière, au départ d'un texte plus restrictif). Mais ils ont préféré une autre stratégie, dans la mesure où elle pouvait assurer un meilleur rapport de forces. En tout état de cause, la dynamique même des accords faisait que l'autodétermination était inscrite dans le processus même de l'autonomie.

M. Cisarini d'ailleurs aurait dû se rendre compte que la date fatale du 26 mars 1980, une fois constatée l'inévitable échec des négociations. Mais dans sa hâte à tirer le premier tous les avantages de son intervention, et pour confirmer la nature de la France « puissance musulmane » (et en fait la France est puissance chrétienne-islamique), si l'on s'en tient aux structures à l'indépendance, il a préféré, sans attendre, porter le coup décisif aux accords signés par deux peuples. Et il l'a fait dans la faste d'un Orient millotant de mille carats, sans même masquer ses intentions premières et fondamentales qui étaient, non

de justice mais de pétrole, puis- qu'il avait joué d'un consensus quasi général. L'honneur, ou l'honneur, comme disait Bernanos, qu'est-ce que l'honneur ? L'honneur est voulu qu'un président de la République française ne se fût pas public, alors qu'il se trouvait à deux pas de cette terre déchirée, de gâcher Israël, et de fouler cette terre, comme l'avait fait un Paul VI (mais ce n'était qu'un pape). Mais il préfère la jangler

Une forteresse imprenable

Car en ces quatre arpents de sable, en tout 27000 kilomètres carrés, soit tout au plus l'équivalent de deux ou trois départements français, s'affrontent et se contredisent deux droits, deux justices, deux inévitables, deux messianismes, deux extrémismes, deux fatalismes. Et la justice exige alors l'élaboration d'une ligne de moindre injustice pour l'un et pour l'autre. La méconnaissance de ce postulat même tout droit à la catastrophe. Et Israël se trouvait réduit à l'isolement total, le pays devenait une forteresse imprenable, et de chaque pierre surgissait un homme en armes, comme au temps du roi David.

Lourdes, ombreuses et graves sont les erreurs commises par le gouvernement israélien d'Israël, depuis le mois de mai 1977, comme ont été lourdes, nombreuses et graves celles commises par le gouvernement israélien depuis la victoire croulante de 1967, suivie d'une occupation dont le maintien ne pouvait que contribuer à une dégradation des valeurs éthiques du peuple juif. Mais cette fois-ci, dans le cours même des négociations, elles sont trop

honteusement à la jumelle, comme il le fit en Jordanie, ordonnant l'expulsion manu militari des photographes présents. L'honneur, ou l'honneur, est voulu que, par considération pour une communauté dont on retrouve les traces en France du quatrième siècle, l'honneur imposait que, à l'occasion de la déclaration sur les « droits légitimes du peuple palestinien », il l'équilibrât par le rappel de la nécessité incommensurable d'une reconnaissance réciproque et préalable des droits nationaux des parties.

Or, on objectera que c'est Israël qui occupe la Cisjordanie et Gaza et que c'est Israël qui refuse de traiter avec l'O.L.P. Et nous n'aurons pas avancé d'un pas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le solution du conflit israélo-palestinien ne dépend pas seulement de l'élaboration de formules plus ou moins savantes, mais bien de la volonté mutuelle de résoudre ce problème.

Deux démarches sont nécessaires pour aboutir, un jour, à une solution : l'une est de caractère idéologique, la seconde politique. Elles sont liées mais il est impossible de

Un rêve éveillé

Le peuple juif tout entier vit un rêve éveillé, à l'exception d'une minorité qui accepte de « trahir ». Il ne comprend pas, que, depuis 1948, la situation a totalement changé. C'est l'autisme total, la refus de l'impossibilité de percevoir la réalité telle qu'elle est. Tout se détraque. L'échecance, le poché, rien ne nous protège plus, et pas même ces Auschwitz dont le souvenir s'estompe parmi les nations.

Le mépris dans lequel est traité

la communauté juive de France, et son attachement viscéral pour Israël quel qu'il en coûte, risque d'entraîner, à plus ou moins long terme, une dissidence juive à l'égard de la France, ce que Vichy n'était pas parvenu à déclencher. Voilà donc venus les temps nouveaux pour nous. Les temps de la lucidité et du courage. Et aussi du combat sur tous les fronts.

4. Références : Anatomie du judaïsme français, Minuit 1962 ; Un peuple trop petit, la terre 7, Presses d'aujourd'hui, 1973.

L'ADDITION SE PRÉPARE

par PHILIPPE MALAUD (*)

L'OCCIDENT continue à s'écarter activement ses adversaires dans la creuser la fosse dans laquelle ils espèrent l'enfer.

En Rhodésie, les erreurs — qualifiées de subtilités diplomatiques — accumulées par lord Carrington ont réussi à substituer à la majorité modérée et pro-occidentale de l'époque Muzorewa une majorité marxiste, ni mieux ni plus mal élue. Ian Smith a joint ses sottises à celles du gouvernement conservateur, cependant dirigé par une femme courageuse et sans complexes qui s'est laissée « avoir » par l'établissement. L'Afrique du Sud, le dernier bastion de l'Occident dans une région stratégique essentielle, tant par la route maritime qu'elle contrôle que par les minerais qu'elle recèle, est désormais en première ligne, affaiblie par l'embargo et l'aveuglement américains.

An Moyen-Orient, où les grandes manœuvres peuvent s'ouvrir à tout moment, l'Occident en général et la France, en particulier, par la voix du président de la République, semblent préoccupés par les seuls Palestiniens, les marxistes les plus résolus avec les Viet et les Cubains. Or l'autodétermination — c'est-à-dire le droit de choisir leur destin — n'a guère de signification dans leur cas dès lors que leurs intentions avouées vis-à-vis des deux autres peuples de la région, les Libanais et les Israéliens, consistent à assujettir les premiers et à éliminer les seconds. Il est évident que les Israéliens, après l'expérience de Charm-El-Cheikh, ne vont pas échanger des frontières défendables contre des garanties du « machin » face à un adversaire dont la dernière déclaration, en

date du 11 février dans la bouche d'Arafat, était : « La destruction d'Israël est le but de notre lutte ». Il est, d'autre part, à craindre que cette « nouvelle donnée », intervenant au milieu du difficile processus d'application des accords de Camp David, ne contribue à les torpiller ; en tout cas elle apparaît, tout à fait inopportunistement, comme faisant fi du pari courageux du président Sadate et du climat qui s'était instauré entre l'Égypte et Israël sous les auspices et quelquefois sous la pression insistante des États-Unis, ouvrant la seule perspective de paix dans cette région.

Indépendance et non-alignement

Quant à l'intérêt de renforcer la position de l'U.R.S.S. dans cette partie du monde au travers de l'appel au Conseil de sécurité, elle est pour le moins discutable au moment où ce pays prend avec les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes les idées que nous connaissons en Afghanistan et qui appellent : le napalm, les gaz, les tapis de bombes. On peut être assuré que les Soviétiques, désagréablement surpris par les réactions du monde musulman à Islamabad, sauteront sur cette occasion de se dédouaner en jouant au Proche-Orient un jeu pro-palestinien et anti-israélien. Il est même à craindre que les premières victimes n'en soient les chrétiens du Liban, occupés depuis dix ans par l'armée palestinienne, puis l'armée syrienne, poussés dans les bras d'Israël à des fins de provocation évidente. On aurait aimé entendre une voix française se prononcer pour la dernière déclaration, en

CONTRAINdre OU CONVAINCRE ?

par DOV PUDEH (*)

A réponse du leader de l'O.L.P., Yasser Arafat, aux déclarations du président de la République française se résume en un seul mot : « Contre », et que l'on contraindre Israël à s'y plier.

L'O.L.P. est incapable de concevoir une autre solution que celle de la contrainte. Or, signifierait une telle contrainte ? Faut-il se référer à la charte palestinienne qui, pour certains, serait un document « dépassé », ou alors à l'interview accordée il y a un mois par Arafat à un journal de Caracas (El Mundo) du 11 février 1980 où il affirmait : « La paix signifie pour nous la destruction d'Israël » ?

On objectera que c'est Israël qui occupe la Cisjordanie et Gaza et que c'est Israël qui refuse de traiter avec l'O.L.P. Et nous n'aurons pas avancé d'un pas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Le solution du conflit israélo-palestinien ne dépend pas seulement de l'élaboration de formules plus ou moins savantes, mais bien de la volonté mutuelle de résoudre ce problème.

Deux démarches sont nécessaires pour aboutir, un jour, à une solution : l'une est de caractère idéologique, la seconde politique. Elles sont liées mais il est impossible de

trouver la seconde en escamotant la première.

Deux peuples se disputent une même terre. Seule la reconnaissance mutuelle permettrait d'imaginer des solutions politiques. Le refus palestinien est total. Presque sans faille. Face à quelques individualités palestiniennes qui osent affirmer le droit à l'existence d'Israël, il existe chez les Israéliens des forces politiques importantes qui affirment le droit à l'existence d'une entité nationale palestinienne, sans en définir le cadre juridique, qui serait l'objet de pourparlers.

Le gouvernement israélien a signé dans les accords de Camp David une formule qui peut être interprétée comme au moins la reconnaissance, ou la condescendance, de l'existence d'un problème.

Dans le paragraphe c) de l'accord cadre qui traite « des négociations qui auront lieu pour définir le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza », il est dit : « Le règlement du conflit israélo-palestinien doit reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes besoins ».

Aucune organisation palestinienne n'a jamais pris de position aussi évasive par rapport à Israël. La démarche idéologique est nécessaire car le refus de la reconnaissance bloque toute possibilité de recherche d'une solution politique.

Le dialogue responsable

Aux Israéliens qui reconnaissent aux Palestiniens le droit à une existence nationale et qui affirment la nécessité de négocier avec eux sur application politique, l'O.L.P. répond comme il a fait encore le 10 mars, sur Europe 1, Ibrahim Souss aux questions d'Ivan Levi : « Ce que nous voulons c'est toute la Palestine... ». Le dialogue devient alors impossible, il est fort à craindre que toute initiative politique qui finit par conforter les Palestiniens dans leur refus d'une solution négociée avec un partenaire reconnu : Israël, les éloigne de cette reconnaissance mutuelle.

Les Palestiniens s'imaginent qu'ils pourront, grâce à des appuis politiques importants et en brandissant la menace de calcosisme économique-islamique, obtenir par la « contrainte » un Etat. C'est s'enfoncer plus encore dans la voie de la catastrophe.

Même les « colombes » israéliennes les plus idéalistes n'accepteront jamais une solution imposée qui n'impliquerait pas la reconnaissance du droit à l'existence nationale du peuple juif en Israël. La reconnaissance

mutuelle du droit à l'auto-détermination nationale et à l'existence nationale ouvrirait toutes les portes à des solutions politiques audacieuses et raisonnables.

C'est à cela, et à cela seulement, que devraient œuvrer tous ceux qui veulent sincèrement contribuer à l'élaboration d'un compromis qui conduirait à la coexistence des Israéliens et des Palestiniens.

Israël doit poursuivre la démarche amorcée avec les accords de Camp David. Pourquoi ne pas envisager une déclaration unilatérale affirmant notre volonté de trouver une solution, une fois acquis le principe de la reconnaissance mutuelle. Si cela paraît encore impossible, en bien respectons à la lettre ce que nous avons signé à Camp David, sans essayer de négocier ce que nous avons déjà accepté. « Pour assurer une pleine autonomie aux populations dans le cadre de ces accords, le gouvernement militaire israélien et l'administration civile israélienne cessent d'exercer leurs fonctions dans l'autorité autonome aura été librement élue par les habitants de ces régions en remplacement de l'actuel gouvernement militaire ». Ces nouveaux accords prendront d'abord en considération, d'une part le principe d'un gouvernement autonome par les habitants de ces territoires et, d'autre part, les justes soucis de sécurité des parties concernées... (Accord cadre, paragraphe A-1 (a)).

Le monde paraît être entré dans une nouvelle période de crise. Israël et les Palestiniens ne possèdent qu'une puissance toute relative et risquent de faire les frais de l'environnement planétaire, savamment localisé.

Convaincre

Les Palestiniens parlent volontiers en termes de généralisation pour atteindre leur but : la Palestine tout entière. Les Israéliens, les juifs, sont les dépositaires d'une histoire millénaire et ont survécu à bien des « contraintes » historiques. Mais le temps ne se déroule pas toujours à une vitesse constante et il ne joue pas toujours en faveur de ceux qui pensent gagner dans la course avec l'histoire.

Le contrainte ne peut engendrer la paix. Contrainte, c'est susciter la révolte ou la guerre. Ce qu'il faut c'est convaincre. C'est faire la preuve de ses intentions réelles. Sadate à Jérusalem, prononçant un discours égyptien, c'était déjà convaincre les Israéliens. Convaincre c'est Camp David, c'est le traité de paix israélo-égyptien, c'est l'échange d'ambassadeurs, c'est le retrait du Sinaï, c'est la recherche de la normalisation.

Israël ne se laissera pas contraindre. En revanche, on peut convaincre de nombreux Israéliens, qui à leur tour convaincront Israël, que si les Palestiniens le veulent aussi la paix est possible. On ne peut convaincre que par le dialogue, même lorsqu'il paraît si difficile.

(*) Ancien ministre, député non inscrit de Sadat-el-Leite.

(*) Représentant du parti israélien Mapam en Europe.

L'apartheid: pouvoir et falsification historique

Marianne Cornevin

Cet ouvrage très documenté est une étude fouillée de l'histoire de l'apartheid.

Quel crédit faut-il accorder aux arguments historiques communément invoqués par les Sud-Africains blancs (16 % de la population de l'Afrique du Sud, en 1979) pour justifier le « développement séparé » dont l'objectif est d'exclure de la communauté nationale les Sud-Africains noirs ?

Aucun, répond Marianne Cornevin, qui, tenant compte des acquis de la recherche moderne, présente ici une refutation des falsifications majeures de l'histoire officielle sud-africaine en même temps qu'une étude fouillée de l'idéologie de l'apartheid.

Cette étude doit intéresser un large public composé de tous ceux qui, dans tous les pays du monde, se sont interrogés sur les relations entre l'histoire et l'idéologie nationale et plus spécialement entre l'histoire et le pouvoir.

Auteurs de l'histoire de l'Afrique des origines à la décadence mondiale (en collaboration avec Robert Cornevin) et de l'histoire de l'Afrique contemporaine (Pierre Bihoué, Jacques Pélissier, Marianne Cornevin) publié en 1977 L'Afrique du Sud en crise (Hachette), ouvrage salué par la presse comme une des meilleures analyses sociologiques concernant ce pays.

En stock : France : En librairie (Diffusion C.D.E.) ou par correspondance à « La Librairie de l'Unesco », 7, place de Fontenay, 75006 Paris (téléphone : 01 42 35 12 34) ; Belgique : 2500 F.R. Jean De Lannoy, 202, avenue du Roi, 1050 Bruxelles ; Suisse : 17.80 F.S. Librairie Payot, 4, rue Cramon, 1201 Genève ; Autriche : Pour connaître l'agent de vente, s'adresser à l'Unesco, 1, place de Fontenay 75006 Paris.

Unesco

مكتبة من الأصل

Le Monde

Les

Les élections

Les partisans du p et plusieurs form de nombreuses

Les troubles en Syrie

LE PRÉSIDENT ASSAD MET EN CAUSE LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS

Les troubles qui ont eu lieu au cours des derniers jours dans le nord et le centre de la Syrie, selon les informations recueillies à Beyrouth, d'origine très sûre, ont été causés par des éléments armés appartenant à l'Armée libanaise, et non pas à l'Armée syrienne, comme l'ont affirmé certains membres de la Confédération des forces armées libanaises, dont un important détachement ont été appelés samedi par les forces de l'ordre, rapporte l'agence syrienne d'information Sana. Le président Hafez el-Assad, qui a prononcé sept discours au cours de la semaine écoulée, a insisté sur le caractère de nationalité libanaise des éléments armés et de subversion dirigés contre le pays, au pouvoir. Le quotidien officiel syrien, qui a affirmé dimanche que la « vie » reprend son cours normal, a écrit que la nomination d'un nouveau gouvernement libanais, qui a été faite, a été bien accueillie dans le pays. Dans les prochains jours, les chefs de file des forces armées libanaises, qui ont pris le pouvoir, ont promis de « faire » et de « ne pas » faire. — (A.F.P.)

Les déclarations de M. Menahem Begin

(Suite de la première page.)

« Prenez, par exemple, la carte de notre région, voyez où se situent les monts qui dominent la plaine côtière le long de la Méditerranée, là où se trouve concentrée la majeure partie de la population israélienne. Un État à cet endroit pourrait tenir en otage toutes nos principales villes, sous la menace de simples mitrailleuses sans même parler de canons. D'autre part, personne ne doute qu'il s'agirait d'un État dirigé par l'O.L.P. Sur ce point, il est caractéristique de noter le contenu de diverses déclarations faites récemment. Elles soulignent toutes que ce que l'on nomme O.L.P. devrait être un partenaire à part entière dans les négociations. Le président Giscard d'Estaing reconnaît déjà l'O.L.P. comme représentant légitime des Palestiniens arabes. On doit savoir que cette organisation bénéficie d'une assistance totale de la part de l'Union soviétique, surtout en matière d'armement. Au Liban, elle a déjà des bases et beaucoup de leurs membres s'entraînent en Union soviétique. L'O.L.P. dispose en outre de l'aide financière des pays arabes. Dans ces conditions, un État indépendant serait un danger mortel pour nous. »

« Le gouvernement israélien attend-il à une initiative européenne, notamment en cas d'échec des négociations sur l'autonomie qui doivent s'achever le 28 mai prochain ? »

« Pour quel faire ? Je ne sais vraiment pas ce dont il pourrait s'agir. Il y a à ce sujet des divergences d'opinions en Europe et en outre les déclarations de membres de différents Parlements. Je peux seulement lancer ici un appel en disant que d'un point de vue moral la France et les pays européens devraient faire plus attention quand il s'agit de la sécurité de l'État juif. Parce que ces mêmes pays ont vu ce qui est arrivé au peuple juif durant les années 30 et 40 — personne n'est venu à notre secours. Ces pays

devraient faire preuve de la plus grande prudence dans toute démarche pouvant menacer l'existence même de l'État juif, où vivent les rescapés de l'holocauste. En cela je m'exprime avec plus de tristesse que de colère. Je voudrais souligner également qu'il y a des attitudes politiques qui peuvent avoir des résultats négatifs et douloureux pour ceux qui les adoptent. Et je dis ceci en fonction de l'expérience vécue au cours des années 30. Le mot d'autodétermination a été aussi utilisé pour les Allemands des Sudètes. Déjà dans plusieurs pays occidentaux, les gens induits en erreur estimaient que cet argument paraissait fondé : « Pourquoi des Allemands devraient-ils vivre en Tchécoslovaquie ? » Nous avons à quel cela a finalement abouti. Tout le monde a payé le prix de cette erreur et notre peuple a payé le prix le plus horrible qui soit. Il faut tirer les leçons du passé. Les pays occidentaux et européens, en particulier, devraient comprendre qu'un État gouverné par l'O.L.P. deviendrait inévitablement une base soviétique au cœur du Proche-Orient. L'O.L.P. a considéré l'invasion de l'Afghanistan comme une aide apportée à un pays ami. C'est un avertissement. Pour venir d'Odesa jusqu'à notre région, c'est seulement l'affaire de deux heures et demi de vol. Quel danger pour l'Europe occidentale et l'Amérique ! »

« Je ne peux que me référer aux propos du président Carter. A Camp David nous n'avons pas utilisé le terme d'autodétermination mais celui d'autonomie. Il n'est pas question de souveraineté ou d'État. Pourquoi l'Europe ne donne-t-elle pas une chance au processus en cours ? »

« Mais qu'attendrait-il, précisément, si les pourparlers actuels n'aboutissent pas à la date fixée ? »

« Tout le monde se demande ce qui va arriver après le 28 mai. Mais, tout d'abord, il faut espérer que nous parviendrons à un accord, dans la mesure, bien sûr, où chaque partie respecte ses en-

gagements de la même manière que nous avons respecté, jusqu'à présent, les clauses du traité de paix. Supposons, toutefois, qu'il n'y ait pas encore de résultat le 28 mai. Serait-ce pour autant l'effondrement de tout ? A Camp David, nous avions décidé qu'en trois mois nous parviendrions à conclure le traité de paix. Nous n'y sommes pas arrivés. Mais nous avons poursuivi nos efforts pendant trois mois supplémentaires et nous avons finalement réussi. De la même façon, maintenant, nous devons continuer les négociations. Pourquoi ne pas nous accorder une chance de succès, même si nous rencontrons des difficultés ? Les déclarations du « Monde » sont très intéressantes et contradictoires. Les accords de Camp David. D'une certaine

manière, je dois dire qu'il y va de notre survie. »

« Une nouvelle initiative européenne pourrait porter sur les termes de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Éléments opposés à toute modification de ce texte ? »

« Modification ? Je crains qu'il ne faille plutôt parler de changement. La résolution 242 est à la base des accords de Camp David. Si vous changez les fondements, vous remettez en cause les accords eux-mêmes. On ne peut revenir sur ce qui est signé. Tout cela relève de la logique. D'ailleurs, les États-Unis ne sont toujours opposés à ce que cela soit encore vrai aujourd'hui. En changeant, il y a même à l'avenir ? Je ne peux pas le dire. »

« Des rapprochements artificiels »

« En Israël, des membres de l'opposition estiment que des négociations pourraient être engagées avec l'O.L.P. si celle-ci renonçait au terrorisme et acceptait la résolution 242, reconnaissant ainsi Israël. En jugeant une telle formule inacceptable, ne préjuge-t-on pas de l'avenir, tout en empêchant une évolution de l'attitude palestinienne ? »

« Nous ne voulons pas de cette reconnaissance. Nous n'en avons pas besoin. Si nous avons un droit à l'existence, c'est uniquement parce que nous existons. Nous avons payé un prix très élevé pour ce droit et cela n'en diminue pas la valeur, bien au contraire. L'hypothèse à laquelle nous faisons allusion n'est pas nouvelle, mais reste toujours aussi hypothétique. Avant chaque réunion de l'O.L.P., on entend des rumeurs faisant état d'une possible modification de la charte qui prévoit la disparition de l'État d'Israël. Mais à chaque fois, cette supposition se révèle fautive. Il y a quelques jours, un dirigeant de l'O.L.P. a encore prédit que pas un mot ne serait changé dans cette charte. On a demandé à un autre porte-parole si l'O.L.P. était prêt à abandonner « la lutte armée », qui implique l'assassinat d'hommes de bien et d'enfants, selon les méthodes d'un génocide. Loin d'ici, il y a des personnes qui, d'un point de vue philologique, ont analysé certains calculs, font des déclarations sans penser aux conséquences qu'elles peuvent avoir à nos dépens. »

« Quelles seraient l'attitude d'Israël et les leçons à tirer de la situation actuelle ? »

« L'attitude d'Israël est simple. Nous ne sommes pas prêts à accepter la résolution 242, la suggestion des pays arabes. »

« J'ai lu les dernières déclarations faites par nos amis égyptiens. Je ne vois pas très bien ce qu'ils entendent par la recherche de nouvelles voies. »

« Mais je sais que nous avons encore le temps de mener à bien nos pourparlers. Les Israéliens ont fait des propositions très concrètes pour la mise en place de l'autonomie. Il peut y avoir d'autres propositions, mais à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec les accords de Camp David. Il n'y a pas pour l'instant de raison d'abandonner le programme prévu. Je garde l'espoir d'un succès avant le 28 mai. Mais, si l'y a pas d'accord, je pense qu'il faudra continuer les négociations jusqu'à ce qu'un résultat soit atteint. »

« Depuis les événements qui se sont produits en Iran, et surtout depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, les États-Unis paraissent vous soutenir. »

« Nous avons toujours de solides appuis »

« Depuis plusieurs mois, nous assistons-nous pas à une érosion de l'indispensable soutien des États-Unis envers Israël ? »

« Je ne vois pas d'indication vraiment inquiétante. Il y a des moments où nous sommes très critiqués et d'autres où l'on nous approuve totalement. Je pense que nous avons toujours de solides appuis chez les juifs comme chez les chrétiens, et c'est aussi le cas, j'en suis convaincu, parmi la population française. »

« Mais Israël manifeste son inquiétude à propos de la quantité et de la qualité des livraisons d'armes américaines à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte. »

« Il s'agit surtout des armements perfectionnés fournis à l'Arabie Saoudite. Ce pays est hostile à Israël et l'on ne sait ce qui peut arriver demain. Voyez ce qui s'est produit et ce qui se trouve concentré un formidable arsenal d'armes modernes fournies par les États-Unis. Il y a là matière à réflexion. »

« Alors que le président Carter a décidé de ne pas augmenter l'aide américaine à Israël, l'armée israélienne et militaire destinée à l'Égypte prend des proportions considérables. Certains Israéliens n'ont-ils pas raison de poser

des vues à l'autre. Dans tous les domaines de nos relations, nous respectons et respectons ce qui est prévu par le traité de paix. »

« Lors de votre dernière rencontre avec le président Sadate à Assouan, vous avez étudié avec lui l'évolution de la situation au Proche-Orient. Croyez-vous possible une réelle coordination de la stratégie des deux pays à ce niveau ? »

« Comme nous l'avons dit, nous avons passé en revue les problèmes régionaux et internationaux, et nous avons constaté à ce propos une compréhension et un langage communs. En matière de coopération, le président Sadate a précisé que chaque chose viendrait en son temps. J'accepte cette façon de voir. Nous ne voulons rien précipiter. »

« Des élections générales auront lieu l'an prochain en Israël. Une grande partie de votre électorat se trouve parmi les classes défavorisées, maintenant les plus touchées par la crise économique et les restrictions d'un budget d'austérité, particulièrement réduit dans le domaine social. N'est-ce pas une raison supplémentaire de craindre une défaite actuelle, même par tous les sondages d'opinion ? »

« Il n'y a pas, à mon avis, de régime d'austérité. Nous constatons des difficultés économiques. Certaines mesures pénibles mais nécessaires ont dû être prises. Je suppose que beaucoup de gens le comprendront. Nous verrons les résultats. S'il y a un rétablissement de notre économie, je devine qu'il sera apprécié. En tout cas, chacun a une entière liberté de voter comme il l'entend. »

« Permettant de critiquer contre la politique d'implantations, un reproche au gouvernement, même au sein de la majorité, de ne pas avoir de projet d'ensemble et d'agir au coup par coup. »

« Nous avons bien un schéma général. Mais je veux surtout souligner que la création des implantations correspond d'abord à un droit, on ne peut empêcher les juifs de vivre sur cette terre. Et c'est aussi une question de sécurité de la plus haute importance pour notre avenir. Les implantations sont légales et ne sont pas un obstacle à la paix, car elles la consolident. Il s'agit d'une politique positive. Les critiques ne nous impressionnent pas, car il y va de notre devoir. »

Propos recueillis par FRANCIS CORNU.

Les élections législatives en Iran

Les partisans du président Bani Sadr et plusieurs formations font état de nombreuses irrégularités

Une forte avance du Parti de la République islamique était constatée dimanche 16 mars au premier tour des élections législatives iraniennes sur des résultats concernant cent dix des deux cent soixante-dix sièges à pourvoir. Sur quarante-quatre députés élus au premier tour, dix-neuf appartenaient au PRI (qui en revendique vingt) contre huit partisans du président Bani Sadr.

Le ton monte entre les intégristes religieux du PRI et le parti du président Bani Sadr, dont le bureau est en train de collecter toutes les plaintes formulées pour fraudes électorales ou pour tentatives de pression sur des électeurs souvent analphabètes.

Le chef de l'État iranien, cité par la radio, a annoncé que là

où des fraudes ont eu lieu et ont été prouvées les élections seront annulées. Pour leur part, les Mondjahidines Khalq (musulmans progressistes) ont demandé l'organisation de nouvelles élections à cause de « nombreuses irrégularités ». De son côté, le parti l'« Ouhde » (communauté) selon lequel le message de l'imam Khomeiny demandant « de ne voter ni pour la droite ni pour la gauche » et du faible nombre de partisans qu'il a pu obtenir à Téhéran, une centaine de personnes, dont de nombreux moudjahidines, ont été arrêtées pour fraude, en particulier pour distribution de tracts le jour des élections. Selon les journaux iraniens, une quarantaine d'urnes ont été brûlées dans certaines provinces. Au Kurdistan, le P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien) a remporté un siège dans l'assemblée. M. Ghani Belourjah, candidat du P.D.K.I. à Mahabad, dans l'ouest de l'Azerbaïdjan, a obtenu, avec un total de 28 300 voix. Un porte-parole du P.D.K.I. à Mahabad a déclaré que son parti avait remporté 90 % des suffrages.

En revanche, le ministre iranien de l'Intérieur a déclaré nul le résultat des élections dans les villes Kouds, Marivan, Saqqez et Baneh, en raison de la présence de groupes armés dans ces villes.

D'autre part, la démission que le procureur général, Fayzollah Ali Ghobadlou, avait présentée à l'imam Khomeiny a été refusée par ce dernier, dimanche. Le procureur avait, au début du mois, demandé l'annulation d'un diplomate américain, M. Tomsett, réfugié au ministère iranien des affaires étrangères, pour l'interroger sur ses rapports avec le groupe terroriste « Farghan ». Cette demande n'avait pas été satisfaite par M. Ghorbadeh.

Le général Kamal Nezami, administrateur de la loi martiale à Qom, pendant le régime du chah, a été condamné à mort pour avoir donné l'ordre de tirer sur des manifestants au début de la révolution, et exécuté samedi dans la ville sainte iranienne.

À Panama, l'ancien chah d'Iran a quitté dimanche 26 midi la clinique Paltila, où il avait été hospitalisé vendredi dernier. Il a regagné avec sa famille sa résidence de l'île de Contadora. L'ablation de la rate qu'il devait subir avait été reportée dans la journée par ses médecins pour « permettre au patient de se préparer à cette opération ». Cependant, le docteur Carlos Garcia, chef de l'équipe des médecins panaméens, a déclaré dimanche soir, qu'à son avis l'ablation de la rate « n'était pas nécessaire ». (A.F.P., Reuters.)

Les troubles en Syrie

LE PRÉSIDENT ASSAD MET EN CAUSE LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS

Les troubles qui ont eu lieu au cours des derniers jours dans le nord et le centre de la Syrie semblent marquer une pause, selon les informations parvenues à Beyrouth, dimanche 16 mars.

C'est dans ces deux régions, notamment à Alep, que des affrontements armés avaient opposé la confrérie des Frères musulmans, selon les autorités, aux forces de l'ordre. A Damas, deux membres de la confrérie ont été tués, et plusieurs autres, dont un important dirigeant, ont été appréhendés samedi par les forces de l'ordre, rapporte l'agence syrienne d'information Sana.

Le président Hafez el-Assad, qui a prononcé sept discours au cours de la semaine écoulée, a accusé dimanche les services de renseignements américains de manipuler des agents locaux pour commettre des actes de sabotage et de subversion dirigés contre le pays, au pouvoir.

Le quotidien officieux syrien l'« Achraf » a affirmé, dimanche, que la vie a repris son cours normal à Alep, et que la nomination d'un nouveau gouverneur de cette ville, a été bien accueillie dans la ville.

La révolution pourra tuer, dans les prochains jours, les chefs des assassinats et des saboteurs, qu'ils se trouvent », ajoute le journal, qui écrit que la bataille contre les « traitres » ne cessera de réitérer qu'après qu'ils auront été anéantis. — (A.F.P.)

John Irving

Le monde selon Garp

« Un des plus beaux, des plus étonnants monstres de la nouvelle fiction américaine... Ce livre est tout un monde » Michel Braudeau / L'Express

« On trouve difficilement les mots capables de rendre la joie, l'émotion, l'enthousiasme que fait naître ce superbe roman » Publishers Weekly

« Une lecture à laquelle on ne résiste pas... une surabondance de richesse, une invention débordante, une diversité éblouissante... Les héros les plus insolites de Irving forcent son entière sympathie — et la nôtre » Times Literary Supplement

« Le monde selon Garp » est un livre passionnant, dément, plein de substantifique moelle » The Times

« Riche et hilarant. Le talent de conteur déployé par John Irving est si vigoureux et si étincelant que l'auteur parvient au cœur de la vérité profonde de notre époque » New York Times Book Review

ROMAN
Traduit de l'anglais
par M. Rabinovitch
592 pages

SEUIL

ASIE

LA CRISE AFGHANE ET SES CONSÉQUENCES

Kaboul demande à Washington de lui remettre les documents sur les « liens » qu'aurait eus M. Amin avec la C.I.A.

Kaboul a demandé officiellement, samedi 15 mars, aux États-Unis de lui remettre tous les documents relatifs aux « contacts » et aux « liens » qu'aurait eus le régime afghan — l'ancien président Hafizullah Amin — avec certains milieux américains, notamment ceux liés à la C.I.A. Dans une déclaration diffusée par Radio-Kaboul, le ministre afghan des affaires étrangères a aussi accusé les États-Unis de dissimuler des documents sur le « meurtre » de M. Amin. Le ministre a affirmé que M. Amin avait été assassiné par ce dernier. En ce qui concerne la collusion entre M. Amin et la C.I.A., Kaboul déclare qu'il avait envoyé à ses amis — lorsqu'il se trouvait aux États-Unis, en 1957 et en 1962-1964 — des lettres dans lesquelles il se serait vanté d'avoir reçu des millions de dollars de la CIA Foundation. « Or, dit le ministre, on sait bien que cet organisme était soutenu par la C.I.A. »

Difficulté pour les étrangers de quitter le pays

D'autre part, tandis qu'il devient pratiquement impossible pour les étrangers de quitter Kaboul, des informations parvenues au Pakistan dans les milieux de résistants afghans font état de pertes sévères subies par les forces soviéto-afghanes. Un groupe de résistants a affirmé avoir tué cent vingt soldats soviétiques lors de l'attaque d'une base de chars proche de Kaboul. Un officier soviétique et trente soldats afghans auraient trouvé la mort à proximité de la frontière iranienne. Les maquisards auraient repoussé des troupes dans la région de Kandahar, leur infligeant

des pertes. Dans la province de Paktia, proche du Pakistan, on les Russes ont lancé une nouvelle offensive, des avions et des hélicoptères auraient été détruits. Enfin, selon l'organisation Histi Ismaili, des unités soviétiques et afghanes se seraient affrontées pendant trois heures, mercredi 12 mars, à Gerdas, capitale du Paktia. Cet engagement aurait eu lieu à la suite d'une défaite subie par les deux armées face aux maquisards retranchés dans le bourg de Kamdus, au cours de laquelle plus de deux cents soldats afghans auraient trouvé la mort. On indique d'autre part de source pakistanaise, à Islamabad, que le moral des troupes soviétiques serait affecté. « De nombreux soldats soviétiques sont inexpérimentés et plusieurs témoignages affirment que l'infanterie redoute énormément les rebelles », a-t-on déclaré à l'A.F.P. Les soldats étaient de quitter leurs véhicules blindés et s'y précipitent à la moindre alerte. »

COMME EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Moscou organise la « présence temporaire » de ses troupes

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est en train d'appliquer à l'Afghanistan le scénario tchécoslovaque. On savait déjà que les plus hautes autorités militaires ont préparé l'intervention de l'armée rouge au mois de décembre dernier étaient les mêmes que celles qui avaient mis au point en 1968 le deuxième coup de Prague.

Cette impression est renforcée par les résultats de la visite à Moscou du ministre des affaires étrangères afghan, M. Mohammedi Dost. M. Dost a déclaré que les deux camps s'accroissent sur les « questions pratiques relatives aux conditions de la présence temporaire » des troupes soviétiques en territoire afghan. On sait que, comme en 1968 les dirigeants tchécoslovaques avaient été contraints et forcés d'accepter la « situation temporaire » de ces forces des deux pays du pacte de Varsovie dans leur pays.

L'Étoile rouge elle-même fait le rapprochement entre la Tchécoslovaquie et l'Afghanistan : « Fidèles à leur devoir internationaliste, les combattants soviétiques, avec les combattants d'autres pays socialistes, sont venus en aide aux Tchécoslovaques frères en 1968, écrit le journal de l'armée. Actuellement un contingent limité de troupes soviétiques rempli, à la demande du gouvernement révolutionnaire de l'Afghanistan, son devoir internationaliste sur le territoire de la République démocratique d'Afghanistan, conformément au traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération de 1978. »

En 1968 les dirigeants de Prague et de Moscou avaient tout d'abord négocié le traité sur le « stationnement temporaire » dans la capitale tchèque, puis dix jours plus tard, le 18 octobre, M. Kossyguine et Dubček l'avaient officiellement signé dans la capitale tchèque. Le même processus se répète-t-il encore cette fois-ci ? Une des différences entre Prague et Kaboul est qu'en 1968 le traité a été imposé à un gouvernement vaincu ; aujourd'hui la

Pour longtemps

présence des troupes soviétiques est « négociée » avec un gouvernement censé avoir appelé à l'aide, bien qu'il n'ait pas encore été au pouvoir. On peut donc se demander si les premiers contingents de l'armée rouge sont arrivés.

Ce nouveau pas diplomatique est « négocié » avec un gouvernement censé avoir appelé à l'aide, bien qu'il n'ait pas encore été au pouvoir. On peut donc se demander si les premiers contingents de l'armée rouge sont arrivés.

DANIEL VERNET.

Le ministre chinois des affaires étrangères rejette toute idée de compromis avec l'U.R.S.S. dans les conflits asiatiques

EN VISITE EN MALAISIE

M. Zhang Wenjia, vice-ministre chinois des affaires étrangères, entame ce lundi 17 mars, une série de conversations avec les responsables américains — dont le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, le vice-président, M. Mondale, le secrétaire à la défense, M. Harold Brown, et le conseiller de M. Carter pour les affaires de sécurité, M. Brzezinski, — qui seront principalement consacrées à l'étude d'une stratégie « parallèle » pour faire face à la politique soviétique en Asie. Chinois et Américains discuteront aussi des équipements militaires, « non meurtriers », matériel de transport et de communication, — que les États-Unis se préparent à vendre à la Chine. Avant d'arriver à Washington.

M. Zhang avait fait escale à Hawaï et rencontré le commandant des forces américaines dans le Pacifique. Parallèlement à la visite de M. Zhang, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, poursuit sa tournée des pays d'Asie du Sud-Est. En Malaisie, il a rejeté toute idée de compromis avec l'U.R.S.S. dans les conflits asiatiques. M. Han Nianlong, vice-ministre des affaires étrangères, est arrivé samedi à Tokyo pour deux jours d'entretiens avec le chef de la diplomatie nipponne. Dimanche, le chef de l'État pakistanaise, le général Zia Ul Haq, a reçu une délégation militaire chinoise dirigée par le vice-ministre de la défense, M. Xiao Ke.

Les ministres des affaires étrangères de trois pays du sous-continent indien ont séjourné à Paris ces derniers jours et ont été reçus par M. François-Poncet. Vendredi, M. Agba Shahl, chef de la diplomatie pakistanaise, avait rencontré son homologue français. Dimanche, le ministre indien des affaires étrangères, M. P. V. M. Rao, a été invité à dîner par M. François-Poncet. Les deux ministres ont discuté du dialogue Nord-Sud, puis de la situation au Proche-Orient. M. Rao s'est félicité de la prise de position française sur le problème palestinien. Ce lundi matin, le ministre bangladais des affaires étrangères, M. Shamsul Hq, a été reçu au Quai d'Orsay.

De notre envoyé spécial

se prolonger, la Chine la veut. Elle s'active même en ce moment pour susciter en Indochine, et particulièrement au Laos et à l'intérieur même du Vietnam, de nouveaux foyers de rébellion. Dans cette perspective bloquée, tout laisse supposer que les Chinois — avec la soutien diplomatique des États-Unis, d'une part, et l'Occident et des pays non alignés, d'autre part — vont s'efforcer de rallier à leur cause et à celle de leurs protégés cambodgiens la maximum de soutiens extérieurs ou, à défaut, d'attitudes de neutralité. Soumis à des pressions contradictoires, dépourvus de moyens d'action contrainte et, compte tenu du fait que, par principe comme par intérêt, ils ne veulent pas se compromettre avec le régime des Khmers rouges, on voit mal comment les cinq pays de l'ASEAN, qui s'accrochent difficilement sur une politique unanime, pourraient faire valoir la dialogue. A moins qu'il ne devienne, à terme, la préface à une reconnaissance du fait accompli.

Mis à part les principes, la position conciliante de la Malaisie à l'égard de Moscou et de Hanoi paraît, dans le cas de l'Indonésie, se fonder autant sur des considérations extérieures — crainte d'être

Inde

LA POLICE DISPERSE UNE MANIFESTATION D'AVEUGLES Cent blessés

La police indienne a sévèrement réprimé, dimanche 16 mars, une manifestation d'aveugles et d'invalides qui tentaient de se rendre à la résidence du premier ministre, Mme Indira Gandhi, à New-Delhi pour lui remettre un mémorandum sur leurs revendications, dans le cadre de la Journée internationale des infirmes. Les deux mille manifestants, dont certains étaient venus de loin, ont été dispersés à coups de matraque par des policiers après qu'ils eurent refusé de rebrousser chemin, car leur manifestation n'avait pas été autorisée.

Une centaine de manifestants ont été blessés, dont vingt-cinq, dont dix ont été blessés à la tête. Les aveugles et les infirmes ont tenté de fuir mais ils n'étaient pas assez rapides pour éviter les coups. Quand tout fut terminé, des dizaines de manifestants étaient étendus sur la chaussée, ensanglantés, non loin de la résidence de Mme Gandhi. Cette dernière a demandé l'ouverture d'une enquête sur cet incident.

Par ailleurs, en Uttar-Pradesh, un propriétaire foncier, mécontent d'avoir perdu un procès, a mis le feu à un bidonville peuplé d'indigènes ; trois personnes ont été brûlées vives et il y a plus d'un millier de sans-abri. Il s'agit de la quatrième affaire de ce genre en six semaines. — (U.P.I., A.F.P., Reuters.)

Chine

Un document du comité central vise à interdire le culte de la personnalité des dirigeants

La dernière réunion du comité central du parti, à la fin du mois dernier, paraît avoir marqué une nouvelle étape dans le processus de démolition. Plusieurs dispositions contenues dans un document adopté lors de cette réunion et rendu public samedi 15 mars par l'agence Chine nouvelle visent en effet à interdire le culte de la personnalité des dirigeants, tout en insistant sur la nécessité du renforcement de la discipline dans le parti. Un correspondant de l'A.F.P. signale d'autre part que les immenses portraits de Mao qui ornent la ville de Canton ont été démolis. Le portrait de M. Hua Guofeng, actuel chef du parti, a, lui aussi, disparu du bâtiment de l'aéroport.

Le document diffusé samedi à Pékin indique qu'il est désormais interdit d'« faire l'éloge des membres dirigeants du parti et de la classe dirigeante ». Les aveugles et les infirmes ont tenté de fuir mais ils n'étaient pas assez rapides pour éviter les coups. Quand tout fut terminé, des dizaines de manifestants étaient étendus sur la chaussée, ensanglantés, non loin de la résidence de Mme Gandhi. Cette dernière a demandé l'ouverture d'une enquête sur cet incident.

Vers un effacement de M. Deng Xiaoping

Toutefois, selon le Far Eastern Economic Review, les dirigeants chinois auraient maintenant la preuve, grâce aux paroles personnelles de Mao, que l'un des buts de la révolution culturelle était d'éliminer Chou En-lai, alors chef du gouvernement, de l'appareil du parti et de l'État et de provoquer la disgrâce du maréchal Zhu De, l'un des principaux chefs historiques du P.C.

Citant des sources officielles chinoises, le correspondant du New York Times à Pékin indique, de son côté, que M. Deng Xiaoping, vice-président du parti et « numéro deux » du régime, abandonnerait dans la prochaine mois ses fonctions dans le gouvernement. Il consignerait, en revanche, ses attributions dans l'appareil du parti. L'annonce de ce semi-retrait aurait été faite à la dernière réunion du comité central par M. Hu Yaobang, le nouveau secrétaire du parti.

Selon M. Hu, la décision de M. Deng Xiaoping interviendrait après la prochaine session du Congrès national du peuple prévue pour les mois d'août ou septembre. Deux autres vice-présidents du parti, MM. Chen Yun et Li Xianlan, abandonneraient aux aussi à cette occasion leurs postes d'adjoints du chef du gouvernement.

M. Deng Xiaoping, qui a cédé la direction de l'armée à la fin du mois dernier au général Yang Dazhi, avait récemment déclaré à un journal de Bangkok : « Des hommes comme moi, doivent réfléchir et se préoccuper de la façon d'arranger ce qui se passe après eux. C'est pourquoi je pense que nous devons trouver des successeurs dignes de confiance, et, lorsque la succession s'effectuera, des désordres ne se produisent pas une fois de plus. »

ENCYCLOPÉDIE OU BANDES DESSINÉES ?

GIBERT JEUNE.

LIVRES, PAPETERIE, DISQUES.

LA BONNE ADRESSE POUR MIEUX CHOISIR.

Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis. Paris.

مكتبة من الأصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. John Anderson espère devancer M. Reagan aux primaires de l'Illinois

De notre envoyée spéciale

Chicago. — La campagne pour les élections primaires de l'Illinois, qui auront lieu mardi 18 mars, commence à clarifier la course à la Maison Blanche. Après le déstabilisme de M. Dole, Baker et Connally et les piètres performances de M. Brown, qui ne fait d'ailleurs pas campagne dans l'Illinois, quatre républicains restent en piste : M. Reagan, Bush, Anderson et Crane, et deux démocrates : M. Carter et Kennedy.

La décision, annoncée samedi, de M. Ford de ne pas, finalement, se porter candidat, a levé une hypothèque menaçante pour M. Reagan.

Elle paraît avoir eu plusieurs causes : la crainte de diviser le parti, celle d'entrer trop tard dans la course présidentielle et de se trouver, une nouvelle fois, en position désavantageuse, opposé à M. Carter, qui l'avait battu en 1976. Enfin, la santé de M. Ford, qui avait mal supporté le premier séjour à la Maison Blanche, paraît avoir joué un rôle important dans la décision de l'ancien président.

L'Illinois est traditionnellement l'un des états les plus importantes de la campagne présidentielle. Avec ses douze millions d'habitants, son cinquième rang par la population parmi les Etats de l'Union, l'Illinois, mi-rural mi-industriel, est plus représentatif de « l'Amérique profonde » que le New-Hampshire, la Floride ou New-York. Chicago, seconde ville des Etats-Unis, avec ses trois millions et demi d'habitants, formidable métropole industrielle et financière, est aussi l'un des principaux fiefs du parti démocrate.

« Détruire » Kennedy

Chez les démocrates, le président Carter paraît en position confortable, malgré ses derniers déboires en politique étrangère. Malgré le soutien — quelque peu encombrant — du maire de Chicago, Mme Jane Byrne, M. Kennedy est en mauvaise posture. Ses apparitions en public et à la télévision sont pourtant plutôt convaincantes. Le sénateur paraît avoir surmonté les erreurs, les hésitations, les à-peu-près des débuts de sa campagne. Mais une offensive de grand style s'est, dans le même temps, développée contre sa candidature. Sa vie privée reste au cœur de la controverse, mais certains milieux économiques et financiers, ont visiblement décidé de le « détruire ». Le plan de blocage des prix et des salaires, les projets de réduction des dépenses militaires, d'assurance-maladie obligatoire et l'ensemble des positions socio-économiques du sénateur lui ont plus sûrement aliéné les milieux d'affaires et le corps médical que Chappaquiddick.

Le Wall Street Journal poursuit sans discontinuer sa campagne contre le sénateur et, la semaine dernière, le New York Times a publié en première page le long article remettant en question les déclarations de M. Kennedy après l'accident de Chappaquiddick. Excédé, le sénateur a déclaré au cours de l'une des nombreuses réunions qu'il a tenues à Chicago la semaine dernière : « J'ai été élevé dans une famille dans laquelle avoir du caractère signifiait prendre ses responsabilités dans la vie. J'ai déjà pris mes responsabilités dans cette affaire. Je l'ai dit et répété. »

Certains groupes minoritaires qui, traditionnellement, soutenaient la famille Kennedy à Chicago, sont divisés : nombre d'électeurs noirs et juifs voteront sans doute pour le sénateur, mais les catholiques polonais sont hostiles à sa politique libérale sur l'avortement, et de plus, la victime de Chappaquiddick, Maria Jo Kerpiche, était d'origine polonaise.

Une partie de l'électorat noir, qui est hostile, maintenant, à Mme Byrne parce qu'elle n'a pas assez favorisé l'accession des Noirs aux affaires municipales, pourrait aussi décider de s'abstenir, ou voter pour M. Anderson, qui a milité pour les droits civiques. D'autant que, contrairement à ce qui est la règle dans nombre d'autres Etats, les électeurs de l'Illinois peuvent voter pour l'un ou l'autre parti sans avoir à s'inscrire au préalable sur l'une ou l'autre liste.

Chez les républicains, la grande surprise est, bien sûr, l'arrivée spectaculaire de M. John Anderson en tête des sondages républicains. M. Anderson est un enfant du pays, mais M. Crane aussi : tous deux représentent l'Etat à la Chambre du Congrès, le premier depuis 1961, le second depuis 1969. Il est vrai que M. Reagan est aussi né dans l'Illinois, mais il n'y a pas fait sa carrière.

Le quartier général de M. Anderson à Chicago est bouillonnant de ferveur : des centaines de jeunes volontaires se sont mis à la disposition de son modeste état-major et, depuis son score dans le Massachusetts, les fonds affluent dans la caisse.

Les trois adversaires de M. Anderson, que les sondages donnaient le 11 mars vainqueur de M. Reagan par 32 % des voix contre 31 % à l'ancien gouverneur de Californie, ont mis au point une tactique commune pour tenter de faire passer l'outremer pour traiter au G.O.P. Au cours d'un débat télévisé, M. Bush lui a demandé instamment s'il soutiendrait le candidat élu par la convention de juillet, quel

qu'il soit. Adroïtement, M. Anderson, mettant les choses de son côté, répondit : « Certainement, puisque ce sera moi. » M. Philip Crane l'attaque ensuite sur la lettre qu'il avait adressée à plusieurs leaders démocrates du Congrès pour soutenir sa campagne de libéralisation de l'avortement. M. Anderson avait répondu que cette lettre n'était qu'une demande de fonds pour l'organisation apolitique nommée Pour le choix, et que, au surplus, l'avortement n'est pas le problème essentiel de la campagne électorale. M. Crane lui lança : « Vous faites cause commune avec les démocrates, vous n'avez jamais voté. »

Si M. Anderson a, en matière sociale, des positions très libérales, il reste, en matière économique, dans la ligne républicaine. Il est favorable aux réductions d'impôts pour les entreprises afin de relancer la productivité et l'économie, opposé au contrôle des prix et des salaires, opposé à une extension du pouvoir fédéral. Il est indiscutablement le plus brillant des candidats républicains, celui qui connaît le mieux les dossiers.

M. Anderson, qui est soutenu par les deux principaux quotidiens de Chicago, le Tribune et le Sun, soit 2 millions d'exemplaires chaque jour, peut certainement attirer les suffrages des républicains modérés et d'une partie des démocrates. Mais peut-il obtenir la nomination par son parti ? Les primaires de New-York, qui ont lieu le 25 mars, donneront sans doute l'exacte mesure de ses chances.

Mais M. Reagan, avec son argumentation simpliste et le souvenir des succès qu'il a obtenus lorsqu'il était gouverneur de Californie, reste un formidable adversaire. Ses appels à une Amérique unie, militairement invincible, prospère, à fabriquer des entreprises soviétiques, mais aussi des « excès de gouvernement », trouvent un écho certain dans une population traumatisée par l'affaire des otages de Téhéran et l'inflation galopante. M. Reagan peut, certes, obtenir la nomination de son parti. Mais peut-il gagner les élections contre M. Carter, qui manœuvre avec une habileté consommée et toute la puissance que confère l'occupation de la Maison Blanche ?

Les électeurs de l'Illinois donneront mardi un verdict de réponse à ces questions. D'autant que les bulletins de vote permettent de désigner non seulement les délégués à la convention, mais aussi le candidat préféré de l'électeur à l'élection présidentielle. L'Illinois désigne cent deux délégués républicains, soit 51 % des participants à la convention nationale, et cent soixante-dix-sept démocrates (34 %). Depuis 1920, l'Etat n'a jamais manqué de voter pour le vainqueur final de la course présidentielle, à une seule exception près : en 1976, il avait donné M. Gerald Ford vainqueur de M. Carter.

NICOLE BERNHEIM.

Colombie

LE GOUVERNEMENT ACCÉPTE UNE PROPOSITION CUBAINE RELATIVE À LA PRISE D'OTAGES

La Colombie a accepté « sous réserve de développements ultérieurs » une proposition cubaine relative à la prise d'otages de l'ambassade dominicaine à Bogota, affirmait-on de bonne source, la dimanche 16 mars à La Havane. Selon des rumeurs non confirmés, Cuba offrirait

l'asile aux guérilleros du M. 19, ainsi qu'aux prisonniers que la Colombie pourrait libérer à leur demande. D'autres rumeurs font état d'une éventuelle médiation cubaine entre les deux parties. Exception faite des perspectives ouvertes par cette proposition, les négociations semblent dans l'impasse. Le gouvernement estime que les guérilleros doivent faire les prochains pas. Les militants du M. 19 ont fait savoir, de leur côté, qu'ils n'auraient pas de nouveaux entretiens avec le gouvernement tant que ce dernier ne serait pas prêt à discuter de la libération des prisonniers politiques.

A la mission diplomatique dominicaine, la situation est plus tendue depuis que, le vendredi 14, les militants du M. 19 ont interdit aux otages de communiquer par téléphone avec l'extérieur. L'ambassadeur d'Uruguay à Bogota, M. Fernando Gomez Syas, qui faisait partie des otages, est parvenu à s'échapper dans la nuit de dimanche à lundi. Il a été admis dans un hôpital militaire en raison d'une blessure au bras. On ignore si le diplomate a été blessé au cours de sa chute après avoir sauté du deuxième étage pour s'enfuir ou s'il a été atteint par des balles au cours de l'échange de coups de feu survenu entre guérilleros et forces de l'ordre au moment de son évacuation. — (A.F.P., A.P.)

Surinam

Des militaires « coordonneront » l'action du nouveau gouvernement civil

Un médecin de quarante-six ans, sans passé politique connu, le docteur Hank Chin A Sen, a été nommé, le samedi 15 mars, premier ministre du Surinam, en remplacement de M. Hank Arrow, renversé le 25 février dernier par un coup d'Etat militaire. M. Chin A Sen est également ministre des affaires étrangères.

Les treize autres ministres déjà désignés sont des personnalités civiles peu connues. Cinq d'entre eux sont des dirigeants de petits partis qui n'avaient pas obtenu de sièges lors des précédentes élections législatives. Deux militaires, membres du C.N.M. (Conseil national militaire), assurent, a-t-il été indiqué à Paramaribo, la « coordination »

des affaires gouvernementales. Comme la Constitution interdit à des membres des forces armées de siéger au gouvernement, les deux militaires, qui seront nommés ultérieurement, seront considérés comme de simples citoyens. L'avocat noir nationaliste, M. Edward Bruma, conseil du Syndicat des cadres de l'armée, dont la constitution avait été à l'origine du coup d'Etat militaire, a refusé de former le gouvernement, comme il en était sollicité par le Conseil national.

Le C.N.M. a indiqué que des élections législatives auraient lieu, sans en préciser la date (une consultation anticipée était prévue pour le 27 mars, lorsqu'a eu lieu le coup d'Etat).

L'ALFASUD.

NOUVELLE, ENCORE PLUS ALFA.



L'Alfasud Super 4 portes. Elle a pris du caractère. A l'avant, plus de mordant : pare-chocs plus larges, becquet avant nouveau, calandre plus stylisée, phares carrés. Des jantes sportives, des pneus plus larges soulignent son assise.

A l'intérieur, plus de style, plus de confort. Le tableau de bord est nouveau, le système de climatisation plus affiné, l'essuie-glaces à 3 vitesses.

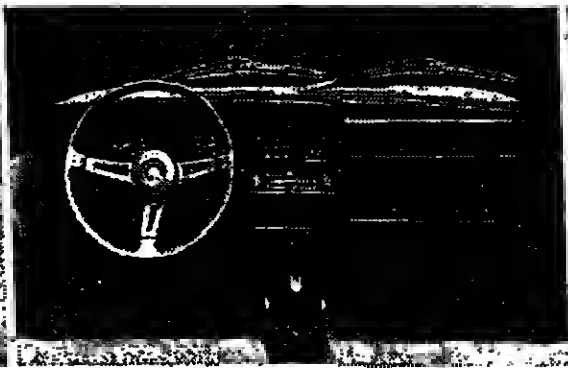
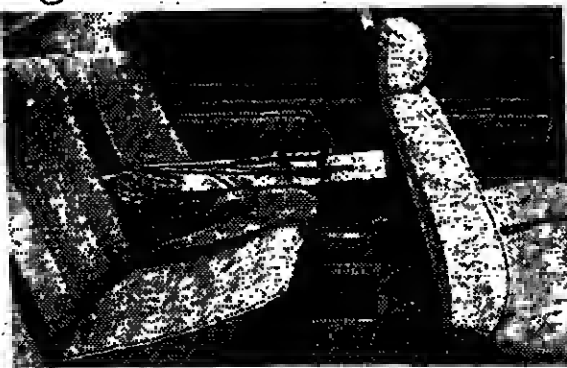
L'Alfasud Super. Elle a gardé son tempérament Alfa : traction avant, 4 cylindres, carburateur double corps inversé, 2 arbres à cames en tête, boîte 5 vitesses, 4 freins à disques.

Elle a la garantie Alfa Romeo : garantie totale 1 an, peinture 2 ans, moteur 2 ans ou 100.000 km.

 **Alfa Romeo**
LES CHEVAUX DE FEU.

Crédit universel.

lubrifiants Agip



tte toute idée
s asiatiques

notral vise à interdire
des dirigeants

de M. C...

EUROPE

Allemagne fédérale

La rencontre Giscard d'Estaing-Schmidt a été placée sous le signe de la discrétion

Lundi, en fin de matinée, la porte-parole de l'Élysée a qualifié de « très amicales et détaillées » les conversations qu'ont eues, dimanche soir, à Hambourg, M. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt. Les deux hommes ont procédé à « un large tour d'horizon » des problèmes internationaux et ont étudié les questions européennes. De manière plus particulière, a ajouté la porte-parole, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt se sont concertés sur la manière de relancer, au cours des semaines qui viennent, le dialogue euro-arabe.



(Dessin de KONÉ.)

De notre correspondant

Bonn. — A l'issue d'une rencontre de quatre heures et demie, dans la soirée de dimanche, à Hambourg, M. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt ont donné aucune indication sur le contenu de leur entretien. Repartant pour Paris peu avant minuit, le président français s'est borné à dire que les échanges ont été très utiles « pour préparer les prochaines déclarations européennes et internationales ». Lors de son arrivée, à la fin de l'après-midi, il s'est félicité de pouvoir s'entretenir avec le chef du gouvernement, de Bonn sans aucune formalité.

La semaine dernière, lorsqu'il annonça le projet de rencontre, le chancelier avait indiqué qu'il s'agissait avant tout d'un échange d'expériences. M. Schmidt revint en effet de Washington, tandis que son interlocuteur français a

effectué un long voyage dans le golfe Persique et au Proche-Orient. Les milieux diplomatiques ne doutent pas que le président français et le chancelier se sont penchés sur la crise que l'attitude britannique fait peser sur la Communauté européenne. A cet égard le gouvernement de Bonn est considéré comme un peu plus enclin que celui de Paris à faire preuve de compréhension envers les demandes de Londres. Au surplus M. Schmidt rendra visite à Mme Thatcher le 28 mars, juste avant la réunion du prochain sommet européen de Bruxelles.

La rencontre de Hambourg a eu lieu au domicile privé de M. Schmidt, dans la banlieue de la ville. Seul un aide de camp accompagnait le président français. — J.W.

Pologne

Les autorités accentuent les pressions contre l'opposition

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les autorités polonaises ont accru, ces dernières semaines, leurs pressions contre l'opposition. Vendredi 14 mars, les forces de police ont ainsi, une nouvelle fois, empêché de se tenir une réunion des animateurs du comité d'autodéfense sociale (KOR), le principal groupe contestataire.

Cette intervention est la dernière d'une longue série puisque les autorités ont, selon le KOR, fait procéder en quinze jours à une vingtaine d'interpellations. Il ne s'agit pas pour l'instant d'une véritable offensive contre l'opposition puisque ces interpellations n'ont pas été suivies d'ouvertures de poursuites judiciaires et ne se sont pas prolongées au-delà des quarante-huit heures de garde à vue légales.

Cette pression permanente et rigoureuse préoccupe cependant les milieux contestataires dans la mesure où elle a commencé

à s'exercer après la réunion du 11 au 15 février du huitième congrès du parti, au cours duquel des changements importants étaient intervenus à la direction (le Monde date 17-18 février). Samedi, la journée condamnatoire infligée à M. Edmund Zdziszyński, un ouvrier de Grudziądz — à 250 km au nord-ouest de Varsovie — proche du KOR, a renforcé cette inquiétude. Les animateurs de l'opposition se demandent donc aujourd'hui s'ils ont à faire face à une évolution de la ligne modérée suivie jusqu'à maintenant à leur égard ou s'il ne s'agit, pour le pouvoir, que de contrebalancer la campagne de boycottage des élections à la Diète qui se dérouleront dimanche prochain.

Petit inhabituel dans un pays socialiste où ce genre de mesures est, a priori, superflue, les rassemblements, manifestations et distributions de tracts ont été interdits jusqu'au 10 avril dans la région de Poznań. — B. G.

La condamnation d'un rédacteur d'une revue clandestine à trois ans de prison

M. Edmund Zdziszyński, auteur d'un article dans le dernier numéro de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève. M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève. M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

M. Zdziszyński, qui a toujours protesté de son innocence, avait été accusé par son fils, qui était d'ailleurs, à diverses reprises, revenu sur son témoignage. Cet ouvrier était rédacteur de la revue clandestine *Robotnik* (le Travailleur), et avait été, en 1976, l'animateur d'une grève.

Yougoslavie

La maladie du président Tito UNE RÉMISSION ?

Le bulletin médical publié dimanche 16 mars indique : « Le conseil des médecins a annoncé aujourd'hui qu'il n'y avait pas de signes de propagation de la pneumonie. La maladie cardiaque est moins apparente et les affections des autres organes, mentionnées antérieurement, sont sans changement. Les mesures de soins intensives se poursuivent. » Le communiqué de lundi rappelle que l'état du président « reste très grave ».

M. Tone Vahen, président du comité de l'information de la République de Slovénie (ministère de l'information), a indiqué dimanche qu'« au cours de ces derniers jours, il y avait eu aggravation graduelle » de l'état de santé du maréchal Tito, aggravation qui a été, a-t-il ajouté, « stoppée aujourd'hui ».

M. Vahen estime qu'en ce qui concerne la pneumonie le bulletin de dimanche devait être compris ainsi : « La pneumonie se maintient au niveau d'hier. Elle ne s'est pas aggravée davantage. »

La seule chose qui, selon M. Vahen, puisse être interprétée comme une amélioration, est la phrase du communiqué précisant que l'infarctus cardiaque est moins prononcé.

Italie

UN HAUT MAGISTRAT DE SALERNE EST ASSASSINÉ

Salerno (A.F.P.). — M. Nicola Ciccardini, qui occupait depuis quinze ans les fonctions de procureur adjoint de la République à Salerno (région de Naples), a été assassiné d'une dizaine de coups de feu, dans la soirée du 16 mars, alors qu'il revenait chez lui en compagnie de sa femme par une des rues principales de la ville. Il est mort au cours de son trajet vers l'hôpital.

Les deux inconnus masqués, auteurs de l'attentat, ont réussi à prendre la fuite.

M. Tommaso Morino, ministre de la Justice, a quitté Rome pour Salerno immédiatement.

L'attentat a été revendiqué par trois organisations terroristes : les « groupes armés du parti communiste », les « brigades rouges », les « patrouilles rouges » et le « parti ».

Le pape a lancé un appel aux vaincus pour qu'ils libèrent la jeune fille, Annabel Schild, âgée de quinze ans, sourde et muette, restée seule entre leurs mains. — (A.F.P.)

En Finlande

M. PAASIO ANCIEN PREMIER MINISTRE EST MORT

Helsinki (Reuter). — M. Rafael Paasio, premier ministre de Finlande à deux reprises et président du parti social-démocrate, est décédé lundi 17 mars à Turku. Il était âgé de soixante-seize ans.

À la tête du parti social-démocrate depuis 1963, M. Paasio avait dirigé de 1966 à 1972, un gouvernement d'union nationale. C'était la première fois que les communistes participaient au gouvernement. De février à juillet 1972, M. Paasio avait été à la tête d'un « cabinet de gouvernement » d'union nationale après avoir tenté en vain d'obtenir la formation d'une coalition comprenant les communistes et les centristes.

Ancien typographe puis journaliste, M. Paasio fut élu député pour la première fois en 1958, et avait quitté la présidence du parti en 1975.

Angola

LE PRÉSIDENT ANGOLAIS, M. DOS SANTOS, ÉTAIT ATTENUÉ À LA HAVANE, LUNDI 17 MARS, POUR UNE VISITE OFFICIELLE D'UNE DURÉE INDETERMINÉE. DIX-NEUF MILLE SOLDATS CUBAINS ONT SIX MILLE CINQ CENTES COOPÉRANTS CIVILS. LES FORCES ARMÉES ANGOLAISES ONT ÉTÉ ACCUEILLIES PAR DES ÉLÉMENTS ANGOLAIS. — (A.F.P.)

Chine

POUR ÊTRE UN BON COMMUNISTE, LE PRINCIPAL OUVRIER DE L'ANCIEN PRÉSIDENT LAU SHAO-CH'ANG A ÉTÉ EXÉCUTÉ PAR LA JUSTICE. CE LIVRE, ÉDITÉ À PLUS DE 20 MILLIONS D'EXEMPLAIRES ENTRE 1940 ET 1966, AVAIT ÉTÉ TOTALEMENT INTERDIT PENDANT LA RÉVOLUTION CULTURELLE, TANDIS QUE SON AUTEUR, QUI VIEND D'ÊTRE

AFRIQUE

LE CONFLIT SAHARIEN

Le Front Polisario affirme avoir infligé de lourdes pertes aux forces marocaines dans la région de l'oued Draa

Le Front Polisario semble avoir infligé des pertes sévères aux forces marocaines au cours d'une série d'engagements, qui se sont déroulés, du 1^{er} au 11 mars, dans le sud du Maroc, autour de la base stratégique de Zak, qui permet de contrôler la région de l'oued Draa. Des journalistes de la presse internationale ont pu visiter, pendant plus de quarante heures, une partie du champ de bataille, examiner le matériel mis hors d'usage et interroger certains des cent trente-sept prisonniers marocains, dont la

capitaine El Youssi. Pour le moment, Rabat n'a fait aucun commentaire. Toutefois, s'adressant aux membres du gouvernement et aux chefs militaires, samedi 15 mars, à Marrakech, le roi Hassan II a déclaré : « Votre attachement au Sahara exige de vous, civils et militaires, de vous sacrifier corps et âme pour la défense de l'intégrité territoriale du pays. » Cet appel au sacrifice pourrait confirmer indirectement l'ampleur des pertes récentes.

De notre correspondant

Alger. — La presse algérienne a consacré, dimanche 16 mars, de larges développements aux combats qui se sont déroulés au début du mois de mars dans le sud du Maroc (le Monde du 15 mars), en bordure du djebel Ouarkiz qui surplombe l'oued Draa. Les envoyés spéciaux d'El Moudjahid et d'Algérie-Presse, qui se sont rendus sur le terrain ont pu, grâce notamment à des documents saisis dans le « commando » d'un officier marocain, le colonel Arzou, reconstituer l'ensemble de la bataille en fonction des intentions des troupes marocaines placées sous le commandement du général Dillmi.

Les forces armées royales avaient, semble-t-il, une double mission : nettoyer la zone s'étendant entre l'oued Draa, au nord, et la frontière avec le Sahara occidental, au sud, en détruisant les éléments de l'« armée de libération sahraoui » qui virent en permanence, faire parvenir à la base de Zak, non loin de Tan-Tan près de la côte atlantique, une force de quelque quatre mille à cinq mille hommes, en effet, exercée depuis l'automne dernier.

L'état-major marocain aurait donc regroupé à Lemsiel, non loin de Tan-Tan près de la côte atlantique, une force de quelque quatre mille à cinq mille hommes, d'automitrailleuses et de véhicules blindés de transport. Elle était composée pour moitié d'unités prélevées sur la colonne « Ouhd », rappelées pour la circonstance du sud du Sahara occidental, et pour moitié d'une autre colonne récemment formée, sous le nom de « Zella ». Ces troupes devaient faire mouvement vers l'est et opérer leur jonction dans la région de Lebouirate avec les unités d'interposition basées à Zak, soit quelque deux mille hommes équipés notamment de chars rapides SK-150 et de mortiers lourds. L'opération portait le nom de « Aman » (la foi).

Si les forces marocaines ne parviennent pas à reprendre l'initiative, la bataille de l'Ouarkiz pourrait bien marquer un tournant important de la guerre. D'ici là, parce que la nouvelle stratégie des colonnes blindées, mise au point par le roi Hassan II ces derniers mois,

Un tournant de la guerre ?

Toujours selon le Polisario, le général Dillmi, après avoir regroupé et réorganisé ses troupes et reçu des renforts, aurait alors décidé de réaliser au moins la seconde partie de l'opération prévue : forcer le blocus de Zak. Mais les troupes, empruntant la passe de NGueb par où devait passer également le convoi de ravitaillement, ont été une nouvelle fois accrochées, le 8 mars, dans la plaine de Tighzert. Après deux jours de combats elles ont dû, assure le Polisario, se replier une nouvelle fois sur le djebel Ouarkiz.

Les témoignages des journalistes, qui se sont rendus sur les lieux de la bataille, ne laissent pas de doute sur l'ampleur des affrontements qui se seraient déroulés, selon les Sahraouis, par « la mise hors de combat » de deux mille hommes des forces armées royales, la capture de cent trente prisonniers, dont plusieurs officiers, la destruction de deux cent cinquante véhicules et engins blindés et la récupération d'un important matériel. Le contrôle de la région par les maquisards paraît réel.

Si les forces marocaines ne parviennent pas à reprendre l'initiative, la bataille de l'Ouarkiz pourrait bien marquer un tournant important de la guerre. D'ici là, parce que la nouvelle stratégie des colonnes blindées, mise au point par le roi Hassan II ces derniers mois,

Tunisie

LES SUITES DE L'AFFAIRE DE GAFSA

Tunis proteste auprès de la Ligue arabe contre le « dénigrement » mené par Radio-Tripoli

Tunis (A.F.P., Reuter). — Tandis que se poursuit devant la Cour de sûreté de l'État le procès de la ville de Gafsa, la Tunisie en appelle à nouveau à la Ligue arabe dans son différend avec la Libye.

Le gouvernement tunisien, en effet, adressé, samedi 15 mars, à la Ligue arabe, une lettre de protestation contre « la poursuite par la Libye du dénigrement de la Tunisie par la voie des ondes ». Cette protestation doit être transmise à la commission tripartite chargée par le conseil de l'Organisation panarabe de rapprocher les points de vue entre Tunis et Tripoli.

D'autre part, l'agence Tunis Afrique Presse rapporte que des ressortissants tunisiens résident en Libye sont « la cible d'opérations d'enlèvement ». C'est ainsi qu'un Tunisien faisant partie du

personnel non diplomatique de l'ambassade de Tripoli aurait disparu depuis quelques jours.

Il faut aussi à la Tunisie, ayant participé à l'attaque contre Gafsa, ont comparu samedi devant la Cour de sûreté de l'État, « Contrebandier ayant plusieurs fois séjourné en prison, païssin arabe d'argent, chômeur en mal d'occurrences », c'est en ces termes qu'ont été présentés successivement M. Mohamed Salah Mezougui, Ammar Mikki et Mourouine Dridi.

M. Mezougui a assuré le passage des armes venant de Libye avec la complicité de trois douaniers tunisiens, et a participé à l'attaque de la caserne du centre de la ville : M. Mikki, qui se trouvait dans le même groupe, a reconnu qu'il avait abattu un soldat. M. Mourouine Dridi, premier des vingt-huit inculpés entraînés dans les camps de Libye et du Liban à être interrogé, a

longtemps servi dans les rangs du Front démocratique de libération de la Palestine au Liban. Volontaire pour combattre dans le conflit égypto-libyen de juillet 1977, il avait d'abord été entraîné au camp de Jedla, dans la banlieue de Tripoli, avant d'être envoyé au Liban.

M. Dridi a rapporté que plus de deux mille « volontaires » de différentes nationalités arabes, dont cinq cents Tunisiens, étaient alors entraînés dans ce camp par des officiers libyens. Les « volontaires », a-t-il dit, des « orientations idéologiques » dispensées par « des Libyens » et qui prônaient « la nécessité de réaliser l'unité arabe » et valaient les mérites du « Livre vert » du colonel Kadhafi. Les trois inculpés n'ont invoqué aucun moment des motivations politiques pour expliquer leur action.

Matthews, inculpé de « trahison et de sédition ». — (Reuter.)

Tchad

L'ORGANISATION AMÉRICAINE PHILANTHROPIQUE CARE TCHAD A SUSPENDU SES ACTIVITÉS AU TCHAD À LA SUITE D'UN IMPORTANT VOL DE MATÉRIEL ET DE PIÈCES DE RECHANGE POUR ENGINS DE CHANTIER DANS SES ENTREPRISES DE RÉCONSTRUCTION.

Les auteurs de ce vol, qui s'élevait à 8 millions de francs C.F.A. (160 000 francs français), n'ont pas été retrouvés.

Care Tchad avait entrepris depuis un mois la réfection de 80 kilomètres de pistes dans la capitale en coopération avec des éléments d'un régiment de parachutistes français. — (A.F.P.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARETMENT que vous recherchez.

مكتبة الأمل

Après la victoire... Les responsables... se font du pragmatisme...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

Des négociations...

AFRIQUE

Rhodésie

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE M. MUGABE
Les responsables blancs de l'économie
se félicitent
du pragmatisme du premier ministre

De notre envoyé spécial

Salisbury. — « Nous notons le Zimbabwe sous l'impulsion d'un homme d'État d'un pays d'Amérique en écoutant les hommes d'affaires rhodésiens évoquer le « brillant avenir » de leur pays. Leur stratégie est claire : dissoudre l'ancien régime révolutionnaire des nouveaux dirigeants en attirant l'aide financière internationale qui maintiendra, selon eux, le Zimbabwe dans la voie capitaliste ou le transformera, au pire, en une social-démocratie respectueuse du profit individuel et de la libre entreprise. Pour atteindre cet objectif, ils tablent principalement sur l'assistance matérielle de l'Occident. Paradoxalement, ils tiennent M. Mugabe pour leur meilleur allié dans cette aventure.

Tous les dirigeants de l'économie ont rencontré, à plusieurs reprises, le futur premier ministre du Zimbabwe avant sa victoire électorale. Sur de son succès, M. Mugabe s'est informé auprès d'eux

des grands problèmes auxquels son gouvernement sera confronté. Il a pris note avec soin de leurs propositions. Ses interlocuteurs ont été frappés par son intelligence et sa modération.

« M. Mugabe n'était pas très bien informé de la situation économique de son pays », raconte l'un des hommes-clés du « business » rhodésien, qui désire garder l'anonymat. Il est resté cinq ans en exil : « Pendant son absence, les choses ont beaucoup changé ici. Mais sa curiosité est vive. Il a pris conscience des caractéristiques de l'économie rhodésienne. Il souhaite maintenir le haut degré de qualification de la main-d'œuvre. Il nous a dit qu'il avait besoin d'aide. En bien, nous la lui donnerons. A l'intérieur comme à l'extérieur de son parti, nul ne conteste son autorité. Il est dans la meilleure position conceivable. Nous voulons que le pays marche au mieux ».

« Il m'a paru fort raisonnable ».

Les hommes d'affaires rhodésiens entretiennent-ils de douces illusions sur la future politique de M. Mugabe ? Il faudrait croire, dans cette hypothèse, qu'ils sont victimes d'un mirage collectif. « Il m'a paru fort raisonnable », note M. Dennis Norman, président de l'Union des fermiers commerciaux, nommé depuis ministre de l'Agriculture. Ce dernier ajoute : « Il s'est montré soucieux de protéger et de développer l'emploi. Nous portons cette préoccupation. A cet égard, nous sommes un rôle fondamental : les cinq mille six cents fermiers blancs emploient 38 % de la force de travail agricole. Un quart des travailleurs noirs sont au service des seules plantations de tabac. M. Alan Marsh, président de la Chambre des mines, tient un langage identique : « Le futur premier ministre nous a écoutés attentivement. Il nous a assuré qu'il n'avait nullement l'intention de bouleverser l'industrie minière. Les milliers d'affaires rhodésiens sont prêts aux éventuelles concessions : hausse des salaires, généralisation des syndicats, mise en place des coopératives, participation de l'Etat au capital des entreprises. Ils s'accommoderont sans difficulté du développement d'un secteur socialiste ou coopératif créateur d'emplois. De M. Mugabe, ils attendent qu'il leur contrepartie qu'il sauvegarde l'appareil productif en place. « Qu'on ne eusse pas la machine ».

Des négociations ardues

Les fermiers blancs sont-ils disposés à abandonner une partie de leurs terres ? Absolument assure M. Norman, à condition que l'expropriation s'accomplisse à l'échelon national et soit compensée par une indemnisation équitable. Instable de dire que nous sommes opposés à une confiscation pure et simple des terres. Selon l'analyse de M. Norman, un tiers des fermes blanches seulement sont rentables. Le second tiers vit à la limite, le troisième, n'ont tenu bon que grâce à une aide gouvernementale massive, consentie pour des motifs politiques. Aucun système ne pourra constituer à la sortie, poursuit M. Norman. Beaucoup de petits fermiers partiront. Le plus tôt sera le mieux ».

A l'évidence, les négociations entre le premier gouvernement du Zimbabwe et les fermiers blancs seront ardues. « Nombre de petits exploitants », affirme M. Norman, ne pourront supporter de fortes hausses de salaires. Le salaire minimum mensuel du travailleur agricole noir stagne autour de 120 F et le fermier moyen dégage chaque année une marge de profit d'environ 25 %.

Président de l'Association des planteurs de tabac, M. Donald Bullock rayonne d'optimisme : « Le tabac rhodésien est, en qualité, le deuxième du monde après l'américain ; nous exportons 95 % de notre production. La Rhodésie est le second exportateur mondial. Ce sont des atouts fantastiques. Dans les prochaines années, la production va croître considéra-

blement. Notre programme de développement permettra, s'il est appliqué, de créer cent mille emplois pour un coût très modéré. Nous bénéficierons bientôt des avantages de la convention de Lomé. Des centaines de petits planteurs africains vont acquérir des terres où ils pourront cultiver un hectare de tabac. Ils passeront par notre institut de formation. N'oubliez pas que la moitié de la production alimentaire rhodésienne provient déjà des plantations de tabac ».

L'arrivée massive d'une main-d'œuvre noire sur le marché du travail a-t-elle l'air de la partie des cadres et techniciens européens ? C'est peu probable, répond M. Marsh. Dans l'industrie minière, un travailleur sur dix est blanc. Au cours des dernières années, un nombre croissant d'Africains ont accédé à des postes de responsabilité : certains ont des Blancs sous leurs ordres. A très court terme, nous manquons de travailleurs qualifiés. Si, comme c'est vraisemblable, l'industrie minière poursuit une expansion rapide, les employés blancs n'auront aucune résistance à l'africanisation du personnel. En outre, dans notre secteur, les syndicats ont déjà un rôle important dans les négociations collectives. M. Marsh prévoit que l'Etat du Zimbabwe prendra une participation majoritaire au sein du capital des entreprises minières. Le plus souvent affiliées aux sociétés multinationales (Anglo-Américan, Lonrho, etc.). « Cela ne lui sera d'ailleurs pas très utile, ajoute-t-il, car le Trésor national recueille déjà la moitié des profits, par le biais de l'impôt ».

Rien ne semble ébranler l'optimisme des patrons rhodésiens. Leur pragmatisme paraît sans bornes. « Ce pays, prédit l'un d'eux, deviendra le plus prospère d'Afrique, avant même le Nigeria. A terme, la levée des sanctions jouera la production dans tous les domaines, pourvu que nous recevions une aide financière de l'étranger... » L'avenir ne se présente pas trop mal, ajoute M. Norman. Pour la première fois depuis bien longtemps, ne s'agit pas d'exporter des légumes à Convent-Garden... »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

République Sud-Africaine

LE DÉBAT SUR L'APARTHEID

Le ton monte entre libéraux et conservateurs

De notre correspondant

Johannesburg. — L'Afrique du Sud blanche est malade de la Rhodésie. Comme le remarque le quotidien pro-gouvernemental Die Beeld, il n'a connu plus de trois jours pour y ressentir les effets de la victoire électorale de M. Mugabe. L'affrontement qui se développe entre « Verligte » (Conservateurs) et « Verkrampte » (Libéraux) au sein de la société africain, du parti national, le P.N. (au pouvoir depuis 1948) et l'Eglise N.G.K. réformée hollandaise s'annonce des plus violents (le Monde du 15 mars).

Aux côtés de M. Treurnicht, chef de file des conservateurs au sein du cabinet, on retrouve M. Connie Mulder qui, après avoir été chassé du P.N. et du gouvernement, a la suite du scandale de l'information, vient de fonder le National Conservative Party. A plusieurs reprises, la dernière fois la semaine passée, M. Treurnicht a déclaré que l'ancien ministre avait sa place au sein du P.N., une idée qui n'est pas faite pour plaire au premier ministre, principal auteur de la chute de M. Mulder. Ce dernier ne cache pas ses idées extrémistes : « Je suis prêt à consulter les Noirs sur leur avenir mais ceux-ci n'auront jamais rien à dire sur le mien. Nous autres, en Afrique du Sud, n'avons pas besoin de faire des concessions aux Noirs car ils ne sont pas citoyens du pays ».

Le parti d'Eglise et la société secrète

M. Vorster, ancien premier ministre et ancien président de la République, qui vient de faire sa rentrée politique, défend en ces termes la position du point de vue soutenu par M. Treurnicht et M. Mulder. Les « Beltrés » sont représentés par le premier ministre M. F. W. Botha. Comme les conservateurs, il veut former un Etat blanc entouré de petits Etats (les bantoustans « indépendants ») dont seraient citoyens tous les Noirs. Leur approche est opposée à celle des « Verkrampte ». Tout en déclarant que les Noirs n'auront jamais ni la nationalité sud-africaine ni le droit de vote en Afrique du Sud sous son gouvernement, M. Botha se dit prêt à envisager des réformes sur la loi interdisant les relations sexuelles et les mariages entre gens de race différente. Les « Verligte » veulent faire des Noirs des citoyens à part entière du Sud : une fois l'opération réalisée, ils semblent toutefois prêts à leur accorder les mêmes droits qu'aux autres étrangers, voyant en cela la seule manière d'éviter la « montée du communisme » dont ils ont tout aussi peur que les Conservateurs. Cette attitude séduit de plus en plus de Blancs, notamment dans les milieux d'affaires, qui voient la petite frange de Noirs sans illusions sur l'intervention rapide de grands changements.

L'Eglise N.G.K. réformée hollandaise ralliée en son sein les guerriers du parti. La société africain reposée en effet sur trois piliers — le parti, l'Eglise et la société secrète Broederbond — et lorsque les conflits surgissent, l'un ou l'autre voit apparaître chez l'autre.

La loi sur « l'immoralité »

La N.G.K. est divisée en autant de « branches » que de races : blanche, métisse, indienne et noire. Mais si elle est très forte parmi les Africains et d'une importance moyenne chez les Métis, elle demeure marginale chez les Indiens et les Noirs. Alors que les trois dernières branches se prononcent contre la ségrégation raciale et soutiennent les discours réformistes de M. Botha, la N.G.K. blanche, essentiellement conservatrice semble divisée. Son chef, M. Klein Hans, réagissant aux déclarations de M. Botha sur les relations sexuelles et les mariages interraciaux, s'est exclamé à la télévision que non seulement il s'opposait à l'abrogation de cette loi mais qu'il demandait son extension à toutes les races. Les autres Eglises ont réagi violemment et demandé à rencontrer les représentants de la N.G.K. blanche. A l'issue de cette réunion, probablement échauffée par la perspective d'une scission, la hiérarchie blanche accepta un communiqué ambigu. Elle laisse M. Botha décider des réformes. L'Eglise se contentant, pour sa part, de nommer une commission pour faire des recommandations au premier ministre. Cela n'a pas empêché M. Klein Hans de rappeler, dès le lendemain, ses positions ségrégationnistes.

qu'ils nient l'autorisation de prendre avec eux leur bétail. Il leur est interdit de cultiver la terre autour de leur maison. « Si les Noirs sont spoliés de leur citoyenneté et le pays balayé, vous pouvez dire au revoir à toute chance de solution pacifique », vient de déclarer de son côté l'évêque Tutu au congrès du Black Sash. « Pour convaincre les Africains, il faut que le gouvernement montre son adhésion à des changements réels et son attachement à une Afrique du Sud non raciale et indivisible, à l'abolition des Pass, à l'arrêt des déportations, à l'abandon de l'éducation séparée... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Chez Agfa-Gevaert,
on ne vous vendra jamais un copieur
qui ne répond pas à vos besoins.

De quelle place disposez-vous pour installer votre photocopieur ? Allez-vous le mettre dans votre bureau, sur une table, au fond d'un couloir ou sur le palier ? Dites-le nous et nous vous dirons quel copieur choisir dans la gamme Agfa-Gevaert.

LOTO

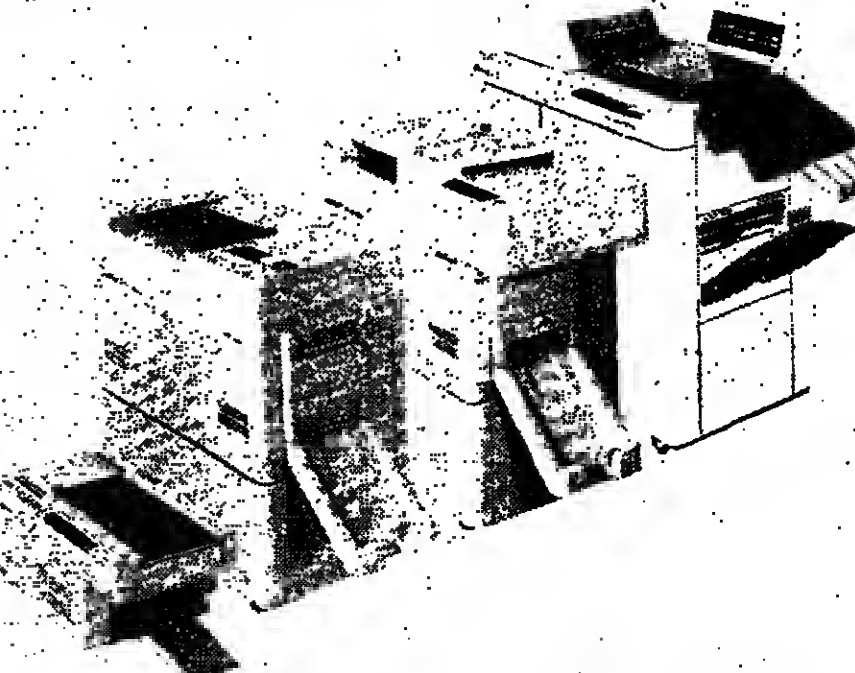
c'est facile, c'est pas cher,
ça peut rapporter gros

Clôture des jeux mardi après-midi

La voiture de demain,
quelle ligne ?

UN GRAND DOSSIER DANS
le Nouvel
observateur

Agfa-Gevaert.
Toute une gamme de copieurs sur mesure.



Dans notre gamme, chaque copieur est adapté pour répondre à un problème particulier. Ainsi, par exemple, notre mini-copieur, le X12, est tout petit puisqu'on peut le poser sur une table, mais il est aussi très efficace.

AGFA-GEVAERT

Imprimé par la S.A. E. L. le Monde.
Général : Jacques Tournier, Directeur de la publication, Jacques Samard.

Imprimerie de « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IXE 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Composition pastiche 2° 57 437.

Le Monde

politique

LA POLEMIQUE AUTOUR DU PASSE DE M. MARCHAIS

DEUX DECLARATIONS DU SECRETAIRE GENERAL

A L'A.F.P. : d'autres témoignages
seront produits à mon gré

Dans une interview diffusée par l'Agence France-Presse, le dimanche 16 mars, M. Marchais déclare, au sujet de la polémique relative à son activité pendant la guerre : « Contrairement à ce qu'il a péremptoirement affirmé, le journal l'Express n'a pas été en mesure d'apporter le moindre preuve à l'appui de son accusation à mon égard. Et pour cause. Comme je n'ai cessé de le dire et de le répéter, je suis victime de la déportation du travail. »

« Des témoignages précis ont été rendus publics, à la fois sur la date de mon départ, les conditions de déportation de travail, la date et les circonstances de mon retour, enfin sur ma présence permanente en France jusqu'à la libération. D'autres témoignages seront produits — à mon gré — jusqu'à ce que soient totalement et définitivement confortés les arguments de cette monstrueuse machination montée contre moi, à la fois pour tenter de m'atteindre personnellement et de nuire à mon parti. »

Pour ce qui me concerne, j'ai

la conscience en paix. J'ai toujours dit la vérité. La transparence, moi, ne me fait pas peur. Au contraire, je demande qu'on se pousse jusqu'au bout, et pour tous. »

M. Marchais rappelle les propositions qu'il avait faites, le 8 mars, pour assurer cette transparence, et il poursuit : « Pour ce qui est de l'opération qui me vise, je peux vous informer que je reçois ces jours-ci des milliers de messages de solidarité et d'affection, et aussi de multiples documents susceptibles, s'il en était besoin, de confirmer ce que je n'ai cessé de dire. »

« J'observe d'ailleurs que ceux qui, hier, étaient emboîtés les uns derrière les autres pour accuser Georges Marchais, semblent s'empêcher, aujourd'hui, soit de manier l'écrit, soit de chercher de missibles corroborations. Ils ne s'en tirent pas à son compte. La vérité s'impose et s'imposera toujours plus contre les manœuvres déshonorantes de politiciens sans scrupules. »

A NANTERRE : ils ont voulu l'affrontement
ils l'auront !

Au cours du « rassemblement national » des cadres, techniciens, ingénieurs et agents de maîtrise, organisé par le P.C.F., samedi 15 mars, à Nanterre, M. Marchais a affirmé que les dirigeants du parti communiste, « par ce qu'il a fait et ce qu'il fait, ont fait de la débauche de mensonges et de mensonges de débauche ».

M. Marchais a ajouté : « Ils peuvent utiliser tous les moyens, les plus bas, les plus vils, ils ne feront pas reculer d'un pouce notre parti, et ils ne feront pas plus leur secrétaire général. »

Le dirigeant communiste a relevé que l'assistance l'avait salué debout lorsqu'il avait pris la parole. « C'est un signe politi-

que qui ne m'a pas échappé, a-t-il dit. Il exprime notre confiance dans le parti, mais aussi, j'en suis sûr, le sentiment que j'ai dit et que je dis la vérité : de cela vous pouvez être sûrs : c'est précisément là que repose ma force. Cette exigence de vérité est valable pour moi, mais aussi pour notre parti et pour sa politique. »

M. Marchais a conclu : « Ils ont voulu l'affrontement, ils l'auront ! »

« Les participants à ce rassemblement ont adopté à l'unanimité, sur la proposition de M. René Le Guen, membre du bureau politique, une résolution qui assure de toute leur confiance et de leur fraternité le camarade et un homme dont la vie n'est faite que d'honnêteté, de dévouement et de courage. »

L'échéance de 1981

(Suite de la première page.)

Il faudrait, pour que celles-ci soient acceptées, que les députés de la majorité joignent leurs voix à celles de l'opposition. Les députés de la majorité, les députés de l'U.D.F. et du R.P.R. n'indiquent pas que telle soit leur intention. Le P.C.F., qui assimile l'initiative de l'Express à une offensive politique concertée, pourra donc, et il le fait déjà, se prévaloir d'un recul imposé à ses adversaires. Il le fait avec d'autant plus d'assurance qu'il a des rangs, le réflexe de solidarité vis-à-vis du secrétaire général a joué avec une ampleur dont les dirigeants du P.C.F. s'affranchissent.

M. Marchais a eu, dans la perspective de la campagne présidentielle, un bénéfice des attaques dont il est l'objet.

Si l'affaire paraît politiquement neutrale, la personnalité et le rôle de M. Marchais au sein du parti communiste, jusqu'à son accession à des responsabilités publiques, demeurent obscurs. Un militant communiste peut avoir du mal à comprendre qu'un homme de vingt-sept ans ayant accepté d'aller travailler en Allemagne pendant la guerre assume des responsabilités syndicales qui l'amènent à diriger moins de dix ans après cette carrière, Thierry Fister avance dans le Nouvel Observateur, l'hypothèse selon laquelle M. Marchais aurait été en contact avec la formation communiste bien avant la date officielle citée aujourd'hui pour son adhésion (4 mai 1947).

M. Charles Tillon indique, dans son livre On chantait rouge (1), que M. Marchais était, en 1947,

La confiance
des dirigeants du parti

Bien qu'il ait affirmé qu'il n'a été le « poulain » de personne (le Monde du 5 mars), M. Marchais doit certainement son ascension, comme tout cadre politique, à la confiance des dirigeants de son parti. Celle-ci semble s'être manifestée notamment, dans le cas du futur secrétaire général, par son envoi à Moscou, en 1954, dans la première promotion d'éclaireurs étrangers accueillis par l'Ecole supérieure des cadres, lorsque celle-ci fut ouverte, après la mort de Staline, aux membres des partis frères. M. Roland Leroy a démenti, dans l'Express, le 16 mars, que M. Marchais ait été élève de cette école et qu'il se soit rendu à Moscou avant de participer à la délégation française qui assista, en janvier 1959, au vingt et unième congrès du P.C. soviétique. Cette affirmation est cependant contredite par le témoignage de l'historien Philippe Robitoux. Celui-ci a en effet indiqué à Paris-Match que Bernard Jourdain, ancien dirigeant de la fédération de la Seine du P.C.F., mort en novembre dernier, avait été choisi, avec M. Marchais, pour suivre les cours de l'Ecole de Moscou en 1954.

Si l'hypothèse développée par le Nouvel Observateur (un « délégué de stupidité », selon M. René Andrieu dans l'Humanité de lundi) est juste, elle expliquerait

M. Leroy répond au « Nouvel Observateur » :
le premier voyage de M. Marchais en U.R.S.S.
date de 1959

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., répond, dans l'édition de l'Humanité-Dimanche du 16 mars, aux hypothèses avancées par le Nouvel Observateur. Thierry Fister écrit notamment dans cet hebdomadaire que M. Georges Marchais figurait, à la fin de 1954, dans « la première promotion d'éclaireurs » recrutés à l'exception des cadres à Moscou.

« Le secrétaire général du parti n'a jamais été élève d'une quelconque école internationale, assure M. Roland Leroy. L'accomplissement de Georges Marchais quand il est allé pour la première fois de sa vie en Union soviétique. Nous sommes arrivés ensemble à l'aéroport de Moscou un soir de la fin janvier 1959. Nous étions deux membres du comité central et membres de la délégation du parti communiste français. Ce n'était pas la première fois que nous étions allés en Union soviétique. La délégation comprenait en outre Jacques Ducloux, Raymond Guyot et Gustave Ancelet, membres du bureau politique. Moi qui étais venu à plusieurs reprises en U.R.S.S., j'ai aidé Georges Marchais à découvrir Moscou. Fister peut ajouter son invention à côté des autres mensonges. »

Des questions de « l'Express »
et du « Point »

Pour sa part, l'Express pose au secrétaire général du P.C.F. une série de questions sur les conditions de son départ pour l'Allemagne en 1942, son retour en France (en mai 1943, selon M. Marchais), ses activités entre 1943 et 1947, son engagement dans la Résistance, etc.

« Où étiez-vous au moment de la libération ? Avec qui ? Quels soutiens en gardiez-vous ? Si vous étiez en Normandie, comment avez-vous pu échapper à l'armée allemande ? Le 5 juillet 1947, 1948 ? Vous avez été embauché aux établissements Voisin en 1947, qu'avez-vous fait entre votre

UN TELEGRAMME DE SOLIDARITE
DE M. BERLINGUER

M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, a adressé à M. Georges Marchais, un télégramme de solidarité, que publie l'Humanité, lundi 17 mars.

« Indigné par la campagne de dénigrement contre toi, je t'exprime la solidarité affectueuse des communistes italiens et la mienne personnelle », déclare M. Berlinguer.

« Politika » (Belgrade) :
une seule issue

D'après part, le quotidien yougoslave Politika a consacré, samedi 15 et dimanche 16 mars, plusieurs articles à la « passionnante » polémique politique engagée entre l'Express et M. Georges Marchais. Politika ne met pas en doute l'authenticité des documents publiés par l'Express, mais considère que la campagne de dénigrement contre M. Marchais est une « tentative de sabotage de la campagne électorale, bien entendue. »

M. PONIAWOSKI : des torrents
de boue...

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, membre du conseil national de l'U.D.F., a déclaré, dimanche 16 mars, au micro de R.T.L. : « Je constate, chaque fois que j'entends parler de la candidature de M. Marchais, que je suis assailli de torrents de boue. Souvenez-vous du pouce M. Pompidou et des attaques très basses contre lui et Mme Pompidou. Souvenez-vous de M. Marchais, on a monté une provocation dans l'ajout de la presse d'extrême droite. (...) Tout cela est déplorable parce qu'on va arriver en hâte et en larmes à la débauche de mensonges. (...) On ne peut pas être une démocratie de petits dandies. »

L'ancien ministre a ajouté : « Il ne s'agit pas de défendre M. Marchais, il s'agit de défendre le système et le fonctionnement de la démocratie française. »

Après s'être étonné d'un « trou noir » qui existe selon lui dans la biographie du secrétaire général du P.C.F., M. Poniatowski a souligné : « Si M. Marchais a menti à propos de son séjour en Allemagne, il faut lui tirer la pierre. Si, au contraire, on l'attaque simplement parce qu'il a été en Allemagne — même s'il y a été comme volontaire — travailler en 1942, ce n'est pas pour ça qu'on lui tire la pierre. M. Marchais était ouvrier à l'époque, il avait une femme, un enfant... »

M. PONS : tout candidat à
l'Elysée doit être transparent.

M. Bernard Pons, qui présidait samedi 15 mars à Strasbourg le congrès R.P.R. de la région Alsace, a approuvé la déclaration faite à l'Express par Mme Louise Mareau, députée U.D.F. des Alpes-Maritimes. Celle-ci avait estimé : « A partir du moment où M. Marchais est candidat à la présidence de la République et que son honnêteté est mise en cause, il doit se soumettre à une enquête publique. Un candidat à l'Elysée doit être parfaitement transparent. »

M. Pons a déclaré : « Bravo ! Mais ce qui est valable pour M. Georges Marchais doit l'être pour tous les candidats. »

Le P.C.F. met les cadres en garde
contre le rôle de « propagandistes du capital »

L'influence du parti communiste parmi les cadres n'a pas progressé dans la période où la gauche était unie, les déplacements de voix opérant, dans ces catégories sociales, au profit du parti socialiste. C'est ce que rappelle, dans une interview publiée par l'hebdomadaire communiste, Révolution, M. René Le Guen, membre du bureau politique du P.C.F. et secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.-M. Le Guen explique que cette stagnation est due au fait que le P.C.F. avait insisté, au cours de ces années, sur les convergences d'intérêts entre les cadres et les ouvriers, et non sur la nécessité, pour les premiers, d'une démarche les conduisant à identifier leurs aspirations à celles des seconds.

Affirmant son identité de « parti de la classe ouvrière », le P.C.F. rectifie son discours en direction des cadres, ce qu'il avait commencé de faire, comme le rappelle M. Le Guen, lorsqu'il avait défendu, dans la négociation sur l'actualisation du programme commun, une réduction de l'éventail des salaires à un écart de 1 à 5. Jusqu'alors, les communistes s'étaient montrés hostiles aux mises en cause de la hiérarchie, développées par la C.F.D.T. les militants du P.S.U. et de l'extrême gauche. Ayant adopté une « stratégie autogestionnaire », le parti communiste invite, à présent, les cadres à rechercher dans la lutte, au côté des travailleurs, les méthodes d'organisation et de gestion nouvelles, qui permettront aux ouvriers de prendre « toute leur place » dans l'entreprise.

M. Georges Marchais, qui s'adressait, samedi 15 mars, à mille deux cents techniciens, ingénieurs, cadres et agents de maîtrise réunis à l'hôtel de ville de Nanterre (Hauts-de-Seine), a insisté sur la convergence non plus seulement d'intérêts mais de lutte qui doit se manifester entre les cadres et les ouvriers. Le secrétaire général du P.C.F. a mis les cadres en garde contre le rôle d'« agents actifs de la gestion de la crise » et de « propagandistes du capital » que le pouvoir et le patronat veulent leur faire jouer.

P. J.

M. Marchais a rappelé les effets de la crise dans ces catégories sociales : baisse du pouvoir d'achat, chômage, augmentation du temps et des charges de travail. Il s'est appliqué à résumer l'explication de la crise par la hausse du coût du pétrole et il s'est opposé à la politique du pouvoir, qui vise, a-t-il dit, à « préserver, dans les conditions de la crise, la domination de quelques groupes néo-fascistes sur notre économie », à la conception du parti communiste, selon laquelle « la crise appelle le dépassement du capitalisme en France et de l'ordre impérialiste dans le monde. »

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que l'orientation préconisée par son parti pour sortir de la crise « suppose de profondes transformations sociales, de profondes réformes démocratiques », afin de « donner toute leur place à ceux qui, aujourd'hui, se trouvent au dernier rang de la société capitaliste, à la classe la plus directement et la plus durement exploitée, la plus nombreuse, la plus expérimentée, la plus déterminante dans le combat pour la justice sociale, les libertés et l'intérêt national — la classe ouvrière. »

Il a ajouté : « Dans le même temps que nous comprenons et répondons à vos interrogations légitimes, nous affirmons clairement, comme je le disais de la faire, le rôle et la place de la classe ouvrière dans la lutte pour les changements comme dans l'entreprise de demain. Cela ne va pas sans problèmes ? C'est vrai. Nous ne le cachons pas. Mais c'est seulement dans la convergence de vos luttes et de celles de la classe ouvrière contre le capital, c'est seulement là qu'est l'issue. »

M. Marchais a appelé les cadres à soutenir le P.C.F., car, a-t-il dit, « si nous ne le faisons pas, nous ne pouvons pas le faire, le rôle et la place de la classe ouvrière dans la lutte pour les changements comme dans l'entreprise de demain. Cela ne va pas sans problèmes ? C'est vrai. Nous ne le cachons pas. Mais c'est seulement dans la convergence de vos luttes et de celles de la classe ouvrière contre le capital, c'est seulement là qu'est l'issue. »

M. Marchais a appelé les cadres à soutenir le P.C.F., car, a-t-il dit, « si nous ne le faisons pas, nous ne pouvons pas le faire, le rôle et la place de la classe ouvrière dans la lutte pour les changements comme dans l'entreprise de demain. Cela ne va pas sans problèmes ? C'est vrai. Nous ne le cachons pas. Mais c'est seulement dans la convergence de vos luttes et de celles de la classe ouvrière contre le capital, c'est seulement là qu'est l'issue. »

M. Le Guen : les bases de classe indispensables
à toute alliance

M. René Le Guen, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, dans une interview publiée par Révolution, dimanche 16-20 mars, de la politique d'alliance entre la classe ouvrière et les cadres, menée par le P.C.F. Il faut bien dire, déclare M. Le Guen, que pendant toute une période, nous avons développé notre politique en ne parlant qu'exclusivement des convergences objectives que nous sommes obligés de constater de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

« En ne prenant que cela en considération, nous avons d'une part, sécurisé, mais nous avons d'autre part, laissé planer l'idée que nous n'étions pas pour des changements profonds, notamment par le rôle de la technique et de la science, qui sont influencées par la technocratie, par cette idéologie gestionnaire qui prétend que la technique est à elle seule le moteur de transformations, n'étaient pas en mesure de percevoir la différence entre le contenu des changements proposés par la social-démocratie, d'ailleurs en même temps que nous sommes obligés de constater que notre influence dans ces couches n'a pas grandi en rapport avec notre politique d'alliance, nous devons bien remarquer qu'elles ont été beaucoup plus influencées par les idées réformistes. En fait, leur volonté de changement s'est exprimée d'avantage en faveur de ceux qui leur proposent de changer le moins possible. »

M. Le Guen précise : « La démarche que nous avons eue est à relier à la période du programme commun de la gauche et à ses objectifs. Ce n'est pas que nous ne considérons pas qu'il y avait des contradictions, c'est plutôt que nous reportons la solution de ces contradictions à un règlement politique économique et social d'ensemble. C'est ce qui en définitive conduisait, en prenant en compte les convergences objectives,

LE MONDE
DIT CHARGÉ JOUR à la disposition de
LES BUREAUX
DES VOTES

fjords
d'islandeavec
votre voiture
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou DanemarkVos pièces de 5,
rachetées au mail
et payées imméd50, rue de Turbigo
75003 PARISVOTRE
ARGENT
VAUT
DE L'ORVos pièces de 5,
rachetées au mail
et payées immédOuvert du lundi au
de 9 h à 17 h 30 et de 2Compagnie des Métaux
Fondeur-Affineur : or, s

مكتبة الأصيل

Dans une déclaration solennelle

La C.F.D.T. accuse le P.C.F.
d'ériger le mensonge en moyen politique

Le bureau national de la C.F.D.T. réuni les 12 et 13 mars, a décidé d'engager une procédure en diffamation contre le secrétaire fédéral du P.C.F. du Territoire de Belfort, M. J.-M. Martin.

Les syndicalistes considèrent « inqualifiable » l'attaque menée par celui-ci contre la C.F.D.T. et son secrétaire général. De plus, ils vont lancer dans le pays une campagne pour la vérité et la loyauté du débat politique.

M. Edmond Maire a tenu une conférence de presse, lundi 17 mars, en communiquant la déclaration solennelle établie par son bureau national.

Le texte commence par rappeler que « dans une interview au journal « Communiste », (numéro 1 de février 1980), J.-M. Martin déclarait : « P. Mitterrand, R. Mitterrand, R. Mitterrand... croient-ils que nous avons oublié qu'ils pacifiaient l'Algérie au lance-flammes, qu'ils torturaient les militants de la liberté, qu'ils saisissaient la presse qui témoignait, il y a de cela quelques années à peine ? »

« Cette attaque est une pure ignorance, poursuit la déclaration. Elle fausse l'histoire. La C.F.D.T. devenue par la suite C.F.D.T., a été au premier rang de la lutte pour la liberté de l'Algérie, contre les tortures, contre la politique des gouvernements français de l'époque. Des militants de notre organisation, en Algérie, ont payé de leur vie leur appui à l'indépendance de ce pays. Beaucoup d'autres, alors soldats appelés au contingent, se sont opposés au putch des généraux, comme ils se sont efforcés d'assurer un avenir d'amitié entre les deux peuples. En France, d'autres militants ont souffert dans leur chair leur opposition à la guerre d'Algérie. Un dirigeant national — Albert Detraz, notre centre de formation syndicale de Bierolle, des sièges d'organisations ont été, entre autres, victimes de piétinements. Alexandre Chauvillat, député confédéral en Algérie a été déporté à la première Assemblée constituante algérienne. Tout au long de la guerre, notre Confédération et ses organisations ont fait ce qui était en leur pouvoir pour permettre au peuple de France de prendre conscience de la nécessité de l'indépendance de l'Algérie. Nous avons alors appelé à des grèves, à des manifestations. Nous avons dit, début 1956, notre inquiétude du vote, y compris par les parlementaires communistes, des pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet.

« L'action menée par la C.F.D.T. était la traduction concrète des

prises de positions constantes en faveur des libertés, partout dans le monde, en faveur du droit de chaque peuple à s'autodéterminer. Nous avons lutté dans ce sens pour la décolonisation pour laquelle nos syndicalistes se sont engagés en particulier en Afrique, lutté à propos du Vietnam, comme de la Hongrie ou de la Tchecoslovaquie, des libertés en U.R.S.S. comme dans l'Espagne franquiste. Nous disons aujourd'hui que le peuple palestinien comme le peuple israélien ont le droit à une patrie.

« Nous n'avons pas, pour notre part, une mémoire ou une action à déplorer. Nous ne privilégions pas la sauvegarde des libertés dans un pays pour nous taire quand elles sont menacées dans un autre. Le P.C.F. peut-il en dire autant ? »

En refusant de répondre, sur le fond, à la lettre que lui avait adressé la C.F.D.T., le bureau politique du P.C.F. s'est fait, ajoute le texte, « le complice et le responsable des injures de certains de ses militants ».

Le bureau national considère que l'attaque portée contre Edmond Maire ne le vise, à l'évidence, qu'en tant que secrétaire général de la C.F.D.T. Car, dans sa colonie d'hégémonie sans partage sur la classe ouvrière de ce pays, c'est bien la C.F.D.T. que le P.C. trouve, d'abord, en travers de son chemin. (...) Ce qui s'est passé à Belfort se reproduit, sur d'autres thèmes, à travers le pays. Depuis plusieurs semaines, des tracts émanant d'organisations du P.C.F., la presse de celui-ci, au lieu d'un débat politique, déversent des contre-dérives, des attaques contre la C.F.D.T., ses dirigeants, ses militants. (...) Ces méthodes sont indignes d'un parti politique de gauche. Elles attisent la méfiance entre les travailleurs, elles sont un instrument de division, elles freinent l'action. Nous disons notre refus des agissements d'un parti qui érige le mensonge et le procès d'intention en moyen politique, qui prétend, contre toute évidence, représenter seul la classe ouvrière, qui donne des leçons d'histoire, de conscience de classe, de défense des libertés alors qu'il ferait bien (sans en dire la moindre autocratie qu'il fera sans doute un jour sur ce sujet comme sur tant d'autres), de faire son propre passé et ses actions. (...) »

La C.F.D.T. en appelle aux travailleurs : « Nous voulons l'unité d'action syndicale, nous voulons l'unité des forces populaires, nous voulons que la lutte des travailleurs permette, peu à peu, de reconstruire l'espérance. Pour cela, il faut que le P.C. se reprenne et en finisse de ses agissements contre une organisation de travailleurs. »

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

M. Joxe : M. Mitterrand est le meilleur candidat socialiste

M. Pierre Joxe, trésorier du P.S., dont le nom est cité pour représenter le courant favorable à M. Mitterrand dans une éventuelle « primaire » précédant la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, indique dans un entretien publié lundi 17 mars par le *Nouvel Observateur*, qu'une « clarification politique s'impose ».

Après avoir indiqué que « des camarades sont venus lui parler » de sa propre candidature, M. Joxe précise : « L'enjeu de cette élection n'est pas seulement l'Élysée. C'est également le rétablissement de l'équilibre des pouvoirs et,

dans la foulée, la préparation d'une victoire législative par la dissolution de l'Assemblée et la proposition d'un accord à toute la gauche. Un socialiste qui croirait possible de gouverner avec une majorité de droite en se servant des pouvoirs exorbitants actuellement attachés à la fonction du président de la République et qui ne prônerait, comme nouvelle alliance, qu'un maigre accord avec le M.R.G., les écologistes et le P.S.U., serait, à mon avis, bien mal placé pour prétendre représenter son parti dans cette élection. »

Enfin M. Joxe a affirmé que M. Mitterrand « est et sera » le meilleur candidat du P.S. « s'il le veut ».

M. JEAN MENU (C.G.C.) : il est urgent de changer de premier ministre.

(De notre correspondant)

Grenoble. — Le président de la Confédération générale des cadres, M. Jean Menu, a dénoncé le samedi 15 mars à Grenoble, devant les responsables Rhône-Alpes de son syndicat, la politique économique du gouvernement qu'il a qualifiée de « dangereuse ».

M. Menu conduit notre pays vers la sous-industrialisation. Il est urgent de changer de premier ministre, a déclaré M. Menu. Commentant ensuite les propositions faites par le gouvernement et les services du plan en matière de chômage, il a précisé : « Ils prévoient un nombre de chômeurs situés entre 2,2 millions et 2,5 millions en 1985. Il s'agit là d'une véritable menace pour la paix intérieure. Celle-ci aura volé en éclats bien avant que nous n'atteignions ce chiffre. »

M. Menu a confirmé que son syndicat pourrait présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981 « si nous ne parvenons pas à nous faire entendre rapidement et si la politique de matraquage menée actuellement contre les salariés et notamment contre les cadres ne cesse pas. » — C.F.

LE P.S. CHERCHE A ACCROÎTRE SON IMPLANTATION DANS LES ENTREPRISES

De notre correspondant

Besançon. — Le parti socialiste réunit, chaque semaine, dans les régions, les délégués de ses sections d'entreprises. Secrétaire national adjoint chargé de ce secteur, M. Michel Coffineau était ainsi, le 15 mars, en Franche-Comté. Il y a précisé que ces rencontres sont destinées à renforcer les échanges entre la direction du parti et les sections d'entreprise du secteur privé comme du secteur public, et cela avec deux objectifs : « Faire en sorte que les socialistes soient beaucoup mieux représentés parmi les travailleurs » et préparer la conférence nationale qui, du 16 au 18 mai prochain, doit réunir toutes les sections d'entreprise. »

Le P.S. estime que l'analyse des résultats des consultations

électorales lui permet de compter une clientèle aussi importante que celle du parti communiste dans le monde du travail. Cependant, a conclu M. Coffineau, « le P.S. n'est pas encore un parti ayant suffisamment de travailleurs dans ses rangs alors que son histoire dit qu'il est un parti des travailleurs ». Ce double constat va conduire les socialistes à accentuer leurs efforts d'implantation sur les lieux de travail. M. Coffineau a indiqué notamment que son parti, « qui ne peut pas faire du syndicalisme comme le parti communiste », voit dans les entreprises « le terrain le plus favorable pour retrouver l'union de la gauche, car les travailleurs sont restés profondément unitaires. » — C.F.

ALFASUD

SUPER

1.6 SUPER 1.5
conditions
spéciales
sur véhicules
disponibles
mars au 30 avril



ALFA ROMEO. LES CHEVAUX DE FEU.

SFAM
23, bd de Courcelles, 75008 Paris,
563.02.50.
40ter, av. de Suffren, 75015 Paris,
734.09.35.

GAP
37, av. du Général Bizeau, 75012 Paris,
340.80.47
122, rue P. Vaillant Couturier 93400 Noisy-le-Sec
843.83.39.



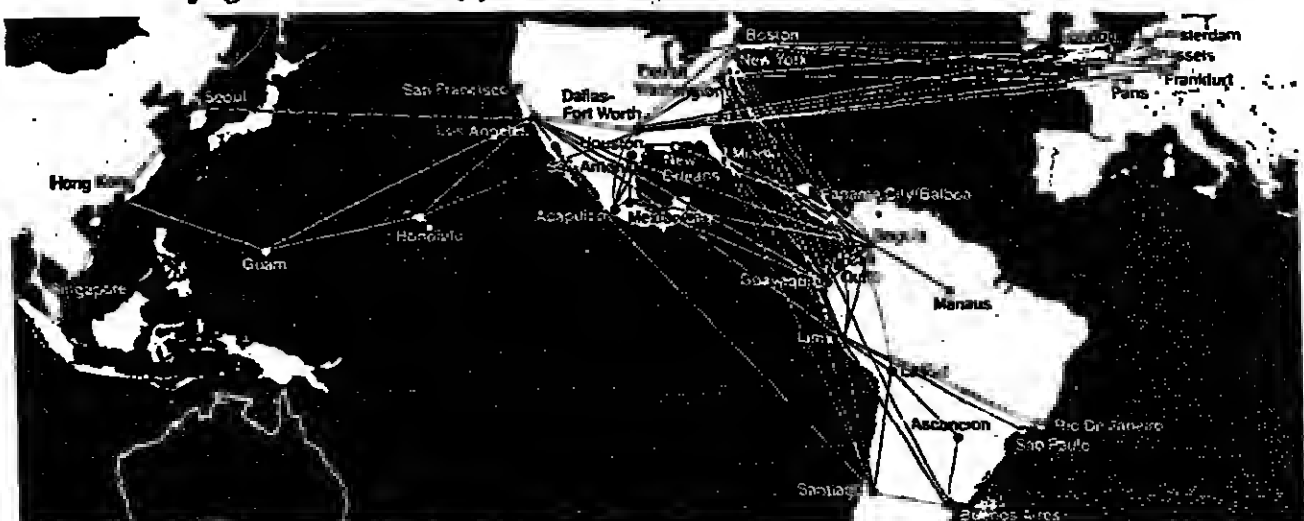
Nous, Braniff. Nous desservons 20 pays sur 4 continents.

Nous, Braniff, pour devenir votre compagnie aérienne, nous avons étendu notre réseau au monde entier.

Nous pouvons vous offrir plus de 50 villes aux Etats-Unis, 15 villes en Amérique du Sud et au Mexique et 5 villes dans le Pacifique et en Asie.

Nous étendons notre réseau parce que nous savons que, pour devenir votre compagnie aérienne, nous nous devons d'être meilleurs. Et telle est bien notre intention.

Pour tous renseignements ou réservations, appelez votre Agence de Voyages ou Braniff (1) 720.42.42.



On se doit d'être meilleur
quand on s'appelle

Braniff
ÉTATS-UNIS • HAWAÏ • PACIFIQUE • MEXIQUE
AMÉRIQUE DU SUD • EUROPE • ASIE

fjords
d'islande
avec

voiture
Car Ferry « SMYRIL »
départs d'Ecosse
Norvège ou Danemark

Votre agent de voyages
ou
Agent général
Voyages AGREPA
42, rue Euler-Marcel
75002 PARIS, tél. 508.81.50

CC.A.
BORDEAUX
BOURGOGNES
CHAMPAGNES et ALCOOLS

AVANT HAUSSE
Augmentation de 12 % non
révisée

HEIDSIECK Monopole
Bouteille 60 cl 41,80
"PAVIE MACQUIN" 76
Bouteille 60 cl 39,50
"Leoville BARTON" 76
Bouteille 60 cl 42,50
CITRAN 76 Bouteille 21,50

Tout pour vous, Bouteille, Monopole
923, rue de Tournay 75005 PARIS 217.58.27.
Monopole Informations Commerciales
51, rue Montparnasse 75006 PARIS
Téléphone 262.54.15 - Bouteille - Paris Bouteille
service clients

VOTRE
ARGENT
VAUT
DE L'OR

Vos pièces de 5, 10 et 50 F
rachetées au meilleur cours
et payées immédiatement.

56, rue de Turbigo
75003 PARIS



7, rue de
l'Ancienne-Préfecture
69002 LYON

Ouvert du lundi au vendredi
de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h 15.

Compagnie des Métaux Précieux
Fondeur-Affineur : or, argent, platine

- Les reports de voix à gauche se font mal
- Progression du P.S. et régression du P.C.

● **KERRATUM** — L'omission d'une ligne a altéré, dans nos éditions datées 16-17 mars, notre entrefilet relatif à la réception offerte vendredi soir 14 mars à l'hôtel Matignon. Il aurait fallu pouvoir lire : « Les élus de gauche étaient absents, à l'exception de trois membres du groupe socialiste (...) et d'un membre du groupe communiste, M. Robert Chamberlain, secrétaire général de l'Union progressiste ».

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Michel Bastiat (app. P.S.), qui était démis de son mandat à la suite d'une plainte dont il avait fait l'objet pour faux en écritures publiques, falsification de documents et paiement de sommes indues. M. Bastiat avait emporté

M. Trisonnier, élu et M. Marcel Simonet (P.C.). D y avait en 1916 suffrages exprimés et 871 votants sur 12 205 inscrits. Bien que le candidat du P.C. M. Simonet, n'eût pas donné de consigne officielle de vote à ses électeurs avant le second tour M. Bonhomme remporta 133

maire, gagne plus de 1 point (38,46 % contre 38,29 % en 1976) et devance le candidat communiste.

La majorité, au sein de laquelle arrive en tête M. Legros (R.F.R.), malgré la présence d'un candidat dissident du R.F.R., amoindrit ses positions avec 27,45 % du suffrage.

UN GRAND DOSSIER DANS
L'ÉPOQUE
observateur



Europartenaire

CREDIT LYONNAIS, BANCO DI ROMA, BANCO HISPANO AMERICANO, COMMERZBANK

1

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

POLITIQUE

Les gaullistes dénoncent la « politique des apparences » de M. Giscard d'Estaing en diplomatie

Une seule chose est certaine aujourd'hui pour les gaullistes : ils participeront au « débat national » que constitue l'élection présidentielle d'avril 1981. Quant à savoir, dès maintenant, quel sera le candidat qui portera leurs couleurs, chacun seint de l'ignorer, et aucun des postulants ne souhaite prendre un départ prématuré. M. Michel Debré, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 16 mars, a laissé entendre qu'il n'excluait toujours pas une telle éventualité pour lui-même. M. Jacques Chirac, qui est, ce lundi soir, l'invité de l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, ne devrait pas aller beaucoup plus loin que la proclamation qu'il a faite la veille devant les militants R.P.R. de la région Ile-de-France, lorsque il a lancé, dans la grande salle de la Mutualité, entièrement pleine : « Notre ambition ne sera pas seulement de témoigner, mais de gagner, de gagner pour la France ».

Mais, qu'il s'agisse de M. Debré, dont la position au sein du gaullisme devient progressivement plus originale et plus personnelle, qu'il s'agisse de M. Chirac, dont le prestige auprès des militants se confirme malgré l'attitude plus distante qu'il a adoptée, qu'il s'agisse de M. Bernard Pons, qui a acquis un réel savoir-faire pour provoquer les applaudissements et déchaîner les enthousiasmes, tous rencontrent le succès en s'en prenant

à la politique économique et sociale de M. Barre ou à la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing.

Durant un trimestre riche en événements extérieurs (Iran, Afghanistan, Europe, Grande-Bretagne, Proche-Orient), les gaullistes se sont sentis particulièrement concernés, la politique étrangère de la France ayant été un de leurs principaux motifs de fierté jusqu'en 1974. M. Michel Debré a donc dénoncé la politique des « apparences » conduite par le président de la République, reprochant à celui-ci de n'avoir ni la volonté politique ni la puissance économique nécessaires à la mise en œuvre de ses résolutions, ce qui empêche cette politique d'être « crédible ».

Plus sévères encore ont été les quelques mille-cinq-cents délégués des fédérations R.P.R. d'Ile-de-France qui ont siégé dimanche dans quatre commissions toutes consacrées à la politique étrangère : les relations Est-Ouest avec MM. Corvoisier, Murville et Marcus, l'Europe avec MM. de La Malène et Borotra, le commerce extérieur avec MM. Maretti et Michel Girard, le tiers-monde avec MM. Georges Gorse et Jean-Pierre Delalande.

Les intervenants particulièrement nombreux, les débats souvent relancés, les questions inévitables et insistantes ont révélé que les militants gaullistes reprochent surtout au chef de l'Etat un

« manque de rigueur et de fermeté », une trop grande hésitation dans la décision, son attachement à une « Europe de la balverne », selon l'expression de M. Borotra, le défaut de « vision d'ensemble », selon M. Maretti, l'absence d'une alliance pour le développement du tiers-monde dénoncée par M. Gorse. Ils souhaitent la création d'une « amicale internationale gaulliste pour la coopération » avancée par M. Delalande.

A en juger par leurs applaudissements, les militants estiment avec M. Claude Labbé que la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing reflète « une conception centriste illusoire », et ils approuvent M. Bernard Pons lorsqu'il trouve la politique économique du gouvernement « détestable », lorsqu'il qualifie de « fiasco » et de « banqueroute » le bilan de M. Barre, comme il l'a fait la veille à Strasbourg, et même lorsqu'il relance l'idée de « convergences » avec les « électeurs socialistes ». Au total, bien peu de décisions du pouvoir, trouvant grâce aujourd'hui aux yeux des gaullistes. M. Chirac devait encore expliquer ce lundi soir comment il approuve le choix de société fait par la majorité, mais pourquoi il conteste la gestion du chef de l'Etat. Mais pourra-t-il encore s'abstenir de souhaiter un changement de président que ses partisans appellent déjà de leurs vœux ?

ANDRÉ PASSERON.

M. Debré : la réalité ne suit pas

M. Michel Debré affirme, à propos des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur les Palestiniens : « La reconnaissance de l'Etat d'Israël, le soutien à l'Etat d'Israël, font partie de la politique permanente de la France, mais la solution du problème des territoires occupés après la guerre de 1967 a toujours été affirmée — maintenant depuis treize ans — comme une exigence ».

La deuxième orientation, c'est la politique que nous faisons pour les réfugiés palestiniens ; il y a un peuple palestinien et il est bon qu'il ait un Etat, mais il doit être bien clair que l'Etat palestinien ne peut exister que dans la mesure où ses dirigeants reconnaissent l'existence de l'Etat d'Israël et où il y a la paix entre eux. Ce qui me frappe, dans cette affaire du Proche-Orient, c'est que les idées sont claires, que les propos sont cohérents, mais qu'il n'y a pas de crédibilité. [...]

Les propos ne suffisent plus et le problème aujourd'hui ce n'est pas tant celui des orientations de la politique étrangère que celui de la capacité des démocrates, notamment, pour ce qui nous concerne, de la France à faire autre chose que de dessiner de bonnes orientations et à être en mesure d'être crédible pour le succès de ces orientations. [...] La reconnaissance de l'Etat d'Israël ne peut être accueillie, en France, que s'il y a au préalable affirmé que la conception qu'il a du règlement de paix au Proche-Orient comprend la reconnaissance de l'Etat d'Israël. S'il n'a pas affirmé cela, au préalable ou s'il ne s'engage pas à le faire, un problème se pose pour sa réception. Et, toute hypothèse, il ne s'agit pas d'un chef d'Etat.

M. Debré poursuit : « Les lignes de la politique étrangère, sont tout à fait convenables. Mais il faut pouvoir soutenir cette politique étrangère ; et c'est là, à mon avis, le drame de l'Europe et peut-être de l'Occident. Quelle que soit la valeur de ce qu'on présente, lorsqu'on est incapable de le garantir, lorsqu'on est incapable de l'établir et lorsque la moindre intervention militaire apparaît comme un drame, on cesse d'être crédible ».

Nous vivons dans des apparences et les réalités sont différentes. Nous vivons dans les apparences et nous continuons à agir en fonction de ce que nous disons comme si les choses étaient d'autre nature d'elles-mêmes. [...] Si nous voulions que la France, au-delà des apparences, représente un poids, si nous voulions que l'accord avec l'Allemagne, que notre politique à l'égard des pays arabes, d'une manière générale que notre situation extérieure corresponde à ce que nous souhaitons, il faut que nous ayons un pays fort et redressé.

Sans une politique volontariste, une infatigable répétition de plus de 10 % une hausse des prix, un sentiment de malaise chez les Français, un découragement chez les jeunes, une sorte d'abaissement de notre capacité d'investissement économique font que, quelle que soit la qualité de notre politique extérieure, quelles que soient les apparences, la réalité ne suit pas.

Interrogé sur son éventuelle candidature à l'Elysée, M. Debré répond : « Quand il s'agit d'une élection au poste suprême de la République, avec des enjeux encore un an, la légèreté n'est pas convenable. J'ai d'ailleurs déjà répondu, puisque la question m'est souvent posée, que ma décision dépendra des circonstances et de ma réflexion (ou). Il faut être, me semble-t-il, très sûr de son coup avant d'entrer en scène. [...] Ce n'est pas un jeu d'apparences. [...] Quels sont les objectifs qu'il convient de se fixer et quelle est l'action qu'il faut mener ? Ce sont là les vrais problèmes ».

M. Debré se prononce ensuite pour une réévaluation régulière de la réputation de l'épaveur lorsque celle-ci demeure placée un certain nombre de mois.

A propos de la peine de mort, enfin, il estime : « La aussi, à bien des égards, je trouve qu'il y a un abîme entre l'apparence et la réalité qui est le fait de la France et, si j'ose m'exprimer ainsi, au cœur de la France. La peine de mort, c'est un problème tout à fait particulier, et je ne crois pas que l'on puisse vraiment reprocher à la France des procédures ou des décisions qui aillent contre les valeurs sacrées. En revanche, laisser se développer l'insécurité et la violence, alors là, c'est une réalité, et il faut en discuter. Comme dans bien d'autres domaines, nous arrivons à des moments de vérité ».

M. Chirac : notre ambition est de gagner

Tirant brièvement les conclusions du congrès R.P.R. de l'Ile-de-France, M. Jacques Chirac a déclaré, dimanche 16 mars : « La réflexion est la préalable à l'action qui va s'ouvrir. Dans le débat national prochain, il y aura le R.P.R. qui devra mobiliser son énergie et sa foi. Il devra se tenir prêt à s'engager sans réserve pour soutenir notre idée de la France. Notre ambition ne sera pas seulement de témoigner, mais de gagner. De gagner pour la France ».

M. Bernard Pons avait déclaré auparavant : « Notre vocation n'est pas de gérer la décadence et d'organiser l'humilité dans la résignation. Notre vocation n'est pas non plus de diviser la nation en prônant la lutte des classes et la haine sociale. Notre vocation est de rassembler le peuple français au-delà des factions de droite et de gauche, au-delà des jacobinismes économiques et sociaux, au-delà de tout ce qui divise, et c'est pour cela que nous nous engageons, nous nous engageons tout à la fois populaire, national et républicain ».

Nous savons que beaucoup d'électeurs qui ont mis leur espoir dans un socialisme français, attachés aux libertés, à l'indépendance nationale et à la solidarité, peuvent retrouver chez nous les valeurs auxquelles ils sont attachés. [...] C'est vrai, il y a des convergences entre le mouvement gaulliste et les électeurs socialistes. Depuis l'échec de l'union de la gauche, le parti socialiste n'a plus guère, il est vrai, d'alternative à notre camp. C'est nous qui représentons la seule possibilité d'alternance au pouvoir actuel. C'est nous qui représentons l'alternance sans risque, car nous demeurons liés à notre camp, pour une société libre, c'est nous qui sommes le meilleur rempart contre toute tentative collectiviste. C'est pourquoi nous n'avons pas à faire de complexes ».

La majorité est pour nous un bien, elle n'est pas un mal, nous la faisons un bien. Et si la politique du gouvernement nous déçoit, et elle nous déçoit beaucoup, nous sommes là pour affirmer haut et fort qu'une autre politique est possible ».

si notre président espérait, grâce à ce comportement neutraliste, obtenir des assurances socialistes sur ce qu'il enverra les limites de leur entreprise en matière de sécurité de l'Europe, et d'une manière générale, la poursuite de la détente.

Or cette politique est illusoire, la France ne peut se tenir à l'écart de sa véritable mission : dénoncer les abus de puissance des grands empires d'aujourd'hui. C'est pourquoi la France doit dénoncer cet ordre des choses détestable qui fait que l'Union soviétique use et abuse de sa puissance militaire.

De même, la France doit aussi dénoncer l'abus de puissance économique par lequel les Etats-Unis maintiennent les nations européennes dans une situation de pays colonisés. L'utilisation irresponsable du dollar est peut-être profitable aux Etats-Unis, mais elle est génératrice de crise pour les pays industrialisés et elle est meurtrière pour les pays moins développés.

M. Pons évoque l'Europe en disant notamment : « Nous n'accepterons pas qu'on torde le cou au Marché commun, agricole, industriel, avec une clé anglaise. Nous sommes obligés de constater que l'Assemblée européenne de Strasbourg n'est qu'un petit machin incapable de trancher les vrais problèmes. Le secrétaire général du P.R. ajoute encore : « En économie nous avons fait une politique nationale et un grand dessein. Et, n'en déplaise au premier ministre, la mauvaise foi ne saurait remplacer la volonté. Je dis qu'il y a un mauvais foi lorsqu'on prétend que la situation s'ombrage. Nous avons attendu les trois ans au terme desquels, parait-il, on pouvait seulement juger la politique du gouvernement. Et bien ! le bilan sur trois ans est fait. Il n'est pas brillant ».

M. Claude Labbé, conseiller politique et président du groupe de l'Assemblée nationale, a déclaré après avoir fait la synthèse des travaux des commissions : « Faire appel au courage est plus difficile que faire appel à une certaine lâcheté, à un certain lâchetisme. Il faut se battre pour demeurer indépendant et non pour hisser le drapeau blanc des neutres. La France n'est enveloppée de chaînes et de bouillottes. La politique étrangère ne peut s'exercer que dans la rigueur et la fermeté ».

ANCIENS COMBATTANTS

LE « SOLDAT INCONNU D'INDOCHINE » SERA BIENTOT RAPATRIÉ

Le corps du « soldat inconnu d'Indochine » sera prochainement rapatrié en France. M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, l'a annoncé dimanche à Paris à l'occasion de la célébration du 35^e anniversaire du 9 mars 1945, date de l'invasion japonaise en Indochine et des massacres de Lang Son. M. Plantier a déclaré : « M. le président de la République a pris la décision de voir la dépouille d'un soldat inconnu tombé dans les combats d'Indochine recevoir les mêmes honneurs que ceux qui ont été réservés aux combattants des autres conflits dans lesquels la France a été engagée. Je suis sûr que ce geste restera le meilleur des hommages que nous puissions rendre à la mémoire de tous les martyrs du 9 mars 1945 qui ont précédé dans la mort tous ceux qui en Indochine, pendant de longues et difficiles années, ont tenu bon sous les plus durs drapages tricolores ».

La dépouille du soldat inconnu d'Indochine devrait être transférée en France au début de l'été prochain et inhumée dans une crypte de la nécropole nationale de Notre-Dame-de-Lorette.

La voiture de demain, combien de roues ?

UN GRAND DOSSIER DANS L'INNOVATION observateur

BACCALAUREAT SCIENCES PO

REVISEZ VOTRE PROGRAMME d'HISTOIRE XX^e 1914-1945

6 Livrets de 50p. - 6 cassettes de 90mn.

- Etats-Unis, Grande Bretagne
- L'empire russe, URSS
- Evolution de l'économie mondiale
- La France
- Italie, Allemagne
- Le Mouvement Européen

Vente en librairie (diffusion Vuibert)

75 fr (en chaque) par livret-cassette à Groupe SIGMA Editions 18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - 325.53.30

documentation gratuite même adresse

IL Y A 11 CENTRES BERLITZ DANS LA REGION PARISIENNE DONT LE VOTRE.

A PARIS :	NATION :	OPÉRA :
CHAMPS-ÉLYSÉES : 35, av. Franklin-Roosevelt - 720.41.60	15, place de la Nation - 371.11.34	29, rue de la Michodière - 742.13.39
PANTHÉON : 31, rue du Sommerard - 633.98.77	ST-AUGUSTIN : 26, rue de la Pépinière - 522.22.23	VENDÔME : 9, rue de la Poix - 261.64.34
VICTOR-HUGO : 14, rue Léonard-de-Vinci - 500.34.38		
EN BANLIEUE :	LA DÉFENSE :	ST-GERMAIN-EN-LAYE :
BOULOGNE : 35, av. Edouard-Vaillant - 609.15.10	5, av. du Général-de-Gaulle - 773.68.16	11, rue de Paris - 973.75.00
VERSAILLES : 22 bis, av. de St-Cloud - 950.08.70		

Langues vivantes **BERLITZ** Organisme privé

MONS MUNICIPALES

tonus pour tous

LE GUIDE DE LA FORME PHYSIQUE

tonus pour tous

"Si vous en prenez soin, votre corps vous durera toute votre vie"

Une méthode simple et graduelle qui met à votre service 40 années d'expérience.

EDITIONS ETUDES VIVANTES

19-21, rue de l'Assommoir - 75006 PARIS - Tél. : 325.54.32

AMNESTY INTERNATIONAL

Rapport 1979

Le rapport annuel d'Amnesty International rend compte de ses activités de défense de prisonniers d'opinion et des actions entreprises, au cours de l'année 1979, contre la torture et la peine de mort dans différents pays.

Amnesty International ne porte pas de jugement sur les systèmes politiques ou sur les idéologies, elle laisse au lecteur le soin de tirer les conclusions des faits qu'elle présente.

en librairie

MAZARINE

POLITIQUE

Il y a toujours des militants...

(Suite de la première page.)

Les effectifs revendiqués ? Trois cent mille. Rien de moins, dont 80 000 seraient ceux de l'ancien C.D.S. et encore... Mais vingt mille en parti radical... qui le croira ? Les clubs Perspectives et Réalités revendiquent 28 000 cotisants et 56 000 sympathisants. Pourquoi pas ? Le M.D.S. est plus modeste — il a raison — et n'annonce que 5 000 cotisants (8 000 sympathisants).

Dans tous les cas, les moyens de mesure objective manquent pour estimer le militantisme et les effectifs. Ne sont vérifiables que certaines données globales : quand se produit une élection ou une manifestation politique, on constate en général que, à l'heure actuelle, ceux qui peuvent mobiliser des équipes sur le terrain, effectuer des collages d'affiches ou remplir des salles sont les centristes et le parti républicain.

De même, il était apparu clairement lors de la campagne électorale de 1974 que l'essentiel des capacités de mobilisation des giscardiens dans les villes relevait des clubs Perspectives et Réalités. Depuis lors, toutefois, il s'est produit un événement qui n'est pas passé inaperçu et qui ne manque pas d'intérêt : l'émergence du P.R. au rang des « partis de masse », ou presque. Alors que, avant 1974, les républicains indépendants n'avaient jamais cherché à être autre chose qu'un parti de cadres et de notables, un appareil léger tout entier consacré à la mise sur orbite du candidat Giscard d'Estaing, alors que, après 1974, les nombreuses tentatives pour transformer cette organisation modeste en véritable parti avaient toutes échoué, voilà qu'en octobre 1979 le congrès du P.R., à la porte de Pantin, rassemble quelque quinze mille personnes — la direction dira vingt mille — bien réelles, bien visibles ; preuve concrète d'une réussite certaine. Un fait.

Pourquoi le P.R. a-t-il enfin fait ses preuves ? C'est la question que se posent encore ses dirigeants : plusieurs facteurs ont concouru à ce succès, mais aucun n'est pleinement déterminant. Le travail entrepris de longue date, les moyens, l'acharnement de

M. Jacques Blanc (le jour du congrès, on crut qu'il ne parviendrait pas à redescendre du petit nuage où l'avait hissé la vue d'une telle foule), il a fallu autre chose pour qu'existe enfin, dans la majorité, un parti de militants autre que le R.P.R. Car, dans le cas du P.R. nouvelle manière, il semble bien que ce soit de militants que l'on puisse parler.

Ainsi, certains responsables de l'appareil expliquent qu'ils ont senti qu'un changement se produisait quand ils constatèrent une attitude nouvelle dans les fédérations. Celles-ci, lorsqu'elles avaient à préparer une élection locale ou une manifestation, ne demandaient plus à la direction parisienne de leur envoyer des équipes pour coller les affiches ou remplir les salles, mais seulement d'assurer le soutien matériel (affiches, argent, tracts, etc.). Encore des besoins logistiques, mais plus de besoins en hommes en quelque sorte. Alors que dans la période précédente, « il fallait tout envoyer, y compris, parfois, le candidat ». C'est donc qu'un militantisme giscardien commençait à exister.

Ainsi les jeunes giscardiens sont-ils parvenus dans une certaine mesure à surmonter le handicap que constituait leur image de petits-bourgeois de droite, bien « ficelés » mais légers et un peu « fâchés ». Leur syndicat étudiant, le Collectif des étudiants libéraux de France (CELIF) a connu

de relatifs succès lors des élections dans les centres régionaux des œuvres universitaires et sociales, en marquant des points, notamment dans l'électorat modéré et vis-à-vis de leurs concurrents gaullistes. En outre, les fêtes et colloques qu'ils organisent, l'appui sans faille qu'ils trouvent chez Mme Alice Saunier-Séité au ministère des universités et les moyens dont ils disposent leur permettent de multiplier l'effet de leurs efforts.

Au P.R., on croit à ce militantisme naissant et on travaille à le renforcer. La délégation nationale à l'animation fournit les fédérations en matériel de formation : livret du nouvel adhérent, guide du militant de base, marges pratiques où sont recensés les moyens d'action, de recrutement, de « fidélisation » des nouveaux arrivés, les règles de rédaction d'un communiqué, d'un tract, les manières d'intéresser les journalistes, etc. Des directives que l'on n'avait pas l'habitude de lire dans les publications internes des ex-républicains, la préparation du congrès de la porte de Pantin avait été particulièrement poussée, chaque fédération étant pourvue d'un planning strict de mobilisation prenant effet cinquante jours avant le rassemblement et prévoyant jusqu'aux campagnes de « relance téléphonique » auprès des militants et sympathisants, dans la dernière semaine.

Rajeunissement

S'il est vrai que les partis giscardiens ne se considèrent pas en perte de vitesse — en ce qui concerne le recrutement, ils constatent tous, néanmoins, le risque d'un divorce croissant entre le langage de la classe politique et la jeunesse. Le fait d'être les formations les plus proches du pouvoir leur permet indubitablement d'attirer des adhésions, l'émulation entre les formations constitutives de l'U.D.F. a favorisé les efforts des appareils pour un recrutement plus efficace, mais la nécessité de rester à portée de ceux qui atteignent l'âge de la responsabilité politique appelle

une réflexion particulière. Les jeunes viennent-ils à l'action politique ? « Oui », répondent les jeunes giscardiens. Si, par exemple, il n'y a plus de sujets tabous comme la drogue ou la sexualité et si les nouveaux venus peuvent trouver des interlocuteurs de leur âge et connaissant les mêmes préoccupations, « Oui », si les structures en place ne résistent pas sur le partage des responsabilités, « Oui », si l'on ne craint plus de mélanger les genres et si l'on admet que la politique, la fête, la musique, peuvent fort bien se célébrer sur le même lieu et dans le même temps.

L'effort de rajeunissement est sensible aussi bien au parti radical — dont le président M. Bariani et le secrétaire général M. Rossinot ont respectivement trente-sept et quarante et un ans, — au parti républicain, où l'équipe de direction est riche en responsables issus des nouvelles générations (anciens de G.S.I. et jeunes députés), qu'au C.D.S., où, à côté d'une direction plus expérimentée (M. Lecannet a soixante ans, M. Stasi cinquante et M. Diligent soixante et un), sont mis en place des responsables de moins de trente ans, que ce soit dans le secteur des études ou dans celui des relations avec les fédérations. A l'U.D.F., enfin, les hommes d'appareil chargés des élections, de la formation ou des fédérations sont, le plus souvent, des moins de quarante ans.

L'U.D.F., dans son ensemble, est-elle pour autant une grande formation populaire ? Il ne semble pas que ce soit véritablement son objectif, mais il ne semble pas non plus que tous ses dirigeants aient renoncé à un tel dessein. Dans un premier temps, on pouvait admettre un partage des rôles entre l'Union, d'une part, et les partis, d'autre part : l'Union assurait la cohésion, la complémentarité et l'expression commune dans une perspective essentiellement électorale (et, plus précisément encore, législative, municipale ou locale) ; les partis, de leur côté, rassemblaient les militants, mobilisaient la base et s'adressaient à leurs électeurs préférentiels.

Mais, à l'usage, de nombreux conflits de frontière se sont produits. Ainsi constate-t-on, chez les militants du P.R., une certaine lassitude née de la constatation qu'ils ont fait campagne, en 1978, sous une étiquette qui n'était pas celle de leur parti, qu'il en a été de même en 1979, lors des élections européennes, et qu'il ne sera pas question, en 1981, d'œuvrer pour la victoire de M. Giscard d'Estaing sous leur propre bannière. Leur seule manifestation véritablement autonome a été leur congrès, et ils y tiennent. Dans ces conditions, ils se font même un peu tirer l'oreille pour mettre

leurs moyens à la disposition de l'U.D.F. dans la perspective de la « fête » que celle-ci prépare pour le mois de juin et à l'occasion de laquelle elle espère, à son tour, rassembler des dizaines de milliers de sympathisants. D'ailleurs, ils ont tenu à ce que cette fête ne soit pas celle de l'U.D.F., mais qu'elle soit baptisée « fête de la liberté ».

De même, les responsables des partis mettent souvent de la mauvaise volonté à s'engager dans la direction que souhaiterait leur voir prendre l'autorité fédérale. Ainsi l'U.D.F. aurait-elle préféré, le 13 février, qu'aucun des porte-parole des formations alliées ne commentât la conférence de presse de M. Jacques Chirac, afin de ne pas en accréditer le rajeunissement. Il n'en fut rien : et si l'U.D.F. elle-même se garda de réagir aux propos du président du R.P.R., M. Bariani, pour le parti radical, Blanc, pour le P.R. et Stasi, pour le C.D.S., écrivirent chacun son commentaire. Des commentaires s'o demeurant convergents.

En fait, la question désormais posée aux dirigeants giscardiens est, justement, de savoir ce qu'ils feront, après l'élection de 1981, de la force militante qu'ils voient actuellement naître. Nul d'entre eux ne peut dire avec certitude par quelle structure et sous quelle autorité cette force sera exploitée pendant la campagne présidentielle. Nul ne sait vraiment si, au lendemain de cette échéance, l'U.D.F. aura encore un avenir devant elle, ni même si les partis qui la constituent continueront d'exister sous leur forme actuelle. Car l'apparition d'un militantisme giscardien pourrait bien — tant le phénomène est nouveau — impliquer une remise en cause de la nature même des partis qui lui ont préexisté.

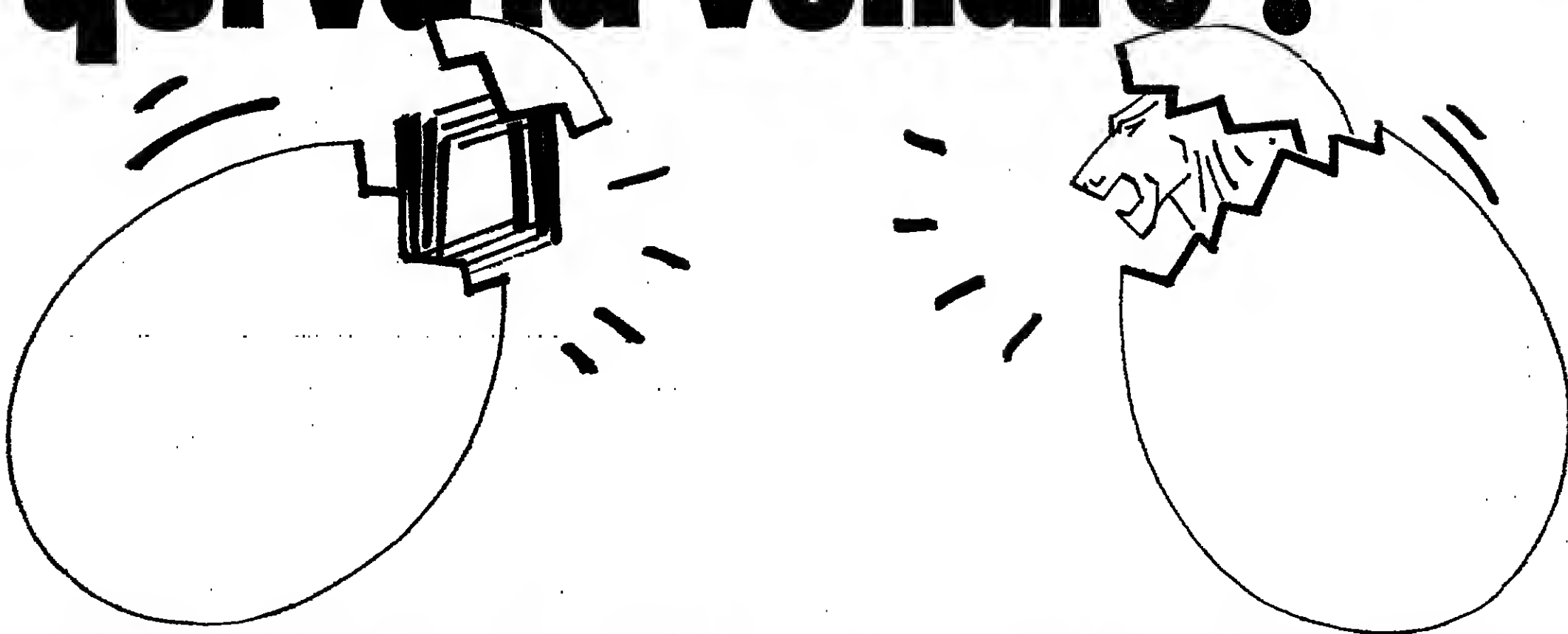
NOËL-JEAN BERGEROUX.

PROCHAIN ARTICLE :

LE P.S. : « TENIR BON » DANS L'ATTENTE DE JOURS MEILLEURS

VOIX ET EXPRESSION
PARLER AVEC AISANCE
SE FAIRE ECOUTER
MAÎTRISER L'IMPRESSION
CONVAINCRE, DÉCIDER
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.L. : de 14 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Barbusse - 75005
Téléph. : 325-18-10 - 326-15-42.

La voiture de demain, qui va la vendre ?



Comment se fait-il que ce soit deux Français qui se disputent la troisième place de la production automobile mondiale ? Comment s'expliquent ces deux miracles industriels : Peugeot, Renault ? Par

leur capacité d'innovation ? Ou par leur politique sociale ? Le Nouvel Observateur vous révèle qui sont ces hommes qui se livrent un combat de géants intéressant tous les Français.

SAMEDI DANS LE NOUVEL **observateur** 6 PAGES

مگزدا من الأصل

Le Monde

APRÈS LA SUSPENSION DE

Les avocats con

Des préc

JEAN-C

Drôle de

- L'original était tout à fait illisible, expliqua l'un d'eux, j'en ai fait une photo.
- Vous vous rendez compte, le coup était fort, s'écria-t-il, il a provoqué un phénomène.
- Pour garder les mots, l'avocat, rien de plus simple, il suffit d'une simple...
- Sortez vos mains de la poche, dit le président au... routier. Vous vous rendez compte, volant de votre côté, etc.



PRESSES DE L

APRÈS LA SUSPENSION DE M^r CHOUQU PAR LE TRIBUNAL DE QUIMPER

Les avocats contre le « délit d'audience »

La suspension — pendant dix jours — de M^r Yann Chouqu, avocat à Nantes, par le tribunal de Quimper, pour délit d'audience lors du procès des manifestants de Plogoff (« le Monde » du 8 mars) n'a cessé de provoquer, jusqu'à la nouvelle audience de ce lundi 17 mars, des réactions parmi les avocats de la France entière. Dans de nombreux barreaux,

sur l'initiative de leur conseil de l'ordre, des avocats ont manifesté leur solidarité, envers leur confrère par des grèves de durée variable — de quelques heures à plusieurs jours. En outre, ils demandent la modification de la procédure qui réprime les délits ou manquements aux obligations professionnelles commis à l'audience par les avocats.

Au tribunal de Quimper, le 6 mars dernier, M^r Chouqu intervenait après la lecture d'un témoignage et déclarait : « Je ne veux pas croire que les liens de parenté entre le témoin et un membre du ministère public ont joué de quelque manière que ce soit dans la

faute qu'il ait été libéré. » Aussitôt, le représentant du ministère public se levait, parlant d'outrage à magistrat, et demandait une sanction immédiate contre l'avocat, en application de la loi du 31 décembre 1971 sur la profession d'avocat. L'article 26 de celle-

ci prévoit : « Toute faute, tout manquement aux obligations qui lui imposent son serment, commis à l'audience par un avocat peut être réprimé immédiatement par la juridiction saisie de l'affaire, sur les conclusions du ministère public, s'il en existe, et après avoir entendu le bâtonnier ou son représentant. »

D'autres dispositions précisent que la décision du tribunal est exécutoire immédiatement, sans appel, « nonobstant appel ». M^r Chouqu a donc dû, le 6 mars, cesser d'exercer sa profession sur-le-champ. Ses clients, auxquels il avait fait faute de leur défenseur n'étaient pas imputables, sont restés en détention jusqu'à la nouvelle audience fixée au terme des dix jours prévus par la procédure disciplinaire. « C'est là une conséquence extrêmement fâcheuse d'une procédure qu'il faut à l'évidence modifier, estime le bâtonnier de Paris, M^r Jean Courton. Elle ne laisse aucun recul vis-à-vis de l'événement, les magistrats y apparaissent à la fois comme juges et parties. »

« Lorsqu'un manquement est commis par un avocat à l'audience, ajoute-t-il, nous estimons qu'il est souhaitable qu'il soit renvoyé — comme il l'est dans tous les autres cas — devant son juge naturel, le conseil de l'ordre. Si la décision du conseil ne satisfait pas le parquet, il peut, bien entendu, faire appel devant la cour. Mais tel que les textes le constituent, le délit d'audience, aujourd'hui, peut être à chaque instant une grave menace pour la défense. »

Déjà, en 1977, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), réunie en congrès, avait souhaité l'abrogation de l'article 26 de la loi d'audience ainsi que la modification du serment de l'avocat, « car les deux sont liés dans la lettre comme dans l'esprit de la loi », indiquait M^r Pierre Moreau, président de la FNUJA. La dernière partie du serment des avocats — « Je jure (...) de ne rien dire ni publier qui soit contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'État et à la paix publique » — leur semble, dans certaines circonstances politiques, lourde de conséquences.

Une proposition de loi

Si l'affaire Chouqu a fait réagir violemment les avocats, c'est qu'elle leur paraît « caractéristique de l'attitude d'un certain nombre de magistrats ». La Cour de cassation, dans un récent arrêt, sur requête d'un avocat, rappelle « le devoir de déférence » dû par les avocats aux magistrats. « Or déférence veut dire complaisance et soumission », indique M^r Courton. Vous ne devez pas à avoir de déférence envers les magistrats. Seulement des égards, et cela ne doit pas priver la défense de sa liberté. »

Le bâtonnier de Paris doit être reçu à sa demande par le garde des sceaux, mardi 18 mars, pour lui faire part du désir des avocats de voir élaborer un projet de loi modifiant la procédure du délit d'audience. Une proposition de loi en ce sens a été déposée par M^r Pascal Clément, député de la Loire (U.D.F.). La suspension de M^r Chouqu pour délit d'audience — sur le bien ou le mal fondé duquel je ne porte aucun jugement — est pour moi l'objet d'une prise de conscience de l'état réel de la liberté de défense en France », nous a-t-il déclaré.

« C'est pourquoi, ajoute M. Clément, j'ai demandé, en concertation avec les organismes professionnels du barreau, de préparer une proposition de loi d'orientation sur la garantie des droits de la défense qui, au-delà de la réforme de la procédure de répression du délit d'audience et de la modification de la formule du serment actuel d'avocat, constituerait une véritable charte des franchises judiciaires du barreau pour une totale liberté de la défense en France. Je souhaite qu'au-delà des citages politiques actuels cette initiative recueille le plus large soutien possible, s'agissant d'un problème de société fondamentalement pour nos libertés. »

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire page 42, nos informations sur Plogoff.)

● Protestant contre la suspension de M^r Chouqu, le Syndicat de la magistrature dénonce aussi le « caractère archaïque de l'enquête d'utilité publique ». « C'est une procédure de consultation tronquée, estime pour sa part, la section de Laval du syndicat. Elle ne permet pas à la population d'exprimer véritablement son opinion légitime sur un problème vital. »

FAITS ET JUGEMENTS

Incidents

au carnaval de Besançon.

Besançon. — Le comité municipal des fêtes de Besançon prétendait, cette année, renouer, grâce au carnaval, le samedi 15 mars, avec la tradition médiévale. Il s'agissait de redonner aux citoyens le goût de « se moquer des riches et des puissants », comme l'avait écrit M. Robert Schwint, échevreur et maire (P.S.), dans le bulletin de la ville. La fête avait bien commencé : on riait, on chantait, on mangait des gâteaux. Les badauds regardaient tout cela avec amusement. C'est alors que le commissaire Gros, directeur départemental des postes urbaines du Doubs, affirme avoir vu « un émir » soulever sa djellaba pour uriner contre le mur d'une église. Un car de police fonce alors dans la foule. Après son passage ont resté deux blessés, mais force est restée à la loi : le faux émir a été verbalisé. A la suite de ces incidents, M. Jean-Paul Marthey, l'un des quatre animateurs de Radio 25, condamné le vendredi 14 mars à 5 000 F d'amende avec sursis par le tribunal de grande instance de Besançon, a été incarcéré de rébellion et coupé à l'agent de la force publique et secouru. D'après le commissariat de Besançon, deux fonctionnaires de police ont été blessés sans gravité, semble-t-il, puisqu'ils ont assuré leur service dimanche. — (Corresp.)

Les poursuites contre les animateurs de radios libres.

Deux responsables de radios libres de la région lyonnaise, nous signale notre correspondant, ont été condamnés, récemment, par le tribunal correctionnel de Lyon, à l'application de la loi sur le monopole de la radiodiffusion. Il s'agit de M. Victor Frémont, animateur de Radio-Cantat, que les Lyonnais connaissent depuis sous le nom d'Antenne de Radio-Guigou (le Monde du 3 novembre 1979), et de l'animateur d'une autre radio locale, M. Georges Blanchard (Radio Jodiffuse). Ils ont été condamnés l'un et l'autre à 1 500 francs d'amende et à la confiscation du matériel de diffusion. Toutefois, ces deux condamnations ne feront pas l'objet d'une inscription au casier judiciaire des intéressés.

D'autre part, cinq syndicalistes C.G.T. de Besançon ont été inculpés pour diffusion illégale d'émissions de radio. Parmi eux figurent M.M. Yannick Fréon et Michel Gallierand, respectivement secrétaire général de l'union départementale C.G.T. d'Ille-et-Vilaine et secrétaire de l'union de Rennes. A la mi-novembre 1979, la C.G.T. avait diffusé des émissions clandestines à l'occasion de la campagne nationale pour les élections prud'homales.

Quatre des animateurs d'une radio libre de Besançon, Radio-25, nous indique notre correspondant, M. René Boche, vingt-quatre ans, éducateur, M. Jean-Paul Marthey, trente ans, manutentionnaire, Mme Ghislaine Seguin, vingt-trois ans, éducatrice, et M. Gérard Ponce, vingt-six ans, agent de service, ont été condamnés, le vendredi 14 mars, par le tribunal de grande instance de Besançon, à 5 000 F d'amende avec sursis. Télé-Diffusion de France, partie civile, a obtenu 1 F de dommages-intérêts.

Enfin, M. Luc Martin (vingt et un ans), actuellement sous les drapeaux, un des animateurs de la radio libre de Dijon, Radio-102, a été condamné, le vendredi 14 mars, à 1 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Dijon pour violation du monopole de la radiodiffusion. Télé-Diffusion de France (P.D.F.), qui était partie civile, a obtenu, là encore, 1 F de dommages-intérêts.

● Un P.-D.G. bientôt incarcéré. — M. Michel L'Héritier, P.-D.G. de la société de travaux publics L'Héritier, dont le siège est à Besançon, a été incarcéré le 15 mars. L'entreprise L'Héritier avait employé jusqu'à trois mille salariés avant de déposer son bilan il y a deux ans. L'affaire avait alors été reprise en location-gérance par la société Génie civil de Lens. Il semble que les dépenses personnelles effectuées par le P.-D.G. sur le compte de sa société (et qu'en son temps la C.F.D.T. de Franche-Comté avait révélées dans un dossier) aient contribué à précipiter la faillite de l'entreprise. M. L'Héritier est inculpé d'infraction aux lois sur les sociétés et de faits délictueux assimilés à la banqueroute. — (Corresp.)

● Deux autonomistes corse ont été libérés, samedi 15 mars, sur ordonnance de M. Jean-Claude Thia, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État : M.M. Eliot Guerrini, quarante ans, surveillant général de collège, et Antoine Bartoli, vingt ans, chômeur, tous deux écroués le 13 janvier (le Monde du 15 janvier) pour avoir participé à l'occupation de l'hôtel Freschi d'Ajaccio.

M. Peyrefitte et le journaliste (suite)

Après les protestations des magistrats et des avocats de Reims contre les conditions dans lesquelles M. Jean Can, chroniqueur à Paris-Match, a pu assister à une réunion de travail lors de la récente visite du garde des sceaux à la cour d'appel de Reims, sans que les participants en soient prévenus (le Monde du 16-17 mars), M. Alain Peyrefitte, usant du droit de réponse, nous a fait parvenir deux textes.

Le premier texte est la lettre qu'il a envoyée, le vendredi 14 mars, à M. Jean Noyard de Puybusque, premier président de la cour d'appel de Reims. M. Peyrefitte écrit : « Je tiens à préciser que j'ai été le premier surpris d'apprendre cette présence à notre réunion de travail. »

« Lors des visites du même type que j'effectue dans les cours d'appel, ma conduite n'a pas varié. J'ai toujours prié les journalistes qui m'accompagnaient, ou ceux que je rencontrais sur place, de s'abstenir de participer à la séance de travail avec les magistrats. Je tiens en effet à pouvoir m'exprimer avec eux — et surtout à ce qu'ils puissent s'exprimer — en toute liberté à l'occasion d'une pareille réunion. Ce n'est possible qu'à huis clos. »

« D'ailleurs, M. Jean Can reconnaît lui-même dans son article que « je lui avais demandé de n'y point assister » et qu'il a décidé de passer outre à ma recommandation de ne pas assister à la séance d'information. »

« Ma curiosité fut trop forte

et je crus bon de faire mon métier plutôt que de m'en tenir là. A chacun sa déontologie. Journalisme exige... »

Le deuxième texte est une lettre adressée au bâtonnier de l'ordre des avocats de Reims, qui avait fait part au ministre de son « étonnement » à propos de la présence de M. Jean Can, particulièrement lors de l'audience solennelle de la cour d'appel. « Cet étonnement ne relève-t-il pas d'une étonnante conception de la liberté de l'information ? Comment la presse pourrait-elle être mise à l'écart de manifestations publiques ? Des journalistes — locaux, régionaux, nationaux — ont ainsi assisté, aux trente visites de cours d'appel que j'ai effectuées (y compris les échanges de vues dans la salle des pas perdus avec les professions judiciaires). Elles ont été chaque fois annoncées, relayées, commentées. Il n'y a rien là que de normal en démocratie, et c'est la première fois que quelqu'un s'en plaint. »

« Ce qui n'est pas normal, en revanche, c'est qu'un journaliste ait assisté à une séance de travail privée avec des magistrats. Quelques-uns d'entre eux m'en ont manifesté leur mécontentement, que je comprends d'autant mieux que j'ai ressenti comme eux. »

« Je me suis expliqué directement avec M. Jean Can, d'une part, avec ces magistrats, de l'autre, et ce regrettable incident qui paraît étranger à votre barreau. »

LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE BOYCOTTE LA VISITE DU GARDE DES Sceaux À VERSAILLES

Les membres du Syndicat de la magistrature du tribunal de Versailles ont annoncé qu'ils refusaient de recevoir M. Alain Peyrefitte au cours de la visite que celui-ci doit faire dans la juridiction ce lundi 17 mars. Dans une lettre adressée au garde des sceaux, la section du syndicat explique son refus par l'attitude du ministre de la justice au cours de sa visite à Reims le 15 février dernier. « Vous avez refusé à nos collègues délégués du syndicat de nous interroger publiquement sur votre politique (...). A quel échange nous invitons-vous si l'un des partenaires est bâillonné ? », demandent les magistrats de Versailles, qui ajoutent : « Vous venez dans notre cour non pour

comprendre mais pour faire œuvre de propagande partisane. »

Le syndicat, en revanche, invite le garde des sceaux à assister à une audience correctionnelle ou au travail quotidien dans le cabinet d'un juge, s'il souhaite « réellement comprendre les réalités judiciaires. »

De leur côté, la section du Syndicat des avocats de France et l'Union des jeunes avocats de Versailles se sont inquiétées, dans un communiqué commun, de l'« orientation nouvelle de la politique pénale, qui semble préconiser l'incarcération définitive ou prolongée de certains délinquants à qui aucune remise de peine ne serait plus consentie. »

AMNESTY INTERNATIONAL RAPPORT SUR LA PEINE DE MORT

A travers la publication de ce rapport, Amnesty International, mouvement mondial indépendant de tout groupement politique, s'adresse à tous les gouvernements et au grand public, afin d'élargir la réflexion et le débat sur ce sujet.

L'objectif souhaité est l'abolition totale de ce qu'Amnesty considère comme un « anachronisme et un acte commis de sang-froid, au-dessous de la dignité d'un État moderne. »

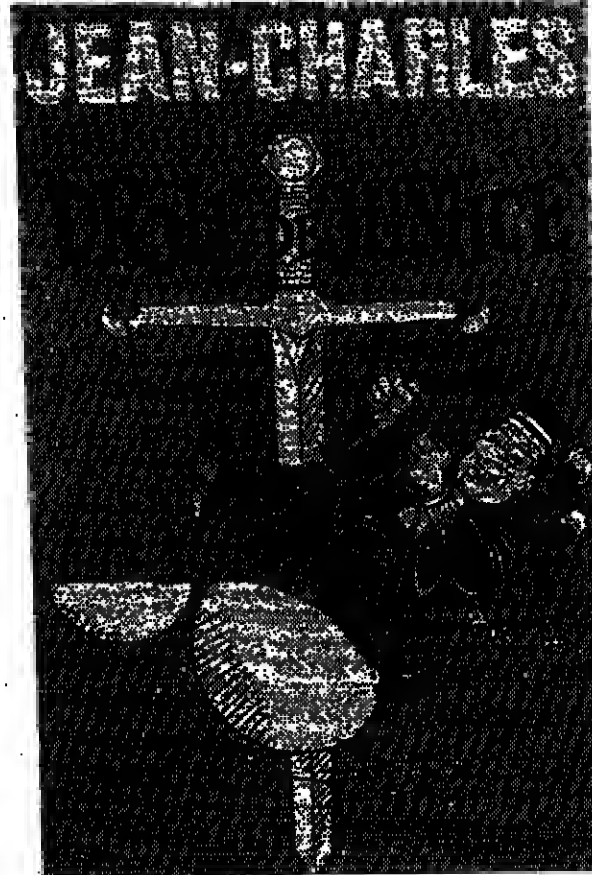
en librairie

MAZARINE

JEAN-CHARLES

Drôle de justice

- L'original était totalement illisible, expliqua l'avocat, j'en ai fait une photocopie.
- Vous vous rendez compte si le coup était fort, s'écria l'avocat, il a provoqué un phimos.
- Pour garder les moutons, dit l'avocat, rien de plus facile, il suffit d'une simple houppette.
- Sortez vos mains des poches, dit le président au chauffeur routier. Vous vous croyez au volant de votre camion ! etc.



PRESSES DE LA CITE

6 PAGES

SOCIÉTÉ

« LONGO MAI » COMMUNAUTÉ CONTESTÉE

II. - Les millions et les cailloux

De notre envoyé spécial PIERRE GEORGES

Créée pour devenir un modèle de « société alternative », la communauté de Longo Mai, dans les Alpes-de-Haute-Provence, est confrontée depuis la fin de l'année 1979 à de nombreuses critiques. Mais les témoignages divergent (« le Monde » daté 16-17 mars).

Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence). — Fuite en avant de Longo Mai. Quand ils s'installent, à l'automne 1973, sur le domaine de Limans, les pionniers de Longo Mai n'ont pas grand-chose. De la bonne volonté, des idées à revendre, mais peu d'argent et une expérience nulle. Il leur faut donc gagner la confiance des gens du pays, défricher le terrain, apprendre leur métier de « nouveaux » paysans. C'est-à-dire essentiellement, comme les anciens, retravailler les manches. Ce qu'ils font et vont faire pendant deux à trois ans, sans incidents notables.

Avec les agriculteurs du pays, Longo Mai établit un système de troc. Troc du coup de main contre le savoir, troc du service prêt contre l'expérience rendue. Accueillis avec méfiance car étrangers à la région, étrangers aux mentalités, il leur faut convaincre. Dans une certaine mesure, ils vont y réussir. Provisoirement. « Quand on a vu la colline en face repousser, les maisons se relever, dit un agriculteur, on a vu que ce n'était pas des plaisants comme tant d'autres. » La griffe prend. Difficilement, lentement. Il y a les rumeurs sur le mode de vie, l'apprentissage difficile, « l'omerté de ces gens qui parlent d'agriculture de montagne sans rien y connaître ». Il y a surtout l'argent, si difficile à gagner ici, si facile à dépenser pour Longo Mai. L'argent, voilà bien le village. « Byah, qu'on voit ici on sait bien que les millions ne se trouvent pas en labourant les cailloux : et eux les jettent par les fenêtres. Sans cet argent qui arrive par mandats à la poste, il y a bien longtemps qu'ils ne sauveraient plus l'agri-

culture de montagne, je vous le dis. » Elle le dit, en effet, cette agricultrice venue vendre ses fromages sur le marché de Forcalquier, et, accessoirement, résumer une opinion fort commune aujourd'hui là-bas. Longo Mai a l'argent et, probablement de façon totalement inconsciente, l'attraction de l'argent. Non pas que la communauté se conduise comme en pays conquis, mais, ce qui est peut-être plus, comme en pays assisté. Pendant toutes ces années, la communauté va prêter, sans intérêt, donner même, aider financièrement des dizaines d'entreprises, d'artisans ou de parti-

culiers en difficulté, quatre-vingt-onze au total. C'est trop pour que ne se crée la légende d'un empire Longo Mai, d'un interventionnisme systématique et suspect. C'est assez pour que se forge l'idée d'une politique trop désintéressée pour être honnête. C'est suffisant pour que — nature humaine — certains débiteurs prennent aujourd'hui place au premier rang des adversaires.

Collecte technocratique

Étonnante inconscience de gens par ailleurs beaucoup plus concrets. Longo Mai va vivre pendant ces quelques premières années sur un double objectif. Le premier est l'existence même de la communauté. « On nous a pris pour le Larzac ou pour Lip, dit Rémy, et nous avons failli au début être emportés par cette super-écologie gescho-gestulatoire en mai de mai. » Le second est la survie économique. Sur ce plan — trouver des appuis financiers — les pionniers vont faire preuve d'une efficacité tout à fait exceptionnelle et qui, il faut le dire, tranche singulièrement avec, en aval, une gestion approximative. On ne refait pas ici le détail des multiples opérations de solidarité conduites par Longo Mai pour trouver cet argent (le Monde du 14 octobre 1979). De la première — en 1973, une roulotte tractée par un camion de réforme de l'armée fait un tour de Suisse — à la dernière (l'opération Costa-Rica), c'est une stratégie presque technocratique de la collecte qui se met en place. Longo Mai a sa « centrale » à Bâle, un ordinateur en leasing chargé de la gestion du fichier où cent vingt mille des sympathisants, donateurs ou préteurs sans intérêt, sont aujourd'hui recensés. Une quinzaine de pionniers y travail-

lent en permanence, par rotation. Car la rotation rapide des tâches est une constante, d'ailleurs décriée, de Longo Mai.

L'argent arrive. En sept ans, selon les chiffres fournis par les coopérateurs et recoupés, le budget total de Longo Mai a été de 28 millions de francs suisses. C'est-à-dire, en tenant compte des fluctuations du change au cours des années, entre 80 et 65 millions de francs français. Sommes relativement énormes et qui ne peuvent se justifier que par la stratégie tous admissibles de ce qui, au départ, ne voulait être qu'une coopérative agricole de montagne. En quelques années, à partir de la ferme-école, « polytechnique » de l'alternative, Longo Mai va « éclater » dans différentes directions. Une coopérative est créée dans l'Ardèche, une autre, la SCOP « Joli-Mas », ferme-école, dans le Jura. La coopérative Eisenkappel est créée en Carinthie (Autriche) et encore la SCOP filature de Briançon, la SCOP école de cinéma dans les causses.

Dans la région de Forcalquier même, Longo Mai « diversifie » ses activités sans que la politique suivie soit toujours cohérente. Une SCOP confection est créée

au-dessus d'un bar en faillite dont Longo Mai a racheté les murs : une SCOP « garage mécanique et agricole » meurt un an après sa création, c'est-à-dire après le rachat de cette entreprise également en faillite et le maintien à la direction du responsable de cette faillite : une SCOP « travaux publics » en sommeil. Une SCOP « Tril » de commercialisation de fruits et de légumes, qui, après des débuts difficiles, en 1978, fonctionne mieux en 1979.

Plus encore, dans la région de Forcalquier, Longo Mai « investit » dans l'immobilier, rachète et rénove un hameau à Planvieux pour en faire un « village de vacances populaires », des appartements, des maisons, aménage son siège à Forcalquier même. Sans parler du coût des achats, on tient, de source sûre, que près de 3,5 millions de francs ont été consacrés à la rénovation de ces vieux bâtiments.

De toute évidence, ces achats immobiliers ne sont pas toujours vus d'un bon œil à Forcalquier, où certains trouvent « que ces jeunes gens venus sauver le pays ne se comportent pas autrement que ceux qui l'ont pillé ». Là encore le malentendu paraît fondamental. « Longo Mai spécule, Longo Mai s'enrichit sur le dos des locaux, Longo Mai promène des surcharges », entend-on dire. Une opposition s'organise autour d'un petit groupe local, le Groupe d'action et d'études régionales (GAER). À noter, on dirait que le GAER, placé sur le même créneau que Longo Mai, ne supporte plus de voir ce qui, à ses yeux, constitue « un véritable gaspillage ».

Pour M. Lesca, responsable local du P.S.U., et secrétaire du GAER, le bilan est net : « Longo Mai n'est que dans le discours de Perrot. Au début on y croit, on

est séduit. L'idée est nouvelle. Puis l'on s'aperçoit que, derrière les mots, il n'y a aucune réalisation. Longo Mai entreprend pour donner le change et récolter de l'argent, mais ne finit jamais. »

Très vite, la tension monte entre ceux que Rémy appelle « l'escalader noir acharné à la perte de Longo Mai » et la communauté sur la défensive. Les arguments utilisés, les rumeurs colportées, les qualificatifs employés ne sont pas toujours du meilleur niveau. Mi d'un côté ni de l'autre. Certains éléments de la vie politique locale viennent,

en plus, interférer. Certains épisodes de la vie de la communauté, la bataille menée par une ancienne de Longo Mai pour « récupérer » son bébé un an après son départ, des histoires de suicides, trois, avancées, sans aucune preuve, la pseudo-terreur imposée par les pionniers, sont exploités. Le « train de vie fastueux » — pas évident pour qui est allé à Limans — des pionniers est dénoncé. Voitures de luxe en réalité un véhicule pour sept adultes, — avion privé — en fait une participation, — résidences de luxe, hôtels de luxe.

Phantasmes

Longo Mai fait « phantasmer ». Longo Mai « phantasme » aussi sur « le grand complot visant à détruire la communauté et qui rassemblerait une étrange coalition d'extrême droite et extrême gauche ». Des incidents récents ont opposé partisans et adversaires de Longo Mai dans la région de Forcalquier. Les responsables du GAER ont déposé deux plaintes contre les dirigeants de la communauté. L'une pour usurpation d'identité. Ils accusent des pionniers de s'être infiltrés dans une réunion du GAER en se faisant passer pour une équipe de F.R.S. L'autre pour coups et blessures. Un responsable du groupement, M. Maurizot, adjoint au maire de Lardies, a été, selon ses dires, victime d'une agression, frappé à coups de poing et de pied, agression ayant entraîné une incapacité de travail de dix jours.

Version des choses contestée par Longo Mai, qui, de son côté, a engagé une série de plaintes et d'actions contre des journaux français. Procès le 20 mars prochain, devant le tribunal de Digne, contre le journal la Bugada. Procès le 10 avril, à Paris, contre le Quotidien ouvert. Procès le 28 avril, à Montpellier, contre l'hebdomadaire Sud.

Quel que soit le degré de passion, le débat serait resté mineur, simple polémique d'un cloche-merle gauchiste, si le 10 décembre 1979, une campagne engagée simultanément par huit quotidiens suisses, notamment ceux de la chaîne socialiste Arrière Zéram (A.Z.) n'avait abouti à une série d'accusations graves portées contre Longo Mai : « Parasitisme, gestion incontrôlable, escroquerie à la charité ou plutôt à la solidarité et colonialisme financier. » Le titre du A.Z. de Bâle donne le ton des articles : « Longo Mai, la grande vie avec l'argent pompé. »

Cette attaque-massive, que la communauté baptise immédiatement « Blitzkrieg » (guerre éclair), s'articule essentiellement autour des activités « externes » de Longo Mai, qui s'est engagée, peut-être de façon hâtive et un peu préconspueuse, sur des actions en faveur du tiers-monde et des oppositions opprimées. Une première action au profit des réfugiés chiliens, bien organisée,

n'a pas soulevé d'objections, et, aujourd'hui, elle n'est curieusement pas portée au crédit de Longo Mai. Par contre, l'opération menée en septembre 1978 en direction des réfugiés nicaraguayens et longuement évoquée ici (le Monde Dimanche du 14 octobre 1979) a provoqué des réactions très vives. Les dépenses engagées, environ 10 millions de francs, les résultats pratiques obtenus (seul fait concret l'acquisition d'un domaine agricole de 3 000 hectares au Costa-Rica), les accusations formulées par les réfugiés nicaraguayens — « Longo Mai fait de l'argent sous le couvert d'opérations humanitaires », — tout, en fait, peut se résumer à une charge précise. Pour ses adversaires, Longo Mai lance des « opérations-prétextes », des « opérations-vitrines », la finalité n'étant plus la réussite de ces opérations, mais la recherche des financements. Le tout dans un système d'emprunts-dons en cascade, un emprunt couvrant le remboursement du précédent selon un rythme sans cesse accéléré.

Sur ce point, avant de porter tout jugement, il faut attendre le rapport écrit qu'établira actuellement la communauté sur ses activités au Costa-Rica. Que l'opération ait été un échec, y compris un échec financier, pour Longo Mai qui se trouve maintenant en difficulté, n'est guère douteux. Qu'elle ait été « pure et simple escroquerie », comme cela a été dit, l'est davantage. Longo Mai, en tout cas s'en défend de façon véhémente, accusant certaines grandes organisations caritatives « établies » d'être à l'origine de la campagne menée contre une communauté devenue « concurrentielle » et proposant une autre forme d'aide humanitaire : « Offrir aux démunis la chance à pêche plutôt que le poisson. » Un fait simplement : la collecte de fonds organisée par Longo Mai a connu, dans les mois précédant les accusations, une vive accélération. Du 12 million de francs collectés en 1973, des 5,2 millions de francs en 1977, les sommes sautent brusquement à 27 millions de francs en 1978, puis à 22,5 millions de francs pour les six premiers mois de 1979. Alors ? Longo Mai malade ou victime de l'argent ? FIN

« Continuez à nous servir aussi agréablement en gardant le sourire et puis, restez bien à l'heure! »

Propos authentique d'un passager.

Lufthansa

ITALIE-GRECE-ITALIE

GRECIA FERRIES

service car-ferry pour passagers avec ou sans voiture

ANCONE IGOUMENITSA PATRAS ou vv.

4 départs hebdomadaires



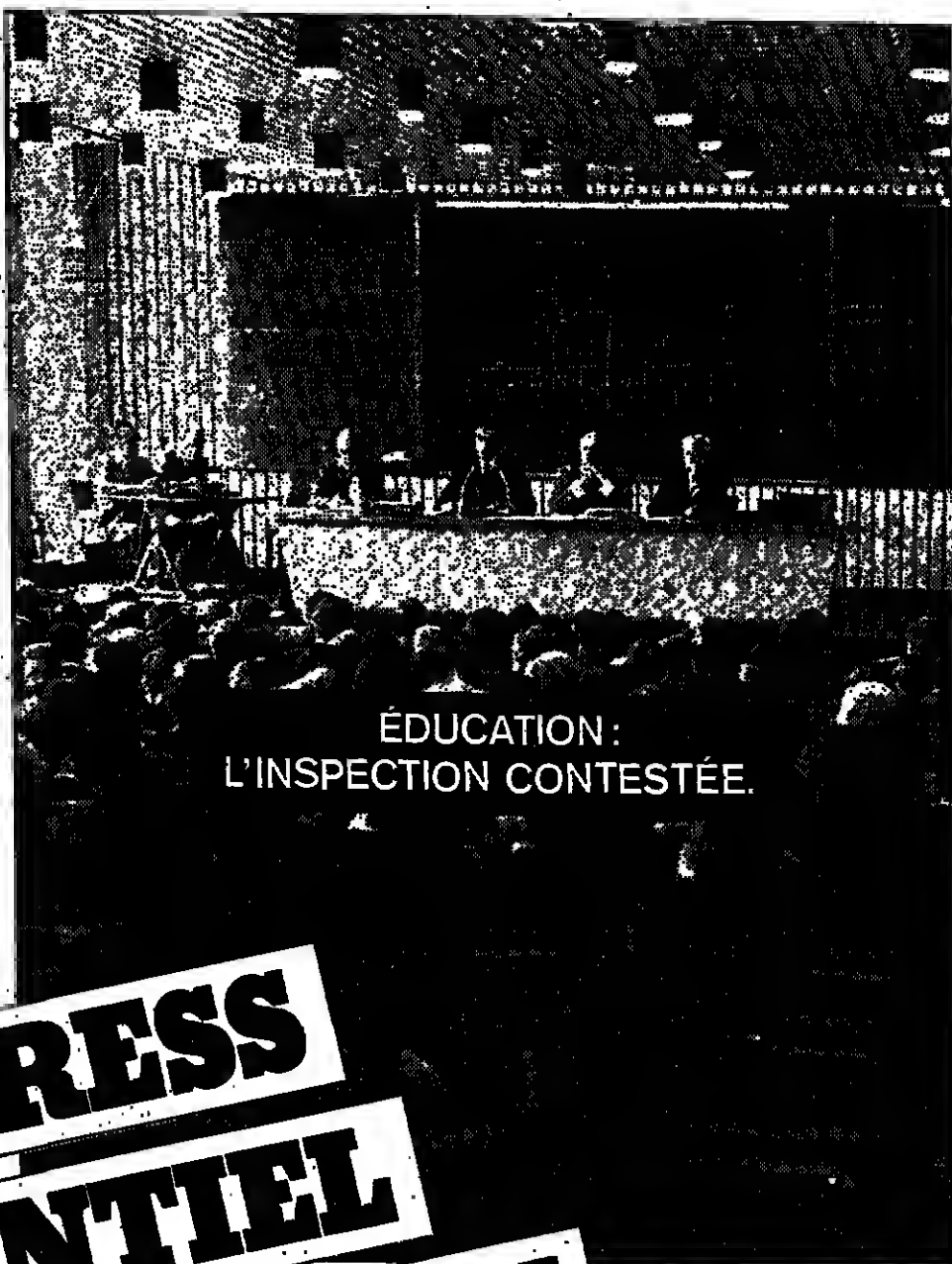
Agents Général : SIRT TOURS - 5 Avenue De L'Opéra - Paris 1 Tel. 2603166 - Tlx. 210911 WORMS CAR FERRY DEPT - 10 Rue Auber - 75009 Paris Tel. 073.6770 - Tlx. 230775 NAVIFRANCE - 20 Rue De La Michodière - 75002 Paris Tel. 2666540 - Tlx. 670181

مكتبة من الأصل

STÉE

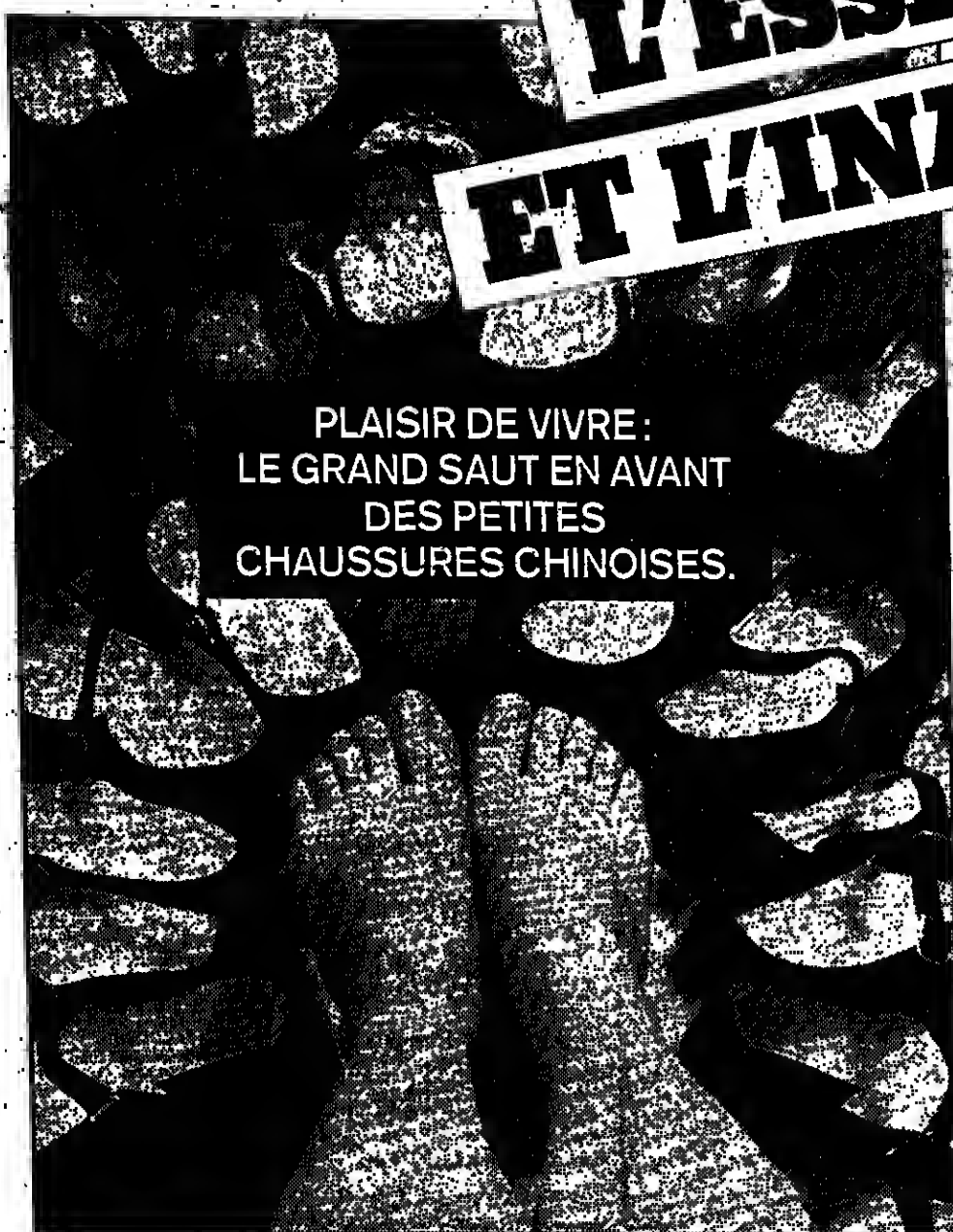


L'AFFAIRE MARCHAIS :
L'HEURE DES TÉMOINS.

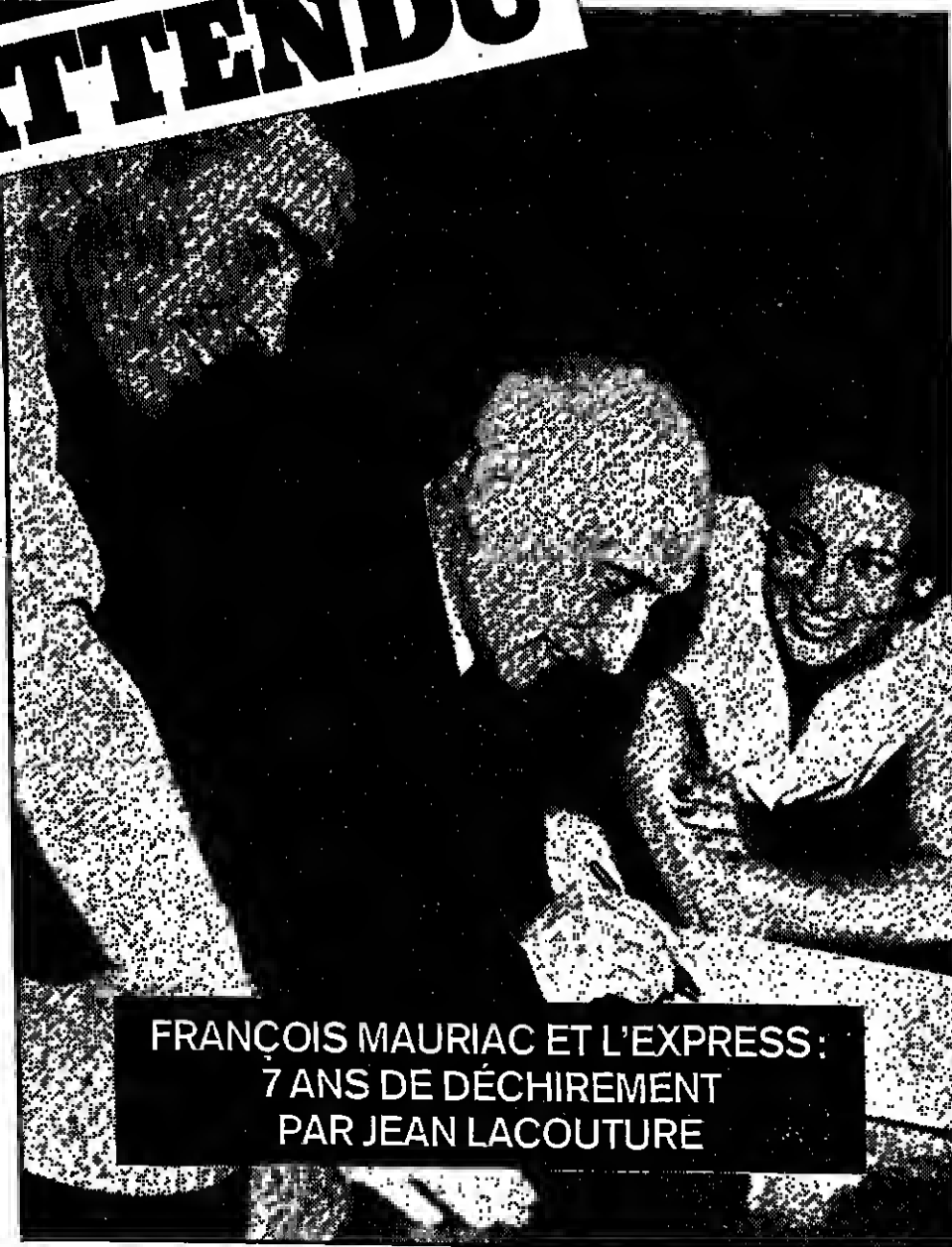


ÉDUCATION :
L'INSPECTION CONTESTÉE.

L'EXPRESS L'ESSENTIEL ET L'INATTENDU



PLAISIR DE VIVRE :
LE GRAND SAUT EN AVANT
DES PETITES
CHAUSSURES CHINOISES.



FRANÇOIS MAURIAC ET L'EXPRESS :
7 ANS DE DÉCHIREMENT
PAR JEAN LACOUTURE

L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.

L'EXPRESS

CETTE SEMAINE

RECE-ITALIE

IECIA
RRIES

erry pour passagers
u sans voiture

KONE
MENITSA

TRAS

4 départs
hebdomadaires

Paris 1

Paris 75009 Paris

Paris 75002 Paris



DIRECTEUR GÉNÉRAL

Paris

Produits Médico-Chirurgicaux — Un important groupe international, spécialisé dans la production et la vente de produits médico-chirurgicaux à usage unique, recherche le Directeur Général de sa filiale française de distribution. Basé dans la banlieue Sud-Ouest de Paris, il disposera d'une équipe de 37 personnes et se verra confier la responsabilité globale du développement de cette filiale en pleine expansion. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre français aguerri et de haut niveau, âgé de 38 ans minimum, possédant une très solide formation supérieure, maîtrisant parfaitement la langue anglaise, et ayant exercé avec succès des responsabilités de Direction au sein d'unités autonomes intégrées à des sociétés manufacturantes leurs propres produits, de préférence dans un environnement de type hospitalier, médical, pharmaceutique ou assimilés. Un réel dynamisme personnel, de solides qualités d'encadrement, et une grande aptitude à l'animation des hommes sont absolument indispensables. La rémunération envisagée, particulièrement motivante pour un candidat de valeur, sera assortie d'une voiture de fonction. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. R.E.F. A/2870M

DIRECTEUR DES VENTES

150.000 F

Matériel de maintenance - Ouest — Un groupe industriel français fabriquant et distribuant du matériel de maintenance, occupant la première place sur son marché, recherche le Directeur des Ventes d'une de ses filiales (50 personnes, 60 millions de chiffre d'affaires) spécialisée dans l'importation et la commercialisation de matériel étranger complétant sa propre gamme. Rendant compte au Directeur Général, sa mission sera de développer les ventes de ces matériels principalement distribués par le réseau de la société mère (composé d'une soixantaine de concessionnaires) et d'assurer la diversification de la gamme. Il animera une équipe de 7 inspecteurs, sera assisté par un responsable marketing et s'appuiera sur les services fonctionnels de la maison-mère (publicité, informatique, etc.). Il bénéficiera d'une réelle marge de manœuvre dans les négociations tant auprès des concessionnaires que des fournisseurs. Ce poste, basé près d'un grand centre de l'Ouest, s'adresse à un homme âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale ou technico-commerciale (supérieure de préférence) et possédant l'expérience de la vente de matériel (T.P., Poids lourds, maintenance, etc.) effectuée par un réseau de concessionnaires. La pratique de l'anglais est fortement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction des compétences acquises. De réelles perspectives d'évolution s'offrent dans le groupe à un candidat de valeur. Écrire à G. MASSON à Nantes. R.E.F. A/1055M

INGÉNIEUR SERVICE

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Ouest

Électronique — Une très importante société de production d'appareils électroménagers (2.300 personnes, 600 millions de chiffre d'affaires) recherche, un ingénieur pour effectuer le potentiel de sa Direction Recherche et Développement. Sous le contrôle direct du responsable de cette direction (qui comprend plus de 40 personnes dont une dizaine d'ingénieurs et cadres) cet ingénieur devra conduire des travaux de conception et d'industrialisation de produits aussi bien pour améliorer ou étendre la gamme existante, que dans l'optique d'une diversification des fabrications. Il aura pour cela la responsabilité d'une équipe et de moyens appropriés. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (en mécanique ou électricité) ayant quelques années d'expérience industrielle à valoriser dans une fonction de recherche. La compétence et l'ambition seront les critères fondamentaux de réussite dans le poste. La rémunération de départ sera déterminée d'une manière non limitative en fonction du profil du candidat. Des perspectives d'évolution pourront s'offrir en outre à un homme de valeur. Écrire à G. MASSON à Nantes. R.E.F. A/1056M

CHEF DE SERVICE

PROMOTION-PRODUITS

100.000 F

Machinisme Agricole — Nous sommes un groupe européen de machinisme agricole, en progression constante, fabriquant et commercialisant une large gamme de matériels destinés à l'agriculture (vibroculteurs, charrues, distributeurs d'engrais, chargeurs, semoirs...). Nous recherchons pour notre filiale française, le responsable du service Promotion des Produits. Placé sous l'autorité du Directeur Commercial et assisté d'une équipe légère, il contribuera à la promotion de nos produits, du point de vue commercial et technique. Il est en particulier chargé d'organiser et de suivre dans le cadre d'un budget, les actions publicitaires de la société. Sa mission comporte la formation et l'assistance sur le terrain des équipes commerciales de la société ou des concessionnaires avec lesquels elle est en relation. Il entretient avec les organismes officiels de vulgarisation ou de recherche des contacts suivis en vue de la diffusion ou de l'amélioration des techniques de travail et des matériels qu'elles mettent en œuvre. Nous pensons à un ingénieur en agriculture âgé d'au moins 27 ans, possédant une formation complémentaire dans les techniques du machinisme agricole (M.A.S.E.C.). Le candidat doit, par ailleurs, posséder des qualités pédagogiques et être motivé par les relations extérieures. Cette activité comporte des déplacements soit en France soit en Europe estimés à environ 30 % du temps. La pratique de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat. Ce poste est basé à Orléans. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. R.E.F. A/2906M

ACHETEUR

100.000 F

Métallurgie et Mécanique — La filiale d'un important groupe industriel français, spécialisée dans la construction et la commercialisation de biens d'équipement lourds, recherche, pour l'une de ses deux usines (700 personnes), située à une centaine de km à l'Ouest de Paris, un Acheteur. Sous l'autorité du Chef de Service Achats, il aura pour mission de négocier avec des fournisseurs français et étrangers, l'achat des matières premières (inox, aciers, aciers spéciaux...), ainsi que des composants électroniques et des ensembles pneumatiques. Par ailleurs, il sera chargé de mener des études de marché (sources de matières premières) et des études comparatives de rentabilité afin d'orienter les décisions vers les conditions d'achat les meilleures. Ce poste conviendrait à un technicien de formation, âgé d'au moins 28 ans, justifiant d'une bonne expérience des achats (prospection, consultations, négociations, relations...). La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. R.E.F. A/2866M

INGÉNIEUR GESTION DE PRODUCTION

100.000 F

Moteurs électriques petites séries - Angers — La société ARTUS (300 personnes, chiffre d'affaires 55 millions de francs), filiale d'un groupe américain, est leader en France dans la conception, la fabrication et la vente d'ensembles électromécaniques de haute technologie utilisés en particulier dans les domaines aéronautique, espace, nucléaire et médical. Elle recherche un ingénieur pour démarrer la mise en place d'un système informatisé de gestion de production. Dans un premier temps, cet ingénieur devra établir une codification des 15.000 articles existants en fabrication et créer un répertoire des nomenclatures; il évoluera ensuite vers des responsabilités plus opérationnelles. Ce poste basé à Angers, s'adresse à un jeune ingénieur diplômé ayant une première expérience en bureau de méthodes dans le secteur mécanique ou électromécanique. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, comprendra un intéressement aux résultats et sera fonction des compétences offertes. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Écrire à Nantes. R.E.F. A/0015M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord des candidats.
Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

3, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82
78, boulevard du 11-Novembre, 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893-90-63
19, Résidence Flandre, 69170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25
3, quai Kléber, 67065 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-84

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Croix - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes
Paris - Stockholm - Stasbourg - Villerbanne - Zurich

MEMBRE DES CVT

RELIGION

L'ÉVÊQUE DE STRASBOURG ET L'ACTION CATHOLIQUE SPÉCIALISÉE

Les critiques de Mgr Elchinger suscitent une polémique

Dans un long article intitulé « Mission, crédibilité et renouveau de l'Action catholique », publié dans le bulletin diocésain de Strasbourg (1), Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de cette ville, formule un certain nombre de critiques à propos de l'évolution actuelle de plusieurs mouvements spécialisés de son diocèse, les accusant notamment d'un « glissement politique contestable » ainsi que d'un « ambiguïté doctrinale ».

Après un résumé des thèses de l'évêque de Strasbourg, nous publions les premières réactions des principaux mouvements mis en cause par Mgr Elchinger : l'Action catholique ouvrière

(ACO), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), l'Action catholique des milieux indépendants (ACI) et les Chrétiens dans le monde rural (C.M.R.).

Le débat de fond abordé par l'évêque de Strasbourg est sans doute appelé à se développer, et pour ce faire il faudra évidemment se référer à l'article dans son intégralité, car, comme le note Mgr Elchinger, « ce serait déformer les intentions qui ont inspiré la rédaction de ce texte et en trahir l'esprit que de n'en considérer qu'une partie seulement, sans tenir compte de l'ensemble des réflexions faites et des orientations données ». — A. W.

Après avoir retracé les origines de l'Action catholique, Mgr Elchinger passe en revue les « mérites et bienfaits de l'Action catholique », notamment une « conversion au réel », grâce à sa méthode « voir, juger, agir », une nouvelle présence de l'Eglise, une nouvelle présence de l'Eglise dans le monde, et une ouverture chez les prêtres aux réalités humaines.

Dans une deuxième partie intitulée « Crédibilité des mouvements d'Action catholique », l'auteur attire l'attention sur les dangers que peut représenter une trop grande adaptation aux milieux à évangéliser. « Des militants chrétiens, écrit-il, pensent qu'il faut même aller jusqu'à adopter les choix de société et s'associer aux options syndicales et politiques en usage dans la classe sociale où l'on souhaite être reconnu et accepté. » Et l'évêque de Strasbourg dénonce l'adhésion pour une analyse marxiste chez des membres de l'ACO, du M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne), de la JOC et de la JEC.

Rappelant les prises de position de l'épiscopat français, notamment en 1975, sur « le risque d'un blocage de la foi et de l'idéologie », Mgr Elchinger parle d'un « glissement politique contestable », et cite le cas, en 1970, d'une prise de position de l'ACO contre une déclaration de l'épiscopat sur l'avortement. Il donne d'autres exemples d'« ambiguïtés doctrinales », en particulier de l'ACO : « une confusion entre les priorités », « une dramatisation des déficiences de l'Eglise », « une confusion dans le rôle des laïcs et des prêtres ».

Dans une troisième partie, Mgr Elchinger propose « des tâches nouvelles et un renouveau de l'Action catholique ». Face à l'incroyance, à la « paganisation », et aux « attraites anesthésiantes du confort et du profit », il suggère trois efforts à poursuivre. Premièrement, « un souci de fidélité doctrinale », notamment « sur la nature et la mission de l'Eglise, sur le statut des prêtres ou sur la vocation de l'homme ». L'auteur met en garde contre des « fausses lectures de l'Evangile », qui feraient du Christ « un politicien, révolutionnaire, justicier de subversion ». Deuxièmement, « la nécessité d'une dépolitisation des mouvements ». « Par le glissement vers une politique de parti », écrit l'évêque de Strasbourg, certains mouvements attesteront-ils que la foi est impuissante devant les problèmes de la société et de la cité et qu'elle doit se réfugier devant les tactiques politiques ou syndicales pour être efficace ?

Troisièmement, « une attention plus prononcée à l'Eglise diocésaine », et l'évêque de Strasbourg insiste sur leur fidélité à la mission que l'Eglise leur a confiée. Mais il ajoute : « Toutefois si, à la suite d'un dialogue serein et franc, cela se révélait impossible, comment la communauté diocésaine pourrait-elle logiquement continuer à compter sur eux comme témoins et porte-parole de l'Eglise ? »

Des réactions

Voici la réaction de quatre mouvements d'Action catholique spécialisée à l'article de Mgr Elchinger :

L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE : NOUS SOMMES SENSIBLES INCOMPRIS.

« Nous prenons acte que les questions et les préoccupations sur l'Eglise exprimées par l'évêque de Strasbourg sont aussi les nôtres. Elles sont l'objet de débats et de recherches de l'ensemble du mouvement. »

« Nous ne reconnaissons pas dans l'article qui fait le procès de la pratique de l'ACO : nous avons la volonté de vivre en Eglise pour servir des poles nouvelles pour l'Evangile. Nous ne nous retrouvons pas davantage dans la manière dont le Père Elchinger parle des militants chrétiens, mais nous nous retrouvons dans le mouvement ouvrier. Nous même que nous avons l'impression d'être incompris. Nous serions tentés de croire que nous ne sommes pas prisés ou sérieux les raisons de notre engagement dans le combat de la classe ouvrière. Sans doute faudra-t-il que l'on en reparte avec l'ensemble du mouvement et peut-être aborder ces questions avec d'autres mouvements opposés. »

LA JEUNESSE ÉTUDIANTE CHRÉTIENNE : CHACUN SON ORIGINARITÉ.

« La crédibilité de l'action catholique, c'est justement d'être constituée en mouvements ayant chacun son originalité dans la façon de prendre en compte des réalités dans lesquelles nous agissons et nous nous situons. Que l'Eglise leur oie confiance, ces expériences d'Eglise non statiques et non monolithiques. L'enjeu actuel est bien de rendre engageant le type d'Eglise et de société que nous construisons à construire avec d'autres. Nous nous plaçons et des rôles à tenir aujourd'hui. C'est véritablement le prix de notre crédibilité. »

L'ACTION CATHOLIQUE DES MILIEUX INDÉPENDANTS.

DANTS : UN JUGEMENT HATIF.

« Je ne veux, déclare son président, M. Gilbert Auger, pas majorer un document que Mgr Elchinger a rédigé pour les catholiques de son diocèse. Réflexions intéressantes comme sont les réflexions des évêques avec lesquels nous travaillons régulièrement ; elles sont plus souvent exprimées par les communautés épiscopales que par la voix des médias. Mgr Elchinger a souvent cité l'ACI dans son document. Je ne voudrais pas engager prématurément un débat sur ce qu'il appelle un peu hâtivement des « ambiguïtés doctrinales ». Les instances responsables de l'ACI connaissent trop l'importance des questions posées pour ne pas y attacher le plus grand intérêt, et y apporter les clarifications nécessaires. »

CHRETIENS DANS LE MONDE RURAL : UN PROCÈS FAIT À L'ACTION CATHOLIQUE.

« Nous regrettons le procès fait à l'Action catholique, étant donné la richesse de vie que les militants partagent en mouvement. Chrétiens dans le monde rural, nous vivons en solidarité avec les hommes de nos différents milieux. »

« Affrontés aux réalités qui marquent durablement le monde rural, le chômage, le foncier, la loi-cadre, la destruction des industries et du commerce. »

« Engagés dans différentes organisations pour transformer une société basée sur l'individualisme et le profit. »

« Nous partageons ces expériences en équipe et nous essayons dans ce dynamisme de reconnaître la présence et les appels de Jésus-Christ. Nous vivons ainsi en mouvement une expérience originale d'Eglise enracinée dans nos différents groupes sociaux, une expérience renouvelée et ouverte à une mission commune d'évangélisation des ruraux d'aujourd'hui. »

D'autre part, dans un article paru dans *Témoignage chrétien* (2), sous le titre « Mgr Elchinger veut casser le laïcat », M. Gabriel Marc, ancien président de l'ACI, prend à partie l'évêque de Strasbourg en ces termes :

« Mgr Elchinger ouvre la sempiternelle polémique sur l'Action catholique pervertie par la politique. Elle mauvaise bien sûr. L'autre, on n'en parle pas, au moment où s'ouvre une angossante décennie dans le fracas des ormes et l'extension de la crise économique, c'est, en effet, ce qu'il y a de plus urgent. Cela mériterait qu'un sourire optimiste s'étendit fortuit. Mais ce ne l'est pas. Cela s'inscrit dans une volonté de normalisation multiforme. Il faut protester. »

« De quel droit un évêque peut-il dire que l'Action catholique n'est pas crédible, et en référence à qui ? Je pose la question, c'est-à-dire qui est le plus crédible, des militants qui s'engagent, avec plus ou moins de bonheur, à aider les autres à vivre, ou des idéologues qui, en se référant à la famille et à l'Église, tentent de leur faire croire que c'est cette dernière qui leur fait croire les croyants à prophétiser comme lui : dénoncer la domination ; et y renoncer, annoncer jusqu'au sacrifice ultime au terme d'un procès politique intenté par des frères — le don de la vie pour l'amour des autres. Il n'y a pas trop de militants pour cela. Ce n'est vraiment pas le moment de les désespérer. »

(1) *L'Eglise en Alsace*, n° 3, mars 1980, 7 F. 16, rue Brûlée, 67081 Strasbourg Cedex.
(2) *Témoignage chrétien*, n° 1082, du 17-23 mars, et F. 43, faubourg Poissonnière, 75009 Paris.

(Publié)

SESSION 1^{re} et 2 AVRIL 1980

MARKETING et PUBLICITÉ

Les applications de l'Analyse Transactionnelle et de la Créativité
GDMCA/JAOUTI - 596-85-30
5, bd Montparnasse, 75006 PARIS.

N'EN REVEZ PLUS... PARTEZ!

Grèce Turquie	Inde-Népal
8 J. 1.750 F	10 J. 8.350 F
1.830 F	Israël
1.830 F	Chine
1.830 F	22 J.
1.830 F	11.900 F
1.830 F	
Mexique	Kenya
22 J. 6.000 F	15 J.
Maroc	6.500 F
8 J. 1.750 F	Tonkin 15 J. 3.750 F
8 J. 1.750 F	8 J. 1.750 F
Et : Yougoslavie, Israël, Égypte, Pérou-Bolivie, Indonésie, Inde-Népal, Ceylan-Thaïlande, Corée, etc.	
Prix comprenant : voyage par avion, séjour à l'hôtel ou en centre de vacances, ou circuit dérivé selon le cas les repas. Prix au 24-2-80.	
Vois à tarifs réduits ou charters	
Brochure détaillée - Vacances 80 - chez votre agent de voyages ou à	
payscope international	
8, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.85.85	
nom : _____	
adresse : _____	
ville : _____	
cp : _____	
des prix pour aller plus loin plus longtemps.	

LIVRES POLONAIS

et livres français sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (4^e)

Tél. : 339-51-89

Vente de services

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

■ Support comm

■ de produits de go

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

■ Support comm

■ de produits de go

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

■ Support comm

■ de produits de go

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

■ Support comm

■ de produits de go

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

■ Support comm

■ de produits de go

■ Ingénieurs comm

■ Technico-comm

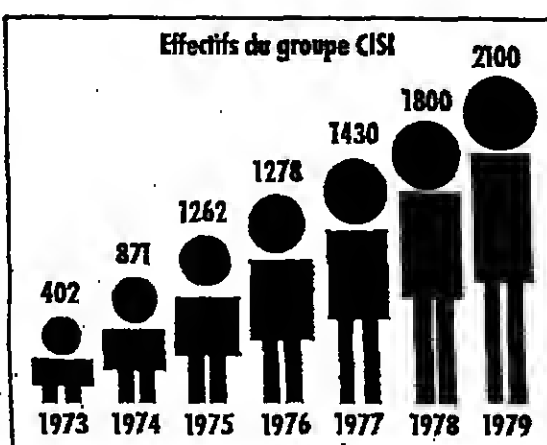
■ Support comm

مكزا من الأصل

groupe **CISI** recherche

76 informaticiens dynamiques pour participer à son expansion.

CISI: une multinationale française en pleine croissance (son chiffre d'affaires a été multiplié par 6 depuis sa création en 1973), regroupant 14 Sociétés complémentaires dans 7 pays d'Europe et aux États-Unis. Une vocation commune: le service informatique sous toutes ses formes. Un objectif: une expansion harmonieuse sur les marchés nationaux et étrangers. Appuyé sur le plus puissant réseau européen de télétraitement et sur des équipes techniques de grande valeur, le Groupe CISI occupe une des



toutes premières places dans cette activité de pointe, tant en informatique scientifique qu'en gestion. Son dynamisme commercial et l'importance des investissements qu'il consent dans les domaines les plus avancés de l'informatique (conception assistée par ordinateur, produits évolués de gestion des entreprises, bases de données, ingénierie de systèmes), lui ont permis d'être constamment créateur d'emplois qualifiés depuis son origine.

Si vous êtes intéressé(e) par l'une des activités suivantes:

Vente de services informatiques

■ **Ingénieurs commerciaux** (réf. A1).
Diplômés d'études supérieures scientifiques ou commerciales et ayant quelques années d'expérience de la vente de services.
CISI (Paris, Grenoble, Cadarache).

Support commercial de produits de gestion

■ **Ingénieurs commerciaux** (réf. B1) et **Technico-commerciaux** (réf. B2).
Diplômés d'études supérieures commerciales ou de gestion, connaissant les matériels IBM ou CII/HB. Expérience souhaitée dans l'un des domaines suivants: comptabilité, gestion immobilière, gestion de personnel, gestion de fichiers.
CISI (Paris, Nancy).
INFOR (Bardeaux).

Développement de projets

De gestion
■ **Ingénieurs d'études** (réf. C1).
Diplômés d'études supérieures informatiques, ayant quelques années d'expérience et des connaissances

dans l'un des domaines suivants: gestion des entreprises, recherche opérationnelle (optimisation), bases de données, APL.
CISI (Paris).

■ **Analystes-Programmeurs** (réf. C2).
DUT option informatique, connaissant COBOL, ARIANE. Expérience en informatique de gestion.
CISI (Paris), EURINFOR (Lyon).

■ **Programmeurs** (réf. C3).
Pour applications de gestion sur CII/HB 64-40 INATIF et Décar 20001. Pratique du COBOL indispensable.
EURINFOR (Lyon).

Scientifiques et techniques

■ **Ingénieurs d'études** (réf. C4).
Diplômés d'une Grande École scientifique, expérience de plusieurs années dans l'un des domaines suivants: CAO, mécanique des fluides, calcul de structure, résistance des matériaux, analyse numérique, calcul d'orbite. Connaissance des matériels IBM, CDC, SOLAR, des langages FORTRAN, ASSEMBLEUR, du système NOS.
CISI (Paris).
Informatique Internationale (Vernan, Toulouse).

■ **Analystes-Programmeurs** (réf. C5).
DUT option Informatique, connaissant matériels IBM,

CDC, SOLAR, langages FORTRAN, ASSEMBLEUR, système NOS.

Informatique Internationale (Paris, Vernan, Bardeaux, Toulouse, Marseille).

Ingénierie de systèmes

■ **Chefs de projet** (réf. D1).
■ **Ingénieurs confirmés** (réf. D2).
■ **Ingénieurs débutants** (réf. D3).
■ **Analystes-Programmeurs** (réf. D4).
Pour concevoir et réaliser des systèmes informatiques dans les domaines suivants: systèmes d'automatisation, systèmes transactionnels et réseau, téléinformatique, systèmes de gestion — notamment sur mini et micro-ordinateurs. Déplacements à prévoir.
GIXI (Sud Paris).

Transformation de systèmes

■ **Ingénieurs** (réf. E1) et
■ **Programmeurs** (réf. E2) confirmés, ayant des connaissances et une expérience en: GAP II (RPGI), COBOL, ASSEMBLEUR, GCOS 64, IDS II, TDS, DOS, VS et OS, MVS, CICS, DLI.
Déplacements à prévoir.
TRANSTEC (Paris).

... Écrivez à CISI, direction du personnel, 35, bd Brune, 75680 Paris Cedex 14, en précisant la référence retenue et vos préférences géographiques.

CISI compagnie internationale de services en informatique

CCS (Espagne), EURINFOR, FRANLAB INFORMATIQUE, GIXI, INFOR, INFORMATIQUE INTERNATIONALE, INFORMATIQUE MÉDICALE, INGENIERIE INFORMATIQUE DU TRANSPORT, LKS (Irfa), ORDIFRANCE-OUEST, PCS (USA), SIA Ltd. (GB), TRANSTEC (France).

Le Monde

ECONOMIE

Réformes indispensables pour la politique agricole commune

La question des prix agricoles, comme celle de la contribution britannique au budget de la C.E.E. et le commerce du mouton — sans parler du problème de la pêche, — font désormais partie d'une négociation globale qui risque d'être fort difficile après les prises de position en sens contraire énoncées par le gouvernement français, d'une part, et par Mme Thatcher, de l'autre. Le conseil

européen des 31 mars et 1^{er} avril devrait en débattre à condition — préalable posé par Paris — que la Commission européenne fasse des propositions en ce qui concerne notamment la contribution britannique au budget de la C.E.E.

Mais les termes mêmes de la discussion ne sont-ils pas faussés par certains défauts de structure de la politique agri-

cole commune ? M. Jean Deleau, qui a été pendant plus de trente ans un des grands animateurs de la profession agricole, ancien président du Comité français des relations agricoles internationales, ancien vice-président du Conseil économique et social, suggère ici un certain nombre de réformes par le biais du FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole).

par JEAN DELEAU

Le 14 février dernier, au cours de la traditionnelle conférence de presse qui précède le Salon international de la machine agricole, le ministre français de l'Agriculture a déclaré en substance que si l'on veut maintenir le revenu des agriculteurs français les prix agricoles européens devront être relevés pour 1980/1981 de 7 à 8 %. Peut-on se satisfaire de hausses proposées par la Commission de Bruxelles (+ 6,5 % en moyenne), alors que les coûts de production auront augmenté de 10 à 11 % ? Et le ministre de préciser : « Les propositions de la Commission sont un point de départ et non d'arrivée, mais il sera cette fois-ci plus difficile de faire bouger le niveau des prix, car nous risquons en fin d'année de manquer de moyens financiers ».

Les agriculteurs sont donc prévenus : les prix agricoles seront insuffisants pour maintenir leur revenu ; de plus, les marchés risquent de se fondre faute de ressources pour en assurer le soutien. A qui en incombe la responsabilité ? C'est la faute de la Commission, disent les ministres des Neuf. « Pas du tout », répond la Commission, si l'Assemblée européenne de Strasbourg n'avait pas repoussé le projet de budget communautaire pour 1980, nous n'en serions pas là ».

Pendant ce temps, le gouvernement français occupe l'opinion agricole avec une nouvelle loi d'orientation dont la pauvreté

du chapitre économique fait sourire. Sans doute permettra-t-elle de mieux conduire le développement agricole de notre agriculture dans les prochaines années. Mais en attendant les problèmes quotidiens de trésorerie que rencontrent la grande majorité des producteurs ne vont

faire que s'aggraver. Effrayés par la hausse très sensible des prix des consommations intermédiaires — les engrais azotés ont augmenté de 25 % en un an, — beaucoup se demandent s'ils pourront honorer les prochaines échéances. Bref, c'est l'impasse. Comment en sortir ?

De crise en crise

De crise en crise, de marathon en marathon, l'idée d'une réforme en profondeur de la politique agricole commune a fini par s'imposer. Non point en s'attaquant à chaque problème important séparément (prix, préférence communautaire, financement), mais en la réexaminant dans son ensemble. On sait ce qu'il en est des prix : faute de critères satisfaisants, ils seront toujours le résultat d'une négociation prenant plus en compte le contexte général économique que la rentabilité des exploitations. La préférence communautaire réside assez bien aux accords que lui fait notamment la Grande-Bretagne, toujours soucieuse de préserver des relations commerciales privilégiées avec certains pays du Commonwealth. En revanche, la solidarité financière a cédé devant les attitudes convergentes des consommateurs — contribuables et de l'Assemblée européenne, aidés il est vrai et cela par des gouvernements toujours réticents à accroître leur contribution au

budget de la Communauté. Aucun changement d'attitude n'étant envisageable, c'est donc le FEOGA qu'il faut réformer dans ses structures, ses dépenses et ses ressources.

1) Structures : la répartition des ressources du FEOGA entre ses deux sections « garantie » et « orientation », et plus encore la présentation comptable de leurs dépenses, ne brillent pas par leur clarté. Même les initiés ont du mal à s'y retrouver. La section « garantie » devrait être présentée seule avec ses ressources et ses dépenses. C'est le seul moyen d'assurer une parfaite transparence de ce compte, tant pour les contribuables que pour les producteurs, surtout si, comme suggère ci-après, une contribution est demandée à ces derniers. De plus, les dépenses de chaque secteur de production devraient être individualisées, ce qui est loin d'être le cas actuellement.

La section « orientation » pour-

rait être utilement rattachée au Fonds de développement régional. Il est absurde de vouloir assurer le développement d'une région en ne s'occupant que d'un seul secteur d'activité.

2) Dépenses : les dépenses au titre de l'« orientation » ne devraient prendre en compte que celles visant à améliorer l'équilibre des marchés. Imputer aux agriculteurs les dépenses d'aide alimentaire est anormal. Cette aide relève de la politique générale de la Communauté et doit être financée comme telle. La seule imputation à faire sur le FEOGA doit correspondre à la différence entre le prix payé sur le marché intérieur et le prix du marché mondial. Ce n'est là qu'un exemple, car il y a d'autres cas où le FEOGA se voit également imposer des charges qui relèvent des dépenses générales de la Communauté et non de la politique agricole commune.

3) Ressources : rappelons quelques axes constitutifs du produit des prélèvements et des droits de douane à l'importation, auquel s'ajoute moins de 1 % actuellement de la T.V.A. perçue dans chaque Etat membre. Les ressources du FEOGA étant ainsi pratiquement plafonnées la risquerait de voir un jour paralysée toute l'organisation (marchés, échanges) qui régit le marché commun depuis vingt ans. Pour éviter une telle déconvenue, plusieurs mesures sont suggérées et certaines commentent à faire leur chemin :

(Lire la suite page 24.)

LE DM ET L'AVENIR DU S.M.E.

A l'occasion de l'anniversaire du lancement du système monétaire européen (S.M.E.), le jeudi 13 mars, la Bundesbank a pris une décision de grande portée pour l'avenir du deutschmark et peut-être aussi pour celle de l'Europe monétaire. Elle a décidé d'ouvrir beaucoup plus largement l'accès du marché monétaire et financier de la R.F.A. aux investisseurs étrangers. De l'ensemble des litres émis par le Trésor allemand pour financer un déficit budgétaire considérable, seules les obligations à plus de quatre ans pouvaient être acquises par des non-résidents ; cette limite a été abolie à deux ans.

Jusqu'alors, les autorités monétaires allemandes avaient eu pour politique constante de tracer des quatre fers l'extension du rôle du deutschmark comme instrument de réserve internationale. La disposition qui vient d'être annoncée en est le contrepoids. Les pays étrangers, en particulier les pays pétroliers, qui voudraient se constituer des avoirs en deutschmark pourraient ainsi échanger une gamme beaucoup plus étendue de « papiers » libellés en cette devise.

Pourquoi ce renversement de politique ? Les Américains avaient, au cours des derniers mois, renouvelé leurs pressions sur les Allemands pour les convaincre de partager avec eux « le fardeau du dollar ». L'idée était qu'il fallait offrir aux nouveaux surpuissances de l'OPEP des possibilités d'investissement supplémentaires et que cette « diversification » servirait de neutre à renforcer un système monétaire international équilibré. Aux sirènes qui voulaient leur faire croire qu'un jour le deutschmark pourrait ainsi devenir le régulateur du dollar, les Allemands, fort sagement, avaient jusqu'à maintenant résisté, se souvenant sans doute de l'expérience de la Grande-Bretagne.

Mais un fait nouveau s'est produit. La R.F.A., qui a déjà enregistré l'année dernière un déficit de sa balance des paiements de 8 milliards de DM, devrait cette année être « au rouge » pour un montant bien supérieur, estimé à quelque 20 milliards de DM. Aussi sera-t-il nécessaire d'attirer les capitaux étrangers. Telle est, du moins, l'explication toute faite qui est avancée car, dans le passé, la R.F.A. a eu faire face à des déficits temporaires en permettant aux capitalistes étrangers de financer une partie de son déficit budgétaire, à l'instar de ce que font en grand les Américains (pas moins du tiers du déficit du Trésor des Etats-Unis est financé par des souscriptions en provenance de l'étranger et en particulier actuellement d'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe).

L'expérience allemande prouve en tout cas, s'il en était encore besoin, que pour devenir monnaie de réserve la condition nécessaire, mais naturellement pas suffisante, est d'être un emprunteur net sur le marché international. Le vœu ouvertement exprimé par Washington depuis la création du S.M.E. est qu'un jour « l'ECU » devienne à son tour un instrument de réserve internationale, ce qui, techniquement, supposerait que la Communauté pour financer son budget, ampute largement, en sollicitant les souscriptions de non-résidents des pays de la C.E.E. Si le deutschmark ouvre la voie dans cette direction, un jour viendra inévitablement où le monnaie allemande, à son tour, cherchera à ce que son « fardeau » soit partagé par les Neuf.

Tout serait pour le mieux dans le meilleur des monnaies monétaires si la généralisation à d'autres monnaies des mécanismes qui ont assuré la multiplication des dollars dans le monde n'ouvrait, à terme, sans doute rapproché, une supplémentaire et puissante source d'inflation de nature à accélérer la décomposition de l'ensemble.

P. F.

Une ambiance bien peu libérale pour les patrons américains

Si le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres, le patronat français, toujours prompt à se lamenter sur la mixité du système dans lequel il vit, et « mi-libéral, mi-socialiste », avec les inconvénients des deux et pas les avantages, selon ses dires, devrait tout de même trouver dans le livre de Bernard Brissy, sur le Patronat américain (1) matière à consolation. Invité par la Fondation Eisenhower à réaliser une enquête de six mois aux Etats-Unis sur le business américain, notre confrère offre en retour un livre sans précédent en français, comme et synthèse des heurs et malheurs du patronat outre-Atlantique, à partir de multiples faits, d'exemples, de citations, sans épargner aucun nom de personne ni de société, au contraire.

L'ensemble restitue bien l'ambiance plutôt brutale de la vie économique, sociale et politique américaine, en commençant par le Watergate qui fut non seulement celui de M. Nixon, mais aussi celui des patrons qui l'avaient soutenu et, pour parler clair, payé. Puis arrivent les multiples affaires de pots de vin, comme celles de Lockheed, qui conduisent les dirigeants de quatre cents firmes à Washington pour s'y exprimer et faire amende honorable ; des affaires comme celle d'I.T.T. au Chili ; et des compagnies pétrolières accusées de maximiser leurs profits aux dépens de l'intérêt général. Bref, on en ressort en se demandant, comme l'a fait avec bon sens le public américain, s'il est bien vrai qu'il y a, à ce point, « quelques choses de pourri » au royaume du business ».

Alors, Bernard Brissy prend du champ, mais aussi de la hauteur, toujours en appuyant sur les faits. D'abord la perspective historique. Ce n'est pas d'hier que le « business » a mauvaise réputation aux Etats-Unis. C'est en 1906 que parut le livre fameux d'Upton Sinclair la Jungle et Babbitt, celui de Sinclair Lewis, date de 1923. L'image du grand-père Rockefeller, aux environs

de 1900, était si détestable qu'elle lui valut de devenir un pionnier des relations publiques et une figure dominante de la philanthropie moderne, pour améliorer son image. Comme lui, les Morgans, Vanderbilts, Carnegies, Harrisons, Goulds... et autres Fricks passaient pour « jobber barons », des barons voleurs contre qui furent dirigés avec plus ou moins de bonheur et d'efficacité les lois antitrust. Contre eux et ce qu'ils représentaient se mobilisa le grand courant politique du populisme qui a continué de se développer tout au long du vingtième siècle, exprimant la méfiance profondément enracinée dans la mentalité américaine contre le « big business », mais aussi contre le « big government ».

N'empêche, l'hostilité au « business » serait, aujourd'hui, pire qu'au temps de la « grande dépression ». Alors que la quasi-totalité des Américains (93 %) accepteraient le système de la libre entreprise, une grande majorité d'entre eux soupçonneraient encore que le gouvernement la réglemente davantage au risque de hâter sa disparition ; 6 % seulement des citoyens considèrent qu'elle a quelques choses à voir avec la grandeur de l'Amérique. Il est difficile d'interpréter ces sondages, dont on trouve des exemples dans le livre de Bernard Brissy. Un sondage Gallup effectué en 1962 a demandé aux Américains quel était le plus grand danger pour leur liberté : 20 % ont alors répondu l'Etat. Vingt-cinq ans plus tard, un sondage Harris a demandé qui constituait la plus grande menace pour la société américaine : 32 % ont placé en tête l'Etat tentaculaire (big government), 15 % les syndicats (big labour) et 10 % le « big business ». Il est vrai que 32 % ont répondu : les trois ensemble.

En réalité, il semble que le public haine le monde des affaires pour largement responsable de la bonne marche ou

non de l'économie, et que ses réactions ne soient pas toujours fondées sur une parfaite connaissance des faits. Ainsi, des sondages répétés ont montré que les consommateurs croient que les sociétés tirent des bénéfices de l'ordre de 27 % à 45 % des produits qu'elles mettent sur le marché. Or le profit moyen annuel réalisé par les entreprises américaines par dollar, de chiffre d'affaires est de l'ordre de 5 % net.

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 24.)

LES P.M.E. FRANÇAISES DÉBARQUENT EN ÉGYPTE

A l'occasion de la foire internationale du Caire qui inaugure, cette année, le nouveau champ d'exposition de Medinet-Nasr, dans la banlieue caennaise, M. Jean-François Daniel, ministre français du Commerce extérieur, a effectué une visite officielle en Egypte du 14 au 18 mars. La presse égyptienne, relevée que le nombre des contrats commerciaux conclus entre les firmes françaises et l'Egypte était

passé de quarante en 1976 (pour un montant de 640 millions de francs) à soixante-six en 1979 (pour un montant de 1 milliard 736 millions de francs). Quant aux investissements français en Egypte (investissements nets dans le secteur privé productif) qui avaient été de 18 millions de francs en 1976, ils avaient déjà atteint la somme de 100 millions de francs en 1978.

N les reconnaît de loin avec leur costume de conception fatigué ou bien, au contraire, d'effort de bomber le torse sous une cravate de soie trop voyante allant de pair avec un attaché-case trop rigide. Quel que soit leur plumage, ils ont l'air grognon, arrivent vaincus d'avance et pestent, avant d'y

être allés, contre les services commerciaux de l'ambassade de France, sans parler de leur effroi à l'idée des tournants que toute administration orientale se doit de réserver aux enfants des nations chrétiennes. Ce sont les chefs de petites ou moyennes entreprises françaises, les fameuses P.M.E., venant, presque contre leur gré, prospecter le marché égyptien, soit à la faveur d'une mission organisée par le Centre français du commerce extérieur, soit de leur propre initiative, un peu par hasard, souvent même en épigone d'un petit séjour avec Madame aux pieds du Sphinx et des obélisques.

An début, nul ne croyait à leurs chances. Les requins anglosaxons, les mafiosi italiens ou les bradeurs japonais les broieraient sans pitié. Les Egyptiens ne regardaient même pas ces minables, ces petits Français ridicules dont le gouvernement, en outre, le mauvais ton de ne pas être un inconditionnel de la paix banale israélo-égyptienne. Les représentants des P.M.E. repartaient vers l'Hexagone, l'alure, si c'est possible, encore plus déconfite qu'à leur arrivée. Mais les drôles — comme ces riches qui portent des chaussettes en nylon distendues et ont des bas de laine pleins d'air — cachèrent leur jeu.

Déjà, à la fin de 1978, ils avaient failli être démasqués, mais le décalage statistique avait donné un surris à leurs petites secrets. Au 1^{er} janvier 1980 leur succès était tel, pour l'année écoulée, qu'il a éclaté au grand jour. Les P.M.E. ont vendu en 1979 pour un milliard de francs de marchandises à l'Egypte, presque le quart des ventes françaises totales à ce pays ! Et les commandes pour 1980 promettent de bien plus beaux chiffres encore ! Papiers peints, petit

matériel pour boulangerie-pâtisserie, microélectronique, placards et cabines, lingerie féminine, le tout made in P.M.E. France, a, en peu de temps, conquis les Egyptiens. Ces beaux résultats s'intègrent dans le palmarès, plus brillant encore, des exportations françaises globales en Egypte. Trois milliards six cent soixante-dix-sept millions de francs en 1979, soit une augmentation de 48-6 % (en francs constants) et de 35 % (en francs réels) par rapport à 1978. L'Egypte est passée en une année du vingtième au dix-huitième rang parmi les clients de l'économie française. Ses achats en France ne représentent encore que moins de 1 % de nos ventes, mais ceux d'une superpuissance comme l'Union soviétique (285 millions d'habitants contre 41 millions en Egypte) ne constituent qu'environ 2 % de nos ventes.

La France est devenue en 1979 le deuxième fournisseur de l'Egypte, place que personne — tout au contraire — ne s'aurait à lui prédire il y a à peine un an. Ses ventes sont actuellement inférieures de 40 % seulement à celles du géant américain qui, en quelques années, a ravi la place de premier fournisseur de l'Egypte au géant russe. L'Egypte est aujourd'hui le quatrième client arabe de la France, après l'Algérie (environ 7,5 milliards de francs d'achats), le Maroc (environ 5 milliards et demi de francs), l'Arabie Saoudite (environ 4 milliards) et avant la Tunisie et l'Irak. Les exportations françaises en Egypte sont comparables à nos ventes au Japon et représentent le double de nos ventes au Brésil.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 25.)



FORMATION SUPÉRIEURE A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

CESA INTERNAT DE GESTION PROGRAMME DOCTORAL

L'INTERNAT DE GESTION est l'un des programmes créés dans le cadre du Centre d'enseignement supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe par ailleurs l'École des Hautes Etudes Commerciales (E.H.E.C.), l'Institut Supérieur des Affaires (I.S.A.), et le Centre de Formation Continue (C.F.C.).

LE PROGRAMME DOCTORAL, offert par l'Internat de gestion et soutenu par la P.M.E. (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises), a pour objet de former des enseignants des universités et des consultants dans le domaine de la gestion.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROGRAMME :

- nombre limité d'étudiants (tout au maximum pour l'année 1980-1981) ;
- intégration étroite de chaque étudiant aux activités d'un département d'enseignement de recherche du C.C.S.A. ;
- curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de sa formation préalable et de ses champs d'intérêt ;
- accent particulier mis sur la formation pédagogique et la pratique de la recherche et de l'enseignement en entreprise ;
- durée des études : de 2 à 3 ans.

CONDITIONS DE CANDIDATURE : peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplômés équivalents) ayant de préférence déjà acquis quelques années d'expérience professionnelle dans l'enseignement ou en entreprise.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 12 AVRIL 1980. POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à : INTERNAT DE GESTION, 1, rue de la Libération, 75230 Jouy-en-Josas, Tél. : 856-80-00.

(1) Presses Universitaires de France, 360 pages.

MALGRÉ L'ABAISSSEMENT DU COUT DES ÉNERGIES NOUVELLES

Les combustibles fossiles gardent l'avantage

VOILA cinq ans que des experts de l'OPEP annoncent que le prix du pétrole doit s'aligner progressivement sur le coût des énergies de substitution. Il semble que le début de l'année 1980 ait vu la consécration de cette thèse. Alors que l'offre dépassait la demande et que les cours des marchés libres s'affaissaient, les pays de l'OPEP ont continué de relever leurs prix sous l'impulsion de l'Iran et de l'Algérie, qui priment un tel alignement.

L'approvisionnement en pétrole de la France correspond en ce mois de mars à un prix moyen de 30 dollars le baril. Pour savoir si les prix vont continuer de croître, il est certes indispensable de s'interroger sur le degré de fragilité des régimes

du Golfe et sur la capacité des pays de l'OPEP à programmer une réduction de leur production. Les délais de mise à l'œuvre de quelque solution alternative que ce soit sont trop longs pour que le monde industrialisé ne reste pas longtemps encore dépendant des pays exportateurs de pétrole, et notamment de ceux du Golfe.

Mais il est aussi nécessaire de se demander si un baril à 30 dollars accroit sensiblement la disponibilité des ressources énergétiques de la planète en dehors du pétrole de production courante (le pétrole parfois appelé « conventionnel »), étant entendu qu'un tel prix rendrait l'exploitation de nombreux gisements jusqu'à présent délaissés, car trop coûteux.

5 500 heures par an), à condition de ne pas désulfurer le gaz de combustion. Dès lors que l'on désulfure à 50 % et à forfait à 100 %, le nucléaire reprend l'avantage. Enfin, pour plusieurs consultants américains (M. Perl ou M. Komaroff, par exemple), le renchérissement permanent de la sécurité dans le nucléaire obérerait celui-ci dans le courant des années 80 et rendrait le charbon largement compétitif.

Les pétroles très lourds récupérés par exploitation conventionnelle, les hydrocarbures contenus dans les sables asphalt-

iques et dans les schistes bitumineux — en un mot, les pétroles « non conventionnels » — devraient atteindre, aux aussi, prochainement le seuil de rentabilité. D'autant que la création, dans le cadre du programme énergétique du président Carter, d'un fonds chargé d'aider à promouvoir les pétroles synthétiques, et doté pour cela de 30 milliards de dollars, devrait faire avancer rapidement les technologies en cause.

Ainsi, au moins 1 500 000 barils par jour — l'équivalent de la production prévue par le Koweït

pour 1980 — pourraient provenir en 1980 des schistes américains, australiens ou brésiliens, des sables du Canada, ou des réserves d'huiles lourdes de l'Orénoque au Venezuela. Une trentaine de projets de ce type sont déjà en cours de réalisation — ou susceptibles d'être mis à exécution prochainement — à des coûts variant, selon la technologie et le site, entre 22 et 33 dollars par baril d'équivalent-pétrole.

Mais le principal substitut au pétrole pour la satisfaction des besoins d'énergie dans l'avenir devrait être le charbon, dont les réserves ultimes sont dix fois supérieures à celles du pétrole, alors que sa part dans le bilan énergétique mondial est moitié moindre. On connaît les difficultés — principalement psychologiques — auxquelles se heurte l'exploitation du charbon sous ses formes ancestrales. Aujourd'hui les technologies de la liquéfaction et de la gazéification du charbon sont bien connues, parfois appliquées commercialement (Sasol en Afrique du Sud), et elles approchent de la rentabilité.

Selon une étude publiée en décembre 1974, par la revue *Oil and Gas Journal*, le gaz à bas et moyen pouvoir calorifique reviendrait à 22 dollars (de 1977) le baril d'équivalent-pétrole, le gaz naturel de synthèse à 30 dollars, l'essence à 30 dollars et le brut synthétique à 20 dollars avec un prix moyen du charbon de 15 dollars la tonne. Et encore ces évaluations sont-elles fondées sur des procédés dits de la première génération. Avec l'utilisation de nouvelles technologies — comme — on pourrait réduire de 10 à 20 % le prix des produits. Mais la compétitivité future de ces nouvelles utilisations du charbon dépendra en large partie de l'évolution du prix de celui-ci par rapport aux prix du pétrole.

Actuellement, en France, la thermie-charbon importée est plus de deux fois moins chère que la thermie-fuel. Cela dure-t-elle ? L'A.E. estime effectivement que, « à long terme et pour de multiples raisons, les prix du charbon en termes réels sont appelés à croître moins rapidement que ceux du pétrole ». Mais c'est là un pari. Peut-être l'avenir du charbon réside-t-il plus sûrement dans une simple amélioration de son utilisation traditionnelle. Le transport sur lit fluidisé, en résolvant les difficultés de stockage, peut provo-

quer un retour important du charbon dans l'industrie. A condition que le commerce du charbon (actuellement 7 % de celui du pétrole) se développe et que soient financés l'ouverture de mines, les capacités de transport, les ports d'accueil, etc.

L'utilisation énergétique de la biomasse connaît depuis longtemps des applications. Et des pays comme le Brésil ont lancé d'importants programmes de production d'alcool comme substitut aux carburants traditionnels. Mais un baril d'équivalent-pétrole coûte plus de 40 dollars et l'on peut se demander s'il est raisonnable, à l'échelle d'une planète sous-alimentée, d'utiliser des terres cultivables à la production de plantes destinées à fournir de l'énergie. Sans oublier que la production agricole est forte consommatrice d'énergie.

A cette liste, loin d'être exhaustive, il faudrait ajouter la géothermie (qui dépend largement des sites), l'énergie des mers, le solaire, voire le surrégénérateur nucléaire. Mais les coûts en sont bien difficiles à évaluer. Malgré les avantages théoriques du surrégénérateur — qui produit plus d'énergie qu'il n'en utilise — l'investissement nécessaire sur les installations pèse sur la compétitivité pour la fourniture d'eau chaude, elle supporte mal la comparaison avec les moyens de production classiques d'électricité. Mais une approche macro-économique du solaire, forme d'énergie décentralisée et diffuse, a-t-elle un sens ?

L'éventail des énergies alternatives est, on le voit, très large. Mais comme le disait récemment le président de la Gas Development Corporation de Chicago, M. Aman Kahn (2) : « La clé du développement de nouvelles approvisionnements énergétiques viables et compétitifs réside dans la réponse à « combien ? ». Combien de temps, combien d'efforts, combien d'argent, combien de modifications de l'environnement faudra-t-il pour assurer de tels approvisionnements ? »

Si l'on en croit les diverses études récemment publiées, la mobilisation des énergies fossiles contribuera plus sûrement à résoudre les difficultés pétrolières de la planète d'ici à la fin du siècle que le recours aux énergies nouvelles. Mais cela ne signifie nullement qu'il faille délaissier ces dernières, dont l'apport devrait croître sensiblement dès le début du siècle prochain.

BRUNO DETHOMAS.

Nucléaire ou charbon ?

Quant à la question du coût des énergies alternatives proprement dites, il est difficile de trancher entre les différentes études récentes. Certaines estimations varient du simple au double. L'origine desdites enquêtes influence les résultats : les producteurs d'électricité — favorables dans le monde entier à l'atome — font toujours ressortir un prix du kilowatt-heure d'origine nucléaire nettement inférieur à celui des centrales fonctionnant au charbon ou au fuel ; les dirigeants de houillères accordent, eux, la palme au charbon ; les compagnies pétrolières mettent en avant les carburants de synthèse, pour lesquels certaines d'entre elles ont beaucoup investi ; quant aux études gouvernementales, elles ont trop souvent tendance à justifier une politique plutôt qu'à l'élaborer. Tous les chiffres sont donc suspects, à des degrés divers.

Seconde difficulté, ces études sont prospectives. Or les erreurs commises par les grandes compagnies — ou par les principaux consultants américains — sur l'évolution du prix du pétrole entre 1975 et 1985 rendent sceptiques sur les estimations d'où qu'elles viennent. Force est de constater qu'en dehors de la C.I.A. — dans un rapport publié en 1977 — rares étaient ceux qui prévoyaient avant 1979 un baril à 30 dollars dès le début des années 80.

Enfin, on ne peut ignorer les glissements de prix qui tiennent à la fois aux sous-estimations initiales et à l'allongement des délais. M. Masseron, conseiller économique de l'Institut français

du pétrole, rapportait récemment (1) qu'une usine de traitement des schistes bitumineux projetée en 1975 par la société Occidental, au devis initial de 200 millions de dollars, avait en fait coûté 900 millions. De même pour la production d'huiles extraites de sables asphaltiques, une usine estimée à 784 millions de dollars en 1971 a coûté, une fois réalisée, 2,2 milliards.

Ces larges réserves exprimées, il faut admettre que de nombreuses substitutions sont désormais possibles (sans parler du gaz naturel, dont les réserves s'élèvent à l'ordre de celles du pétrole et dont la part dans le bilan énergétique mondial est trois fois moindre).

A court terme, l'énergie nucléaire et les pétroles non conventionnels devraient atteindre — quand ce n'est déjà fait — le seuil de rentabilité.

En France, la commission pour la production d'électricité d'origine nucléaire (PCON) dispose d'un quasi-monopole de l'information économique sur l'atome civil. Elle estime que, pour les réacteurs qui entreront en service en 1985, le kilowatt-heure (kWh) d'origine nucléaire aura un coût (11,5 centimes) nettement inférieur à celui qui sera produit à partir du charbon (17,94 centimes) ou du fuel (30,4 centimes).

En revanche, l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) dans ses « perspectives » sur le charbon, vapeur (publiées en 1978) affirmait que le kWh-charbon était plus avantageux que le kWh nucléaire (pour une disponibilité des centrales de

PRIX APPROXIMATIFS DES DIFFÉRENTES SOURCES D'ÉNERGIE (en dollars 1979 par baril d'équivalent-pétrole)

Pétrole brut	20
Gaz naturel	4-6
Charbon vapeur (Etats-Unis)	4-6
Charbon vapeur (Europe)	10-15
Electricité d'origine nucléaire	8-14
Gaz de charbon à faible pouvoir calorifique	7-11
Gaz naturel liquéfié importé	18-22
Gaz naturel synthétique de charbon (Etats-Unis)	15
Charbon liquéfié	30-40
Schistes bitumineux	30-40
Sables asphaltiques	15-28
Energie solaire (eau chaude à 38°)	25-33
Biomasse (méthane, etc.)	40-55

* Prix moyen du pétrole en 1979. Au début de 1980, le prix moyen a atteint 30 dollars.

Le prix de revient de l'énergie pour l'utilisateur final est évidemment influencé par d'autres facteurs, tels que le coût de stockage, de manipulation, de protection de l'environnement et d'utilisation selon les différentes technologies.

COUT DES APPROVISIONNEMENTS ÉNERGÉTIQUES EN FRANCE (en centimes par kWh, mars 1980)

Charbon vapeur importé	2,9
Charbon vapeur national, départ mine	4,3 à 4,8
Gaz importé	4,2 à 5,9
Prix du fuel lourd, départ raffinerie	6,1

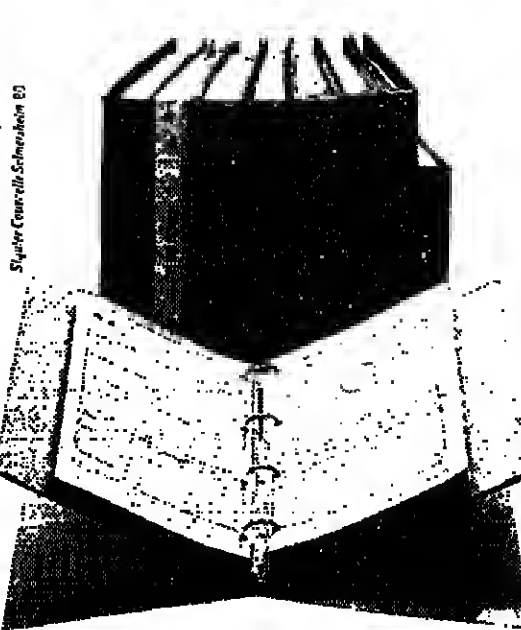
RESSOURCES MONDIALES DE COMBUSTIBLE FOSSILE (10⁶ B.T.U.) (1)

	Réserves prouvées	Réserves ultimes
Gaz naturel	2,2 à 2,5	9,4 à 9,8
Liquides de gaz naturel	0,2 à 0,3	1
Pétrole brut	3,1 à 3,5	9,5 à 10,7
Pétrole synthétique	1,6	14
Charbon	13,7	107,3 à 122,4
		140,4 à 157,9

* B.T.U. — Basic Thermal Unit. 1 million de B.T.U. = 293 kilowatt-heure.
(1) 10⁶ = 10 milliards de milliards.

Quand il existe 3 sortes de programmeurs, 12 genres de rédacteurs, 22 types de mécaniciens, 9 métiers appelés secrétaires... rien n'est simple pour personne.

Le R.O.M.E. (Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois) définit 7.688 métiers dans 42 secteurs d'activité : employeurs et spécialistes de l'emploi parleront le même langage.



7 688 métiers ou emplois regroupés sur 1 142 fiches caractéristiques. 42 secteurs professionnels divers en 145 sous-secteurs, tel est le contenu des 7 volumes relatifs du R.O.M.E. Volume complémentaire, le R.O.M.E. (Répertoire Opérationnel des Métiers et Emplois), inventaire complet des formations et diplômes, avec, en regard, les métiers qu'ils permettent d'exercer.

ANPE

Agence Nationale Pour l'Emploi. Service Edition du R.O.M.E. 53, rue du Général-Leclerc 92136 Issy-les-Moulineaux.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous à votre agence locale de l'emploi ou retournez ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Téléphone _____

Je souhaite recevoir un tarif et une documentation sur le R.O.M.E.

La politique agricole commune

(Suite de la page 23.)

— Perception d'une « taxe d'équilibre » sur les produits de substitution dont l'importation serait reconnue comme opportune ;

— Ajustement de la contribution de chaque pays partenaire en fonction de la progression de son produit intérieur brut (P.I.B.) étant entendu que le pourcentage actuel des dépenses agricoles par rapport au P.I.B. global de la Communauté resterait plafonné à son niveau actuel (de l'ordre de 0,40 %).

La participation des producteurs

— Participation des agriculteurs aux dépenses de soutien en cas d'accroissement dangereux de la production. Il va sans dire que le processus serait différent suivant les secteurs. Au système des quotas déjà appliqué à la production sucrière pourrait venir s'ajouter, par exemple, celui du quantum sans plafonnement de la production. Dans ce cas précis, le prix d'intervention ne serait garanti que pour une quantité donnée, et le hors-quantum livré aux organismes d'intervention ne serait payé qu'au meilleur prix trouvé soit sur le marché intérieur, soit sur le marché mondial. Il s'établirait ainsi pour le producteur un prix moyen dont le règlement définitif ne lui serait versé qu'en fin de campagne. Ce paiement différé, sans préjudice des acomptes possibles, ne concernerait que les quantités livrées aux organismes d'intervention, celles destinées au marché intérieur ou à l'exportation étant réglées dans les mêmes conditions qu'actuellement.

La C.E.E. dispose d'une production agricole qui lui permet d'être en permanence exportatrice. Elle devrait utiliser son potentiel pour devenir le fournisseur régulier de pays indus-

trialisés ou en voie de développement, et pour aider à l'amélioration de la situation alimentaire mondiale. On comprend mal la passivité de l'Europe dans ces domaines, surtout comparée au dynamisme des Etats-Unis, qui prospectent et se placent systématiquement sur tous les débouchés possibles.

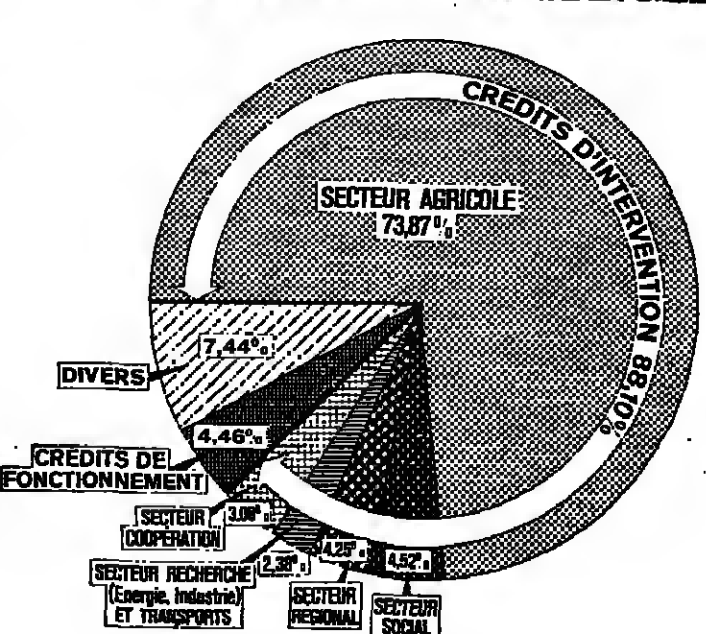
N'y a-t-il pas une autre politique que celle qui consiste à adapter la production agricole de la C.E.E. à ses seuls besoins ? La Communauté donne en tout cas l'impression de ne tenir aucun compte des bouleversements de l'économie mondiale depuis vingt ans. Les pays industrialisés ne peuvent plus se procurer aussi facilement que jadis les matières premières — énergétiques ou autres — qui

leur sont indispensables. L'Europe elle-même en est particulièrement dépourvue. Elle devrait, par conséquent, mobiliser toutes les forces vives de son économie pour faire face à la situation nouvelle née de la crise du pétrole. Le temps n'est plus où l'on disait qu'il fallait « importer des produits alimentaires et exporter des produits manufacturés ». Désormais, le mot d'ordre est : « Exportons le plus possible de produits agricoles alimentaires pour nous procurer les matières premières et l'énergie dont nous avons besoin ».

Seule la réforme nécessaire de la politique agricole commune et de son financement permettra de répondre à cette préoccupation.

J. DELEAU.

LE SECTEUR AGRICOLE ABSORBE PRÈS DES 3/4 DU BUDGET DE LA C.E.E.



* Ces pourcentages sont tirés du budget 1978 de la Communauté.

(1) Rapport du Conseil économique et social présenté par M. Claude Laroche, 10 Mars 1980.

LES FIRMES D'IMPORTANCE MOYENNE ET LES DÉBOUCHÉS EXTÉRIEURS

BEAUCOUP DE P.M.E. NE SONT PAS FAITES POUR EXPORTER

EN 1974 déjà, la comptabilité des assises du C.N.P.F. s'initiait : « Exporter pour survivre ». Depuis lors, l'écho n'a cessé de répéter ce slogan, épidémiquement écopé, il est vrai, par d'autres mots d'ordre, le classique « acheter français », ou le plus subtil « exporter en France ». Or cette conception de l'exportation comme un remède est rarement justifiée, si ce n'est par l'argumentation cardinale aujourd'hui : l'augmentation du prix du pétrole.

Avec persistance, la politique française du commerce extérieur affirme le rôle que la P.M.E. peut jouer dans l'accroissement des exportations. Mais l'exportation constitue-t-elle toujours un remède pour la P.M.E. ? S'est-on interrogé avec pertinence sur un diagnostic, dispose-t-on des moyens thérapeutiques efficaces et connaît-on bien la pathologie de la P.M.E. exportatrice ?

La performance des P.M.E. à l'exportation n'est pas facile à évaluer. Les chiffres disponibles font apparaître une forte concentration des exportations aux mains de quelques grosses entreprises. D'après le classement des leaders que dresse chaque année le « Moniteur du commerce international » (MOCI), et qui couvre les trois quarts des exportations françaises de biens et services, les treize plus gros exportateurs assurent 25 % des exportations totales, et les deux cent cinquante premières 75 %. L'exportation n'est donc pas une affaire de P.M.E. Or c'est ce diagnostic et ses conséquences thérapeutiques qui sont tout à fait discutables. On trouve parmi les leaders au

par JEAN-MARC de LEERSNYDER (*)

palmarès du MOCI des entreprises qui exportent un chiffre d'affaires qu'elles ne produisent pas, mais qui est le fait d'entreprises moyennes, sous-traitants de la grande industrie ou P.M.E. qui ont soufflé leur production aux grandes sociétés de commerce international.

Les P.M.E. françaises sont donc plus exportatrices qu'il n'y paraît. Est-il possible d'accroître encore le nombre de P.M.E. susceptibles d'exporter ? Sur l'ensemble des P.M.E. de production — dont les deux tiers sont des entreprises artisanales ou des entreprises de bâtiment et des travaux publics — neuf mille exportent déjà. Restent quatre-vingt mille entreprises « candidates à l'exportation » (1), mais dont il faut retirer celles qui n'ont qu'un marché strictement national et celles qui n'ont pour l'heure qu'un marché régional. L'Hexagone n'est pas encore enrig pour tout le monde. Il est à craindre, dans ces conditions, que les exportations de la politique du commerce extérieur ne portent un peu dans le vide. On peut en voir le symptôme dans l'échec relatif de la procédure dite des « nouveaux exportateurs » (quelques dizaines de « diagnostics export » réalisés). Pourquoi si peu d'enthousiasme pour cette opération spéciale P.M.E. ? A-t-on affaire à des chefs d'entreprises timorés ou prudents, incapables ou sages ? Car, derrière le chant des sirènes, que leur propose-t-on ? Trop de remèdes miracles, sans la posologie, et finalement une médecine de pauvre face à la médecine des riches.

Deux potions magiques

Dès qu'il est question de P.M.E. et d'exportation, on sort de deux potions magiques : le groupement d'exportateurs et la société de commerce international (S.C.I.). Puisque la P.M.E. ne parvient pas, seule, à exporter, on lui propose de s'unir. Mais, si l'union fait la force, la somme de plusieurs incompétences n'engendre pas la compétence. Et si un leader chevronné se joint au groupement, c'est le détournement de l'énergie de tous au profit d'un seul qui est à craindre. Certes, le groupement peut « offrir » une formule simple aux P.M.E. (voir l'article de M. Maurice Nussenbaum dans le Monde de l'économie du 12 février). Mais, en administrant la formule, encore faut-il livrer le mode d'emploi.

La S.C.I. est la seconde potion magique que l'on prescrit volontiers aux P.M.E. Si l'on déplore si souvent que les S.C.I. ne sont pas, elles non, ce qu'elles pourraient être, si la France était l'Allemagne, et, à tort ou à raison, le Japon, c'est bien parce que l'on compte sur elles pour entraîner les P.M.E. sur les marchés étrangers. Or, pour des impératifs de rentabilité et d'efficacité, les S.C.I. recherchent plutôt la concession de quelques grandes marques que la représentation d'une multitude de P.M.E. qui, pour un faible accroissement du chiffre d'affaires (et des bénéfices), provoquent une forte augmentation des charges de gestion. En outre, les coûts d'information des réseaux et de formation du personnel aux spécificités des produits les empêchent d'élargir trop le champ des produits qu'elles diffusent. Elles sont contraintes de choisir des produits de consommation (les marchandises générales) ou des produits standardisés, vendus sans service après-vente ni service « avant-vente » (élaboration de devis, négociations techniques...). Enfin, tels qu'ils sont à l'heure actuelle, les réseaux des S.C.I. françaises sont peu adaptés aux P.M.E. démunies : pousser les P.M.E. vers les S.C.I. c'est les mener vers des marchés lointains, souvent peu solvables, et toujours à risque élevé. Ce ne sont pas les marchés de l'apprentissage de l'exportation.

Le « remède exportation » n'est pas administré avec les mêmes moyens aux riches et aux pauvres, entendus aux grosses et aux petites entreprises. Dans le dispositif français d'aide aux exportations, l'effort le plus coûteux est orienté sinon vers les grosses entreprises, du moins vers les grands contrats, inaccessibles aux P.M.E. : bonification du financement des exportations, préfinancement, procédure du crédit-acheteur, sans parler de l'assurance du risque économique.

(*) Rapport du Conseil économique et social présenté par M. Claude Payement (le Monde du 23 janvier 1980).

(*) Professeur à H.E.C. et à l'ESA (HESBA).

mais évaluer avec prudence le nombre des P.M.E. candidates à l'exportation. C'est donc miser plus sur l'accroissement des ventes à l'étranger des entreprises exportant déjà que sur une augmentation du nombre des exportateurs. Cela suppose une refonte de certaines procédures qui ont été conçues dans la perspective inverse. De façon plus immédiate, c'est entreprendre des recherches pour déterminer les conditions d'efficacité des solutions trop universellement prescrites : on s'est trop peu, jusqu'à présent, intéressé aux raisons des échecs nombreux de tentatives de groupement.

Encourager les entreprises à exporter, c'est aussi éviter qu'elles en pâtissent. Diagnostiquer la capacité d'exporter ne suffit pas. Il faut anticiper les effets de l'exportation sur la santé de la P.M.E., pour orienter les entreprises les moins armées vers des formes moins risquées d'activité internationale (sous-traitance, cession de licence...).

Faute de passer de l'incitation même persuasive à une véritable politique d'accompagnement et d'assistance, l'accroissement des exportations des P.M.E. risque de se faire... à dose homéopathique.

A la conquête du marché égyptien

(Suite de page 23.)

Les importations de produits égyptiens en France sont, en revanche, minuscules, 358 millions de francs en 1978 ; 275 millions en 1979, en raison d'un arrêt de nos achats de produits pétroliers raffinés égyptiens, dû à leur prix élevé (l'Égypte, qui, sans bruit, devient une puissance pétrolière, avec une production ayant atteint approximativement 30 millions de tonnes en 1979, vend cher son naphte : actuellement 35 dollars le baril). Les exportations vers la France de l'excellent coton égyptien, ainsi que des fruits et des légumes méditerranéens à contre-saison ont, en contrepartie, de fortes chances d'expansion.

La position française sur le marché égyptien paraît relativement solide, les ventes étant bien diversifiées et le rang atteint en 1979 n'étant pas dû à deux ou trois grosses commandes : 1 milliard 400 millions de francs de machines et d'équipements industriels en tout genre, dont une petite partie du matériel d'Alstom que SPT-Badgones va installer à la centrale électrique au gaz naturel d'Aboukir (à l'est d'Alexandrie) ; 210 millions d'équipement radio ;

180 millions d'automobiles et de camions, etc. Les denrées agricoles sans aussi présentes avec 180 millions de francs de céréales (165 millions en 1978), et 800 millions de francs de farine (415 millions en 1978). La farine américaine étant jugée « instable » par les pâtisseries égyptiennes, notre position pour ce produit n'est pas menacée par la forte concurrence des États-Unis. La pénurie de pain a donné, pendant deux ou trois jours, en février 1980, le vertige au Caire et à Alexandrie, qui se crurent un instant revenues au temps des Mamelouks. Elle aurait été évitée si le ministère égyptien de l'approvisionnement n'avait pas annulé une commande de 100 000 tonnes de farine française.

En Égypte, en ce moment, les Français n'en finissent plus de pousser des ocorocores. Et, après tout, pourquoi pas ? Puisque, dans une situation inverse à celle d'aujourd'hui, le lamento n'en finirait plus ! Providence des petites et moyennes entreprises, l'Égypte ne fait pas peur non plus aux grands industriels et aux banquiers français. Les six grandes banques françaises présentes au Caire sont au deuxième rang, toujours après les États-Unis, pour le volume des opéra-

tions. Une dizaine d'accords ont été signés — sans compter plusieurs autres projets d'investissement, notamment en agro-industrie, ayant reçu une approbation de principe — entre des sociétés françaises et égyptiennes, pour former des entreprises en « joint venture » — que l'on serait mieux inspiré d'appeler « à risques partagés ». Au premier rang figure Michelin, dont l'investissement sera le plus important réalisé en Égypte par le capital étranger depuis la réorientation du pays vers le libéralisme économique opérée par le président Sadate. 400 millions de francs seront consacrés à l'usine de pneus pour camions d'El-Amieh, près d'Alexandrie, qui emploiera douze cents Égyptiens (formés en français et en arabe) et cinquante Français. Le terrain est déjà acheté par Michelin. Le contrat final de « mariage » avec un partenaire égyptien (qui sera minoritaire dans l'affaire) devrait, cette année, donner le coup d'envoi à la construction de ce qui sera la troisième unité de Michelin en Afrique, après le Nigeria et l'Algérie (où la firme de Clermont-Ferrand est l'une des rares entreprises étrangères à ne pas avoir été nationalisée).

Dans le secteur pétrolier même, où, dès l'époque nassérienne, les compagnies américaines étaient favorites, les Français ont décroché, en 1979, le ruban bien de la prospection, grâce à la découverte faite par Elf-Aquitaine, au large d'Aboukir, en Méditerranée, d'un gisement de gaz naturel suffisant pour rentabiliser une usine de liquéfaction exportatrice.

Les Français offensifs

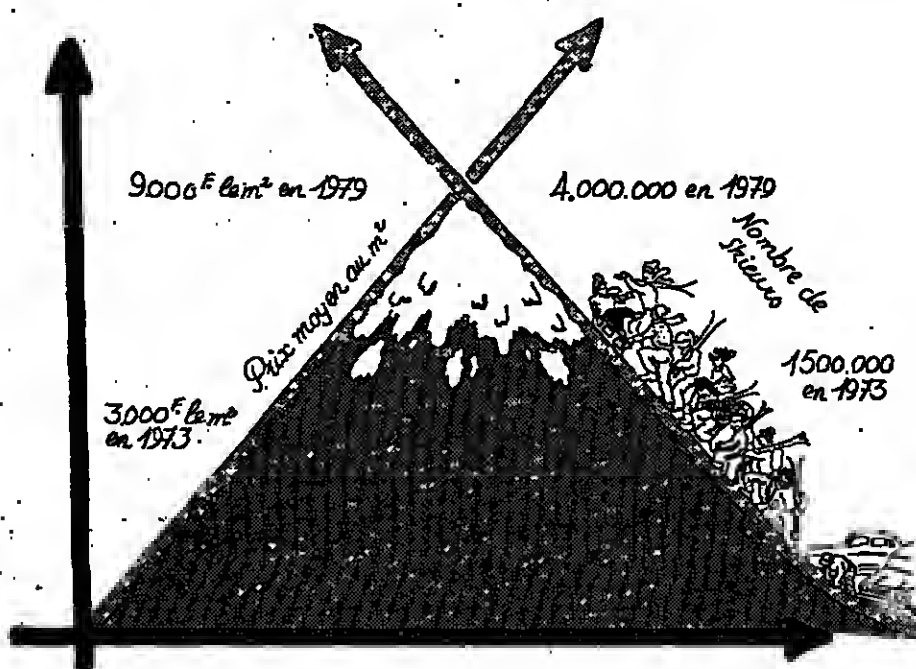
Si les découvertes minérales relèvent surtout de la chance, les positions commerciales ne doivent guère au hasard. Les succès français actuels en Égypte sont dus à la réelle compétitivité de nos produits dans ce pays ; à l'importance des prêts français qui, sans être aussi avantageux pour les Égyptiens que ceux des États-Unis, de l'Allemagne fédérale ou du Japon, viennent, par leur volume total (1,5 milliard de francs en 1979) au deuxième rang, après ceux des Américains ; au farouche dynamisme du poste diplomatique français d'expansion économique du Caire et à un effort persévérant des industries françaises.

La percée économique française en Égypte n'est peut-être après tout qu'un retour, sous une forme non coloniale, à la situation que fit basculer la folle expédition de Suez en 1956. Avant l'ère nassérienne, les avoirs français en Égypte représentaient le double de ceux des Britanniques.

Il est symptomatique aujourd'hui que le Conseil national du patronat français puisse désigner sans problème au Caire, à la tête d'une quarantaine d'hommes d'affaires français, M. Jean Gilbert, président du comité Proche et Moyen-Orient du C.N.P.F. et vice-président de la Compagnie financière de Suez. Et si les envoyés des P.M.E. ont pu réussir plus facilement à Alexandrie (35 % de l'activité économique du pays, en y incluant les raffineries de pétrole) qu'au Caire, c'est que le français est resté la langue française du grand port, alors que l'anglais, sans être toujours exclusif, domine dans les milieux économiques de la capitale.

À l'époque de l'influence britannique, les Français, ne pouvant jouer aucun rôle politique en Égypte, avaient la possibilité de s'y rattacher dans les domaines économique et culturel. Après l'intermède soviétique (1956-1972), la situation est aujourd'hui comparable à celle d'avant 1956, mais au profit des Américains. La présence politique de ces derniers est exclusive de toute autre, mais bien des créneaux restent libres dans les secteurs non politiques. Les Français, après un temps d'hésitation, l'ont compris et se sont montrés offensifs dans l'économie. Ils y ont obtenu des résultats enviables et prometteurs, puisque, si l'on considère que les achats égyptiens à l'étranger augmentent de 20 % par an, les ventes françaises en Égypte pourraient doubler au cours du lustre à venir. Pour faire en sorte que sa présence ne soit pas uniquement commerciale — et d'ailleurs dans l'intérêt du renforcement de ses positions économiques actuelles, — la France doit maintenant fournir en faveur de la coopération culturelle avec l'Égypte — riche humus laissé quasiment en friche — un effort comparable à celui qu'elle a déployé dans le champ économique.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



L'immobilier des loisirs est à prendre !

Des millions de vacanciers français et étrangers ont pris d'assaut nos pistes de ski cette année. La progression de la demande a été si forte que même l'étalement des congés scolaires n'a pu remédier à l'embouteillage des stations. De plus, le « phénomène loisirs » fait qu'aujourd'hui, les stations de sports d'hiver ne peuvent accueillir qu'un nombre limité de vacanciers tandis que le prix moyen au m² a progressé de 100 % en 5 ans.

C'est sur ce marché porteur de l'immobilier des loisirs que se place l'investissement résidence-hôtel.

Il vous offre la sécurité d'un investissement pierre en toute propriété, la valorisation de votre capital dans un secteur de pointe, et l'assurance d'un revenu locatif intéressant. Son autre point fort est qu'il vous libère de toute charge et de tout souci de gestion. Votre appartement est confié au Service de Gestion-location : le club Montamer, filiale de Ribourel, qui assure l'entretien de l'appartement et l'apport constant de nouveaux locataires.

Vous êtes propriétaire d'un appartement à la mer ou à la montagne, meublé, équipé et intégré dans une structure hôtelière (restaurant, garderies d'enfants), dans des sites privilégiés à proximité des moyens de communications et des commerces.

Choisissez l'immobilier des loisirs pour hisser votre capital vers les sommets.

Ribourel investissements
LA PIERRE TRAVAILLE MIEUX DANS LES LOISIRS.
Jacques Ribourel S.A. - 120, Champs-Élysées - 75008 Paris - M° Georges V - Tél. 562.00.90

Vous pouvez recevoir gratuitement votre documentation :
La NORMA Les MENURES.
Nom : _____ Adresse : _____
Rég. domicile : _____ Rég. bureau : _____

de commune

TRUEN A L'IMPACT ABSORBE
3-4 (M) MINUT DE LACEL

INFORMATIONS «SERVICES»

VIE QUOTIDIENNE

Sur deux roues en Ile-de-France

La préfecture de la région d'Ile-de-France et la direction régionale de l'équipement viennent de publier un numéro spécial du bulletin *Les Deux-Roues en Ile-de-France* accompagné de trois cartes représentant les aménagements réalisés ou programmés en faveur des deux-roues : pistes et bandes cyclables, itinéraires jalonnés, parcs de stationnement.

L'amélioration de la circulation et de la sécurité des deux-roues a fait l'objet en Ile-de-France, ces dernières années, d'efforts importants, qui se sont traduits par la réalisation de 206 kilomètres de pistes et bandes cyclables et de 120 kilomètres d'itinéraires jalonnés.

Ces aménagements sont subventionnés par l'Etat lorsqu'ils se situent le long d'une route nationale ou lorsqu'ils sont financés dans le cadre d'un plan de circulation et par la région lorsqu'ils s'inscrivent dans un programme d'aide aux collectivités locales ou dans un contrat régional.

Cette action, qui a porté principalement jusqu'ici sur l'usage de loisir des deux-roues, s'oriente désormais vers des aménagements favorisant la circulation des deux-roues dans le centre des villes et encourageant leur utilisation quotidienne. C'est ainsi que la majeure partie des 75 kilomètres de pistes et bandes cyclables, dont la mise en service est prévue en 1980, seront aménagées dans les zones où la circulation automobile est très dense : 19 kilomètres d'itinéraires jalonnés seront aussi réalisés en Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine. En outre, au titre des contrats régionaux régionaux, 205 kilomètres de pistes et d'itinéraires cyclables devraient pouvoir être mis en service dans les cinq prochaines années.

L'importance de cette politique régionale a conduit à l'élaboration d'un « schéma directeur deux-roues ». Encore à l'étude actuellement, ce document traduirait les trois objectifs qui guident l'action régionale en ce domaine : encourager et faciliter les déplacements quotidiens en zone urbaine ; faciliter l'accès aux espaces verts proches de l'agglomération ; aider le cyclotourisme et la promenade.

QUELQUES ADRESSES

• Préfecture de la région Ile-de-France, 28, rue Barbet-de-Jolly, 75700 Paris.

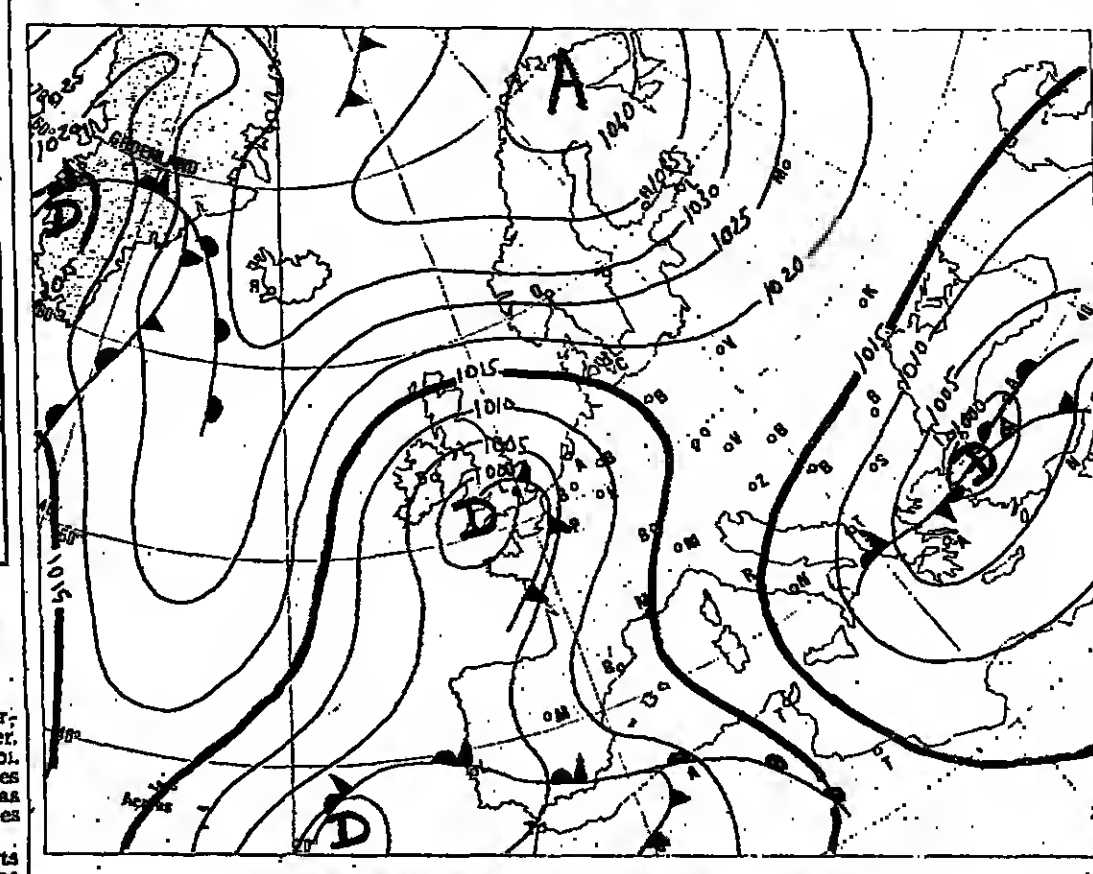
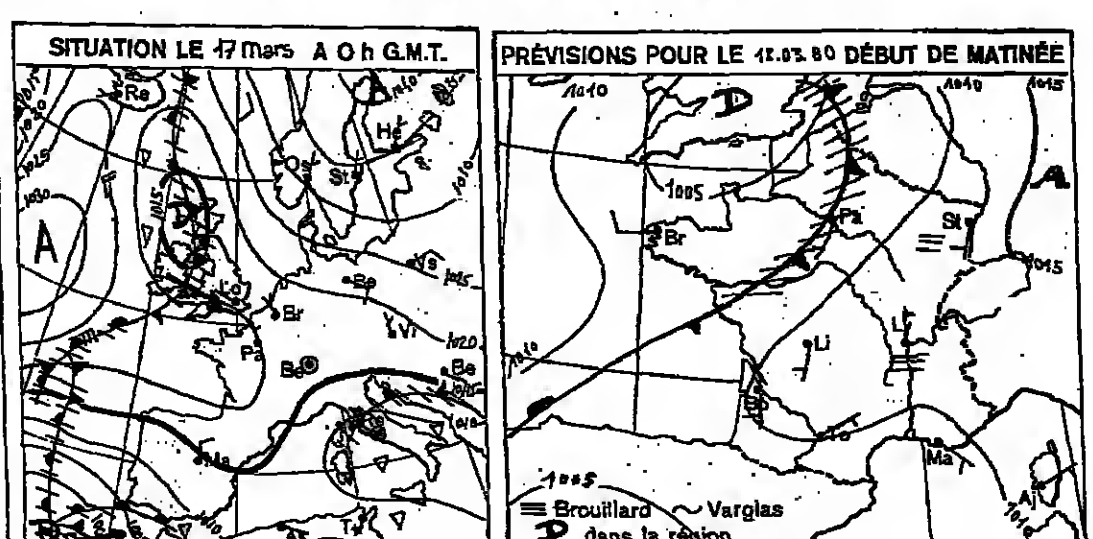
• Correspondants pour les deux-roues, dans les directions départementales de l'équipement : Val-d'Oise, M. Goussillon, chef du GEP, tél. : 838-92-60, ou Mlle Gibaud, poste 3405 ; Yvelines, Mme L'argue (GEP), tél. : 853-92-35 ; Essonne, M. Brocard (GEP), tél. : 877-81-81 ; Seine-et-Marne, M. Pual (GEP), tél. : 437-91-42 ; Seine-Saint-Denis, MM. Scollier, Bertrand (GEP), tél. : 838-12-12 ; Val-de-Marne, M. Bolehot (GEP), tél. : 838-91-71 ; Hauts-de-Seine, M. de Verdelles (GEP), tél. : 731-41-41, poste 5760.

• Correspondant à la direction régionale de l'équipement de l'Ile-de-France : M. Boisbois, tél. : 567-55-83, poste 575.

• Correspondant à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme : Mme Carap, tél. : 567-55-83, poste 428.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 18 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)

Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds

Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 mars à 0 heure et le mardi 18 mars à 24 heures :

Des masses d'air fraies continuent à évoluer en France dans une zone de vents faibles, mais une perturbation venant des îles Britanniques pénétrera lentement sur nos régions de l'Ouest et du Nord.

Mardi 18 mars, le temps sera très nuageux en Bretagne, en Vendée, dans la région parisienne, en Normandie, en Champagne et dans le Nord. Il pourra passer progressivement à plus beau, mais avec une température qui sera plus variable.

L'après-midi, avec quelques éclaircies, mais il y aura des averses. Les vents, modérés et irréguliers, viendront du sud ou du sud-ouest. Les températures s'élèveront dans l'intérieur ; les maxima varieront peu.

Dans le Midi, il fera assez beau, mais il y aura quelques nuages bas le matin près de la Méditerranée, avec des vents faibles de secteur sud.

Sur le reste de la France, la température sera encore nuageuse et très brumeuse le matin, des éclaircies se développeront localement. Les vents, d'est à sud-est, seront faibles, et les températures resteront du même ordre que celles de la veille.

Le lundi 17 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1017,5 millibars, soit 755,1 millibars de mercure.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 16 mars : le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 : Alcool, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 11 et 2 ; Bordeaux, 7 et 5 ; Bourges, 4 et 2 ; Brest, 7 et 5 ; Caen, 6 et 3 ; Cherbourg, 5 et 3 ; Clermont, 7 et 3 ; Dijon, 8 et 5 ; Grenoble, 7 et 3 ; Lille, 7 et 4 ; Lyon, 5 et 1 ; Marseille, 13 et 6 ; Nancy, 8 et 4 ; Nantes, 7 et 4 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 6 et 3 ; Pau, 8 et 1 ; Perpignan, 10 et 3 ; Rennes, 8 et 4 ; Strasbourg, 6 et 2 ; Toulon, 6 et 1 ; Toulouse, 6 et 2 ; Vannes, 7 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 8 degrés ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 12 et 5 ; Berlin, 8 et 1 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 6 et 3 ; Casablanca, 22 et 13 ; Copenhague, 3 et 0 ; Odesse, 8 et 4 ; Londres, 15 et 10 ; Moscou, 8 et 2 ; Madrid, 18 et 1 ; Moscou, 8 et 2 ; New York, 15 et 10 ; Paris-Le Bourget, 6 et 3 ; Rome, 12 et 6 ; Stockholm, 4 et 1 ; Téhéran, 7 et 2.

BREF

DOCUMENTATION

POUR LES DIABÉTIQUES. — L'Association française des diabétiques organise une colonie de vacances, au régime contrôlé, pour les jeunes diabétiques, à Suzac, près de Royan, avec prise en charge de la Sécurité sociale ou de l'aide sociale.

La première session, du 2 juillet au 11 août 1980, reçoit les filles de six ans à seize ans et les garçons de six ans à dix ans. La deuxième session, du 2 août au 11 septembre 1980, reçoit les garçons de six ans à seize ans et les filles de six ans à dix ans.

Service des colonies de vacances de l'A.F.D., B.P. 101, 75002 Paris Cedex 14.

EXPOSITIONS

ESTHÉTIQUE INDUSTRIELLE. — L'Institut français d'esthétique industrielle organise, à l'aéroport d'Orly-Ouest, jusqu'au 28 mars, une exposition destinée à mettre en valeur le rôle de la création esthétique dans la production industrielle. Une vingtaine de produits, remarquables par leur qualité esthétique, seront présentés dans le hall du premier étage.

FORMATION PERMANENTE

PRÉPARATION À LA RETRAITE. — L'université de Paris VIII organise, dans le cadre de la formation permanente, un stage sur l'évaluation des actions de préparation à la retraite. Animée par Geneviève Vauvrière, du 24 au 28 mars (30 heures).

Formation permanente, université de Paris-VIII, route de la Nouvelle, 75571 Paris Cedex 12, tél. 374-92-26.

LA CHANSON FRANÇAISE.

La direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs d'Ile-de-France organise, du 17 au 29 mars, un stage intitulé « La chanson française, du cal' conc' au music-hall », ouvert aux animateurs en formation et à tous ceux qui s'intéressent à la chanson comme phénomène social.

Participation financière : 200 F, tout compris.

Service jeunesse, éducation populaire, 8, boulevard Jourdan, 75014 Paris, tél. 581-11-69.

SALONS

LA CONFISERIE. — Le 23^e Salon International de la confiserie, chocolaterie et biscuiterie sera organisé, du 22 au 26 mars, au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Il réunira 184 exposants, dont 39 viendront de 12 pays étrangers. La confiserie sera représentée par 48 firmes, la chocolaterie 21, la biscuiterie 50 et la présentation 47.

SANTÉ

NAÏTTE À LA MAISON. — La Jeune chambre économique, l'Association de parents la Graine et une équipe médicale de Montpellier organisent, les 22 et 23 mars, à Montpellier, dans les locaux de la faculté de pharmacie, un colloque national pluridisciplinaire sur le thème « Naître aussi à la maison ».

Centre médical des Tonnelles, 121, avenue de Lodève, 34100 Montpellier, tél. (67) 75-48-50.

VACANCES

TOUT SUR LA MONTAGNE. — Cimes-Montagne se présente comme une agence de presse susceptible de donner aux organismes de presse toutes informations concernant, dans tous ses aspects, la vie en montagne. Président : Philippe Lamour.

Maison du tourisme, 14, rue de la République - 38019 Grenoble cedex. Tél. : (16-76) 44.34.36.

PARIS EN VISITES

MARDI 18 MARS

- L'Opéra de Paris, 13 h. 15, marches, Mme Garnier-Ahlberg.
 - Hôtel de Lorraine, 15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Bachelier.
 - La rue du Bac et la fontaine des quatre-saisons, 15 h. 18, métro Sue, Mme Bouquet des Chaux.
 - Proust et la musique, 15 h. 14, rue de Bortne, Mme Chapuis (Café national des monuments, historiques).
 - Marais Sud, 14 h. 30, métro Pont-Marie (Approche de l'art).
 - Les souterrains gothiques des collèges des Bernardins, 15 h. 18, parvis de Saint-Jacques-le-Mineur (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 - Le Marais, 15 h. 24, rue Pavée (M. de La Roche).
 - Le Marais, 15 h. 3, rue de Sévigné (Le Vieux-Paris).
- CONFÉRENCES**
- 18 h. UNESCO, 1, rue Miollis : « La conférence européenne et d'Amérique du Nord ».
- 18 h. 7-9, avenue Franklin-D. Roosevelt, MM. L. Kozłowski et J.-M. Benoit : « Le localisme en crise et la théorie en doute » (Association Franco-Américaine).
- 18 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, J. rue Victor-Cousin, professeur P. Vinet : « Une radiographie du pouvoir d'achat » (Université populaire de Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 18 mars 1980 :

UN DÉCRET

- Relatif aux titres miniers.

UN ARRÊTÉ

Modifiant un précédent arrêté relatif au doctorat de troisième cycle.

PAS D'IMMATRICULATION POUR LES CYCLOMOTEURS

L'idée a été avancée par certains dont M. Gilbert Gantier, député U.D.P. de Paris ; pour qu'il soit notamment de repérer les éventuels contrevenants, ne pas imposer une immatriculation des cyclomoteurs.

Le ministre des transports vient de rejeter ces propositions et s'en explique dans le Journal officiel du 11 mars. Il explique :

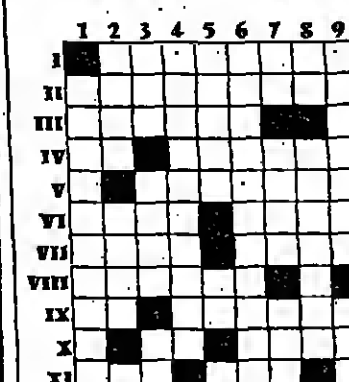
« Le problème de l'immatriculation des véhicules à deux-roues fait l'objet de diverses études, mais, compte tenu de leurs résultats, il n'est pas actuellement envisagé de rendre obligatoire l'immatriculation des cyclomoteurs, les vélomoteurs, pour leur part, étant déjà soumis à cette formalité ».

En effet, une telle mesure entraînerait de nombreux inconvénients pour les utilisateurs de ces engins et notamment des formalités administratives, telle l'obligation de faire établir une carte grise, qui sont le plus souvent ressenties comme des contraintes.

De plus, cela représenterait une surcharge financière non négligeable qui concernerait le plus souvent des travailleurs salariés et des jeunes conducteurs. Enfin, il est peu probable que l'immatriculation de ces engins empêche les délits de fuite puisque la même mesure ne pose pas pour les autres véhicules pourtant immatriculés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2630



HORIZONTALEMENT

I. Etablissement où l'on a beaucoup de traites à payer. — II. Endroit où l'on peut y avoir de la bousculade. — III. Rend plus violent. — IV. Mesure ; il n'y a pas de poussière quand il est rond. — V. Qualifie un quartier qui manque pas de légumes. — VI. Nom de prince ; Nom de père. — VII. Est une attitude frapante ; Criblé chez certaines plantes. — VIII. Fit un travail de coiffeur. — IX. Pas payé ; N'a rien d'un galant homme. — X. Protège une phalange ; Peut partir en fumée. — XI. Souvent tiré par les oreilles quand il est gros ; Franc.

VERTICALEMENT

I. Ne sont pas tous fous ou manchots. — II. Partagé ; Ville du Japon. — III. Il y en a un de 30

Solution du problème n° 2629

Horizontalement

I. Susceptibilité. — II. Ysergrin ; Lésine. — III. Le ; Irénée ; Geste. — IV. Landit ; Scie ; Sa. — V. Os ; As ; Rouir. — VI. Miel ; Lait. — VII. Lait ; Ours ; Maille. — VIII. Se ; Ennui ; Eau. — IX. Morsure ; Ra. — X. Epi ; Es ; Gratie. — XI. Short ; Acre. — XII. Accroître. — XIII. Agoraphobie ; Ion. — XIV. Gène ; Ra ; Soie. — XV. Es ; Sue ; Assurés.

Verticalement

I. Syllabisme ; Agé. — II. Usées ; Géophages. — III. Se ; Mo ; Rio ; On. — IV. Caldares ; Rires. — V. Egrès ; Muet. — VI. Prêt ; Lait ; Apr. — VII. Tin ; Fête ; Behu. — VIII. Es ; Co. — IX. Ecouteur ; Obus. — X. Traite. — XI. Légèrement ; Ours. — XII. Se ; Oca ; Etai ; Or. — XIII. Tisse ; LN ; Ecrite. — XIV. Ecrite ; Oca. — XV. Es ; Rue ; Ayreses.

GUY BRUTY.

CIRCULATION

30 KILOMÈTRES-HEURE : TROP VITE...

Un arrêt de la cour d'appel de Rouen (troisième chambre 28 février 1979) examinait le cas d'un conducteur d'un véhicule chargé de bouteilles de gaz qui dépassait une vitesse de 30 km/h. Le tribunal estime que l'accident était dû à la vitesse excessive du conducteur, cette vitesse ayant entraîné à freiner brusquement, provoquant un cisaillement de pneu et un étirement de bouteilles à gaz s'entrechoquant, de nature à entrainer les mortelles.

En revanche, les juges ne retiennent aucune faute à l'égard du conducteur de la victime qui avait pratiqué suffisamment de l'équitation, porté une « bombe » et montait un cheval qui n'était pas vicieux.

PAUSE POMMIER

Les automobilistes empruntant l'autoroute de Normandie pourront cueillir eux-mêmes des pommes sur les arbres de verger installés dans le département du Calvados.

Des pommiers seront plantés dès l'automne prochain sur les bords de l'autoroute et Anostant et leurs fruits, mis à la disposition des passants.

Cette opération, due à l'initiative du préfet de région de la Basse-Normandie fait partie d'une campagne en faveur du renouvellement du verger normand.

Ski sportif, ski détente, ski rêve, ski fou, c'est VAL D'ISERE

Office de Tourisme
Tél. : (79) 06.10.83

EF SEJOURS LINGUISTIQUES
PAQUES - ÉTÉ
GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - ÉTATS-UNIS

— 4 formules de séjour en famille.
— Avec ou sans cours.
— Options sportives : voile - tennis - équitation.

EF ÉCOLE EUROPÉENNE DE VACANCES
9, rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél. : 266-20-13

Bon à retourner pour recevoir une documentation complète.

NOM :
ADRESSE :
VILLE : Code postal : P.43

René Sédillot

merican

La voiture de demain qui va la construire!

observateur

Le Monde

sports

CYCLISME

PIERINO GAVAZZI
LE TROISIÈME HOMME
DE MILAN - SAN-REMO

Mis hors course de Paris-Nice la semaine dernière pour manœuvre conduite, Pierino Gavazzi a eu pendant quinze jours avec effet immédiat compte tenu de ses incartades passées, puis autorisé à reprendre, dimanche 16 mars, le départ de Milan - San-Remo, après qu'il eut fait appel au Néerlandais Jan Raas à la fin du premier tour de la course. Mais le vainqueur qu'il avait obtenu en 1977. Son échec n'a tenu qu'à deux ou trois centimètres et, pendant quelques minutes, le champion du monde indiscipliné mais manifestement en grande forme a pu s'illustrer. Le doute était permis et la photo finish nécessaire. A l'issue d'un sprint extrêmement serré, les trois coureurs de tête ont en effet terminé pratiquement sur la même ligne. Bien entendu, les tifosi massés sur la Via Roma n'avaient d'yeux que pour les Italiens, et surtout pour Saronni qui débordait le peloton sur la gauche. Cependant, au centre, un troisième homme émergeait de la mêlée, distanciant des finisseurs aussi rapides que Roger De Vlaeminck ou Francesco Moser. Il devait finalement offrir sur le fil Raas et Saronni, à la surprise générale.

Discretion française

Vainqueur inattendu, Pierino Gavazzi n'est pas un routier anonyme pour autant. Ni un espoir cycliste. Il aura bien sûr trente ans. Remarque pour sa pointe de vitesse durant le Tour de France, il avait aussi enlevé le championnat d'Italie 1979 en battant déjà Moser et Saronni. Son succès met fin à une série de cinq victoires étrangères, mais il n'a tenu, répétons-le, qu'à un écart infime et pas uniquement en raison du danger présenté jusqu'au bout par Raas. Le Belge Jean-Luc Van Den Broeck avait franchi en tête le Poggio sur les hauteurs de San-Remo, et Pollentier, échappé dans la descente, était seul en tête à 1 kilomètre de l'arrivée.

Les Français, pour leur part, ont été assez discrets dans cette classique qu'ils ont remportée seulement à huit reprises depuis sa création, en 1907, et qu'ils ont gagnée pour la dernière fois en 1963 avec Joseph Groussard. La défaite s'explique davantage par la pénurie de routiers-sprinters que par l'absence de Bernard Hinault, des meilleurs d'entre eux. Bodo Wippermann, Tiziani et Michel Laurent n'avaient pas les moyens de lutter contre Gavazzi, Saronni et Raas dans ce dernier kilomètre de cette course qui en comptait deux cent quatre-vingt-buit.

JACQUES AUGENDRE.

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

Nantes, le tenant, et Strasbourg, le champion éliminés de la Coupe de France

A quatre jours de leurs matches retour en quarts de finale des coupes d'Europe, Strasbourg, Nantes et Saint-Etienne ont connu des fortunes diverses au seizième de finale de la Coupe de France. Si les Stéphanois, qui avaient mis sept titulaires au repos, se sont imposés sans problèmes face à Rouen 14 à 21, les clubs de deuxième division, il n'est pas été de même pour les Strasbourgeois, qui n'ont pu refaire que la moitié de leur handicap du match aller face à Nice 11 à 0, ni pour les Nantais, tenants de la Coupe, battus sur leur terrain par Lille 2 à 1.

Paris F.C. à l'écart du bruit

Presque désert le Parc des Princes, dimanche 16 mars, pour le match retour des seizièmes de finale de la Coupe de France opposant Paris Football Club à Quimper. Tout juste deux mille cinq cents spectateurs regroupés dans deux tribunes. De toute évidence, personne ne se faisait d'illusion sur l'attrait de la rencontre et l'administration du Parc des Princes avait pris la précaution, qui s'est avérée sage, de ne pas alourdir ses frais de fonctionnement en convoquant plus de personnel que nécessaire. Deux tribunes seulement étaient ouvertes au public, l'une au sud du stade, l'autre dans les virages.

Paris F.C., qui se produisait pour une fois au Parc des Princes avec, à coup sûr, l'espoir d'attirer sinon le grand public, du moins une bonne affluente, a fait chou blanc.

Comment expliquer une telle désaffection alors que, cinq jours plus tôt, l'enceinte de la porte de Saint-Cloud était pleine à craquer pour le match de championnat qui, il est vrai, bénéficiait de la venue de Saint-Etienne ? Même si l'on admet que Paris F.C. a beaucoup décliné en quelques années, que ses joueurs sont peu connus ou même anonymes, que le club parisien, eussent-ils gagné, ne pourrait pas aller par 1 à 0, on peut rester confondu devant cet échec public. Les Bretons de Paris, pourtant si nombreux et d'habitude si chaleureux dès lors qu'une

BOXE. — L'ancien champion du monde des poids mouches Emilio Pineda est décédé, samedi 15 mars, à l'âge de soixante-deux ans. Il avait commencé sa carrière en 1923 et obtenu son titre mondial six ans plus tard, en battant Frankie Gojara. Victime d'un décollement de la rétine, il était devenu aveugle et avait exercé le métier de masseur-kinésithérapeute auprès de sportifs.

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le tira du néant et en fit un champion. Au Mans, il a remporté l'épreuve en selle sur la jumelle En Douce.

Même situation ou presque pour son camarade de promotion, Thierry Pomet, deuxième de l'épreuve sur Dansur II, lui aussi signataire à Saurmur, menacé naguère encore d'un verdict prêt à faire fonctionner la guillotine sans autre forme de procès.

Pour ce premier test pré-olympique, le choix du terrain était judicieux. Le ciel filait inégalement, les pistes copieusement sèches — ce fut le

ÉQUITATION

Premier test pré-olympique au concours complet du Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — « Calme, en avant, droit », la formule inépuisable du général Lhotie, cet homme d'écuyer de la fin du dix-neuvième siècle, est ou doit être la hantise des cavaliers du concours complet qui ne peuvent ambitionner un résultat flatteur à défaut d'un animal maître de ses nerfs aux trois allures, et ce, car l'épreuve est un jeu de précision où le cavalier doit en même temps et sans jamais perdre de vue la qualité de son dressage.

La concours complet du Mans, disputé les 6 et 7 mars dans les bois de Chan-é, s'annonce blanc par la construction d'une autoroute, aura mis en valeur ces vertus élémentaires. Les chevaux qui se sont brillamment comportés dans la Sarthe, sont des animaux au manège ni de jambes ni d'esprit, et les hommes qui les ont menés sans à tort jusqu'au poteau ont à louer sans réserve.

Le premier au classement général est un jeune cavalier de vingt-quatre ans, Pascal Morvillier, originaire d'Amiens. Il est l'unique lauréat dans les épreuves de Sumur où ses prestations étaient admirables ou convaincantes. Jusqu'au jour où M. Jean-Paul Bardinet, le nouvel entraîneur national, ayant jugé le lauréat-pour-compte comme capable de se distinguer, le

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	38,00	45,88
AUTOMOBILES	38,00	45,88
AGENDA	38,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	9,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



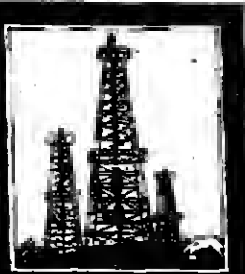
emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Carrière Internationale pour 12 Ingénieurs

Débutants - Grandes Ecoles



Les hommes que FLOPETROL International recherche sont avant tout des hommes de terrain sachant s'adapter et prendre des décisions rapides. Ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de l'anglais.

Dans un premier temps, ils suivront un stage rémunéré à MELUN (77), BAHRAIN (Moyen-Orient) ou ABERDEEN (Ecosse).

Ce stage dure 3 mois, les cours y sont dispensés en langue anglaise.

Puis ils rejoindront les bases opérationnelles à l'étranger pour participer durant 2 à 3 années environ aux opérations techniques sur les puits.

A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se verront confier des responsabilités leur permettant d'évoluer vers le poste de «BASE MANAGER». (Patrons avec toutes les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du Personnel et du Budget, etc.).

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une société internationale de 1 600 personnes, performante en forte expansion, leader mondial de sa spécialité.

A des candidats motivés, FLOPETROL International propose une rémunération intéressante, des avantages liés à l'expatriation, de réelles possibilités d'évolution dans le cadre d'une carrière internationale.

Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence : 3923 M à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra (Réponse et discrétion assurées).

FLOPETROL
Schlumberger

L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

ELECTRONICIEN

dans le Groupe Développement d'Instruments au Siège de l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION ET EXPERIENCE : Technicien Supérieur en Electronique ou Ingénieur Electronicien de niveau universitaire avec 5 ans d'expérience pratique dans les techniques digitales et analogiques. Expérience souhaitable dans l'un des domaines suivants : CAMAC, micro-traitement, interfaces d'ordinateur, instrumentation optique et instrumentation opto-electronique (en particulier systèmes de détection et électronique s'y rapportant).

FONCTIONS : Participation à la mise au point de l'instrumentation astronomique de l'ESO. Ceci comprend la mise au point de l'instrumentation électronique pour des systèmes avancés de détection optique, des interfaces spectromètre-ordinateur et des matériels de contrôle pour instruments d'optique.

LIEU DE TRAVAIL : Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne. Les Electroniciens passent un certain temps (1 à 2 mois par an en plusieurs fois) à l'Observatoire de l'ESO au Chili pour les travaux d'installation et de maintenance.

PRISE EN FONCTION : 1.10.80. Une date de prise de fonctions plus rapprochée serait souhaitable mais le candidat devrait alors accepter de prendre ses fonctions au départ à Genève sur le site de l'ESO et d'y travailler jusqu'à la date du transfert à Munich (1.9.80).

REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 9.700,00 francs français.

Les candidatures doivent être transmises avant le 15 avril 1980 au Service du Personnel - European Southern Observatory Schleierheimstrasse 17 - D-8046 Garching B. München
Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

Pour l'une de ses filiales au Moyen-Orient, une société de construction déployant ses activités à l'échelle internationale désire engager

UN REGIONAL MANAGER (Réf.: 270)

Il assurera la direction locale de la société et coordonnera l'action des ingénieurs responsables des différents chantiers. Il sera chargé également de la promotion commerciale de l'entreprise.

Ingénieur, âgé de 30 à 50 ans, connaissant parfaitement le français et l'anglais, il possède une expérience des chantiers de construction outre-mer.

DEUX SITE MANAGERS (Réf.: 272)

Ils assureront les responsabilités du démarrage, de la gestion, de l'organisation et de la rentabilisation d'importants chantiers.

Ingénieurs, ils ont idéalement la pratique de chantiers outre-mer.

La connaissance du français et de l'anglais est indispensable.

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (Réf.: 271)

Il possède une formation supérieure adéquate, une expérience des problèmes qui se posent outre-mer, parle le français et l'anglais et est âgé idéalement de 40 ans. Il sera le collaborateur le plus direct du directeur régional et aura, entre autres, dans ses attributions le secrétariat général, le service du personnel, les approvisionnements, les services comptables, financiers et budgétaires, le contrôle.

Si l'une de ces situations hors du commun retient votre intérêt, écrivez, en précisant la référence, à M. J.P. Huguet, CENTRAPS, rue Defacqz 25, B-1050 Bruxelles, qui vous assure une totale discrétion.

AVIS DE VACANCE

Le poste de

PRÉSIDENT

de l'Institut universitaire européen est à pourvoir à partir du 1^{er} septembre 1981.

L'Institut universitaire européen, ayant son siège à Florence, a été créé par la convention signée le 19 avril 1972 par les Etats membres des Communautés européennes (U.O. n° 29 du 9-2-1976 des C.E.).

Le mandat, d'une durée de trois années, est renouvelable une fois.

De plus amples informations concernant soit les conditions d'emploi peuvent être obtenues auprès du secrétaire général.

Les personnes chargées d'écrire le président recherchent les qualités suivantes :

- Solide expérience universitaire et administrative (à caractère international, si possible) ;
- Connaissance pratique du français et de l'anglais.

Les personnalités intéressées sont priées d'adresser leur candidature accompagnée des pièces ou documents utiles avant le 1^{er} mai 1980, le cachet de la poste faisant foi, à

MARCELO BUZZONETTI, secrétaire général, Institut universitaire européen, Badio Fiesolano via Dei Roccettini, I-50016 San Domenico di Fiesole

ABIDJAN

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

INGÉNIEUR EN CHEF INFORMATIQUE

35 ans minimum, ayant acquis une expérience en société de services, maîtrisant des aptitudes et un goût certain pour les problèmes pédagogiques. Il aura chargé de superviser une équipe d'enseignants et une équipe d'exploitation.

INFORMATICIEN DE GESTION

5 ans d'expérience, ayant une pratique pédagogique pour assurer des fonctions d'enseignement.

CADRE DE FORMATION COMPTABLE

D.E.C.B. minimum, certifié supérieur apprécié, ayant à sa disposition une expérience de formation pour assurer à la fois des fonctions d'enseignement et d'intervention en entreprises dans les domaines de : comptabilité, contrôle de gestion, finance.

INGÉNIEUR MAINTENANCE-ELECTROMÉCANIQUE

INGÉNIEUR MAINTENANCE-ELECTROTECHNIQUE

ayant acquis expérience d'environ 3 ans en entreprise, en bureau d'études ou entretien pour occuper postes d'enseignants et de suivi de projet d'étudiants.

CONTRAT ET AVANTAGES LIÉS A L'EXPATRIATION

Envoyer C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi (sur l'enveloppe) à ORGANISATION et PUBLIOTTE, 2, rue Marengo, 75001 PARIS 9. tr.

Importante société construisant des usines et des installations dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français

INGÉNIEURS DE MISE EN ROUTE POUR L'ÉTRANGER

dans les domaines de la PETROCHIMIE et du RAFFINAGE

Les critères considérés seront :

- expérience d'environ 3 années comme ingénieur d'exploitation
- participation à la mise en route d'usines pétrochimiques ou de raffinage
- désir d'acquiescer et aptitudes prononcées pour l'expatriation
- anglais parlé indispensable.

Nous proposons aux candidats retenus un métier avec des responsabilités et une évolution de carrière intéressante.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo, prétentions sous No 48865, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

DIRECTEUR FINANCIER

NIGER

Une importante entreprise d'import-export dont le siège est à Niamey, recherche un Directeur Financier de haut niveau qui sera chargé de la gestion financière et comptable et du contrôle de gestion de la Société-mère et de ses deux filiales.

Formation HEC, ESSEC, ESC et connaissances niveau DECS.

Age minimum : 35 ans. Logement meublé. Congés 2 mois. Avantages habituels expatriés.

Adresser CV détaillé sous réf. 09704M à Paul Louis QUINOU Conseil en Recrutement de Cadres 39 Champs Elysées 75008 PARIS.

BUREAU D'ETUDES FRANÇAIS

recherche

UN ECONOMISTE EN DEVELOPPEMENT NIVEAU SENIOR

Lieu de résidence : BRUXELLES + voyages à l'étranger fréquents. Durée : 1 à 3 ans.

Qualification :

- Grande expérience des problèmes de développement ;
- Expérience dans l'identification de projets notamment dans le domaine agricole ;
- Français, anglais courant indispensable, espagnol souhaité ;
- Capacité d'auto-organisation et grande motivation.

Envoyer avec C.V., photo, prétentions à ASRES, Mme LAMBERT, 152, bd Pereire, 75017 PARIS.

Pour Centre Formation Afrique Noire, Bureau d'Etudes Français, recherche

INGÉNIEUR ROUTIER

avec expérience D.M. et pédagogique et pédagogique.

Ecrire sous référence 13517, à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

Recherches p. COTE D'IVOIRE

INGÉNIEUR AGRONOME

— Votant d'économie, 3 à 7 ans d'expérience, 34 ans environ. Tél. : Mme GERARD 25-15-49 ou 29-20-20, ou envoyer C.V. 14, rue Lincoln, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ BELGE

agence immobilière

INGÉNIEURS EXPERIMENTES

(minimum 4 à 5 ans) dans les domaines de la construction, fondation, béton armé, charpente métallique, équipement de bâtiments, informatique, pour l'Afrique du Nord.

Préférences et C.V. sous n° 48892, REGIE DES B&E, 55 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour

GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE et COMPTABLE

d'une société en AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

O.E.C.S. ou équivalent avec expérience. Anglais indispensable.

Avantages habituels d'expatriation.

Adr. C.V. et photo, pr. SL24, CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Upjohn

DIRECTEUR EUROPEEN DES RELATIONS PUBLIQUES POUR LES ACTIVITES AGRICOLES

Sa mission sera d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de relations publiques pour les activités agricoles de The Upjohn Company en Europe.

Ses activités d'expansion dans les domaines suivants : les produits vétérinaires, les semences de grandes cultures et potagers, la production de pommes pour l'exportation.

Le candidat devra :

- avoir une grande capacité d'organisation et être capable d'un esprit d'initiative pour coordonner des programmes de relations publiques couvrant d'importants conseils dans différents pays européens ;
- avoir une parfaite maîtrise de l'anglais parlé et écrit, ainsi qu'une bonne connaissance de français ou d'une autre langue européenne ;
- être titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent ;
- avoir au minimum dix années d'expérience professionnelle dont cinq dans le domaine des relations publiques agricoles ;
- accepter de voyager à 40% de son temps ;
- prendre ses fonctions à Bruxelles.

Veuillez adresser votre C.V. (en anglais) en précisant vos rémunérations précédentes à :

Kevin LITTLE
UPJOHN Limited
P.O. Box 11
Fleming way
CRAWLEY
West Sussex
ENGLAND

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	108,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ANJOU - POITOU

Jeune directeur comptable et administratif

Une moyenne entreprise en position dominante et en rapide expansion, dans un marché très porteur, C.A. 30 millions, triplement en 5 ans, crée auprès de son Directeur Général, le poste de Directeur Comptable et Administratif. Encadrent une petite équipe de personnel d'exécution, il assurera la responsabilité de la comptabilité générale, gèrera le trésorerie, mettra en place la comptabilité analytique et établira les tableaux de bord de gestion. Ce poste évolutif convient à un diplômé DECS complet, ayant 5 ans d'expérience réussie dans un cabinet d'expertise comptable ou comme responsable de la comptabilité d'une PME. Une expérience concrète d'utilisation informatique est exigée. Siège de la Société : ville agréable Sud Val-de-Loire, 110 km océan. Belle rémunération.



Adresser lettre man. et C.V. détaillé à M. J. FOURNIAT, réf. 23554/M - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discretion garantie. Tél. 7723132.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo

Importante Entreprise de Transports en Commun de la région Provence-Côte d'Azur recherche d'urgence

Jeunes Ingénieurs grandes écoles

(X, Centrale, Mines, P. et C., Sup. Elec., Télécom., A.M.)

110/120 000 par an

ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience industrielle (Automobiles, P.L., Transports, Mécanique, Electricité) en production, méthodes ou entretien, pour postes de responsabilités au sein de ses services Matériel Roulant, Matériel Fixe et Exploitation.



Adresser lettre man. et C.V. détaillé sous réf. 80 300 M à J. Guyot Sélé Cegos Rhône-Alpes, 78, bd. du 11 Novembre 1918 - 69100 Villeurbanne

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo

électricité et mesures industrielles

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

La Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA), filiale du groupe CEA, recherche pour son Etablissement de La HAGUE situé à proximité de Cherbourg le futur Chef de service entretien électricité et mesures industrielles. Rattaché au Chef du département contrôle/informatique industrielle et en liaison constante avec les différents responsables d'exploitation, sa principale mission sera d'assurer la maintenance, la sécurité et la fiabilité des équipements en place (instrumentation, automatismes, électricité) ainsi que de proposer des améliorations et suivre l'exécution des travaux. De plus il sera amené à participer aux études relatives à l'implantation des nouvelles unités qui émergent, permettront de quadrupler la capacité de production actuelle. Pour ce faire, il dirigera une équipe (55 personnes) appelée à se développer.

Ce poste requiert une formation supérieure (SUPELEC, ARTS ET METIERS, ...) complétée par une solide expérience industrielle d'au moins 8 ans acquise si possible dans l'industrie pétrolière, pétrochimique ou dans des sociétés d'études et de réalisations spécialisées dans le domaine électrique industrielle, automatismes, ... Des qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables. Quelques mois en double avec l'actuel responsable lui permettront de se familiariser avec les techniques spécifiques utilisées dans ce secteur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 28-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



EUREQUIP
DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Voussens.

PARIS

LONDRES

HOUSTON

LAUSANNE

ADJOINT AU DIRECTEUR

200.000 +

L'usine appartient à un groupe de 3000 personnes leader européen dans sa branche. Elle compte 670 personnes, et est située en Corrèze. La société offre à un cadre de plus de 30 ans, l'ingénieur Mécanicien diplômé, des responsabilités et des perspectives intéressantes. Il devra posséder l'expérience du commandement du personnel ouvrier qui pourra avoir été acquise dans l'industrie métallurgique ou transformatrice des métaux. Ne pas adresser de C.V.

22 rue St. Augustin 75002 Paris
vous adressera note d'information
et dossier de candidature sur
demande. Référence 904 M.



SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)

recherche pour son Centre Informatique de PAU

UN INGENIEUR

- diplôme Grande Ecole (Télécom, Supélec)
- ayant une expérience de 3 à 5 ans dans les techniques modernes de transmissions de données et de réseaux (procédure et protocoles de transmission, commutation par paquets, multiplexage).

Mission principale : participer à l'étude et à la mise en place d'une nouvelle architecture de réseau. Matériels concernés : un IBM 3033, minié, 200 terminaux. Aptitude à l'expatriation, Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions no 49697 à S.N.E.A.P. D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas (Tour 12.04) 64000 PAU

Des postes en Province dans le secteur bancaire sont proposés à des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant plusieurs années d'expérience dans un département Organisation et Informatique.

- les postes requièrent de réelles aptitudes à l'encadrement
- le développement du plan informatique permet d'envisager des évolutions de carrière intéressantes pour des candidats de valeur

Envoyer cv. et prétentions sous réf. L103 à C.A.E., 62/66 rue Amelot, 75011 PARIS. Nous vous assurons une rigoureuse discrétion.

L'Etablissement Technique

d'ANGERS

recherche

INGENIEUR

Ecole Centrale de LYON

Spécialité mathématiques appliquées avec maîtrise de sciences chargée au sein d'une petite équipe de l'analyse mathématique et de la mécanique pour la résolution sur ordinateur des problèmes scientifiques et complexes en liaison directe avec le responsable de la conduite des études d'applications scientifiques.

Bonnes connaissances de la programmation FORTRAN souhaitées.

Ecrire avec C.V. à E.T.A.S. 80 rue de la République 49100 ANGERS CEDEX

Industriel Français du médicament, centre d'études biochimiques, S.P. 53 MISEREY 27005 EVREUX Cedex, recherche un TOXICOLOGUE expérimenté en pharmacologie, docteur vétérinaire exclusif, Envoyer C.V. et prétentions.

LYON

JEUNE RESPONSABLE «CREDIT»

Une des premières sociétés françaises spécialisées dans le conseil auprès des pharmaciens (cession d'officine, de pharmacie, conseil financier et juridique) propose au sein de son département financier, le poste de responsable crédits.

Sa mission est double : promouvoir le service qu'il offre auprès des acquéreurs d'officine et le recruter. Il effectuera les analyses financières nécessaires afin d'évaluer la nature et le montant du risque encouru, et monte les dossiers de crédit en liaison avec l'organisme bancaire.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'un sens commercial aiguisé, et ayant acquis une première expérience significative de l'analyse financière au sein d'une banque ou d'une société de crédit.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1848 A, A

egor

8 rue de Bond 75008 Paris

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Importante société d'ingénierie recherche pour

diriger des travaux de préfabrication sur yard de plate-formes métalliques pétrolières

INGENIEUR diplômé grandes écoles

possédant une expérience d'au moins 2 années acquise dans cette spécialité.

Pour ce poste une spécialisation en travaux mar (installation de plate-formes) est fortement souhaitée.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser cv. et photo sous référence 4658 à AXIAL PUBLICITE, 91, Faubourg Saint-Hippolyte 75008 Paris, qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

Importante Société Construction électrique.

Leader sur son marché, recherche pour renforcer ses équipes technico-commerciales

jeunes ingénieurs électriciens

e.e.e., grenoble, etc... même débutants

Chargés du développement de produits industriels auprès d'une clientèle de haut niveau (Administrations, Entreprises publiques et privées, investisseurs).

Anglais indispensable

Résidence dans l'une des grandes villes de province où est implanté le réseau commercial de la Société.

Sérieuses possibilités d'évolution de carrière dans l'un des plus importants groupes français.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 28560 à HAVAS CONTACT - 156, bd Heussmann - 75008 PARIS.

BEGHIN-SAY DIVISION

LOTUS et KAYSERSBERG

(1,5 Milliard de C.A. - 3 300 personnes) en forte expansion, offre à un

JEUNE CADRE juriste et fiscaliste

diplômé d'études supérieures (Droit des entreprises - Ecole Nationale des Impôts par ex.) et ayant exercé des fonctions concrètes en rapport avec l'activité des entreprises industrielles

le poste de chef du service

ETUDES

JURIDIQUES et FISCALES

Il participera aux études de contentieux général et à la préparation des contrats. Il sera plus particulièrement chargé des questions d'ordre fiscal et du suivi des contrats d'assurance.

Pour ce poste évolutif, le candidat fera preuve d'une rigueur de jugement et d'esprit de synthèse et aura de préférence une bonne connaissance de la langue allemande.

Lieu de résidence : COLMAR (Haut-Rhin)

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) sous référence 029 A à BEGHIN-SAY B.P.A. 26/32, rue Beaujon 75008 PARIS

L'ingénieur exportation

à qui nous allons confier le poste

D'ADJOINT AU RESPONSABLE EXPORT

Etablir les liaisons commerciales et techniques entre la Sté et ses clients superviser la réalisation des chantiers.

Pour ce poste basé à NANTES mais exigeant de fréquents déplacements de courte durée au Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afrique Occidentale, nous demandons à un candidat diplômé

- Une expérience souhaitée de quelques années en CONDICTIONNEMENT D'AIR

- D'être âgé de 28 à 32 ans

- D'avoir une parfaite connaissance de l'anglais lu et parlé.

Adresser votre dossier de candidature s/réf. 9108 à VALENS CONSEIL, 59 rue de Richelieu 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche

CHEF DE PROJET

(Gestion de la production)

• Responsable de l'étude, adaptation et mise en place du système COPICS

• Expérience du CICS et BASE DES DONNEES souhaitable.

DEUX PROGRAMMEURS

• Niveau DUT.

• Pratique du COBOL, TELETRAITEMENT et VSAM nécessaire.

Lieu de travail : Saut-Avoid (Moselle).

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : PERCEVAL (réf. M. 19), 18, rue d'Alsace, 75009 PARIS, qui transmettra.

MAISON

PHENIX

Société des MAISONS PHENIX RHONE ALPES

(C.A. 320 M.F., 750 personnes) recherche son

directeur financier et gestion

En liaison étroite avec le Président-Directeur Général, ses responsabilités reposeront au niveau de la Société et de ses filiales la maîtrise de la gestion financière, l'animation du contrôle de gestion, la supervision des services comptables-fiscaux et de l'informatique.

Ce poste de haut niveau exige un responsable : • âgé de 32 ans minimum, • diplômé de formation supérieure financière et comptable (HEC, ESSEC, ESCP, ...), • ayant acquis une très solide expérience professionnelle des divers aspects de la gestion financière et comptable de sociétés performantes d'un secteur d'activité primaire (banque, T.P., construction immobilière) en entreprise ou cabinet conseil.

La rémunération "ouverte" sera adaptée à l'importance de la fonction.

Adresser dossier de candidature détaillé sous réf. 8010-M à notre Conseil qui garantira une discrétion totale.

CEP Lyon 55 avenue de Chaulons 69323 Lyon cedex 01 tél. (7) 64225 53

annex - grenoble

RESPONSABLE ENTREPRISE TRAVAUX NEUFS

LOIRE-ATLANTIQUE

La société, en expansion depuis plusieurs années, est à la recherche d'un responsable de l'entreprise de travaux neufs. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de génie civil ou de génie des constructions, avoir une expérience de plusieurs années dans la direction d'une entreprise de travaux neufs, et être capable de travailler en toute autonomie.

Il devra être capable de travailler en toute autonomie.

Adresser dossier de candidature détaillé sous réf. 8010-M à notre Conseil qui garantira une discrétion totale.

CEP Lyon 55 avenue de Chaulons 69323 Lyon cedex 01 tél. (7) 64225 53

annex - grenoble

MAISON PHENIX

Société des MAISONS PHENIX RHONE ALPES

(C.A. 320 M.F., 750 personnes) recherche son

directeur financier et gestion

En liaison étroite avec le Président-Directeur Général, ses responsabilités reposeront au niveau de la Société et de ses filiales la maîtrise de la gestion financière, l'animation du contrôle de gestion, la supervision des services comptables-fiscaux et de l'informatique.

Ce poste de haut niveau exige un responsable : • âgé de 32 ans minimum, • diplômé de formation supérieure financière et comptable (HEC, ESSEC, ESCP, ...), • ayant acquis une très solide expérience professionnelle des divers aspects de la gestion financière et comptable de sociétés performantes d'un secteur d'activité primaire (banque, T.P., construction immobilière) en entreprise ou cabinet conseil.

La rémunération "ouverte" sera adaptée à l'importance de la fonction.

Adresser dossier de candidature détaillé sous réf. 8010-M à notre Conseil qui garantira une discrétion totale.

CEP Lyon 55 avenue de Chaulons 69323 Lyon cedex 01 tél. (7) 64225 53

annex - grenoble

MAISON PHENIX

Société des MAISONS PHENIX RHONE ALPES

(C.A. 320 M.F., 750 personnes) recherche son

directeur financier et gestion

En liaison étroite avec le Président-Directeur Général, ses responsabilités reposeront au niveau de la Société et de ses filiales la maîtrise de la gestion financière, l'animation du contrôle de gestion, la supervision des services comptables-fiscaux et de l'informatique.

Ce poste de haut niveau exige un responsable : • âgé de 32 ans minimum, • diplômé de formation supérieure financière et comptable (HEC, ESSEC, ESCP, ...), • ayant acquis une très solide expérience professionnelle des divers aspects de la gestion financière et comptable de sociétés performantes d'un secteur d'activité primaire (banque, T.P., construction immobilière) en entreprise ou cabinet conseil.

La rémunération "ouverte" sera adaptée à l'importance de la fonction.

OFFRES D'EMPLOI	La Région	La Région L.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	18,48
AUTOMOBILES	39,00	45,85
AGENDA	39,00	45,85
PROP. COMM. CAPITAUX	108,00	122,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur Technique

Fabricant de biens de consommation de moyenne durée, en forte expansion, situé à 30 mn de STRASBOURG, avec un effectif de 700 personnes, nous recherchons notre **DIRECTEUR TECHNIQUE**.

Notre développement s'effectue dans des produits « Loisirs » auprès de la grande distribution et des revendeurs.

Disposant d'un outil de production moderne et performant, vous porterez vos efforts sur l'organisation de la production avec comme objectif les gains de productivité et le respect des délais. Excellent manager, vous saurez également motiver votre encadrement ainsi que le personnel de l'usine.

Meneur d'hommes et ingénieur de formation (A & M - ICAEM - ENSAIS ou similaire), vous avez une expérience professionnelle d'au moins dix ans de la production, des méthodes et de l'ordonnement de fabrication de produits en moyennes et grandes séries. Des connaissances d'allemand seraient appréciées.

Le niveau de rémunération est lié à l'importance du poste.

Si vous vous sentez concernés, adressez votre C.V. détaillé sous réf. 3069 M à notre conseil qui vous garantira réponse et discrétion.

40, rue du Thiol
67000 STRASBOURG

Black & Decker

N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF recherche pour son siège de la banlieue LYONNAISE

CADRE études commerciales et statistiques

Sous l'autorité du Directeur Marketing, il aura la responsabilité de fournir les éléments objectifs, qualitatifs et quantitatifs de connaissance du Marché permettant l'élaboration de la politique de marketing, le lancement de nouveaux produits et la conduite de réalisation.

Par ailleurs, il contrôlera le niveau des stocks dans les différents canaux de distribution.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de formation commerciale, économique ou statistique (Ecole de Commerce, DES gestion...) possédant une expérience confirmée dans les études statistiques commerciales.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Ecrire avec CV et prétentions à C. NICOLAZZI
BLACK & DECKER
BP 417 - 69219 LYON cedex 01

La nutrition, l'hygiène la diététique

sont les bases de la "QUALITE" de toutes prestations alimentaires et nous recherchons le **RESPONSABLE DU SERVICE QUALITE**

Notre société est spécialisée dans le domaine de la restauration collective : Entreprises - Hôpitaux - Sociétés. Ce spécialiste aura reçu une formation spécifique et possèdera une première expérience. Rattaché à la Direction d'exploitation il interviendra auprès des Directions régionales. Il participera à la définition de la politique qualité, il fera appliquer et en sera le garant. Son rôle de **FORMATEUR** et **CONSEIL** sera essentiel vis-à-vis des exploitants. Il traitera avec les laboratoires d'analyses, pourra intervenir dans certaines négociations commerciales.

Poste basé à Marseille avec de nombreux déplacements en France.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. TS 06 à notre conseil en recrutement :

NORAY Consultants
28, rue de l'Écluse - 75010 Paris
Téléphone : 246.12.28



Un des leaders de la transformation des thermoplastiques à usage industriel recherche pour son Usine de La Verpillière, à 20 Kms à l'Est de Lyon, son

directeur d'usine

Il s'agit d'une unité de production de 160 personnes travaillant en très grandes séries par Injection. Rattaché directement à la Direction des Usines située près de Dijon, le candidat par son autonomie sera entièrement responsable de la production, des résultats, de la rentabilité des investissements et d'une manière générale de la gestion des hommes et des moyens. Le poste convient à un ingénieur de 30 ans minimum, de formation mécanique de type AM, ECAM ou similaire, souhaitant un développement de carrière au sein d'un groupe à vocation internationale.

Ecrire Cabinet GATIER
32 rue Barrême - 69006 LYON
(Référence 210)

GROUPE SEB

GROUPE SEB S.A.
recherche pour son Siège situé à **LYON**
UN AUDITEUR INTERNE

Il dépendra du Directeur Financier de la Holding.

Ses principales fonctions seront les suivantes :

- Audit comptable ;
- Application des procédures Groupe dans les filiales ;
- Suivi de la consolidation des comptes ;
- Relations avec les Commissaires aux Comptes et Auditeurs externes.

- Le candidat retenu sera âgé d'au moins 28 ans, aura une formation supérieure et une bonne connaissance pratique des comptabilités françaises et anglo-saxonnes.
- Il devra être capable de travailler en équipe et faire preuve de mobilité.
- Anglais courant.

Evolution possible à terme dans le cadre du Groupe, soit en France, soit à l'étranger.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée C.V. détaillé, indiquant descriptif des diplômes perçus, adressée (sous référence 7686) à **B.E.O. 75008 PARIS**

Renix

ELECTRONIQUE
(GROUPE RENAULT) fabricant de modules électroniques pour l'automobile nouvellement implanté à TOULOUSE recherche

ingénieur

GRANDES ECOLES ou EQUIVALENT

Pour le poste Méthodes couches épaisses.

- Le candidat aura à charge :
- la conception et le suivi d'une ligne circuits hybrides,
- la mise en œuvre de technologies nouvelles.

Il devra avoir une expérience de 3 ou 4 ans dans l'industrie électronique à un poste de méthodes ou de fabrication.

Adresser C.V. détaillé, photo récente et prétentions s.v.p. M 3.30 à **RENIX ELECTRONIQUE**
Avenue du Mirail BP 3234 - 31036 TOULOUSE

jeunes ingénieurs

AGRO, REC, ESSEC, SUP de CO

Si vous souhaitez participer au projet de monde agricole, « être son conseiller », développer en permanence vos connaissances, « être au niveau d'un directeur avec l'appui d'une logistique régionale », avoir des contacts commerciaux avec des Responsables de Coopératives, de Maisons et des Agriculteurs.

Une très importante **STE FRANÇAISE D'ENGRAIS** cherche à intégrer 5 **INGENIEURS** déjà armés d'une première expérience.

Leur personnalité, leurs qualités humaines et leur sensibilité sont des atouts importants de réussite dans la fonction.

« perspectives de carrière », « adaptation assurée aux techniques de fertilisation, de gestion, de commercialisation et d'animation des équipes », « rémunération intéressante » bon cadre social.

Adresser au Cabinet R.C.P. votre curriculum vitae, C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée sous référence 5222 M.

Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COO - 75009 PARIS (CSNCR)

COMPTABLE

recherché par important Groupe Textile

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE DU DÉPARTEMENT FINISSAGE

Région Mulhouse

Possibilité expérience

Env. curriculum vitae à **RÉGIE-PRESSE**, sous le n° T 018.853 M

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Le département télé-informatique de ROCKWELL COLLINS FRANCE

recherche immédiatement le **CHEF DU SERVICE MAINTENANCE** basé à TOULOUSE

Il animera et coordonnera une équipe de 10 spécialistes répartis sur 4 sites géographiques.

Ses connaissances en **HARDWARE** et en **SOFTWARE** (gros système Temps réel) acquises grâce à une expérience de 5 à 7 ans, après une formation supérieure, lui permettront de satisfaire la clientèle et de participer au développement des ventes de télé-informatique.

Rémunération attractive pour candidat de valeur, maîtrisant l'Anglais et désireux d'assumer des responsabilités.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous réf. DO 3 à R.C.P.

6, Avenue Didier-Daurat
31700 BLANCAET

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS ET MÉTIERS ou EQUIVALENT

ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif par CONTRÔLE et ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS.

- 30 ans minimum.

- Anglais indispensable.

- Diplôme de courte durée France et étranger.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 2196 M à **SWENSTEN**, BP 300 - 78244 Paris Cedex 08 qui tr.

VILMORIN crée dans le cadre de son expansion un poste d'

Ingénieur export

Chargé sur l'Europe de la mise en place et du suivi de l'expérimentation des obtentions de semences potagères, cet ingénieur sera responsable de la promotion des variétés et assurera les relations avec les organismes officiels des pays concernés.

Dependant de la Direction des Ventes Internationales, il devra, par ses contacts, permettre l'ouverture de négociations commerciales.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSH ou Agronome, ayant une bonne maîtrise de la langue allemande.

La connaissance de l'anglais serait vivement appréciée.

Pour cet emploi basé à LA MENTRIE (49), écrire sous référence 1322 à la Société **VILMORIN, LA MENTRIE**, 47250 BEAUFORT-EN-VALLEE.

STEIN INDUSTRIE

FABRICATION DE GROS EQUIPEMENTS THERMIQUES ET NUCLEAIRES

recherche

UN ACHETEUR DE HAUT NIVEAU

matières premières et composants ouvrés pour Centrale nucléaire.

Dans le cadre d'une stricte organisation qualité, en relation avec les services techniques et commerciaux et les Ateliers.

Age minimum 30 ans. Bonne formation technique de base (B.T.S.-P.M.) ou bonne expérience acquise en entreprise métallurgique au sein d'un service achats. Grande capacité de travail.

Sens du service rendu très développé. Disponibilité (services étendus).

Capacité de gérer un grand nombre de dossiers en même temps. - Contacts humains faciles. Nous offrons un travail passionnant dans un service jeune et dynamique. - Moyenne d'âge 32 ans. Niveau V-2.

Le salaire sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. détaillé et prêt à **STEIN INDUSTRIE**, Service des relations du Travail, 1 ter, rue Jules-François - 92000 LES-LEZ-LANNOY.

ORGANISME situé dans le SUD-EST, rech.

JEUNE DOCTEUR D'ETAT

possédant solides connaissances Biochimie, pour prendre en charge recherches dans domaine de la physiologie végétale et capable mettre rapidement en œuvre techniques multiples telles que la chromatographie, la spectrométrie de masse, un système d'informatique de traitement de données, etc.

Adresser C.V. No 31543 CONTEXTE Publicité 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

Importante Société leader dans sa branche recrute pour un de ses départements

région Mulhouse

CHEF COMPTABLE

Expérience de Cabinet souhaitée.

150.000 Francs + Logement possible.

Envoyer C.V. à **REGIE-PRESSE**, N° T 01853 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SON DEPARTEMENT « INDUSTRIE »

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS

7, rue Charles-Modier - 25000 BESANCON, recherche

UN ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE

Ce poste conviendrait à un ingénieur ou assimilé, de préférence mécanicien de formation, ayant quelques années d'expérience, des connaissances en gestion et le goût des contacts.

Lien de travail : **MONTBELLARD**

Rémunération annuelle : 75 000 Francs.

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR L'EQUIPEMENT DU LOIRET (S.E.M.P.L.)

2, rue Bannier, ORLEANS. TEL. 31-35-27

recherche

COLLABORATEUR

pour prendre en charge des opérations d'aménagement (habitat urbain périphérique - lotissements). Formation administrative ou technique. Devoir faire preuve de dynamisme, d'initiative, de qualité de contact. Expériences : très souhaitables.

Ecrire avec photo et curriculum vitae, prétentions à **S.E.M.P.L.**, 1, rue Bannier, 45000 ORLEANS. Discretion et réponse assurées.

22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera sur simple demande de nous d'information et dossier de candidature. Réf. 101/04 M.

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	37,00	37,00
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	la ligne	la ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

enet
CENTRE DE RECHERCHE
recrute un

INGENIEUR

TELECOMMUNICATION et INFORMATIQUE

pratiquant parfaitement l'Anglais et au moins une autre langue étrangère, intéressé par des tâches de documentation scientifique (traduction, recherche, développement logiciel automatique). Poste à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec CV au :
CNET/SDI
40, rue du général Leclerc
92131 - ISSY LES MOULINEAUX

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de **services informatiques** et notre forte croissance nécessite l'engagement sur Paris d'un

CHEF DE PROJETS

ayant terminé ses études supérieures il y a 7-8 ans et acquis entre temps la pratique de la conduite de projets (1ère information ou mécanisation de nouvelles applications), donc âgé d'un peu plus de 30 ans.

L'homme idéal sait déjà dialoguer avec les financiers en général et les banquiers en particulier, prendre la responsabilité totale des opérations, s'adapter à ses interlocuteurs en conservant l'initiative que lui impose son rôle de « locomotive ». Brillant homme de terrain, il est attiré par une situation évolutive en France ou à l'étranger.

Nous avons confié la sélection à IRPA (Recherche de Cadres)
57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS
à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement CV + rémunération + photo sous référence 29 206 M

ASSURANCES

responsable de département

administration comptabilité

Pour assurer son développement, l'Etablissement Paris et Région Parisienne d'un des premiers groupes français d'assurances réorganise et informatise son département Administration Comptabilité (130 personnes actuellement).

Il recherche le cadre qui sera chargé dans un premier temps de l'étude et la mise en place de cette organisation en liaison avec le service informatique. Il prendra ensuite la direction du département.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, ESCP ou équivalent), si possible titulaire du DECS. Il a cinq, six ans d'expérience dans un poste comparable dans le secteur tertiaire (assurances, banques, cabinet d'organisation...). Une bonne maîtrise de l'utilisation des moyens informatiques est bien sûr indispensable.

Des perspectives de carrière très intéressantes peuvent être offertes par le groupe à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence M 1219 AT à

egor 8, rue de Berr, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche pour son service

INFORMATIQUE ET ORGANISATION

siège Paris

JEUNE ORGANISATEUR

MISSION :

- Dans un premier temps : aider les responsables et le personnel à intégrer et à utiliser activement le système de gestion informatique récemment créé.
- Dans un second temps, et compte tenu de sa réussite dans le domaine précédent : prendre des fonctions techniques ou commerciales dans l'organisation ainsi mise en place pour y développer une carrière complète.

FORMATION :

- Ecoles Supérieures de Commerce avec profil marketing et initiation à l'informatique.
- Jeunes Ingénieurs informaticiens souhaitant élargir leur champ d'action.
- Diplômé et sans de la négociation. Habitude de l'animation. Expérience industrielle ou commerciale.
- La formation informatique complémentaire sera assurée par le Groupe.
- Age minimum 30 ans.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 091, à Monsieur Jacques GENEVAY, L.P.A., 11, square Jamin, 75016 PARIS. (Réponse assurée).

UN CONCOURS

pour le recrutement d'

INSPECTEURS INFORMATIQUES

DE LA

SOCIETE GENERALE

aura lieu le lundi 28 Avril 1980

Les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- Etre âgés de 21 à 28 ans. Cette limite est reculée du temps éventuellement passé au service militaire.
- Justifier au minimum d'une maîtrise en informatique ou d'un diplôme d'une grande école ouvrant droit au titre d'ingénieur.
- Pour les candidats masculins être libérés de leurs obligations militaires.

Renseignements et inscriptions :
écrire avec curriculum vitae détaillé à :
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - SERVICE DU RECRUTEMENT
7, rue Caumartin - 75009 Paris - Tél. : 266.55.55
date de la clôture des inscriptions : le 18 Avril 1980

INGENIEUR COMMERCIAL

Ce groupe français est spécialisé dans l'étude et la réalisation d'installations utilisant les techniques les plus modernes de l'informatique, de l'électronique et de l'automatisme.

Il recherche un cadre d'initiation d'environ 1, milliard de Francs.

Au vu du marché national il exerce son activité par l'intermédiaire d'agences régionales autonomes.

Une direction centrale coordonne leur activité et leur apporte l'appui commercial nécessaire.

Cette direction doit renforcer son potentiel commercial.

Le titulaire du poste, rattaché directement au directeur commercial, est responsable des secteurs Pétrochimie, Chimie et Ingénierie. Présent auprès des investisseurs, il identifie leurs besoins de décision pour leur mise en œuvre, les opportunités d'expansion.

Il en analyse le contenu et propose les plans d'action appropriés.

Nous souhaitons recruter un ingénieur diplômé ayant une expérience technique dans les domaines concernés, éventuellement complétée par une pratique commerciale acquise en milieu industriel.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 10211 P, à

egor 8 rue de Berr, 75008 Paris.

Groupement de détaillants
PORCELANES - CRISTAUX - CADERNAUX
50 ans d'existence
recherche

pour franchir une nouvelle étape

un directeur

« véritable patron »

Son action sera essentiellement centrée sur l'animation du réseau (140 détaillants sur l'ensemble de la France). Parallèlement, il recherchera de nouveaux produits sur les marchés français et étrangers.

Ce poste, basé à PARIS, requiert une formation supérieure et une sensibilité à l'ensemble des préoccupations du commerce de détail doublées d'une compétence en gestion. Des connaissances en publicité, marketing, informatique seront appréciées.

La rémunération (fixe + intéressement non limités) laisse entrevoir des perspectives de carrière très attractives.

Les candidatures seront étudiées avec la plus grande discrétion par

josette vanden borre
Recherche et sélection de personnel
Chambray 01340 FOISSAT

Une réflexion critique, un rôle moteur.

Au professionnel du marketing que vous êtes, nous proposons l'enjeu suivant : insuffler un esprit d'innovation dans les structures d'une grande dame de l'assurance. Votre mission sera de mener une réflexion critique et positive au niveau des produits, des réseaux de distribution, des créneaux de clientèle et d'avoir un rôle moteur dans la définition de notre stratégie commerciale.

Une création de poste, c'est souvent passionnant, toujours un peu risqué. Introduire dans une société une notion nouvelle pour la plupart de ses collaborateurs, cela demande de l'enthousiasme, de la patience, une indéniable compétence. Certaines réticences devront être vaincues, mais vous aurez l'appui total de la Direction Générale... et de quelques autres.

Une expérience dans le marketing de services (assurances, bien sûr, mais aussi banque, conseil, etc.) serait précieuse. Le pari est plus audacieux pour celui qui n'a connu que la grande consommation. Mais si vous êtes motivé, nous examinerons ensemble vos chances de réussir dans ce poste. Nous avons confié cette recherche aux consultants du cabinet Sirca. Ecrivez leur sous réf. 805 364 M. Ils vous parleront de nous et nous présenteront votre candidature.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

directeur commercial

fournitures de second-œuvre

Val de Loire

Nous vendons des fournitures pour le second-œuvre du bâtiment dans toute la France et nous arrivons à une taille (100 MF, 100 collaborateurs au service commercial) où nous regardons l'avenir avec détermination. Notre nouveau directeur commercial est, bien sûr, homme à l'initiative, à l'organisation et à la gestion ; mais nous lui demandons aussi de développer notre action (par exemple, par la mise en place de canaux nouveaux) et de préparer, sur le plan commercial, ce que seront nos activités d'avenir. Nous souhaitons à ce poste un directeur d'une quarantaine d'années, qui a fait ses preuves commerciales avec des produits assez techniques destinés au bâtiment.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 3733 LM).

directeur de l'exploitation

Ile de la Réunion

Affaire moyenne de bâtiment bien implantée sur le marché réunionnais (200 p. 24 MF de C.A.), nous recherchons volontiers à un ingénieur (ECP, ESTP, ENSI option bâtiment) de 32 ans minimum, la responsabilité d'organiser et d'adapter notre production de menuiserie bois et de préfabriques en béton aux besoins d'un marché fluctuant ; il développe aussi des produits nouveaux et se montre soucieux de rentabilité et de contrôle des coûts.

Cet ingénieur travaille depuis plus de cinq ans dans une PME construisant de la maison individuelle ou dans une agence d'un groupe important et a certainement une formation complémentaire en gestion (AE, ICG...). Des responsabilités plus importantes seront confiées à un ingénieur de valeur. Bien sûr, un logement, une voiture et un voyage annuel en métropole pour sa famille sont prévus.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3768 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10 RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(380 personnes, C.A. 65 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIQUES

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNÉES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ERIA ECA AUTOMATION
Service du Personnel
315 Bureau de la Colline
92215 SAINT CLOUD Cedex

tecni Techniques et Systèmes Informatiques - Software

Filière de la GSI, premier groupe de sociétés de services et conseils en informatique en Europe, pour faire face à sa rapide expansion, recherche dans le cadre de sa division produits, des

ingénieurs technico-commerciaux

Paris

de formation supérieure, confirmés ou ayant 2 à 3 ans d'expérience sur matériel et systèmes (IBM).

- Connaissances dans le domaine des bases de données DB/DC ou équivalent.
- La connaissance d'ADABAS serait un atout.
- Goût du travail en équipe.
- Anglais souhaité.

réf. 101

de formation supérieure, confirmés ou ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des mini-ordinateurs.

- Connaissances du matériel et logiciel tournant sur du HP 3000, DIGITAL, PDP 11 ou INTERDATA.
- Une expérience comme chef de projet sur ces matériels serait un atout.
- Goût du travail en équipe.
- Anglais souhaité.

réf. 102

TECNI offre à des candidats de valeur un travail motivant, un niveau de salaire intéressant, ainsi que de larges possibilités d'évolution dans TECNI et au sein du groupe.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie, à Caroline BERTRAND - TECNI - Division Produits, 29 rue des Pyramides 75001 PARIS.

	Le fige	Le fige T.R.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	38,00	45,86
AUTOMOBILES	38,00	45,86
AGENDA	38,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

POTAIN

Après avoir acquis une position de leader international dans le lavage de bâtiment, nous nous diversifions dans la maintenance industrielle.

Nous recherchons pour ce Département Maintenance

INGENIEUR COMMERCIAL

Il sera chargé de la promotion des produits de notre catalogue, maintenance générale aux sociétés nationalisées, aux administrations et aux grandes entreprises du secteur public.

Le poste est basé à PARIS.

Le candidat a un niveau Ingénieur Grandes Ecoles et une expérience des contacts commerciaux à haut niveau d'au moins 5 ans. Envoyer C.V. et prétentions à POTAIN - Monsieur DUPIN, Route de Charbonnières 69130 ECULLY.

Pour la Région Parisienne
SOCIÉTÉ D'AÉRONAUTIQUE

CHEF DU BUREAU DE CALCULS

Formation Ingénieur, expérience 5 ans de calculs et études aéronautiques. Anglais indispensable.

120.000 à 160.000 +

Adresser C.V. détaillé sous la référence 284 à CHERP, 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS, qui transmettra.



TRINDEL

Installations électriques, automatismes et Informatique Industriels, recherche pour ses différentes implantations PARIS et PROVINCE

6 ingénieurs électroniciens département "études et réalisations électroniques"

Réf. A 80/9
Pour concevoir et réaliser des systèmes électroniques à base de microprocesseurs pour des applications multiples (automatismes industriels complexes, contrôle de processus, etc.). Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation ESE, ENSI ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience dans des activités similaires. Les candidats doivent avoir une expérience de 2 à 4 ans dans une activité similaire.

2 ingénieurs automaticiens

Réf. A 80/10
Responsable de Projets en automatismes industriels à base de microprocesseurs pour des applications multiples (automatismes industriels complexes, contrôle de processus, etc.). Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation ESE, ENSI ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience dans des activités similaires. Les candidats doivent avoir une expérience de 2 à 4 ans dans une activité similaire.

4 ingénieurs d'affaires électriciens

Réf. A 80/12
Pour assurer la responsabilité de l'étude, de la réalisation et de la mise en service d'installations électriques et automatismes industriels (INDUSTRIE, TELEPHONIE PRIVÉE, TRAVAUX EXTÉRIEURS). Formation ESE, ENSI ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience en entreprise. Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation ESE, ENSI ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience en entreprise. Les candidats doivent avoir une expérience de 2 à 4 ans dans une activité similaire.

cadre administratif et financier

Réf. A 80/13
Pour assurer à l'échelon établissement (1000 personnes) la gestion administrative et financière des marchés et s'occuper des problèmes de relations clients. Une expérience de quelques années dans le secteur des T.P. est souhaitée. Formation ESE, ENSI ou équivalent de Commerce ou équivalent.

Envoyer C.V. avec photo et PRÉTENTIONS sous RÉFÉRENCE du poste à Société TRINDEL, DP/PS, 44, Rue de Lisienne, 75363 PARIS cedex 08

Un des premiers groupes français d'assurances

recherche pour PARIS

UN (E) DOCUMENTALISTE

JURIDIQUE

(création de poste)

Chargé (e) de la mise en place du fond documentaire 100 ouvrages juridiques et spécialisés, fichier de jurisprudence, du dépouillement des périodiques et de l'alimentation des circuits d'information.

Ce poste conviendrait à une personne possédant une double formation : juridique (licence ou maîtrise de droit privé) ; technique de documentation (CAPS ou INZD) et ayant acquis une première expérience (1 ou 2 ans) dans le secteur tertiaire.

Une évolution rapide est possible pour toute personne de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée à n° 50.478, CONTESSE Publicité, 28, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS PARIS (19^e)

recherche pour son SERVICE ETUDES

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour conception et développement d'équipements de télécontrôle industriel. Expériences 3 à 5 ans de logiciel (microprocesseur en temps réel) et/ou de matériel (analogique, digital). Plusieurs postes à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. et prétention à n° 289 PUELI G.R., 27, Faubourg Montmartre, Paris (9^e) (qui transmettra).

Vous êtes

- ingénieur informaticien, (Réf. 10236/M)

Vous avez de 1 à 6 ans d'expérience dans les techniques et sur les matériels : IBM-IMS/DLI, CICS, Ass. Cobol ou PL1 HB66 - DM4, IDS/TDS, Ass. et Cobol

sema informatique

vous propose un poste vous permettant :

- de vous tenir au courant des évolutions techniques,
- de construire une carrière en fonction de vos résultats,
- de changer de cadre de travail tous les 2 ans environ (Paris, Province, Étranger).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection : 52126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

IMPORTANTES SOCIÉTÉS SPÉCIALISÉES EN MATÉRIELS DE HTE TECHNICITÉ

recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(X - Centrale - Mines - Sup Aéro A.-et-M. - ESE) POUR DIRIGER SON

DÉPARTEMENT D'INDUSTRIALISATION

Il aura pour mission de mener à bien, avec la collaboration des différents services d'études (électronique, physique nucléaire, optique et mécanique), l'industrialisation des produits de la Société en recherchant l'optimum de leur prix de revient. Le candidat doit avoir encadré un ensemble laboratoire, bureaux d'études et de méthodes, à un niveau élevé de responsabilité. Il doit connaître les technologies de réalisation les plus récentes et avoir l'expérience de la préparation et de la gestion des sous-traitances importantes. La pratique des méthodes de l'analyse de la valeur serait appréciée.

Ce poste de haut niveau ouvre à un candidat de valeur une carrière intéressante au sein d'une entreprise en expansion et qui bénéficie d'un environnement scientifique, industriel et commercial particulièrement puissant.

Adresser C.V. manuscrit et photo à n° 50.273, Cedex 01 qui transmettra.

Centesse Publicité, 28, av. Opéra, 75004 Paris

Société spécialisée dans

LA GESTION DE PATRIMOINE

pour diriger une production largement diversifiée : CONSEILS FINANCIERS, 35 ans minimum, expérience présentation, intégrité intellectuelle et morale absolue. Expérience de haut niveau exigée dans le domaine de conseil, de la vente, des relations humaines. Formation supérieure souhaitée. Toutes régions de France + D.O.M. Rémunéré uniquement à la commission dans un premier temps. Gain potentiel élevé.

Envoyer lettre + C.V. manuscrit détaillé + photo, à n° T 018.832 M REGIE-PRESSE, 65 bis, r. Réaumur, 75001 Paris qui tr. Discr. ans.

PARKER PEN FRANCE

recherche

UN ASSISTANT pour le directeur du Marketing

Ce poste concerne un HOMME d'environ 30 ans

Les objectifs : - Études et recherches de marchés sur le plan national. - Participation à la mise en forme de la politique, de la stratégie et des moyens de développement.

Sont exigés : - Une formation commerciale supérieure. - 2 à 3 ans d'expérience professionnelle. - Une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre man. C.V. photo, prétentions, à M. le Chef de Personnel - PARKER PEN FRANCE, 36, boulevard Richard-Lenoir - 75011 PARIS.

Directeur Commercial Plastiques et Chimie

Groupe chimique international, déjà bien implanté sur différents marchés français depuis de nombreuses années, renforce sa pénétration dans les domaines plastiques et chimie et crée un poste DIRECTEUR COMMERCIAL.

Rattaché au Directeur Général, il élaborera la stratégie commerciale de la division en fonction des marchés actuels et potentiels, recherchera de nouveaux produits ou créneaux, négociera des contrats de vente, notamment avec le marché de la construction automobile. Il gèrera d'une façon autonome son budget ainsi que ses moyens en hommes et matériel.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école chimie ou similaire, âgé d'au moins 35 ans, ayant déjà une expérience de direction commerciale dans les plastiques et la chimie. Le contact de l'entreprise exige, outre la maîtrise de l'anglais, des qualités d'animateur et une grande diplomatie. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180 000 francs, sera fonction de l'expérience acquise.

Écrire au présent sur l'enveloppe la référence 80101 M à MEDIA P.A., 9 Bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra et garantira discrétion et réponse à toutes les candidatures.

Habilleme Mode

BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un CONSULTANT en recrutement dans le domaine de l'habillement et de la mode.

Nous sommes organisés par marchés. Le développement de notre activité dans l'HABILLEMENT et la MODE nous conduit à rechercher un consultant capable, après formation complémentaire, par le chef de marché d'une grande autonomie (style profession libérale).

Il faut avoir au moins cinq ans d'expérience dans la branche, si possible au service du personnel.

Bien que nous ayons beaucoup d'appels spontanés de la clientèle, le goût pour l'action commerciale est nécessaire.

De grandes possibilités de développement personnel existent pour des collaborateurs stables et efficaces.

Formation : HEC, PSYCHO, SUP de CO...

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 8070 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTec

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles - Option Electronique

Filiale THOMSON - CSF INFORMATIQUE

CIMSA recherche de JEUNES INGENIEURS D'ETUDES sur produits informatiques et applications logistiques à l'EXPORT

Mission :

- Maintenance,
- Documentation,
- Formation des techniciens, principalement étrangers.

ANGLAIS parlé nécessaire.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en indiquant la réf. DIS/JIF au service Emploi Formation de la Compagnie d'Informatique, Militaire, Spéciale et Aéronautique, 10/12, Avenue de l'Europe - S.P. 44 - 78140 VELIZY.

cimsa

UNE GRANDE BANQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE

désire adjoindre à son SERVICE CONTENTIEUX A PARIS

JURISTE CONFIRMÉ

Au sein d'une équipe de 7 personnes, il se verra confier des responsabilités de conception de contrats complexes et pluridisciplinaires relatifs à des investissements en France et à l'étranger.

Le poste, en pleine évolution, implique outre la mise au point des dossiers, des relations avec les Directions de l'Etablissement et avec les entreprises clientes.

L'élargissement de ses responsabilités dans le Service comme dans l'Etablissement, sera fonction de ses compétences.

Le candidat (e) devra :

- être d'une formation supérieure (licence en droit privé minimum),
- justifier d'une expérience de droit des affaires, spécialement en droit international, de 4 à 5 ans au moins, acquise dans un Cabinet de conseil ou dans une grande entreprise française ou étrangère.

Une parfaite maîtrise de l'anglais (courant et juridique) est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 89306 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	39,00	45,98
AGENDA	39,00	45,98
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	39,00
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

telesystemes

Importante Société de Téléinformatique a réussi en 1979 la mise en place et le lancement du principal Centre Serveur Français.

Plus de 15 bases de données importantes sont d'ores et déjà accessibles, qui sont interrogées par plusieurs centaines de clients en France et à l'étranger.

Pour faire face au développement rapide de ce service QUESTEL Télésystemes recherche

INGENIEURS (réf. IN)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS (réf. AP)

Les postes proposés offrent la possibilité de participer à :

- la mise en place de bases de données importantes,
- au développement de logiciels avancés en matière d'informatique documentaire, de gestion de fichiers volumineux et de protocoles de communication avec les utilisateurs.

Il est demandé :

- une formation informatique de base,
- un début d'expérience professionnelle (1 à 5 ans),
- la connaissance des applications d'informatique documentaire et/ou la pratique de logiciels de gestion de bases de données serait très appréciée.

Les postes proposés sont à pourvoir à PARIS ou à VALBONNE 06.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence du poste à : **TELESYSTEMES - M. BERARD**
40, rue du Cherche Midi 75006 PARIS

TSATC

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS

41, rue Cantagrel - 75013 PARIS

recherche

POUR PARIS :

ELEVE GRANDE ECOLE

ou universitaire PHYSICIEN, niveau doctorat d'état, spécialisé PHYSIQUE DU SOLIDE ou DOCTEUR-INGENIEUR ayant quelques années d'expérience pour travail expérimental dans un laboratoire de recherche appliquée industrielle.

POUR LANNION (22) :

INGENIEUR ESE-ENST

ou équivalent, débutant ou ayant quelques années d'expérience pour étude et mise au point d'équipements de MULTIPLEXAGE et de transmission numérique à grande vitesse.

Envoyer CV et références, en indiquant le poste choisi à l'adresse ci-dessus

Négociateur avec des industriels

Parlez-vous anglais ? Et même allemand ?... Parfait. Car être bi ou trilingue, chez nous, c'est une nécessité, non une mode. Nos bureaux, situés à deux pas de l'Etoile, sont un point de rencontre international. Nous faisons fonction d'agents. Pour le plus grand bien de nos clients et commettants.

Nos commettants ? Ils sont finlandais, allemands, américains... et fabriquent d'excellents produits destinés plus particulièrement aux industries papétières, chimiques, textiles. Nous sommes, pour certains depuis plus de 40 ans ! leur mandataire exclusif sur l'hexagone.

Le cadre que nous recherchons sera plus spécialement en charge des produits fabriqués par nos amis allemands. Il devra, au sein de l'équipe commerciale, suivre la clientèle existante. Rechercher de nouveaux contacts. Régler les litiges. Organiser des contacts. Téléphoner. Télécopier. Se déplacer, en province, à l'étranger, mais dans des conditions et à un rythme compatibles avec une bonne qualité de vie. C'est un commercial de haut niveau, ouvert à la technique, ayant de préférence une expérience de la vente de matières premières à une clientèle industrielle.

So write without delay to Sirca consultants, who will study carefully your application. Reference 805359 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

La direction technique d'une importante entreprise spécialisée dans la CONCEPTION d'équipements de soudage automatique (technologie de pointe aux applications multiples) recherche

ingénieur d'affaires

dés au minimum de 30 ans, de formation Grande Ecole (électromécanique) et possédant une première expérience de la négociation et de la vente d'installations industrielles ou de machines-outils. Il sera chargé de la prospection, de la négociation et du suivi des affaires qu'il aura préalablement étudiées en liaison avec les spécialistes concepteurs de la Société.

Son activité devra s'exercer auprès d'une clientèle étendue aussi bien en France qu'à l'étranger (50 % du temps de travail en déplacements), L'ANGLAIS est indispensable et l'ALLEMAND souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 708 M sur l'enveloppe à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet de Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

CHEFS DE ZONE

Importante Société Alimentaire de Produits de Grande Consommation

recherche

CHEFS DE ZONE

- 30 ans minimum.
- Formation commerciale supérieure.
- Expérience réussie de la vente et de l'animation des hommes.
- Connaissance parfaite de la distribution.
- Disponibles géographiquement.
- Régions parisiennes, Est et Sud-Ouest.

Envoyer DOSSIER DE CANDIDATURE (lettre manuscrite, C.V. et photo récente) à : 90 204 CONVERSE Publiété 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 04.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE

Vous êtes

cadre commercial

Homme, ou femme, connaissant le domaine de la documentation

Nous vous offrons une activité commerciale riche en contacts dans des secteurs variés, pour participer à l'expansion de notre

SERVICE SPIDEL

actuellement premier serveur européen de bases de données consultables en temps réel.

Spectre social comprenant de nombreux avantages.

Envoyer votre dossier de candidature à :

SPI - Service des Affaires Sociales
95, boulevard Victor-Hugo - 92115 CLICHY.
Parking privé - Métro - Autobus 66 et 74.

téléinformatique

La Compagnie Internationale pour l'Informatique CII-Honeywell Bull recherche, dans le cadre de l'extension de son activité Projets Spéciaux, des

ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles, débutants ou ayant quelques années d'expérience pour leur confier la réalisation de logiciel dans le domaine des APPLICATIONS TELEINFORMATIQUES de l'Informatique Distribuée.

Lieu de travail banlieue Ouest (Louvenceaux).

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. JH 544 à : **CII Honeywell Bull**
Bureau 1 A 21
B.P. 3
78430 LOUVENCEAUX.

Si vous avez une bonne expérience dans

L'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

Domaine électrochimie, chimie et biochimie médicale

nous offrons dans le cadre de notre expansion les postes de :

CHEF S.A.V. ELECTRONIQUE

auquel seront confiées la gestion et le suivi des affaires du S.A.V. de 10 personnes.

INGENIEUR INSTRUMENTALISTE

pour le contrôle technique des dossiers après-vente avec charge de la promotion du service et de la qualité (les relations avec les fournisseurs et la rédaction de notices en Français supposent de solides notions d'Allemand et/ou d'Anglais).

Adresser C.V., photo et prétentions à : **ROUCAIRE**
BP 65 - 78140 VELIZY

langages d'interrogation

Dans le cadre de son activité sur les nouveaux systèmes DPS 7, CII-Honeywell Bull recherche des

ingénieurs

débutants ou expérimentés pour participer au développement de langages d'interrogation de FICHIERS et de BASES DE DONNEES.

L'objectif de ces langages est d'être utilisables à terme par des non spécialistes.

Lieu de travail : Paris 20^e, puis Les Clayes-sous-Bois (78).

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. M 5 à : **CII Honeywell Bull**
Bureau 11 054 D-65
B.P. 33
75960 PARIS CEDEX 20.

Le département Education de CONTROL DATA France recherche

PROFESSIONNELS DE L'INFORMATIQUE HF

Vous êtes un jeune professionnel de l'informatique et vous avez une formation scientifique supérieure (maîtrise, DEA ou équivalent), une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion, une bonne pratique de COBOL et/ou ASSEMBLEUR sous DOS, une forte motivation pour la formation. Vous voulez intégrer ce type d'expérience à votre développement de carrière.

CONTROL DATA, leader mondial des services informatiques, vous offre la possibilité d'exercer une

fonction de formateur dans son département Education

Vous assurerez des cours de formation professionnelle, animerez des séminaires et développerez de nouveaux cours.

A l'issue d'une période de 18 mois, vous rejoindrez nos équipes d'Ingénieurs Analystes Applications ou Systèmes.

Adresser C.V. à **CONTROL DATA**, Service Recrutement, 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT

recherche

JEUNE INGENIEUR ETUDES DE PRIX

Formation ingénieur, plus 2 à 3 ans d'expérience études de prix ou chantiers.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest de Paris

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 88786 M à : **BLEU Publicité** - 41, Av. du Château 94300 VINCENNES

ADP

The computing company. **120.000 f+**

Nous sommes la première Société de Services et de Conseils en Informatique dans le monde. Dans le cadre de notre implantation sur le marché français nous recherchons :

INGENIEURS COMMERCIAUX

chargés de la vente de nos produits. Ils devront avoir une expérience prouvée dans la vente de services, acquise de préférence auprès d'une SSCI, depuis plusieurs années et de bonnes connaissances en gestion. L'anglais est souhaité. Très forte rémunération pour candidat de valeur. Formation permanente donnée au sein du Groupe. Envoyer CV à ADP - Tour Mercuriales 40 rue Jean Jaurès 93176 Bagnolet cedex

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE

recherche

UN CHEF ETUDES ET DEVELOPPEMENT ACHATS

Ce poste conviendrait à un candidat à fort potentiel, titulaire d'un diplôme d'INGENIEUR DE FABRICATION complété par une FORMATION A LA GESTION (IAE...) et ayant une aptitude à la NEGOCIATION à HAUT NIVEAU.

Expérience : 5 ans environ en fabrication + ouverture internationale.

Anglais courant exigé, allemand souhaité.

Adresser C.V., détaillé et photo à **IHF**, Service Ressources Humaines Siège, 170, boulevard de la Villette - 75018 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m est.	T.C.
ANNONCES ENCADRÉES		
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SC2i

dans le cadre
de son développement
SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche des

INGÉNIEURS TÉLÉCOM RÉSEAUX PHYSIQUES

Une expérience antérieure dans le domaine sera appréciée

Envoyer C.V., prétentions et photo à : **SG2i**
25, rue de la Gare - BP 50
92302 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
sous référence ROITELECOMM

directeur des études REGION PARIS-SUD - 180.000 F+

Les CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES sont nos clients (en petits ensembles mécaniques). Notre Société compte plusieurs milliers de personnes réparties en plusieurs unités. La Direction Technique recherche un Adjoint qui puisse, après formation à nos produits et technologies, prendre en mains, piloter ou orienter les études et le développement de plusieurs lignes de produits. Ce poste peut convenir à un jeune INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN pour qui les études de produits sont un métier, voire une passion et pas seulement un passage. Il a déjà 10-15 ans de réussites, c'est un homme créatif et toujours à l'affût des innovations, il sait où saur découvrir et devenir (les attentes des constructeurs) : ainsi en pensant les produits de l'avenir, il prépare son propre avenir vers de plus amples responsabilités.

Classement totale assurée par le CONSULTANT à qui O.P. transmettra votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence 6239

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARINCO 75001 PARIS

analystes programmeurs ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en œuvre des
SYSTEMES INFORMATIQUES
d'un très important GROUPE D'ASSURANCES
recherche

des analystes (référence 7262 A)
des programmeurs (référence 7262 P)
et des ingénieurs systèmes (référence 7262 IS)

pour le développement d'importants projets informatiques
utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
— DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
— UN 3033 - 8.000 K,
— UN 370/168 AP - 8.000 K,
— 1000 terminaux de télétraitement.

GIE

Envoyer C.V., en précisant la
référence du poste choisi, au
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11,
92081 PARIS La Défense.

CENTI

est une des sociétés de LOGICIEL les plus anciennes et les mieux établies dans la profession.

CENTI réunit une importante équipe d'INFORMATIENS dont les compétences sont appréciées par une clientèle de premier ordre parmi laquelle se trouvent tous les grands constructeurs.

Si vous avez le désir de faire carrière dans une société indépendante, si vos qualifications, votre expérience et votre dynamisme sont insuffisamment employés, nous sommes disposés à examiner avec intérêt votre candidature.

Nos clients sont exigeants parce qu'ils sont les meilleurs dans leur domaine d'activité. C'est pour cela qu'ils ont choisi CENTI.

A différents niveaux de qualification, nous avons en permanence des postes à pourvoir pour des candidats réunissant de réelles qualités humaines et professionnelles.

- CHEFS DE PROJETS
- INGÉNIEURS CONCEPTEURS
- INGÉNIEURS SYSTÈMES
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- JEUNES INGÉNIEURS
- PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

particulièrement dans les domaines des bases de données, du télétraitement et des mini-ordinateurs de gestion et de process (Applications ou Logiciels constructeurs).

Adressez-nous votre C.V. avec prétentions et photo, à
CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 222-25-31
et conservez notre adresse, elle peut vous être utile.

Cerci SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE
EN INFORMATIQUE
ET AUTOMATIQUE
dans des ensembles livrés "clef en main" employant
550 personnes, à Paris et dans ses centres régionaux
FILIALE DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

recherche

1 - Jeunes Ingénieurs

- Débutants ou quelques années d'expérience.
- Formation Grande Ecole, écoles supérieures.
- Orientée vers l'informatique pour des applications informatiques industrielles.
- Pour certains de ces postes la pratique de la langue anglaise et/ou espagnole est souhaitée.

2 - Ingénieurs Analystes

- Confirmés expérience sur DEC, PDP II sous RSX II-M.
- Pour postes à Paris nécessitant déplacements à l'étranger.

Adressez candidature manuscrite avec C.V. détaillé sous référence 180 à la Direction du Personnel CERCi 56, rue Roger-Salengro 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS (proximité R.E.R.)

METTRE EN ŒUVRE L'INFORMATIQUE
DANS L'ENTREPRISE

Burroughs

2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL EN
INFORMATIQUE

recherche des

jeunes diplômés (ées) de l'enseignement supérieur

pour des postes au sein de nos services
ADMINISTRATIF et FINANCIER.

Formation exigée : ESC Paris ou Province, maîtrise de gestion ou équivalent.

Les candidats seront débutants ou auront quelques années d'expérience.

De bonnes connaissances en anglais sont exigées.

L'expansion de la société offre à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 80 AS à M. PÉRTAT - S.A. BURROUGHS 230/242, avenue Laurent Celcy 92390 GENNEVILLIERS.

SFENA

recherche

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

pour Études de Systèmes de
Piloteage Automatique d'avions civils
utilisant les techniques numériques.

Formation : BTS, DUT Automatique ou Electronique.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Si possible anglais techniques.

Lieu de travail : AEROROME DE VILLACOUBLAY

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Service du Personnel S.F.E.N.A. - B.P. 59 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY S/s Réf. T 520

LESIEUR

recherche

UN AUDITEUR

POSTE : destiné à renforcer l'équipe actuelle, le candidat retenu aura en charge d'assurer des missions ponctuelles d'audit dans la Société et les filiales du Groupe.

PROFIL : diplômé des grandes écoles de commerce, il aura une expérience de 3 ans au moins en entreprise ou dans un cabinet d'audit.

Des connaissances en informatique et en anglais sont indispensables, espagnol souhaité.

Large perspectives d'évolution en fonction de la réussite dans le poste.

Déplacements fréquents en Province et à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à LESIEUR DESF, 122, Av. du Général Leclerc 92100 BOULOGNE.

Un puissant groupe industriel anglo-saxon
recherche pour sa filiale française (C.A. 100 millions de francs), un

Directeur Financier 180-200000F

Rattaché au PDG et en liaison fonctionnelle avec le siège international, il élaborera et mettra en œuvre la politique financière de l'entreprise :
- comptabilité générale et analytique avec le concours de l'informatique,
- établissement des budgets et des comptes prévisionnels,
- analyses financières et contrôle de gestion,
- surveillance de la trésorerie,
- relation avec les banques.

Le candidat retenu, de formation supérieure tant comptable que financière, sera âgé d'au moins 32 ans, maîtrisera totalement les techniques et pratiques comptables françaises et anglo-saxonnes. Il saura animer son département composé d'une vingtaine de personnes.

Une parfaite connaissance de l'anglais est impérative.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 142 LM à notre conseil qui vous garantira réponse et discrétion.



**Raymond Poulain
Consultants** 57, avenue de Suffren
75007 PARIS

Responsable
Technico-Commercial
France et Export

BRANCHE AUTOMOBILE

Notre Société, filiale d'un des premiers groupes métallurgiques français développe une gamme de produits d'un intérêt certain pour la construction automobile.

Notre direction commerciale souhaite s'adjoindre un spécialiste de cette branche, capable de dialoguer avec les bureaux d'études, les services de méthodes et d'achat, des carrossiers et sous-traitants de l'automobile dans le but de promouvoir nos produits.

Par sa formation supérieure technique (avec expérience commerciale) ou commerciale pure, sa connaissance du milieu automobile, son sens du travail en équipe et son rayonnement personnel, ce collaborateur devra être un interlocuteur de qualité auprès de notre clientèle.

La pratique courante d'une langue étrangère, Anglais et/ou Allemand est indispensable car nous avons l'Europe comme champ d'activité.

L'importance de notre groupe facilite les évolutions de carrière. Nous sommes installés à 50 kms au Nord de Paris.

Nous fournissons le logement ou une indemnité correspondante.

Maryse PERCHÉ vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 002154 M (à mentionner sur l'enveloppe)

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cédex 06
— MEMBRE DE SYNTHEC —

informatique

Vous êtes **analystes programmeurs**

Vous êtes **programmeurs**

Vous aimez L'INFORMATIQUE DE GESTION

Vous souhaitez participer au développement d'applications diversifiées au sein de petites équipes compétentes et dynamiques.

Vous avez le goût des contacts utilisateurs et de l'efficacité.

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull vous propose de nombreux postes intéressants d'ANALYSTES-PROGRAMMEURS et de PROGRAMMEURS à la mesure de vos attentes.

DUT INFORMATIQUE ou équivalent en Diplôme ou expérience.

Connaissance du COBOL indispensable.

Large possibilités de formation (actualisation permanente de vos connaissances).

Lieu de travail : Gambetta.

Avantages sociaux.

Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Cii Honeywell Bull

Direction du Personnel Siège

PC 1 GO 17 C

94, avenue Gambetta

75960 PARIS CEDEX 20.

Cii Honeywell Bull

Ingénieurs d'Etudes Grandes Ecoles

Filiale THOMSON - CSF INFORMATIQUE

CIMS A recherche

des INGENIEURS D'ETUDES débutants ou confirmés pour développer
- des procédures de diagnostic de pannes de SYSTEMES INFORMATIQUES,
- des matériels et systèmes à grande sûreté de fonctionnement.

Cette activité permettra d'acquies une expérience sur la structure, le fonctionnement du matériel et du logiciel.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en indiquant la réf. IEP/M au Service Emploi Formation de la Compagnie d'Informatique, Militaire, Spatiale et Aéronautique 10/12, Avenue de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.

cimsa

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	129,46

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	58,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
d'une Société d'Electronique Industrielle
(Banlieue Sud-Ouest)
recrute

INGENIEURS DEBUTANTS (ENSI)
ET
ANALYSTES-PROGRAMMEURS (IUT)

Pour :

**CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT
LOGICIEL TEMPS REEL
SUR MICRO-PROCESSEURS**

8085, Z 80, 6800.

Réalisation de terminaux connectables aux réseaux téléinformatiques dans des domaines très variés : téléphonie, saisie d'information, signalisation, CAO.

La connaissance des micro-processeurs acquise lors de stages ou de projets d'école sera très appréciée.

Formation assurée : utilisation des micro-processeurs, méthodologie de développement logiciel.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions sous N° 49.882

Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

STE FRANCAISE D'INGENIERIE PETROLIERE
recherche
POUR SON SIEGE REGION PARISIENNE

INGENIEUR
CHEF DE PROJET

INGENIEUR
COORDONNATEUR
ou **RESPONSABLE** des
SERVICES D'ETUDES

INGENIEUR
SPECIALISTE
en MATERIELS
TOYAUTERIE
et CHAUDRONNERIE

INGENIEUR
PROJETEUR
en INSTALLATIONS
PETROLIERES

Expériences plusieurs années dans industrie
pétrolière ou industries connexes.

Connaissance de l'anglais souhaitable.

Env. avec C.V., photo et prétentions à n° 33.623

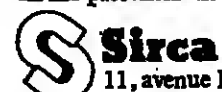
L.P.P., 12, r. de l'Ally, 75008 Paris, qui transmettra.

Réflexions d'un encore jeune homme de marketing

Encore jeune, je le suis. Pourvu d'un bon diplôme HEC, X, Sc. Po. ... Une intelligence rapide, acérée même et qui approfondit aussi. Un jugement tempéré de tolérance. Une personnalité authentique, capable d'enthousiasme. Le goût des contacts humains. Et bien d'autres qualités encore.

J'ai une première expérience de l'entreprise. Je sais maintenant m'y mouvoir avec le sens politique nécessaire. Mais les postes dans lesquels j'ai été cantonné jusqu'ici, chargé d'études, chef de produit, ne m'ont pas encore permis de peser globalement sur elle. J'ai envie d'embrayer la vitesse supérieure. De me trouver très proche d'un vrai patron, auprès duquel j'apprendrai peu à peu à être opérationnel, à tous les stades : les études, encore bien sûr, mais aussi la gestion, le personnel, le commercial, les relations extérieures... Basé à Paris mais me déplaçant autant que nécessaire.

C'est pourquoi j'écris aujourd'hui, sous référence 801363 M. aux conseils en recrutement du cabinet SIRCA. Ils cherchent pour un de leurs clients (X - Chicago Business School) un jeune adjoint. Dans un secteur d'activités unique et passionnant, proche de la distribution. Ils me présenteront à lui.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DES INSEE

**POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET TÉLÉDIFFUSION**
DIRECTION DU PERSONNEL
Sélection sur concours les 5 et 6 mai 1980

Cadres services techniques

- Encadrement d'une équipe de techniciens
- Collaboration aux études sur les services techniques
- Gestion et organisation technique
- Âgés de moins de 30 ans
- Formation : Diplôme national de 2^e cycle d'études supérieures DUT génie civil, génie électrique, informatique, mesures physiques (option technique et mesures physiques)
- Postes à pourvoir à Paris et en région parisienne

RENSEIGNEMENTS

(téléphonez gratuitement)
PARIS 543 43 43 LILLE (20) 51 48 20
200 34 34 LYON (78) 62 84 84
858 96 96 MARSEILLE (91) 00 13 10

INSCRIPTIONS

avant le 3 avril 1980

**IMPORTANTE
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE**
recherche pour banque Sud

cadre juriste

Titulaire d'une maîtrise de Droit privé. Une expérience de quelques années des problèmes juridiques touchant à l'immobilier serait appréciée.

Evolution de carrière dans un groupe important, pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 6177 à :

QIP Organisation et publicité
2 RUE WENDIG 75008 PARIS (TOUT TRANSMETTRA)

Société multinationale de grand renom
recherche pour ses services financiers
liés à ses activités de fabrication

1 chef de service

**PRIX, ESTIMATION DE COUTS
ET FUTURS DEVELOPPEMENTS.**

Formation
HEC, ESSEC, Ecoles Commerciales.

Quelques connaissances de technique automobile seraient une aide précieuse.

Le candidat devra posséder une parfaite connaissance de la langue anglaise (écrite et parlée), une autorité naturelle et un désir de progresser.

Une expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire est demandée, de préférence dans une société multinationale.

Le salaire sera en harmonie avec le niveau général du candidat.

Faire offre avec CV détaillé, prétentions et photo à N° 48337 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ARTICLES DE LUXE

Nous cherchons pour un grand groupe suisse d'articles de luxe, de renommée mondiale, en plein essor économique

AGENT COMMERCIAL pour la France

(siège de l'agence : Paris)

- Ayant une excellente expérience commerciale en promotion des ventes, relations publiques et études de marché
- Ayant l'habitude des contacts avec la clientèle
- Capable de constituer et de diriger avec dynamisme une équipe de délégués commerciaux
- La préférence sera donnée à une personnalité ayant un réel talent commercial

Veuillez adresser vos offres sous réf. N° 2010

Sélécadres S.A. met à votre service son renom, son expérience et vous assure une discrétion absolue.



Sélécadres S.A.
38, av. de Bâthusy
1005 Lausanne
021/20 47 02

Scauffacherstr. 28
8004 Zurich
01/241 90 22

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PÉTROLE
recherche pour son siège social
QUARTIER ÉTOILE

CONTROLEUR TECHNIQUE

POSITION CADRE
Le candidat devra pratiquer des contrôles de fabrication chez des constructeurs et réparateurs de matériels de distribution pour gaz de pétrole liquéfié (bouteilles, réservoirs, véhicules citernes, robinetteries).

FORMATION : DUT ou niveau Institut de soudure.

Poste itinérant.

Envoyer C.V., manuscrit, photo, références, prétentions à n° 50087 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

la Fnac

une informatique en temps réel

Précurseurs voici 5 ans, nous continuons à développer, à travers un réseau de terminaux installés en magasins, l'informatique en temps réel ; c'était et cela demeure pour nous le moyen de servir au mieux, sur nos surfaces de vente, notre politique commerciale.

En 1980, l'évolution tout entière de nos systèmes centraux, liée à l'ouverture du Forum, nous conduit à remplacer une partie importante de notre équipement et à réfléchir sur de nouveaux projets informatiques.

Afin de répondre à notre développement, nous recherchons plusieurs

Analystes programmeurs

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme de l'Enseignement supérieur et avoir :

- une connaissance de l'informatique de gestion sur gros matériel (IBM 370/OS) ;
- une parfaite maîtrise du Cobol ;
- une expérience réussie de 2 à 3 ans dans la fonction.

Ces postes sont à pourvoir dans le centre de Paris.

Adr. votre lettre de candidature, accompagnée d'un C.V. détaillant votre expér. à la FNAC, Service Recrutement et Formation, 136, rue de Rennes - 75006 Paris.

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE**
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- Calculatrices, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à n° 27835 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SEDOC SOCIÉTÉ EUROPÉENNE
DE DOCUMENTATION
INDUSTRIELLE
(Groupe THOMSON)
recherche pour
PARIS et PROVINCE

DES INGENIEURS

électronique, électromécanique
informatique, mécanique

pour postes

DE REDACTEURS TECHNIQUES

Rédaction de notices techniques sur des équipements divers à partir d'informations recueillies chez le constructeur. Anglais indispensable.

Ces postes nécessitent une certaine mobilité conviendrait à des INGENIEURS DEBUTANTS ou DES REDACTEURS CONFIRMES.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à J.P. OUNETRIC SEDOC - Z.I. NORD - B.P. No 6 - 78530 BUC.

Filiale d'un important groupe international,
recherche

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

COMPOSANTS PASSIFS PARIS

Il prend en charge le laboratoire, assure la gestion technique et financière des études, dirige et oriente les travaux des ingénieurs d'études jusqu'au stade industriel.

C'est un ingénieur ESPCI ou équivalent de 32 ans minimum ayant de très bonnes connaissances en physique du solide et si possible en électro-acoustique.

Il a déjà une expérience comme responsable de mise au point et d'applications en laboratoire.

Les contacts internationaux rendent la maîtrise de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé en indiquant rémunérations actuelles et souhaitées, sous réf. 78.686 M à Denis JOUSSET.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

**SOCIÉTÉ DES COSMÉTIQUES
INTERNATIONALES**
recherche

Chef de produit

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat aura acquis 2/3 ans d'expérience dans le développement des produits cosmétiques.

Anglais indispensable.

Importantes possibilités d'évolution de carrière.

Envoyer C.V. et prétentions (réf. IX/80) à n° 49784 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CENTRE INFORMATIQUE 15 ARROT
ÉQUIPÉ D'UN 66 DPS 3
BATCH - TÉLÉTRAITEMENT
recherche

PROGRAMMEURS COBOL

1 an de pratique minimum

- Avantages sociaux.
- Restauration entreprise.
- Horaires flexibles.

Envoyer C.V. sous réf. 88075 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Label 94300 Vincennes - qui transmettra

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	38,00	45,88
AUTOMOBILES	38,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

Assistante d'un service du personnel
parfaitement bilingue

L'Entreprise : Filiale d'une Société américaine domiciliée à la Défense, en pleine expansion.
La Candidate : Une jeune femme ouverte, polyvalente, possédant une bonne maîtrise de l'anglais, fonctionnant à l'écrit, ayant fait des études supérieures (bachelier ou non), ou une école de secrétariat avec formation complémentaire et une expérience de quelques années dans un service du personnel au niveau de la gestion administrative, aurait toutes les chances de réussir dans la fonction.
Si le poste vous intéresse, adressez sous réf. 1011, lettre manuscrite, C.V. et photo à PUBLIFOP, 70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne, qui transmettra.

L.T.M. Consultants recherche pour une Société d'AFFRETEMENT MARITIME un
DIRECTEUR AFFRETEMENT MARITIME
(PARIS)

Responsable devant le P.D.G. de la réalisation des affrètements, de la négociation des contrats, de l'exécution des programmes de chargement, du développement des activités nouvelles. Des possibilités d'évolution et une rémunération intéressante seront offertes aux candidats francophones justifiant leurs aptitudes par une solide expérience de l'affrètement maritime acquise en tant que Courtier, la parfaite connaissance des marchés, une formation niveau études Supérieures. Anglais courant.

Vos candidatures seront traitées confidentiellement sous référence 823 M.E. par :
L.T.M. CONSULTANTS
52, quai National, 92006 PUTEAUX (France).

Importante Entreprise de T.P. aux activités diversifiées (Génie Civil - Bâtiment - Travaux Electriques) décentralisée dans des établissements indépendants, recherche
ingénieurs travaux

28 ans minimum, de formation Grandes Ecoles (Centrale - Ponts - A. et M. - T.P.) et possédant quelques années d'expérience de conduite de chantiers pour leur confier des responsabilités de gestionnaires d'ouvrages, intégrés dans des Centres de Profit.
A terme, ils se verront proposer des postes, à la mesure de leurs ambitions.
Postes à pourvoir en Province et en Région Parisienne.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 715M sur l'enveloppe ou :
Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Une Impte Sté d'Ingénieurs - Conseils
recherche
INGÉNIEURS DIPLOMÉS
(A.M., E.C.P., E.C.L. ou équivalent)
débutants ou ayant quelques années de pratique
en MACHINES ET EQUIPEMENTS HYDROMECANAIQUES

Leurs fonctions couvrent l'ingénierie de :
• Centrales hydroélectriques.
• Stations de pompage.
• Equipements de barrages.

Elles impliquent :
• Une grande disponibilité pour déplacements fréquents, de longue ou moyenne durée à l'étranger.
• Une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à n° 30.393, Contesse Publiée, 20, avenue Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société S.O.D.E.V.I.
49-51, Quai National
92806 PUTEAUX CEDEX
Activité : vente des émeux BAYER
recherche
COLLABORATEUR COMMERCIAL
(niveau Ecole Sup. Commerce, HEC)
- 30 ans minimum pour renforcement contacts clients.
- Possibilités ultérieures d'évolution.
- Déplacements assez fréquents sont à prévoir.
- Connaissance Allemand indispensable.
- Nombreux avantages sociaux.
Ecrire avec C.V. et prétentions à l'adresse ci-dessus

Pour la Région Parisienne
CHEF DU BUREAU DE CALCULS
SOCIÉTÉ D'AÉRONAUTIQUE
Formation Ingénieur, expérience 5 ans de calculs et études aéronautiques. Anglais indispensable.
120.000 à 160.000 +
Adressez C.V. détaillé, sous la référence 284, à CHEP, 11, rue d'Orléans - 75002 PARIS, qui transmettra.

chef du département financier
PARIS 140.000 F

Notre client est une société américaine spécialisée dans l'agro-alimentaire et leader sur son marché dans les secteurs de son activité. Elle recherche le Chef de son Département Financier et Comptable d'une de ses sociétés filiales françaises. Rattaché au P.D.G. et au Directeur Adjoint et Financier du Groupe, ce Chef de Département superviserait les activités de gestion et sera responsable de l'ensemble de la trésorerie et de crédit, ainsi que des opérations financières et fiscales. C'est un poste d'importance opérationnelle et de responsabilité. Le candidat devra justifier d'une expérience professionnelle de 10 à 15 ans en tant que Directeur de Département ou en tant que Directeur Adjoint. Une bonne connaissance de l'anglais est requise. Nous vous remercions de nous adresser votre candidature.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à I.C.A. sous référence 8553-M qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ

Cabinet de conseils fiscaux, associé à l'une des plus importantes firmes internationales de révision comptable, recherche spécialiste fiscal pour Paris. Poste de responsabilité, avec grandes possibilités de promotion.

Le candidat devra justifier d'une bonne expérience de la fiscalité française et de solides références professionnelles. La connaissance de base de l'anglais est souhaitable bien que non indispensable.

Votre dossier de candidature, qui sera traité confidentiellement, doit être adressé à :
N° T 01819 M. REGIS-PRESSE,
85 bis, rue Bismarck, 75002 PARIS.

Burroughs
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE
recherche
DES JEUNES INFORMATIQUES

Les candidats seront intéressés par l'étude des logiciels de base, compilateurs, logiciels d'environnement et base de données. Ils auront les aptitudes nécessaires pour transmettre les informations vers les équipes d'assistance à la clientèle.

FORMATION SOUHAITÉE : Ecoles d'Ingénieurs ou équivalent - Ecoles d'Informaticiens ou équivalent.
Anglais très apprécié.

La dimension internationale du groupe et sa politique de formation permanente garantissent de larges possibilités d'évolution pour ces postes.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 80 CDS à J.F. SARRIE - S.A. BURROUGHS, 202, Quai de Chézy 92118 CLICHY.

INSTITUTION FINANCIÈRE
recherche
ANIMATEURS COMMERCIAUX

Pour :
- animer des séminaires de techniques commerciales ;
- assurer le suivi pratique de cette activité ;
- participer ponctuellement à la création ou à la mise à jour des programmes ;
- diplôme de l'enseignement supérieur ;
- une expérience en matière de techniques commerciales et/ou d'animation commerciale sera appréciée.

Déplacements fréquents en province.

Envoyer C.V., lettre, photo et prétentions à :
N° 49.777, CONTESSÉ Publiée, 20, avenue Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ENTREPRISE AGRO ALIMENTAIRE
Région Parisienne
70 millions de CA en expansion
recherche
chef de service export
HF 110.000 F +

Rattaché (e) à la Direction Générale, il lui sera confié la négociation et la vente de contrats importants à l'étranger.
Il ou elle devra justifier d'une solide formation commerciale et d'une ou plusieurs expériences dans un service export.
Il faut avoir minimum 28 ans et posséder une pratique courante de l'Anglais.
Adressez lettre manuscrite indiquant prétentions et CV sous référence 059 à Corinne VAN LOEY

degré 11 rue La Boétie 75008 PARIS
Conseil

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES PTT
ENS.PTT
48, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13

4 places
diplômes requis pour le concours d'entrée à l'ENA

8 places
Polytechnique, ENSAE (div. 1), Centrale, HEC, ESSEC, INSEAD, Normales Sup. (Ulm, Sévres, St-Cloud, Fontenay, Cachan)

Épreuves les 24 et 25 avril 1980

Études rémunérées :
trois ans dont 17 mois à l'ENA

VOUS SEREZ ADMINISTRATEUR
• au Secrétariat d'État aux Postes et Télécommunications
• dans les Directions importantes de Paris ou de Province

VOUS ACCÈDerez AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS
Directeur à l'Administration Centrale, Inspecteur général, Chef de service régional et départemental, Directeur d'établissement

RENSEIGNEMENTS : (1) 566.10.24
(2) 566.24.76

INSCRIPTIONS
JUSQU'AU 27 MARS 1980

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX PTT
Direction du Personnel et des Affaires Sociales - Bureau B 2
B.P. 300 75624 Paris Cedex 13

THOMSON-CSF
INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

- DIPLOMES A.M. ou équivalent.
- Dégage des obligations militaires.
- Débutants ou avec première expérience.

Généralistes, ils seront responsables des aspects technologiques et industriels dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques à usages professionnels, civils et militaires.

Contacts humains à tous niveaux : esprit curieux, ils devront être conviviaux, dynamiques et réalisateurs.

ANGLAIS LU NECESSAIRE

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :
THOMSON-CSF, Division FALCENX HERVIER, Liaisons spatiales (sous la référence D.S.), Service Recrutement, 53, r. Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ ROBINETTERIE INDUSTRIELLE
QUARTIER GARE DE LYON
recherche
UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Fonction :
- Promouvoir nos produits auprès d'une clientèle engineering en Région Parisienne.

Profil :
- Connaissances de la robinetterie industrielle et du milieu engineering indispensables.
- Anglais souhaité.
- Expérience similaire 10 ans minimum.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
Société AMRI
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

Proche banlieue Sud Paris
IMPORTANT LABORATOIRE ÉLECTRICITÉ ÉLECTRONIQUE
Recherche pour service documentation scientifique et bibliothèque technique

DOCUMENTALISTE F.

- 30 ans environ.
- Licence physique ou équivalent.
- Anglaise indispensable.
- Allemand souhaitable.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions. Joindre photo à n° 6.033

PUBLIFOP 75008 PARIS qui transmettra.

PHILIPS
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE
recherche pour son SERVICE ASSISTANCE LOGICIELLE
INGÉNIEUR SYSTEME
AYANT UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'O.S. (M.V.S. apprécié).
Formation complémentaire assurée.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN
AYANT UNE BONNE EXPÉRIENCE DE L'ANALYSE PROGRAMMATION et/ou de la PRODUCTION pour étudier et mettre en place les outils et progiciels.
Pour ces fonctions, de réelles qualités d'ouverture et de dialogue sont nécessaires pour réussir.
L'anglais technique parlé est indispensable.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions à PHILIPS - Département I.S.A. Service du Personnel 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

IMPORTANTE STÉ BANLIEUE OUEST à 300 m R.E.R.
ayant contrats export
recherche
pour son département informatique
PROGRAMMEURS
OU
ANALYSTES-PROGRAMMEURS COBOL

Anglais parlé obligatoire.
Déplacement moyen durée à l'étranger, possibles. Libres de suite.
Avantages sociaux.

Adressez curriculum vitae, prétentions et photo, sous la référence 189.713 M. à BLEU Publiée, 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

GRUPE BANCAIRE PARIS
recherche
pour son département contentieux
JURISTE
Formation droit privé.

Chargé (e) plus spécialement des opérations concernant les contentieux du bâtiment et des T.P. De bonnes connaissances en matière de garanties hypothécaires et dérivées, d'assurances, d'expertises et de négociation sont nécessaires.

Susceptible de déplacements en région parisienne et province.

Expérience minimum de 5 ans.

Conditions de rémunération et avantages sociaux attractifs dans un groupe en expansion.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à N. 5827 - PUBLIQUES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

LABORATOIRES D'ÉLECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUÉE
3, avenue Descartes (B.P. 15)
94350 LEDOUX-BREVANES
recherche des
INGÉNIEURS DE RECHERCHE

Formation Grandes Ecoles ou Universitaires pour des études avancées sur :
- les applications informatiques des transmissions sur fibres optiques ;
- les procédés de cryptage de signaux analogiques et numériques.

Ecrire Service du Personnel avec C.V. + photo.

Importante SSCI en pleine expansion
recherche pour Région Parisienne
INGÉNIEURS SYSTEMES
débutants ou ayant quelques années d'expérience

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 5900 M à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS
recherche
à élargir son équipe d'exploitants

Ecrire avec C.V., N° 7.801, « Le Monde » Publiée, 3, rue des Italiens, 75227 PARIS Cedex 09

offres d'emploi

LEVER INDUSTRIEL
L'ADJOINT AU CHIEF DE CENTRE
D'ADMINISTRATION

IMPORTANT GROUPE
INGÉNIEUR EN AGRICULTURE
GRANDE ÉCOLE

INGÉNIEUR EN AGRICULTURE
GRANDE ÉCOLE

INGÉNIEUR EN AGRICULTURE
GRANDE ÉCOLE

TECHNICIENS

ANALYSTES PROGRAMMEURS

ÉTUDIANTS
un boulot sympa et bien payé pour l'entrée de septembre

CHEF DE CENTRE

CHIEF DU BUREAU DE CALCULS

SOCIÉTÉ D'AÉRONAUTIQUE

120.000 à 160.000 +

Adressez C.V. détaillé, sous la référence 284, à CHEP, 11, rue d'Orléans - 75002 PARIS, qui transmettra.

DRIF OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

مكزا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,08
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,48
IMMOBILIER	39,00	45,88
AUTOMOBILES	39,00	45,88
AGENDA	39,00	45,88
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNUAIRES ENGAGÉES	39,00	39,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LEVER INDUSTRIEL et TASKI

recherche
L'ADJOINT AU CHEF D'ADMINISTRATION COMMERCIALE
Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, avez 2 à 3 ans d'expérience et vous vous sentez attiré par la gestion commerciale ou vous justifiez d'une grande expérience de ce type de responsabilité.
Votre mission consiste à seconder le responsable de l'administration commerciale dans toutes ses activités et nécessaire à la fois autonomie et travail en équipe.
Adresser C.V. et prétentions (rèf. VII/80) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Pour établissement proche
Banlieue Nord Paris
recherche

INGÉNIEUR III A GRANDE ÉCOLE
Responsable du bureau d'études et d'industrialisation pour les développements de véhicules de 10 à 30 tonnes.
Technique mécanique, électricité, hydraulique et pneumatique.
Expérience automobile souhaitée.
(environ 10 années)
INGÉNIEUR III A ELECTROMECANICIEN
pour l'assistance technique commerciale inter-branches du groupe.
Responsable des services : Devs, maintenance et après-vente.
Env. C.V. détaillé et prêt, sous le numéro 50.212, Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS, Cedex 01, qui transmettra.

INGÉNIEUR III A ELECTROMECANICIEN
pour l'assistance technique commerciale inter-branches du groupe.
Responsable des services : Devs, maintenance et après-vente.
Env. C.V. détaillé et prêt, sous le numéro 50.212, Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS, Cedex 01, qui transmettra.

TECHNICIENS
Formation BTS traitement thermique métallurgie ou chaudronnerie - polyvalents pour contrôle des constructions soudées.
5 ans de pratique et d'expérience. Permis de conduire indispensable. Situation région parisienne, avec déplacements fréquents France et étranger.
C.V. photo et prétentions à n° 49.588 Contesse Publ. 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

POUR DEVELOPPER D'IMPORTANT PROJETS D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE
sur matériel IBM 4341 et mini-ordinateurs de gestion service INFORMATIQUE (60 personnes)
QUARTIER OPERA, recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Formation supérieure, 1 à 2 ans d'expérience ou débutants ambitieux s'intégrant dans des équipes de développement de 5 à 6 personnes.
Adresser C.V. et prétentions à M. BROSSARD, 3, rue Talbot, 75009 PARIS.

ÉTUDIANTS : un boulot sympa et bien payé pour la rentrée de septembre 80
Si vous êtes étudiant, entreprenant et bien organisé, c'est le moment de penser à votre job pour la rentrée prochaine. Nous étudions des méthodes de recrutement d'étudiants à une fonction de responsabilité :
CHEF DE CENTRE OFUP
La fonction est compatible avec la poursuite normale des études et permet d'acquiescer une expérience professionnelle très valorisante. Les anciens chefs de centre OFUP abondent en vie active avec une référence professionnelle qui compte.
Elle consiste à recruter, former et animer d'autres étudiants pour leur faire gagner de l'argent en travaillant à temps partiel sans quitter leur environnement.
Il ne s'agit pas de leur faire des sous mais d'organiser une campagne de promotion et de vente d'abonnements aux principales publications de la presse française et étrangère, du 1^{er} septembre 1980 au 31 mai 1981.
Les candidats (18/25 ans) doivent avoir connaissances et vouloir pouvoir consacrer du temps à une activité rémunérée. Ils disposent si possible d'une voiture et de téléphone.
Des postes sont actuellement disponibles dans tous les centres universitaires.
La formation complète (4 jours) est assurée avec les grandes vacances.
La rémunération, liée aux résultats, garantit des gains élevés. Elle permet de financer très largement ses études.
Adresser votre candidature (C.V. + photo) avant le 15 avril à Monsieur Thierry Profhomme - DV 3 - OFUP - 21, rue Rollin - 75240 Paris Cedex 05.
OFUP OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

2 INSPECTEURS COMMERCIAUX
Conviendrait à bons négociateurs (service auto, prêt, CB).
Rém. 100.000 F. + photo
C.C.S.P.
530, rue Constantine, 92000 VILLEFRANCHE.

ORGANISME PUBLIC DE LA REGION "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

ORGANISME PUBLIC DE LA REGION "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

ORGANISME PUBLIC DE LA REGION "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

IMPORTANT SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES
recherche pour ses
SERVICES INFORMATIQUES
JEUNES INGÉNIEURS
DE FORMATION GRANDES ÉCOLES (SUPÉLEC - TELECOM - ENSI) avec options INFORMATIQUES ou AUTOMATISME.
Débutants ou ayant quelques années d'expérience pour développement de logiciels sur mini et micro-ordinateurs.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions n° 50.232 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

La COMPAGNIE BANCAIRE recherche pour l'une de ses filiales un
JEUNE RÉDACTEUR
Après 2 années ou plus d'études Supérieures (Droit de préférence) vous avez pu affirmer à travers une première expérience professionnelle votre goût pour l'étude de dossiers et la mise en place des procédures.
Nous vous proposons de collaborer à un nouveau service concernant l'acceptation et la réalisation de contrats d'assurance.
Ecrire rapidement avec C.V. et prétentions, sous réf. 358, à Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement, 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire
SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche pour PARIS et REGION PARISIENNE (banlieue Ouest 50 km)
INGÉNIEURS-INFORMATIQUES
avec formation ÉLECTRONIQUE
Pour définition, réalisation, analyse et synthèse de logiciels temps réel.
Langage assembleur I.T.R.
Connaissances en structuration et documentation de logiciels appréciables.
1^{er} semaine de congés - 13^{es} mois.
Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 30.388 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

FILIALE GROUPE RENAULT
Fabrication et commercialisation de matériels d'automatisation et de mesure, type machines-outils, faisant appel à l'électronique et à l'utilisation de calculateurs et microprocesseurs.
recherche
INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES
Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Il devra être diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel, S.E.L.V. Automation - CS 1119 - 91201 EVRY Cedex.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

FALE DE COMPTES-RENTES
organisme public de la région "ALSACE" recrute un (e)
de formation supérieure et polyvalente bililingue pour études économiques relatives aux parts de l'entreprise.
Le poste peut convenir à un (e) débutant (e).
C.V. et prétentions à : n° 7.822 "Le Monde" Publ. 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris.
ORGANISME PARA-PUBLIC
recherche
INGÉNIEUR DOCTEUR ÈS SCIENCES
- achèvement dans la fonction publique
- bonne connaissance des problèmes de création et de diffusion des informations scientifiques et techniques (base et services de données)
- solides connaissances d'informatique ;
- goût des relations publiques.
Ecrire avec C.V. photo et prêt. Service du Personnel, ATERRA, 100, rue de la Défense, 92260 PARIS-14 DÉFENSE.

ETABLISSEMENT PUBLIC

CADRE
Pour assistance et conseils en formation continue aux petites entreprises. Conception, réalisation, diffusion de programmes de formation continue. Expérience minimum 5 ans des problèmes d'organisation de formation des adultes. Libre et indépendant.
Envoyer C.V. à : A.P.C.M., 12, avenue Marceau, 75008 Paris.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
ANIMATEUR
pour diriger des ateliers de formation de vendeurs et cadres, chercheur en animation, expérience en formation et audiovisuels. D.F.F.R.O.N.S. : - 11.000 F selon capacités + augmentation rapide si résultats satisfaisants ; - travail permanent, les week-ends, horaires décalés ; - formation pédagogique nouvelle, contacts nombreux, enrichissants avec entreprises, chercheurs et responsables ; - études supérieures ; - expérience de la vente, du marketing, de la formation. Demandez profil du poste à : DRAGAGE, service M2, 10, rue du Fédéralisme, 92000 Paris.
Important Groupe Chimie recherche pour Paris (19^e) : **UN (E) TECHNICIEN (NE) CHIMISTE**
B.T.S. ou D.U.T. de chimie + au moins 5 ans d'expérience de système organique.
Anglais indispensable, allemand la. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
D.D.E. 92 (Assises) recherche : **ELECTRONICIEN**
(théorie et pratique) pour : - suivi de chantier de pose de composants en appli - maintenance d'appareils de mesure hydrologique.
Envoyer manuscrit, C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
avant expérience significative. Lieu de travail 75004 Paris.
Adresser C.V. et photo, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.
Fabrication d'encres recherche : **CHIMISTE**
pour laboratoire encres grasses, sérigraphie, peintures. Envoyer C.V. photo et prétentions, n° 50.474 Contesse Publ. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ENVIRONNEMENT

DANS LES CÔTES-DU-NORD

Dix compagnies de militaires sont mobilisées pour lutter contre la marée noire

Saint-Brieuc. — Le pétrole du Tanco a touché, pendant le week-end, la baie de Saint-Brieuc. Jusque-là épargnée par les deux précédentes marées noires (celles du Torrey-Canyon et de l'Amoco-Cadiz), la pollution pour l'instant limitée à la côte ouest, de Pionha à Saint-Brieuc, est généralement très localisée. Sur le reste du littoral, aucune aggravation notable n'a été signalée ce week-end, sinon vers l'est, en baie de Lannion, où l'on a relevé quelques atteintes à Trebeurden, Saint-Erblan et Pleslin-les-Grèves.

A ce jour et au moment où ont lieu les grandes marées d'équinoxe, 2 400 tonnes de mazout liquide ou solide ont été recueillies.

De notre correspondant.

Il s'agit de dix compagnies de militaires, ce qui correspond — estime-t-on à la préfecture de Saint-Brieuc — au tiers des 6 000 tonnes lachées par le Tanco lors du naufrage le 7 mars. Dimanche, mille trois cent vingt-trois militaires, pompiers, agents d'Etat ou communaux travaillaient au nettoyage des plages. En baie de Saint-Brieuc, plus de deux cents bénévoles se sont aussi mis à la tâche.

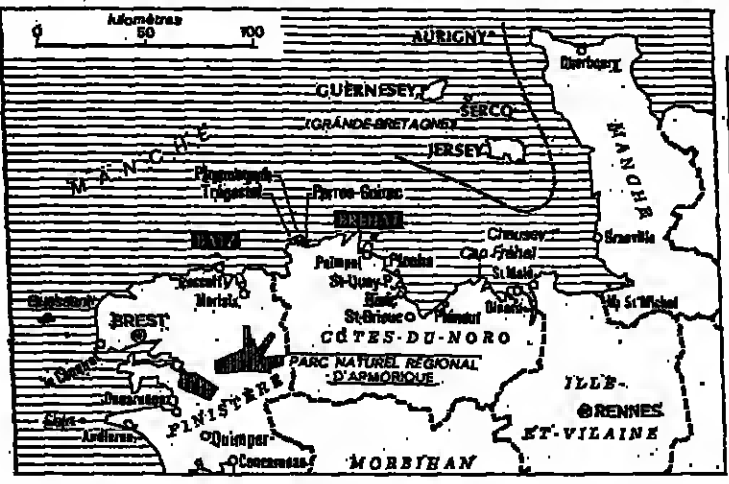
Les premiers mandats d'indemnisation devraient être versés ce lundi 17 mars aux agriculteurs (ils étaient environ cent cinquante ce week-end), qui ont mis leur

matériel au service de la lutte contre la marée noire.

Deux nouvelles compagnies sont arrivées pendant le week-end; deux autres sont attendues les 18 et 19 mars, ce qui portera à dix compagnies le total des militaires engagés, auxquelles il faut ajouter l'unité d'intervention de la sécurité civile. En 1979, pour l'Amoco-Cadiz, on comptait quinze compagnies dans les Côtes-du-Nord.

Enfin, le corps d'un navire retrouvé samedi dans les rochers, près de Port-Blanc, a été identifié. Il s'agit du second capitaine du Tanco, M. Louis Ardant, cinquante et un ans, du Pontlucien (Côte-Antilienne).

JEAN VIDEAU.



LA BAILLE DANS LE CAMP DES ASSUREURS

A la suite de la mise en demeure adressée par le préfet maritime aux propriétaires du Tanco, les assureurs londoniens de ceux-ci ont pris la décision d'intervenir pour faire les investigations de reconnaissance de la part de l'Etat. Ce fait, qui par 87 millions de francs, avec quelque 11 000 tonnes de fuel, au large de l'île de Batz dans les eaux internationales. De ce fait, l'épave n'étant pas dans les eaux territoriales, le gouvernement ne peut plus, juridiquement, se substituer aux assureurs britanniques, dont le navire de reconnaissance, équipé d'un sous-marin habité, devait arriver ce lundi 17 mars sur les lieux du naufrage.

C'est seulement après trois ou quatre jours de prises de vues et d'études qu'on décidera s'il est possible de renflouer l'épave ou de pomper le pétrole. En tout état de cause, l'opération sera très coûteuse, au moins 150 millions de francs. Parallèlement, en cas de défaillance des assureurs, le gouvernement a pris des dispositions pour que des entreprises privées françaises ou la marine nationale prennent en main la situation. Les dépenses engagées devraient, en tout état de cause, pouvoir être prises en charge par le Fonds international d'indemnisation contre les pollutions par hydrocarbures. — F. G.

LES PRÉCÉDENTS

Avec le naufrage du pétrolier malgache Tanco au nord de l'île de Batz, la Bretagne reste l'une des régions les plus touchées par les marées noires, puisque cinq catastrophes de ce genre ont eu lieu dans cette région depuis 1967.

● 13 mars 1967, naufrage du pétrolier libérien Torrey-Canyon (123 000 tonnes), entre la Cornouaille et les îles Sorlingues; 180 kilomètres de plages anglaises et françaises sont polluées.

● 13 mars 1974, le pétrolier libérien Olympic-Bravery (278 000 tonnes) échoue au large de l'île d'Ouessant; 800 tonnes de pétrole se répandent sur les côtes de l'île.

● 15 octobre 1976, naufrage du pétrolier est-allemand Boehlen; 5 000 tonnes de pétrole polluent l'Océan et les côtes de l'île de Sein et de la baie d'Audierne.

● 16 mars 1978, naufrage de l'Amoco-Cadiz, un pétrolier libérien de 233 000 tonnes; les côtes du Finistère sont touchées sur 350 kilomètres.

● 28 avril 1979, collision entre le pétrolier libérien Gho et le pétrolier norvégien Torm-Castor au large de l'île d'Ouessant; une nappe épaisse de 80 centimètres se répand sur 800 mètres au sud l'épave et 100 mètres au nord, au fond de la mer.

TRANSPORTS

La Société antillaise de transports touristiques a trois mois pour redresser ses comptes

La Société antillaise de transports touristiques (SATT), seule compagnie française de charters long-courriers (France-Antilles-Amérique du Sud), connaît actuellement de graves difficultés financières. Ses avions ne volent plus depuis le début du mois de mars. Le ministère des transports lui a accordé un délai de trois mois pour se réorganiser et redresser ses finances.

A la fin des années 70, un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) réunissant des hôteliers antillais organisait des vols charters vers les Antilles, puis en juillet 1978, la SATT se constituait officiellement, avec antécédents d'assurer les liaisons entre Bâle-Mulhouse, l'aéroport international, les Antilles et l'Amérique du Sud, dans le but de répondre à une demande européenne de charters. La compagnie ne devait pas apparaître comme un concurrent d'Air France qui assure les vols entre la métropole et la Martinique et la Guadeloupe.

La SATT était le résultat d'un « mariage » entre une association organisant des voyages, le Point-Mulhouse, intéressée par ces destinations, et les hôteliers antillais. Cette association a apporté 35 % du capital et la clientèle, les seconds 65 % du capital et un avion. La compagnie fonctionnait ainsi pendant plusieurs mois et le bilan de l'année 1978 fut équilibré. On second avion fut acheté, mais les choses se gâtèrent à la mi-1979. Les difficultés financières de la société remontaient depuis le début de l'année, en raison de l'irrégularité de certains vols et d'une gestion qui laissait à désirer, se précisaient.

Une action fut trouvée : un second actionnaire alsacien, qui devait acquérir 20 % du capital, se mit sur les rangs. M. Maurice Freund, directeur du Point-Mulhouse, fut nommé directeur général de la SATT.

Mais la difficile coexistence entre Antillais et Alsaciens mit fin à cette collaboration. Le Point-Mulhouse retira son directeur et ses parts, tandis que le second actionnaire n'acheta pas les siennes.

Depuis quelques mois, les choses n'ont fait qu'empirer et la SATT accuse aujourd'hui plusieurs millions de francs de déficit. Du coup, les deux avions

de la compagnie (des Boeing-707) sont bloqués au sol. L'expiration de la période d'essai, soit le 1^{er} mars 1980, le ministère des transports lui a donné encore trois mois pour redresser ses finances.

Deux raisons peuvent expliquer ces difficultés : le conflit de la SATT avec le Point-Mulhouse et la mauvaise gestion de la société. Le Point-Mulhouse a consenti à augmenter l'heure de vol payée à la SATT que très récemment. D'autre part, la compagnie aérienne n'a pas régulièrement rempli son contrat à l'égard de son partenaire.

La SATT a-t-elle les moyens de redresser la situation ? « C'est la seule compagnie française privée de charters long-courriers, donc nous allons soutenir ses efforts », affirme-t-on au secrétariat d'Etat des TCM-TOM. D'autant que l'affaire peut être saignée. Il existe un marché, une clientèle, des droits de vol. Mais il faut que la SATT continue à travailler avec le Point-Mulhouse qui lui fournit ses voyageurs.

Plusieurs groupes financiers seraient prêts à s'intéresser à cette société, à condition que la gestion s'améliore. La SATT, qui ne peut pas résoudre ses problèmes de trésorerie, devrait pouvoir reprendre ses vols au cours des prochains jours. Le Point-Mulhouse affirme, pour sa part, que si la société assure ses liaisons aériennes, elle continuera à lui confier sa clientèle.

Il reste donc trois mois à la SATT pour trouver des partenaires financiers et mettre sur pied une nouvelle organisation.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES COMITÉS DE DÉFENSE BRETONS CONTINUERONT A S'OPPOSER A LA FERMETURE DES LIGNES FERROVIAIRES

(De notre correspondant.)

Rennes. — Dix-sept mois après la suppression, le 1^{er} octobre 1978, de nombreux arrêts de trains et malgré les poursuites judiciaires engagées contre cinquante-trois personnes pour entrave à la circulation des trains (en décembre 1979, sept militants communistes avaient déjà été condamnés à 1 000 F d'amende par le tribunal de grande instance de Quimper), les seize comités de défense des dessertes ferroviaires de Bretagne maintiennent leurs pressions sur les pouvoirs publics et la S.N.C.F.

Ils accusent la société nationale de vouloir abandonner une bonne partie du réseau breton. « Si nous n'y prenons garde, a affirmé M. Daniel Picot, coordonnateur des comités de défense, lors d'une récente conférence de presse, seuls existeront bientôt en Bretagne les lignes Rennes-Brest et Rennes-Quimper. »

Cette situation est d'autant plus inacceptable pour les comités de défense qu'à leurs yeux le rétablissement des arrêts est techniquement réalisable sans modifier les horaires.

● La catastrophe aérienne de Varsovie : enquête en cours. — L'Ilyouchine 62 de la compagnie polonaise LOT, qui s'est écrasé le vendredi matin 14 mars près de l'aéroport de Varsovie (quatre-vingt-sept morts), avait été révisé la veille de l'accident et ne présentait aucun signe de détérioration. L'équipage était un des plus expérimentés de la compagnie, indiquent-t-on dans les milieux aéronautiques de Varsovie. Rien pour le moment note-t-on, n'indique que l'appareil fut en panne au moment où il accomplissait les procédures d'atterrissage; en tout cas, le lieu de la catastrophe est bien situé dans l'axe de la piste et correspond à une approche normale. — (A.F.P.)

● Paris-Londres : l'union, moins chère. — M. John Nock, secrétaire d'Etat britannique au commerce, a vigoureusement critiqué le rejet par la France des propositions britanniques visant à réduire considérablement les tarifs aériens entre les deux capitales. Dans une déclaration à la presse, il a qualifié de « déplorable » la décision des autorités françaises de refuser la mise en place par British Airways d'un vol régulier Londres-Paris au prix de 20 livres (300 francs). — (A.F.P.)

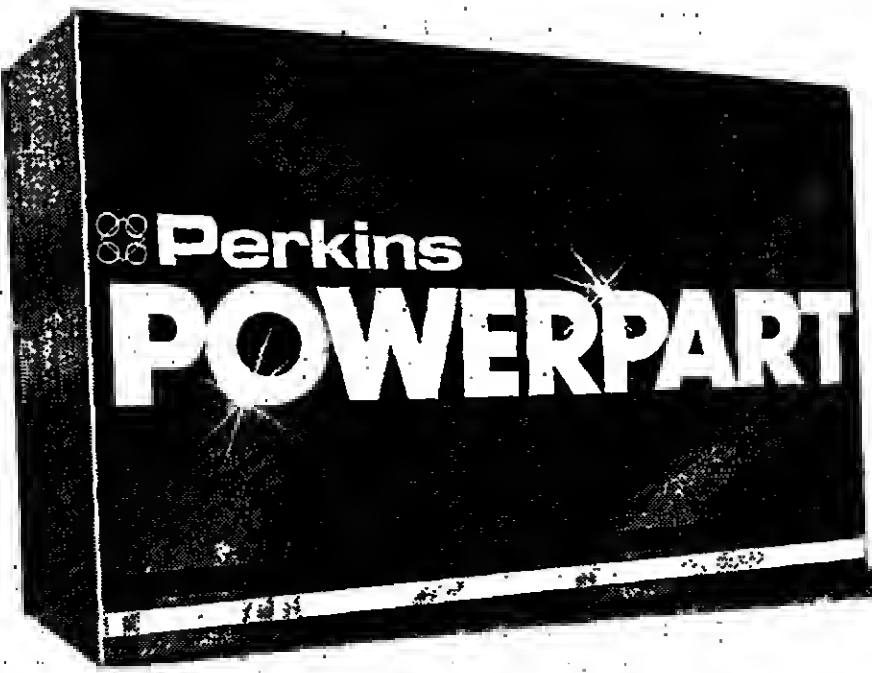
LES PROPRIETAIRES DE DIESELS RESPIRENT ENFIN.

Perkins, premier constructeur mondial de moteurs diesels, est heureux de vous annoncer la refonte totale de son département pièces détachées. Il s'appelle maintenant Powerpart.

Désormais, quel que soit le secteur — transport routier, industrie, agriculture ou marine — vous pourrez pour votre diesel, vous procurer d'authentiques pièces détachées signées Perkins. Sans crise de nerfs.

Désormais, vos diesels passeront moins de temps en réparation et vous moins de temps à vous inquiéter.

Parce que, maintenant, les pièces dont vous aurez besoin seront là. A portée de main chez votre concessionnaire. A des prix super compétitifs. Avec une garantie de 12 mois que Perkins n'a pas peur d'annoncer. Et aussi, parce que vous serez assurés d'un service d'urgence qui sait vraiment ce qu'est une urgence.



Désormais, partout où vous verrez le panneau "Powerpart", vous saurez que vous êtes en sécurité.

ALPES-MARTIMES Autos Hérault de Cannes 0101 30101 ARRE S.A. Brest 0101 80912 BOUCHES-DU-RHÔNE S.A. Marseille 0101 80912 COTE D'AZUR J. Viret S.A. 0101 72523 DORDOGNE S.A. Périgueux 0101 33102 FINISTÈRE S.A. Brest 0101 80912 HANTE-GARONNE S.A. Toulouse 0101 80912 LOIRE S.A. Nantes 0101 80912 LOIRE-ATLANTIQUE S.A. Nantes 0101 80912 LOT S.A. Cahors 0101 80912 LOT-ET-GARONNE S.A. Cahors 0101 80912 LOZÈRE S.A. Rodez 0101 80912 MAYENNE S.A. Laval 0101 80912 MEURTHE-ET-MOSELLE S.A. Nancy 0101 80912 NORD S.A. Lille 0101 80912 OISE S.A. Compiègne 0101 80912 PARIS-SEINE S.A. Paris 0101 80912 PAYS-DE-LA-LOIRE S.A. Nantes 0101 80912 PUY-DE-DÔME S.A. Clermont-Ferrand 0101 80912 REIMS S.A. Reims 0101 80912 RHÔNE-ALPES S.A. Lyon 0101 80912 SAOÛRE-ET-LOIRE S.A. Bourges 0101 80912 SEINE-SAINT-DENIS S.A. Paris 0101 80912 SEINE-ET-MARNE S.A. Meaux 0101 80912 SEINE-ET-OISE S.A. Paris 0101 80912 SOMME S.A. Amiens 0101 80912 TARN S.A. Albi 0101 80912 TARN-ET-GARONNE S.A. Montauban 0101 80912 VAUCLUSE S.A. Avignon 0101 80912 VENDÉE S.A. La Roche-sur-Yon 0101 80912 VOSGES S.A. Épinal 0101 80912 YONNE S.A. Auxerre 0101 80912	LA COOPÉRATIVE Total Paris Diesel 0101 80912 Société Française d'Automobiles 0101 80912 VOSGES S.A. Épinal 0101 80912 SEINE-SAINT-DENIS S.A. Paris 0101 80912 SEINE-ET-MARNE S.A. Meaux 0101 80912 SEINE-ET-OISE S.A. Paris 0101 80912 SOMME S.A. Amiens 0101 80912 TARN S.A. Albi 0101 80912 TARN-ET-GARONNE S.A. Montauban 0101 80912 VAUCLUSE S.A. Avignon 0101 80912 VENDÉE S.A. La Roche-sur-Yon 0101 80912 VOSGES S.A. Épinal 0101 80912 YONNE S.A. Auxerre 0101 80912
---	---

LE MEILLEUR SOUTIEN POUR LES MEILLEURS DIESELS.

Cette décision serait prise au cours d'une conférence extraordinaire du conseil de la Banque centrale, qui, selon ces sources, pourrait avoir lieu lundi 17 ou mardi 18 mars. Elle serait effective dès le lendemain. Cette mesure succéderait à l'annonce faite par les Etats-Unis vendredi que la Federal Reserve Board n'augmentait pas son taux d'escompte.

organisee -
JEAN PERROT

ÉTRANGER

Au Brésil

La libéralisation politique du pays exclut de lutter contre l'inflation par la récession

nous déclare M. Delfim Netto, ministre du plan

De notre envoyé spécial

Brasilia. — « Le Brésil est un pays trop pauvre pour pouvoir se permettre de lutter contre l'inflation par la récession, en arrêtant la croissance pendant deux ou trois ans. Le processus de libéralisation politique que nous connaissons ne permettrait d'ailleurs pas une politique impitoyable au coût social violent », déclare M. Delfim Netto, ministre du plan et responsable absolu de la stratégie économique du gouvernement. M. Delfim Netto, qui nous reçoit à Brasilia, fait face à une tâche difficile, qui consiste à tout le long de la politique du régime, à maîtriser une inflation qui atteignait en 1979 les 75 %, sans en passer pour autant par les amères mesures déflationnistes mises en œuvre, ces dernières années, dans d'autres pays de la région (le Monde du 15 mars).

« Pourquoi un pays applique-t-il une politique récessionniste face à un problème d'inflation ? nous demandons-nous. D'une part, parce que la machine économique fonctionne à pleine capacité, ce qui empêche d'augmenter l'offre, et de l'autre, parce qu'il s'agit de briser les anticipations de consommation. Prenons le cas du Brésil : s'il existe une possibilité de convaincre la population de réduire le niveau de consommation, et si par ailleurs nous tenons compte du fait qu'il existe des facteurs de production qui ne sont pas pleinement utilisés, que ce soit dans le secteur des biens d'équipement ou de l'agriculture, tant en matière d'entreprises que de main-d'œuvre, nous arrivons à la conclusion que nous pouvons diminuer l'inflation par un chemin moins pénible. »

Les relations avec le F.M.I.

« Si nous voulions réduire l'inflation de 30 % à 25 % en un an par des méthodes brutales, poursuit M. Netto, sans doute pourrions-nous y parvenir, mais je ne suis pas sûr que le Brésil pourrait supporter le choc social correspondant. Je crois qu'il faut être plus prudent, penser par exemple à une réduction de 35 % ou 40 % cette année, et à 45 % l'an prochain. Cette méthode persuasive que nous employons présente une difficulté : c'est que, pour convaincre la société de participer à notre lutte, il nous faut lui demander une rationalité qu'elle ne pourra peut-être acquiescer qu'en subissant les conséquences du mal. Cela me paraît cependant possible. »

M. Netto, qui vient de se rendre aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, répond ensuite à propos des pressions qu'il aurait subies de la part des milieux financiers internationaux, sceptiques devant cette manière, pour eux peu orthodoxe, de faire face au problème inflationniste. « Il devient de plus en plus évident qu'il n'y a personne au monde qui puisse se permettre de donner des leçons à autrui en matière d'inflation. Il n'y a plus guère de politique universellement valable en ce domaine. Au contraire, je crois que tout le monde serait soulagé si un pays du tiers-monde pouvait prouver qu'il est possible de lutter contre une forte inflation sans provoquer pour autant de graves désordres sociaux. »

Le ministre nie l'existence de difficultés entre son pays et le Fonds monétaire international, et affirme que, si le Brésil n'a pas recouru au F.M.I., ce n'est pas pour des raisons politiques, mais parce qu'à ce stade il n'en a pas besoin. « Nous n'avons aucune des deux tranches-or auxquelles nous aurions droit, ni aucun prêt que le Fonds consent aux pays non pétroliers qui ont des difficultés de balance des paiements. Nous n'avons pas non plus eu recours à nos droits de tirage spéciaux. Nous pourrions donc, si nous le voulions, avoir recours au F.M.I. sans que les premiers prêts impliquant des conditions politiques, mais nous ne pensons pas le faire. »

Appel au capital étranger

Durant son voyage, M. Netto a tenté de convaincre ses interlocuteurs que les prévisions pessimistes faites dans certains milieux bancaires quant à la situation financière du Brésil reposaient sur des données contestables. Il croit lui-même que le pays pourra équilibrer sa balance commerciale autour des 20 milliards de dollars d'importations et d'exportations, grâce à la priorité absolue donnée aux ventes à l'étranger, et ne devra emprunter sur les marchés extérieurs que 12 milliards de dollars au lieu des 18 à 20 milliards estimés par plusieurs grandes banques américaines.

A ce sujet, le ministre du plan a tenté de dissiper les appréhensions provoquées par le rapport

rédigé peu avant sa démission du ministère des finances, par M. Carlos Rischbieter, qui manifestait son inquiétude devant le problème du déséquilibre croissant du secteur extérieur. Pour M. Delfim Netto, partisan d'une politique volontariste, « le rapport Rischbieter est basé sur la notion de projection, et il exclut pour autant la possibilité que la politique qui va être menée puisse agir de manière significative sur les variables économiques ».

M. Netto cite, à cet égard, l'exemple de la dette extérieure, dont le service, selon M. Rischbieter, devrait absorber à lui seul en 1984 la quasi-totalité des exportations. « Il est évident, affirme-t-il, que nous allons dorénavant administrer la dette de manière plus restrictive, ne serait-ce que pour une question de survie : plus nous baignons ne prêterait au Brésil et cette projection du rapport se réaliserait. Toutefois, un coup de frein donné au flux du capital étranger en ce moment ne provoque-

rait-il pas cette récession que le gouvernement veut précisément éviter ? « Ce serait vrai s'il s'agissait du seul instrument utilisé pour rééquilibrer notre secteur extérieur. Alors, le choc pourrait en effet être trop fort, mais tel n'est pas le cas, puisque la principale méthode à laquelle nous avons recours est la croissance des exportations. S'il a été possible à beaucoup de pays industriels, dont la France, d'augmenter le rythme de croissance de leurs ventes malgré la crise internationale, pourquoi exclure que le Brésil puisse en faire autant ? »

L'exploitation du minerai de fer

Décidé, d'autre part, à exploiter au maximum les ressources naturelles du pays, M. Netto a fait appel au capital étranger pour participer à divers projets. Visant des entreprises françaises,

il a surtout évoqué le grand projet de Carajás, zone riche en minerais, située dans le bassin du fleuve Araguaia, dans la région amazonienne, non loin du barrage de Tucuruí, construit lui aussi avec l'aide de la France. Le projet Carajás prévoit à la fois l'établissement de cultures extensives, et l'exploitation de gisements de fer, de manganèse, de bauxite, de nickel.

Le ministre précise que le gouvernement de Brasilia souhaite la formation de sociétés mixtes, au sein desquelles le capital brésilien conserverait la majorité. Il affirme aussi, pour la première fois, que la participation étrangère serait également admise pour l'exploitation du minerai de fer, dont les réserves à Carajás sont estimées à quelque 18 milliards de tonnes, ce qui en ferait l'un des plus grands gisements du monde. C'est là une innovation importante : ce serait la première fois que la Companhia Vale do Rio Doce, société d'État chargée du secteur du fer, s'associerait avec du capital étranger.

THIERRY MALINIAC.

Au Danemark

Le gouvernement cherche à faire un emprunt de 10 milliards de couronnes

De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement danois va être obligé d'emprunter d'ici à l'été 10 milliards de couronnes (7,5 milliards de francs), dont la plus grande partie servira à couvrir le versement des arrérages de la dette extérieure du pays, qui se monte à plus de 80 milliards de couronnes (60 milliards de francs). Il semble cependant que les dirigeants éprouvent cette fois beaucoup plus de difficultés qu'auparavant pour trouver de l'argent hors frontières et à des taux acceptables.

S'il faut s'en rapporter à certaines informations données par la presse, notamment par le quotidien B.T., une banque internationale ayant son siège à Londres aurait refusé, en février, de continuer à ouvrir des crédits au Danemark. Plusieurs autres banques — essentiellement américaines — auraient offert des taux oscillant entre 15 et 17 %. D'autres établissements financiers, enfin, auraient laissé entendre qu'avant d'envoyer quoi que ce soit, ils souhaitaient connaître les nouvelles mesures d'intervention économique que le cabinet minoritaire social-démocrate, présidé par M. Anker Joergensen, espère faire adopter par le Parlement dans le courant du printemps (il s'agit avant tout

d'économies budgétaires et peut-être, selon certaines rumeurs, d'une nouvelle hausse de la T.V.A.). Mais, jusqu'à présent, ces plans sont encore très flous, bien que le gouvernement y travaille, et il n'est pas du tout sûr qu'il se trouvera une majorité solide au Folketing pour les appuyer.

Au cas où le gouvernement ne pourrait se procurer les sommes indispensables, il aurait toujours la possibilité de s'adresser au Fonds monétaire international (qui prête à 5 %), mais en échange il devrait se soumettre à un contrôle sévère — éventuellement, évidemment, le fait redécouvrir. — C. O.

— GROUPE —
DIMENSION NATIONALE

Projet étonnant par :
● Sa forte rentabilité
● Ses possibilités de croissance
● L'auto-financement dégagé
Intéresserait banques d'affaires ou groupe dimension nationale ou multinationals.
Management haut niveau
Éventuellement disponible
Ecr. le Monde Pub. n° 10189

Six questions-clés qu'il faut absolument poser sur l'assistance informatique, avant d'acquiescer votre prochain ordinateur...

... Et les réponses que vous obtiendrez, si c'est à HP que vous les posez.

- 1** Vais-je être dépendant d'un horaire d'intervention stricte, alors que mon entreprise "tourne" avec deux équipes au moins ? Ou bien, vais-je devoir payer un service "temps complet" même si je n'en ai pas besoin ?

HP: Non. Avec HP, c'est vous qui décidez du degré d'assistance qui vous est nécessaire. Notre contrat de base prévoit 5 jours d'assistance par semaine, de 8 h 30 à 17 h 30. Mais ce contrat peut être personnalisé, la gamme de nos prestations s'étendant de 5 à 7 jours par semaine, 24 h sur 24.
- 2** Si mon entreprise ne "tourne" avec deux ou trois équipes que pendant quelques semaines par an, suis-je obligé de prendre, en plus de mon contrat de maintenance, une option pour assistance en dehors des heures ouvrables ?

HP: Non. Tout client ayant un contrat standard peut bénéficier d'une intervention en dehors des heures ouvrables. Pour cette prestation, effectuée en dehors de la période d'assistance prévue, il ne lui sera compté qu'un forfait de déplacement, le coût des pièces et du temps de travail étant compris dans le contrat standard.
- 3** En matière de logiciel, vais-je pouvoir bénéficier de l'assistance qui m'est nécessaire ?

HP: Oui. Notre assistance standard à la clientèle prévoit, entre autres, la consultation par téléphone, l'intervention technique sur place et la fourniture des mises à jour du logiciel et des notices. Si vous disposez de ressources logicielles internes, vous pouvez ne souscrire qu'un contrat de suivi logiciel ou de distribution de documentation. Ou bien choisir de faire appel à nos services de consultation pour la formation des techniciens et la conception des applications.
- 4** N'aurai-je la visite des techniciens qu'en cas de panne ?

HP: Non. Notre contrat et notre assistance en clientèle accordent autant d'importance à la prévention des incidents qu'à leur solution. Nous apportons donc les plus grands soins à la préparation du lieu d'installation, à l'installation elle-même, ainsi qu'à la formation et à l'entretien préventif. Enfin, vous recevrez régulièrement la visite de l'ingénieur-analyste et du technicien de maintenance responsables de votre système.
- 5** Mon contrat précisera-t-il les services qui me seront fournis, ainsi que leur coût ?

HP: Oui. Notre contrat d'assistance énumère en détail tout ce à quoi vous avez droit et ce que cela vous coûte. Quel que soit le contrat choisi, vous bénéficiez de la même couverture pendant la période de garantie, sans aucun supplément. Nous vous assurons également l'installation gratuite de tout nouveau matériel, sous réserve que vous l'incluez dans votre contrat de maintenance.
- 6** Le technicien se mettra-t-il en route dès mon appel téléphonique et restera-t-il jusqu'à ce que tout soit rentré dans l'ordre ?

HP: Oui. Dans la plupart des secteurs, votre technicien HP sera chez vous dans les quatre heures (si vous avez souscrit le contrat standard). Et comme nous disposons localement des pièces disponibles, il sera en mesure de remettre votre ordinateur en état de marche. Quant à nos techniciens, ils n'ont pas fièvre sur la montre ! S'il faut rester au-delà des heures prévues par le contrat pour que votre ordinateur fonctionne à nouveau, ils resteront. Cela fait partie intégrante du contrat standard, sans supplément de prix.



hp HEWLETT
PACKARD

Coupon à envoyer à: Hewlett-Packard France - BP 70-91401 Orsay Cedex - Tél. 9077825.

Pour en savoir plus sur les services d'assistance proposés, je désire recevoir votre brochure 5953-3302 sur le service après-vente HP.

Nom: _____ Titre: _____
Entreprise: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

SOCIAL

F.O. RECLAME
DES MOYENS FINANCIERS
POUR LA PRÉVENTION
DANS LE BATIMENT

(De notre correspondant.)

Lamoges. — Les problèmes d'hygiène et de sécurité dans le bâtiment et les travaux publics ont été le thème de deux Journées nationales qui se sont terminées le dimanche 16 mars, après avoir réuni une centaine de délégués venus des diverses régions de France et appartenant aux personnels F.O. des organismes professionnels de prévention. En conclusion des travaux les délégués ont estimé que l'impératif du « meilleur prix » ne peut se réaliser dans les entreprises au détriment de la sécurité des travailleurs. M. Marcel Hupel, secrétaire général de la Fédération du bâtiment, avait déclaré de son côté : « On considère trop souvent que les accidents du travail font partie des risques du métier ».

La motion finale s'est déclarée contre « le sacrifice de la prévention au profit des orientations technocratiques qui pourraient se faire ». Les congressistes affirment vouloir tout mettre en œuvre pour que les organismes professionnels de prévention disposent des moyens financiers nécessaires permettant de poursuivre une véritable politique de protection dans le bâtiment et les travaux publics.

VIDÉOCOLOR : TROIS OUVRIERS
PORTENT PLAINTE
APRÈS DES INCIDENTS
AVEC LA DIRECTION

(De notre correspondant.)

Dijon. — Trois ouvriers de l'usine Vidéocolor de Geuilly (Côte-d'Or) ont porté plainte contre X, le syndicat C.G.T. étant constitué partie civile, à la suite de graves incidents survenus devant les portes de l'usine alors que le tribunal des référés de Dijon avait ordonné l'expulsion des grévistes qui occupaient les locaux depuis le 27 février.

Les membres de la direction, accompagnés de quelques collaborateurs, ont décidé d'ordonner à eux-mêmes l'ordonnance du juge en faisant irruption, le 10 mars au matin, dans la cour de l'usine. Cinq femmes avaient été placées par le « commando » trois d'entre elles devaient être transportées à l'hôpital de Dijon.

Le « tarif syndical » des médecins. — L'augmentation sauvage des honoraires, décidée unilatéralement par la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), entre en application, en principe, à partir du lundi 17 mars. Une nouvelle organisation, le Syndicat de la médecine générale, a appelé ses adhérents à ne pas suivre cette consigne.

CORRESPONDANCE

UNE LETTRE DE LA C.G.T.

L'affaire Peugeot : il faudra que la vérité éclate

A la suite de l'article de Michel Castaigne relatant les conditions dans lesquelles Philippe Marchand s'est suicidé à Sochaux, M. Gilbert Le Bescond, membre du bureau de la Fédération C.G.T. de la métallurgie, nous écrit :

M. Silvant, chef du personnel, au nom de la direction Peugeot et en accord avec les délégués, selon l'article du 23 février, que Philippe Marchand n'aurait pas trouvé l'appui nécessaire auprès de la C.G.T. si ce n'est par la télévision, et par conséquent le pouvoir, ont refusé à la C.G.T. pour qu'elle soit au point de vue sur les libertés, parce que nous voulons dire la vérité sur les responsabilités de Peugeot. On ne permettra pas de parler de ce que je connais. Je suis mandaté par la Fédération de la métallurgie C.G.T. depuis plusieurs mois pour aider notre syndicat C.G.T.

Je dois le dire bien haut, et je le dis devant un tribunal, je n'y manquerais pas. C'est l'action psychologique et la politique antisociale de Peugeot ont contribué pour une large part à ce suicide. Non, la C.G.T. n'a pas de leçon à recevoir de la direction sur la fraternité et la solidarité qui existent et existent tous les militants de notre organisation syndicale.

Où, ils ont toute notre reconnaissance, car ils ont fait, en traversant les basses, la vie action psychologique organisée contre eux, ils défendent, avec la C.G.T., les travailleurs. Ce ne sont pas des intérêts égoïstes, mais la défense des intérêts de classe de la masse de ceux qui peinent et souffrent.

Non, ils n'ont pas baissé les

Manifestation pour la manifestation des hommes de la rue. — Un millier de personnes, selon les organisateurs, ont manifesté le 15 mars à La Grand-Combe, près d'Alès (Gard), à l'appel du parti communiste pour le malin en activité du bassin houiller des Cévennes.

MONNAIES ET CHANGES

RENDONS

A LA BANQUE DE FRANCE...

Une coquette typographique et sténographique démentir le sens d'une phrase dans la revue hebdomadaire du marché de l'argent dans « Le Monde » daté 16-17 mars 1980, qui rendait compte d'une « petite révolution » sur le marché monétaire. En commentant la décision prise par la Banque de France de ne plus accorder de pensions à un mois contre bons du Trésor, et de délivrer « au taux du marché » à celles et à ceux qui nous avons écrit que les autorités monétaires « voudraient créer un véritable marché secondaire des bons du Trésor, mais dans la banque, comme cela se passe ailleurs ». C'est et moins dans la banque que qu'il fallait lire, puisqu'il s'agit, précisément, d'obliger les banques à prendre leurs risques en réduisant leur recours (fructueux) au gage des pensions de l'Institut d'émission.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	1.3175-1.3225	- 225 - 170	- 415 - 345	- 255 - 200
\$ Can.	1.3550-1.3570	- 30 + 5	- 105 - 75	- 220 + 70
Yen (100)	1.7310-1.7340	- 30 + 5	- 50 - 10	- 25 + 95
DM	2.2350-2.2380	+ 95 + 125	+ 175 + 230	+ 550 + 720
Florin	2.1225-2.1255	+ 35 + 135	+ 175 + 230	+ 550 + 720
F.S. (100)	14.3575-14.3575	- 385 - 380	- 1000 - 420	- 490 - 785
F.S. (1000)	2.4340-2.4350	+ 105 + 210	+ 225 + 245	+ 1970 + 1045
£ (100)	2.0250-2.0250	- 35 - 25	- 55 - 35	- 150 - 100
£ (1000)	2.0250-2.0250	- 400 - 250	- 710 - 530	- 1610 - 930

TAUX DES EURO-MONNAIES

MA	7 1/2	7 3/4	8 1/8	8 1/2	8 3/4	9 1/8	9 1/2	9 3/4	10 1/8	10 1/2	10 3/4	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 1/2	13 3/4	14 1/8	14 1/2	14 3/4	15 1/8	15 1/2	15 3/4	16 1/8	16 1/2	16 3/4	17 1/8	17 1/2	17 3/4	18 1/8	18 1/2	18 3/4	19 1/8	19 1/2	19 3/4	20 1/8	20 1/2	20 3/4	21 1/8	21 1/2	21 3/4	22 1/8	22 1/2	22 3/4	23 1/8	23 1/2	23 3/4	24 1/8	24 1/2	24 3/4	25 1/8	25 1/2	25 3/4	26 1/8	26 1/2	26 3/4	27 1/8	27 1/2	27 3/4	28 1/8	28 1/2	28 3/4	29 1/8	29 1/2	29 3/4	30 1/8	30 1/2	30 3/4	31 1/8	31 1/2	31 3/4	32 1/8	32 1/2	32 3/4	33 1/8	33 1/2	33 3/4	34 1/8	34 1/2	34 3/4	35 1/8	35 1/2	35 3/4	36 1/8	36 1/2	36 3/4	37 1/8	37 1/2	37 3/4	38 1/8	38 1/2	38 3/4	39 1/8	39 1/2	39 3/4	40 1/8	40 1/2	40 3/4	41 1/8	41 1/2	41 3/4	42 1/8	42 1/2	42 3/4	43 1/8	43 1/2	43 3/4	44 1/8	44 1/2	44 3/4	45 1/8	45 1/2	45 3/4	46 1/8	46 1/2	46 3/4	47 1/8	47 1/2	47 3/4	48 1/8	48 1/2	48 3/4	49 1/8	49 1/2	49 3/4	50 1/8	50 1/2	50 3/4	51 1/8	51 1/2	51 3/4	52 1/8	52 1/2	52 3/4	53 1/8	53 1/2	53 3/4	54 1/8	54 1/2	54 3/4	55 1/8	55 1/2	55 3/4	56 1/8	56 1/2	56 3/4	57 1/8	57 1/2	57 3/4	58 1/8	58 1/2	58 3/4	59 1/8	59 1/2	59 3/4	60 1/8	60 1/2	60 3/4	61 1/8	61 1/2	61 3/4	62 1/8	62 1/2	62 3/4	63 1/8	63 1/2	63 3/4	64 1/8	64 1/2	64 3/4	65 1/8	65 1/2	65 3/4	66 1/8	66 1/2	66 3/4	67 1/8	67 1/2	67 3/4	68 1/8	68 1/2	68 3/4	69 1/8	69 1/2	69 3/4	70 1/8	70 1/2	70 3/4	71 1/8	71 1/2	71 3/4	72 1/8	72 1/2	72 3/4	73 1/8	73 1/2	73 3/4	74 1/8	74 1/2	74 3/4	75 1/8	75 1/2	75 3/4	76 1/8	76 1/2	76 3/4	77 1/8	77 1/2	77 3/4	78 1/8	78 1/2	78 3/4	79 1/8	79 1/2	79 3/4	80 1/8	80 1/2	80 3/4	81 1/8	81 1/2	81 3/4	82 1/8	82 1/2	82 3/4	83 1/8	83 1/2	83 3/4	84 1/8	84 1/2	84 3/4	85 1/8	85 1/2	85 3/4	86 1/8	86 1/2	86 3/4	87 1/8	87 1/2	87 3/4	88 1/8	88 1/2	88 3/4	89 1/8	89 1/2	89 3/4	90 1/8	90 1/2	90 3/4	91 1/8	91 1/2	91 3/4	92 1/8	92 1/2	92 3/4	93 1/8	93 1/2	93 3/4	94 1/8	94 1/2	94 3/4	95 1/8	95 1/2	95 3/4	96 1/8	96 1/2	96 3/4	97 1/8	97 1/2	97 3/4	98 1/8	98 1/2	98 3/4	99 1/8	99 1/2	99 3/4	100 1/8	100 1/2	100 3/4	101 1/8	101 1/2	101 3/4	102 1/8	102 1/2	102 3/4	103 1/8	103 1/2	103 3/4	104 1/8	104 1/2	104 3/4	105 1/8	105 1/2	105 3/4	106 1/8	106 1/2	106 3/4	107 1/8	107 1/2	107 3/4	108 1/8	108 1/2	108 3/4	109 1/8	109 1/2	109 3/4	110 1/8	110 1/2	110 3/4	111 1/8	111 1/2	111 3/4	112 1/8	112 1/2	112 3/4	113 1/8	113 1/2	113 3/4	114 1/8	114 1/2	114 3/4	115 1/8	115 1/2	115 3/4	116 1/8	116 1/2	116 3/4	117 1/8	117 1/2	117 3/4	118 1/8	118 1/2	118 3/4	119 1/8	119 1/2	119 3/4	120 1/8	120 1/2	120 3/4	121 1/8	121 1/2	121 3/4	122 1/8	122 1/2	122 3/4	123 1/8	123 1/2	123 3/4	124 1/8	124 1/2	124 3/4	125 1/8	125 1/2	125 3/4	126 1/8	126 1/2	126 3/4	127 1/8	127 1/2	127 3/4	128 1/8	128 1/2	128 3/4	129 1/8	129 1/2	129 3/4	130 1/8	130 1/2	130 3/4	131 1/8	131 1/2	131 3/4	132 1/8	132 1/2	132 3/4	133 1/8	133 1/2	133 3/4	134 1/8	134 1/2	134 3/4	135 1/8	135 1/2	135 3/4	136 1/8	136 1/2	136 3/4	137 1/8	137 1/2	137 3/4	138 1/8	138 1/2	138 3/4	139 1/8	139 1/2	139 3/4	140 1/8	140 1/2	140 3/4	141 1/8	141 1/2	141 3/4	142 1/8	142 1/2	142 3/4	143 1/8	143 1/2	143 3/4	144 1/8	144 1/2	144 3/4	145 1/8	145 1/2	145 3/4	146 1/8	146 1/2	146 3/4	147 1/8	147 1/2	147 3/4	148 1/8	148 1/2	148 3/4	149 1/8	149 1/2	149 3/4	150 1/8	150 1/2	150 3/4	151 1/8	151 1/2	151 3/4	152 1/8	152 1/2	152 3/4	153 1/8	153 1/2	153 3/4	154 1/8	154 1/2	154 3/4	155 1/8	155 1/2	155 3/4	156 1/8	156 1/2	156 3/4	157 1/8	157 1/2	157 3/4	158 1/8	158 1/2	158 3/4	159 1/8	159 1/2	159 3/4	160 1/8	160 1/2	160 3/4	161 1/8	161 1/2	161 3/4	162 1/8	162 1/2	162 3/4	163 1/8	163 1/2	163 3/4	164 1/8	164 1/2	164 3/4	165 1/8	165 1/2	165 3/4	166 1/8	166 1/2	166 3/4	167 1/8	167 1/2	167 3/4	168 1/8	168 1/2	168 3/4	169 1/8	169 1/2	169 3/4	170 1/8	170 1/2	170 3/4	171 1/8	171 1/2	171 3/4	172 1/8	172 1/2	172 3/4	173 1/8	173 1/2	173 3/4	174 1/8	174 1/2	174 3/4	175 1/8	175 1/2	175 3/4	176 1/8	176 1/2	176 3/4	177 1/8	177 1/2	177 3/4	178 1/8	178 1/2	178 3/4	179 1/8	179 1/2	179 3/4	180 1/8	180 1/2	180 3/4	181 1/8	181 1/2	181 3/4	182 1/8	182 1/2	182 3/4	183 1/8	183 1/2	183 3/4	184 1/8	184 1/2	184 3/4	185 1/8	185 1/2	185 3/4	186 1/8	186 1/2	186 3/4	187 1/8	187 1/2	187 3/4	188 1/8	188 1/2	188 3/4	189 1/8	189 1/2	189 3/4	190 1/8	190 1/2	190 3/4	191 1/8	191 1/2	191 3/4	192 1/8	192 1/2	192 3/4	193 1/8	193 1/2	193 3/4	194 1/8	194 1/2	194 3/4	195 1/8	195 1/2	195 3/4	196 1/8	196 1/2	196 3/4	197 1/8	197 1/2	197 3/4	198 1/8	198 1/2	198 3/4	199 1/8	199 1/2	199 3/4	200 1/8	200 1/2	200 3/4	201 1/8	201 1/2	201 3/4	202 1/8	202 1/2	202 3/4	203 1/8	203 1/2	203 3/4	204 1/8	204 1/2	204 3/4	205 1/8	205 1/2	205 3/4	206 1/8	206 1/2	206 3/4	207 1/8	207 1/2	207 3/4	208 1/8	208 1/2	208 3/4	209 1/8	209 1/2	209 3/4	210 1/8	210 1/2	210 3/4	211 1/8	211 1/2	211 3/4	212 1/8	212 1/2	212 3/4	213 1/8	213 1/2	213 3/4	214 1/8	214 1/2	214 3/4	215 1/8	215 1/2	215 3/4	216 1/8	216 1/2	216 3/4	217 1/8	217 1/2	217 3/4	218 1/8	218 1/2	218 3/4	219 1/8	219 1/2	219 3/4	220 1/8	220 1/2	220 3/4	221 1/8	221 1/2	221 3/4	222 1/8	222 1/2	222 3/4	223 1/8	223 1/2	223 3/4	224 1/8	224 1/2	224 3/4	225 1/8	225 1/2	225 3/4	226 1/8	226 1/2	226 3/4	227 1/8	227 1/2	227 3/4	228 1/8	228 1/2	228 3/4	229 1/8	229 1/2	229 3/4	230 1/8	230 1/2	230 3/4	231 1/8	231 1/2	231 3/4	232 1/8	232 1/2	232 3/4	233 1/8	233 1/2	233 3/4	234 1/8	234 1/2	234 3/4	235 1/8	235 1/2	235 3/4	236 1/8	236 1/2	236 3/4	237 1/8	237 1/2	237 3/4	238 1/8	238 1/2	238 3/4	239 1/8	239 1/2	239 3/4	240 1/8	240 1/2	240 3/4	241 1/8	241 1/2	241 3/4	242 1/8	242 1/2	242 3/4	243 1/8	243 1/2	243 3/4	244 1/8	244 1/2	244 3/4	245 1/8	245 1/2	245 3/4	246 1/8	246 1/2	246 3/4	247 1/8	247 1/2	247 3/4	248 1/8	248 1/2	248 3/4	249 1/8	249 1/2	249 3/4	250 1/8	250 1/2	250 3/4	251 1/8	251 1/2	251 3/4	252 1/8	252 1/2	252 3/4	253 1/8	253 1/2	253 3/4	254 1/8	254 1/2	254 3/4	255 1/8	255 1/2	255 3/4	256 1/8	256 1/2	256 3/4	257 1/8	257 1/2	257 3/4	258 1/8	258 1/2	258 3/4	259 1/8	259 1/2	259 3/4	260 1/8	260 1/2	260 3/4	261 1/8	261 1/2	261 3/4	262 1/8	262 1/2	262 3/4	263 1/8	263 1/2	263 3/4	264 1/8	264 1/2	264 3/4	265 1/8	265 1/2	265 3/4	266 1/8	266 1/2	266 3/4	267 1/8	267 1/2	267 3/4	268 1/8	268 1/2	268 3/4	269 1/8	269 1/2	269 3/4	270 1/8	270 1/2	270 3/4	271 1/8	271 1/2	271 3/4	272 1/8	272 1/2	272 3/4	273 1/8	273 1/2	273 3/4	274 1/8	274 1/2	274 3/4	275 1/8	275 1/2	275 3/4	276 1/8	276 1/2	276 3/4	277 1/8	277 1/2	277 3/4	278 1/8	278 1/2	278 3/4	279 1/8	279 1/2	279 3/4	280 1/8	280 1/2	280 3/4	281 1/8	281 1/2	281 3/4	282 1/8	282 1/2	282 3/4	283 1/8	283 1/2	283 3/4	284 1/8	284 1/2	284 3/4	285 1/8	285 1/2	285 3/4	286 1/8	286 1/2	286 3/4	287 1/8	287 1/2	287 3/4	288 1/8	288 1/2	288 3/4	289 1/8	289 1/2	289 3/4	290 1/8	290 1/2	290 3/4	291 1/8	291 1/2	291 3/4	292 1/8	292 1/2	292 3/4	293 1/8	293 1/2	293 3/4	294 1/8	294 1/2	294 3/4	295 1/8	295 1/2	295 3/4	296 1/8	296 1/2	296 3/4	297 1/8	297 1/2	297 3/4	298 1/8	298 1/2	298 3/4	299 1/8	299 1/2	299 3/4	300 1/8	300 1/2	300 3/4	301 1/8	301 1/2	301 3/4	302 1/8	302 1/2	302 3/4	303 1/8	303 1/2	303 3/4	304 1/8	304 1/2	304 3/4	305 1/8	305 1/2	305 3/4	306 1/8	306 1/2	306 3/4	307 1/8	307 1/2	307 3/4	308 1/8	308 1/2	308 3/4	309 1/8	309 1/2	309 3/4	310 1/8	310 1/2	310 3/4	311 1/8	311 1/2	311 3/4	312 1/8	312 1/2	312 3/4	313 1/8	313 1/2	313 3/4	314 1/8	314 1/2	314 3/4	315 1/8	315 1/2	315 3/4	316 1/8	316 1/2	316 3/4	317 1/8	317 1/2	317 3/4	318 1/8	318 1/2	318 3/4	319 1/8	319 1/2	319 3/4	320 1/8	320 1/2	320 3/4	321 1/8	321 1/2	321 3/4	322 1/8	322 1/2	322 3/4	323 1/8	323 1/2	323 3/4	324 1/8	324 1/2	324 3/4	325 1/8	325 1/2	325 3/4	326 1/8	326 1/2	326 3/4	327 1/8	327 1/2	327 3/4	328 1/8	328 1/2	328 3/4	329 1/8	329 1/2	329 3/4	330 1/8	330 1/2	330 3/4	331 1/8	331 1/2	331 3/4	332 1/8	332 1/2	332 3/4	333 1/8	333 1/2	333 3/4	334 1/8	334 1/2	334 3/4	335 1/8	335 1/2	335 3/4	336 1/8	336 1/2	336 3/4	337 1/8	337 1/2	337 3/4	338 1/8	338 1/2	338 3/4	339 1/8	339 1/2	339 3/4	340 1/8	340 1/2	340 3/4	341 1/8	341 1/2	341 3/4	342 1/8	342 1/2	342 3/4	343 1/8	343 1/2	343 3/4	344 1/8	344 1/2	344 3/4	345 1/8	345 1/2	345 3/4	346 1/8	346 1/2	346 3/4	347 1/8	347 1/2	347 3/4	348 1/8	348 1/2	348 3/4	349 1/8	349 1/2	349 3/4	350 1/8	350 1/2	350 3/4	351 1/8	351 1/2	351 3/4	352 1/8	352 1/2	352 3/4	353 1/8	353 1/2	353 3/4	354 1/8	354 1/2	354 3/4	355 1/8	355 1/2	355 3/4	356 1/8	356 1/2	356 3/4	357 1/8	357 1/2	357 3/4	358 1/8	358 1/2	358 3/4
----------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

PARIS
17 MARS

La baisse se ralentit un peu

Assez sévère à la fin de la semaine écoulée, le mouvement des affaires a cessé la Bourse de Paris s'est un peu calmée. L'ensemble du monde financier est un marché modérément actif et, à la clôture, l'indicateur instantané s'inscrit à — 0,8 % environ, en dessous de son niveau précédent.

Des pertes ont encore été relevées dans les divers compartiments de la cote mais leur ampleur a diminué et, en dehors de quelques cas bien précis, elles n'ont guère excédé 1,3 % en moyenne avant les valeurs les plus délaissées, les pétroles (— 4,7 %), Michelin (— 3,2 %), Auxiliale d'Entreprises (— 3,2 %), S.I.A.S. et Esso

Les investisseurs auraient-ils retrouvé leur sang-froid ? C'est beaucoup dire. De grosses ventes ont encore été enregistrées mais l'effet occasionné a été en large partie contre-balançé par les achats des SICAV-Monory qui ont jusqu'à la fin du mois de mars pour réinvestir les sommes collectées en 1979.

La séance de lundi n'a donc pas été très significative. Au reste, le sentiment n'était pas bon autour de la corbeille, beaucoup redoutant, en liaison avec le plan anti-inflation du président Carter, une nouvelle flambée des taxes d'import, mais aussi un renouveau de la facture pétrolière à l'égard de la France, consécutif à la remontée concomitante du dollar. Notons, à cet égard, que le déficit, élévé de la balance commerciale en février principalement imputable à la hausse des prix pétroliers, a ajouté à la mauvaise impression déjà

La baisse de l'or s'est accélérée le 14 août abandonnant 3 390 F (— 4,5 %) à 69 200 F. Le napoléon, cependant, a peu varié s'établissant à 650 F (— 0,10 F) tandis que son satellite, la rente 4 1/2 % 1973, baissait d'environ 2 c.

LONDRES

Le fait saillant est la nouvelle et forte baisse des mines sud-africaines, en liaison avec le repli prononcé de l'or. Recul des industrielles, des pétroles et des fonds d'Etat.

Dr (ouverture) (dollars) 490 .. contre 532 ..			
VALEURS	CLOTURE 14/2	COURS 17/3	
Banque	116 ..	116	...
British Petroleum	352 ..	349	...
Comptoirs	86 ..	86	...
De Suez	2 28 ..	2 30	...
Imperial Chemical	383 ..	386	...
Nio Yatch Kow Cor.	34 ..	34	...
Shell	370 ..	368	...
Vickers	119 ..	116	...
Wor Lamb 2 1/2 %	20 3/8 ..	20 1/4	...
Worst Refrigerated	81 1/4 ..	82 1/2	...
Woolworth Holdings	57 ..	58 1/2	...

en G. p. dollars 1/1

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE WOERMES. — Bénéfice net pour 1978 : 43,22 millions de francs contre 35,03 millions, dont 12 millions de plus-values contre 3 millions. Dividende global : 30,25 contre 18,78 F.

BANQUE LA HENIN. — Emprunt de 300 millions de francs à taux d'intérêt variable en fonction de la moyenne mensuelle du loyer de l'argent sur le marché monétaire, mais jamais inférieur à 10 %. Amortisse-

CREDIT DU NORD. — Emprunt de 300 millions de francs à taux d'intérêt variable en fonction de la moyenne mensuelle du loyer de l'argent sur le marché monétaire, mais jamais inférieur à 10,5 %. Amortissement en huit ans.

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)		
	13 mars	14 mars
Valeurs françaises ..	103,1	101,1
Valeurs étrangères ..	101,3	100,0
Cie DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1981)		
Indice général	107	104

Taux du marché monétaire	
Effets privés	12 3/4 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar (en yen)	143 17/32

MATIÈRES PREMIÈRES

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 14 mars 1980

DENREES. — New-York (en cent
par lb) : cacao, mal. 138,45
1236,45; juil. 134 (137); sucre,
mal. 19,40 (23,05); juil. 20,50
(25,57); café, mal. 198,40 (188,50)
juil. 192,90 (192,11).

— Londres (en livres par tonne)
sucre, mal. 224 (257), août. 234
(273); café, mal. 198,40 (188,50)
juil. 192,90 (192,11).

— Paris (en francs par quintal)
cacao, mal. ind. 13 310; juil.
1 305 (1 300); café, mal. 1 540
(1 535); juil. 1 244 (1 260); sucre
(en francs par quintal) : juillet, 20

CEREALES. — Chicago (en cent
par boisseau) : blé, mai, 4
(448 1/2), juil. 448 3/4 (454 1/2),
maïs, mai, 271 1/2 (275 1/2), juil.
284 1/4 (288).
Indices : Moody's : 1261.20 (1401.2)
Dow Jones : 1355.5 (1377.5)

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)
MÉTALLS — Londres (en sterling par tonne): cuivre (wirebar) comptant 1014 (1105); à trois mois 1027 (1126); étain comptant 7775 (8290); à trois mois 7800 (8300); plomb 498 (540); zinc

— New-York (en cents par livre):
cuivre (premier terme) \$2.20 (108)
argent 74 (32.10); aluminium (1
gros) inch. (71); ferraille, com-
moyen (en dollars par tonne) in-

(102.50) : manœuvre (par benne
 de 78 lbs) inch. (390-400). —
 mang. (en dollars des Détroits ;
 picul de 32 lbs) 2 301 (2 470).
TEXTILES. — New-York (en ce-
 par livre) : coton, mai, 71.
 (81.25) ; juillet, 77.10 (81.55).
 Londres (en nouveaux pence
 kilo) : laine (peignée à ses)
 inch. (265) ; jute (en livres

tonne) Pakistan, White grade
inch. (215). — Roubaix (en franc
par kilo) : laine, mare 2
(28,80).

CAOUTCHOUC. — Londres (en n
vestre pence par kilo) : R
comptant, 68-69 [71.45-71.50].
Penang (en cents des Détroits
Bata) : 202 204 206 208 210

BOURSE DE PARIS - 17 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES | COURS DES VILLETES | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL		COURS préc.		COURS 17 3		Marché		MARCHANDS ET DEVISES		COURS préc.		COURS 17 3	
France (100 fr.)	4 289		4 178	4 179	4 289			71 055	689 3				
Allemagne (100 M.)	233 538	233 746	233 746	233	233			72 859	55 250				
Belgique (100 fr.)	14 277	14 277	14 277	16 590	14 299								
Pays-Bas (100 fl.)	212 880	212 856	212 856	287	219				536 19	650			
Grande-Bretagne (100 £)	750	750	750	810	560				536 19	650			
Norvège (100 kr.)	35 279	34 879	35 279	281	281				536 19	650			
Grande-Bretagne (10 £)	9 478	9 535	9 535	8 189	8 189				536 19	650			
Grande-Bretagne (100 £)	2 643 180	2 644 410	2 643 180	536	536				536 19	650			
Suède (100 kr.)	88 678	88 678	88 678	64 529	100				536 19	650			
Grande-Bretagne (100 £)	32 322	32 322	32 322	100	100				536 19	650			
Grande-Bretagne (100 £)	6 222	6 254	6 222	100	100				536 19	650			
Portugal (100 esc.)	8 855	8 729	8 855	100	100				536 19	650			
Grande-Bretagne (100 £)	1 859	1 859	1 859	100	100				536 19	650			
Japon (100 yens)	1 742	1 750	1 742	1 750	1 750				536 19	650			

